





صكنا من الأصل

# APRÈS LE COUP D'ÉTAT

## INQUI AU PORTUGAL

## LA REPRISSE EN

Les réactions dans les diverses capitales, après le putsch manqué du 11 mars, expriment presque toutes le soulagement de voir qu'un conflit violent a pu être évité. Néanmoins, plusieurs gouvernements paraissent préoccupés du « virage à gauche » que les événements ont provoqué.

À ALGER, dans un message du président Houari Boumedienne adressé au président Francisco de Costa Gomes, affirme son « soulagement et sa joie » devant « l'échec de la tentative de renversement du pouvoir révolutionnaire et démocratique au Portugal ».

● BONN avait pour premier souci de résoudre le problème posé par la présence dans l'ambassade d'Allemagne à Lisbonne de quatre des officiers insurgés.

● A JOHANNESBURG, le commentateur de Radio-Afrique du Sud a affirmé que l'échec du soulèvement militaire à Lisbonne était « pathétique ». « Le peuple portugais est aujourd'hui confronté à une oppression bien pire que celles qu'il a connues sous les régimes Salazar et Caetano », a-t-il ajouté.

● A MADRID, la presse se félicite généralement de la politique de non-intervention suivie par le gouvernement de M. Arias Navarro. L'éditorialiste de la « Vanguardia » écrit que, « en fin de compte, il se passe chez les militaires portugais la même chose que chez leurs compatriotes civils : tous ne pensent pas et ne veulent pas la même chose ».

● A MOSCOU, le commentateur de la « Pravda » écrit que l'échec du putsch est une nouvelle victoire gagnée contre « les forces

d'extrême droite et les milieux impérialistes qui les soutiennent ».

● A RIO-DE-JANEIRO, le journal « O Globo » insiste sur le rôle des communistes. « De nombreux groupes, écrit le journal, ne voudraient rester assis à regarder les progrès constants des communistes tandis que l'ordre intérieur et l'économie du pays étaient gravement perturbés ». Le journal « O Estado de São Paulo » estime, quant à lui, que « la démocratie est morte au Portugal, avant même d'être née ». L'ancien président

### Le Conseil de la révolution pourra mettre hors la loi certains partis déclare le ministre de l'information

Lisbonne (A.F.P.). — Mercredi 12 mars, le commandant Correia Jesuino, ministre de la communication sociale (Information), a répondu aux questions des journalistes sur les circonstances du coup d'État manqué et sur les décisions prises par le Mouvement des forces armées.

« Depuis quelques jours, a déclaré M. Jesuino, le pays sentait une atmosphère de tensions. Les incidents qui se sont produits lors de meetings politiques, la manifestation des grèves, le climat de contestation à peu près généralisé, tout cela montrait une orchestration bien définie qui pouvait aboutir à un mouvement tel que celui qui s'est produit ». Le coup, a poursuivi le ministre, a été exécuté par un groupe tout à fait minoritaire. Il s'agit de quelques hommes dont des membres épurés du Mouvement des forces armées. Le commandant a ajouté que, si la tentative de ces forces a pu un moment faire illusion, c'est en raison de l'ingénuité qui caractérise les Portugais.

Les mutins ont cru, selon lui, pouvoir convaincre certaines forces, dont celles du régiment d'artillerie légère n° 1, à Sacavem. Le ministre de la communication sociale a ensuite précisé que « si les putschistes n'avaient pas de plan orchestré » et que leurs troupes leur avaient obéi trop vite.

Le commandant Jesuino a confirmé qu'il n'y avait pas eu d'échange de tirs à la caserne du régiment d'artillerie légère n° 1, à Sacavem, et que les victimes, avant d'être attaquées par le bombardement ou par le tir des mitrailleuses des avions et des hélicoptères des « munitins ». Le bilan aurait pu être plus dramatique, a dit le ministre.

Le commandant Jesuino s'est félicité de l'attitude exemplaire du peuple, qui a fait preuve de vigilance et de civisme.

Le commandant Jesuino a confirmé qu'il n'y avait pas eu d'échange de tirs à la caserne du régiment d'artillerie légère n° 1, à Sacavem, et que les victimes, avant d'être attaquées par le bombardement ou par le tir des mitrailleuses des avions et des hélicoptères des « munitins ». Le bilan aurait pu être plus dramatique, a dit le ministre.

Le commandant Jesuino s'est félicité de l'attitude exemplaire du peuple, qui a fait preuve de vigilance et de civisme.

### Des officiers liés à l'ancien président de la République ont été arrêtés

Lisbonne. — En raison de la situation, l'intervention prévue au sujet d'une manifestation prévue depuis un certain temps. Les travailleurs des transports aériens portugais ont suspendu l'ordre de grève lancé la semaine dernière. L'agitation dans les troupes tend à s'accroître. En revanche, les organisations d'extrême gauche sont très actives : le parti d'Unité populaire, l'Union démocratique populaire et le mouvement républicainiste du parti du prolétariat demandent le désarmement de la police et de la garde nationale républicaine. Ainsi que cinq cents manifestants parcourent les rues de la capitale, obligeant l'armée à monter un dispositif de sécurité pour isoler plusieurs commissariats ainsi que le quartier général de la G.N.R., situé place du Carmo.

On apprend d'autre part que les quatre officiers de la garde nationale républicaine insurgés, qui s'étaient réfugiés à l'ambassade d'Allemagne, se sont rendus aux autorités portugaises qu'une vingtaine de généraux colonels et capitaines, considérés comme des organisateurs du complot, ont été arrêtés dans la nuit de mercredi à jeudi par les troupes du COFCON. Parmi eux se trouvaient les capitaines Monge et Almeida Bruno, très liés au général Spínola. Quant au capitaine Sanches Osorio, ancien ministre de l'Information, il a été arrêté à la fin de la nuit de mercredi à jeudi. Il aurait quitté le pays. Il figurait sur la liste des militaires ayant « trahi » le Mouvement des forces armées.

Le ministre de l'Information a donné une conférence de presse dont nous publions, d'autre part, le compte rendu. Aucune explication précise n'a été fournie sur certains points qui restent assez obscurs. Pourquoi le nombre d'avions engagés dans les opérations a-t-il été si faible ? Pourquoi ces avions ont-ils pu survoler les troupes de Lisbonne pendant plus de trois heures sans être dérangés ? Comment ont-ils pu se ravitailler ? Pourquoi des mesures appropriées n'ont-elles pas été prises pour empêcher la fuite de quelques-uns des responsables ? Comment s'explique l'absence de coordination entre les différents éléments de la rébellion ? Avant de pouvoir répondre à ces questions, il faut attendre que la commission d'enquête nommée par la M.F.A. ait terminé ses travaux.

Le commandant Jesuino a confirmé qu'il n'y avait pas eu d'échange de tirs à la caserne du régiment d'artillerie légère n° 1, à Sacavem, et que les victimes, avant d'être attaquées par le bombardement ou par le tir des mitrailleuses des avions et des hélicoptères des « munitins ». Le bilan aurait pu être plus dramatique, a dit le ministre.

Le commandant Jesuino s'est félicité de l'attitude exemplaire du peuple, qui a fait preuve de vigilance et de civisme.

Le commandant Jesuino a confirmé qu'il n'y avait pas eu d'échange de tirs à la caserne du régiment d'artillerie légère n° 1, à Sacavem, et que les victimes, avant d'être attaquées par le bombardement ou par le tir des mitrailleuses des avions et des hélicoptères des « munitins ». Le bilan aurait pu être plus dramatique, a dit le ministre.

Le commandant Jesuino s'est félicité de l'attitude exemplaire du peuple, qui a fait preuve de vigilance et de civisme.

Le commandant Jesuino a confirmé qu'il n'y avait pas eu d'échange de tirs à la caserne du régiment d'artillerie légère n° 1, à Sacavem, et que les victimes, avant d'être attaquées par le bombardement ou par le tir des mitrailleuses des avions et des hélicoptères des « munitins ». Le bilan aurait pu être plus dramatique, a dit le ministre.

Le commandant Jesuino s'est félicité de l'attitude exemplaire du peuple, qui a fait preuve de vigilance et de civisme.

### Le gouvernement envisagerait de demander l'extradition du général Spínola

Les informations en provenance de Lisbonne indiquent que le gouvernement envisagerait de demander l'extradition du général Spínola. Les autorités portugaises ont tenté de régler le sort du général Spínola. On sait seulement, grâce au capitaine Vasco Lourenço, membre de l'entourage du premier ministre, que l'ancien président de la République a été déchu de son grade dans la réserve. Le professeur Jorge Camacho, ancien ministre de l'Information, a été arrêté à la fin de la nuit de mercredi à jeudi. Il aurait quitté le pays. Il figurait sur la liste des militaires ayant « trahi » le Mouvement des forces armées.

Le bureau exécutif du parti socialiste s'est réuni mercredi 12 mars de l'échec de la tentative de coup d'État au Portugal. Il a discuté de la situation et de la nécessité de soutenir le gouvernement des forces armées et militaires qui travaillent à consolider la démocratie et à ouvrir la voie à la participation démocratique. Seul le régime démocratique pourra donner la liberté à l'Espagne.

Le bureau exécutif du parti socialiste s'est réuni mercredi 12 mars de l'échec de la tentative de coup d'État au Portugal. Il a discuté de la situation et de la nécessité de soutenir le gouvernement des forces armées et militaires qui travaillent à consolider la démocratie et à ouvrir la voie à la participation démocratique. Seul le régime démocratique pourra donner la liberté à l'Espagne.

### La réforme des structures du M.F.A.

« Dès la défaite des contre-révolutionnaires, a poursuivi le ministre, l'Assemblée du M.F.A. qui comprendrait la Junte de salut national, les ministères militaires et des représentants des forces armées à tous les échelons, s'est réunie. Les discussions ont duré toute la nuit et se sont terminées mercredi matin à 9 heures. »

« Nous avons décidé la dissolution du conseil des armées, organisme qui présentait pour chaque arme un conseil élu démocratiquement. Or, on a pu constater que dans ces conseils se trouvaient des éléments compromis dans la tentative de putsch. »

« Mais, a-t-il ajouté, la décision la plus importante a été l'institutionnalisation immédiate du Mouvement des forces armées. Elle était prévue depuis pas mal de temps. »

La question de savoir si les partis politiques avaient été consultés avant l'annonce de l'institutionnalisation immédiate, le

### « Exécution » télévisée à Lisbonne

Une petite voiture dont on ne distingue pas les occupants, mais qu'un fort groupe de militaires, auxquels se mêlent des civils, laissent partir. Puis des coups de feu, très rapprochés sans qu'un tiré ait été donné. Des militaires filmés de dos, mais qui, visiblement, déchargent leur arme en direction du véhicule, à une centaine de mètres. « Fascistes ! » Cria lancés par la foule qui accourt et extrait un passager, mort ou blessé, de la voiture, aux vitres fracassées.

Telle est la scène filmée par des envoyés spéciaux de TF-1 et que des millions de téléspectateurs ont pu voir sur leur écran mercredi soir. A la suite de quoi une mise au point a été faite par le Commandement opérationnel du continent, le COFCON. Selon cette version, rapportée par l'A.F.P., la voiture s'était arrêtée devant la caserne de Sacavem à Lisbonne — où devaient se rendre deux lieutenants plus tard le président Costa Gomes et le premier ministre, M. Gonçalves. « Ses occupants ayant manifesté une curieuse agilité, poursuit le texte, des militaires se sont approchés. A ce moment, une femme qui était à l'intérieur du véhicule, a sorti un pistolet. C'est alors que les militaires de garde ont dû tirer sur la voiture, tuant un homme qui s'est retrouvé étendu sur le côté, et blessant la femme. »

Cette version est peu convaincante, au moins sur un point : le ressort cinématographique du film qui les militaires ont ouvert le feu non pas sur le véhicule en stationnement, mais alors qu'il venait de quitter les lieux. Une telle agilité des occupants de la voiture est aussi peu plausible.

### Lisbonne ne compte pas demander le rappel de l'ambassadeur des États-Unis

Le commandant Correia Jesuino, ministre portugais de la communication sociale, a déclaré, le mercredi 12 mars, au cours d'une conférence de presse, que l'ambassadeur des États-Unis à Lisbonne, M. Frank Carucci, restait à son poste et que son remplacement n'était pas prévu. Lundi, le commandant en second du COFCON (Commandement opérationnel du continent), le général Otilio Saraiva de Carvalho, avait mis en cause l'ambassadeur américain, affirmant que, « dans une lettre adressée au président de la République, le diplomate demandait au gouvernement de le rappeler. Le ministre de la communication sociale a dit qu'il ne s'agissait pas d'une lettre officielle, mais d'une atmosphère chaude, a-t-il ajouté, il est difficile d'assurer la sécurité de toutes les personnes. La semaine dernière, un journal portugais avait publié une information tirée du Journal d'extrême gauche « Notícias e Esboços » qui présentait M. Carucci comme un agent de la CIA. L'ambassade américaine avait aussitôt apporté un démenti.

### En Espagne, l'échec du putsch pourrait favoriser les centristes du régime franquiste

Madrid. — Selon des sources officielles, le général Antonio Spínola, son épouse et les quinze officiers (et non dix-huit, comme il avait été dit) qui les accompagnent sont « au secret », sous la « surveillance » de autorités militaires à la base aérienne espagnole de Talavera-la-Real, dans la province de Badajoz. On s'attend qu'ils quitteront l'Espagne à très bref délai.

Bien que le bruit ait couru d'abord que le général Spínola allait se rendre au Brésil, d'après certains sources, l'ancien président portugais hériterait encore sur le choix du pays où il va fixer sa résidence d'été. De toute façon il semble bien que les autorités espagnoles souhaitent être débarrassées le plus tôt possible de ces hôtes gênants. Les quatre hélicoptères à bord desquels M. Spínola et les officiers ont quitté l'Espagne sont arrivés en Espagne ont été mis à la disposition du gouvernement de Lisbonne.

La presse espagnole a relaté avec une relative objectivité les événements portugais et les déclarations d'autre part l'objet de commentaires dans la presse politique. A l'intérieur du régime la position des partisans de la politique dite « bunker », c'est-à-dire de la défense à outrance, tel M. Jose Antonio Gilron de Velasco, chef de file historique de la résistance à l'entrée de la Confédération nationale des anciens combattants, va s'affaiblissant. L'audience de M. Gilron de Velasco diminue et le déclin de son prestige qu'il prononcé le 9 mars à Saragosse a eu peu d'échos parmi les hommes politiques du régime et même parmi les phalangistes qui considèrent sa position comme « dépassée ».

L'échec du contre-coup du général Spínola pourrait renforcer la position de ceux qui veulent former une « grande association » ou se regroupent les hommes du centre politique du régime (dans la mesure où l'on peut dire que le régime ait un centre), c'est-à-dire organiser la « droite de la droite » (qui ne côtoie pas avec l'extrême droite) et de telle sorte que le jour où Franco abandonnera le pouvoir, les phalangistes ne se trouvent pas devant un vide politique. De toute façon, ce « centre » a une conception très « restrictive » de la démocratie.


Le quotidien monarchiste conservateur A.B.C., dans un éditorial intitulé « La triste expérience du Portugal », émet l'opinion suivante : « Une fois de plus le régime franquiste a été surpris par la naissance d'un Etat démocratique qui surgit d'une révolution à laquelle participent les communistes du Portugal et ceux de ses hommes qui tentent surmonter l'étape du salazarisme, commenté à payer la note. Cette leçon

est douloureuse mais a aussi valeur d'exemple pour le reste de la péninsule Ibérique. »

L'opinion de la gauche est toute différente. Un porte-parole du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) affirme : « L'échec de Spínola agit comme un frein sur les secteurs du régime les plus favorables à l'ouverture. Une fois de plus, la validité de nos thèses sera démontrée : le franquisme est incapable d'élever démocratiquement. Seul le régime démocratique pourra donner la liberté à l'Espagne. »

Quant aux conditions dans lesquelles l'ancien président de la République a participé à la tentative de coup d'État, le quotidien de Lisbonne O Seculo cite la conversation qu'il a eue à ce sujet, avant de quitter le territoire portugais, avec un officier du Mouvement des forces armées, le capitaine Salgueiro Maia. Celui-ci a rencontré le général à la base des parachutistes de Tancos, dans le centre du pays. « On m'a trompé », lui a dit l'ancien chef de l'État, qui a demandé ensuite : « Alors, vous n'avez pas avancé sur Lisbonne ? » Le général, qui semblait surpris, a répondu que dit qu'il était persuadé que l'armée et plusieurs casernes de Lisbonne étaient occupés. Il aurait ajouté qu'il avait été averti d'un projet d'assassinat dirigé contre lui dans la nuit du 11 au 12 mars.

Pour sa part, le capitaine Maia estime qu'on s'est servi du général Spínola. « En dehors de l'Espagne, a-t-il dit, il y a d'autres forces qui ont été trompées. Ce sont des forces qui agissent dans l'ombre et qui n'ont pas encore été démasquées. »



Pour le week-end, ensemble gaborine : Blouse, dos à soufflet, larges manches raglan 570 F Pantalon à plis 420 F Existe en quatre teintes. Chemise ouverte, pull, foulard et soutiens Christian Dior

## Christian Dior

MONSIEUR

13 rue François-1<sup>er</sup> 12 rue Boissy-d'Anglais.

Le porte-parole du département d'Etat, Robert Fuzell, a, de son côté, déclaré à Washington que le gouvernement américain avait reçu l'assurance du gouvernement portugais qu'il garantirait la sécurité de l'ambassadeur et de l'ambassade. M. Fuzell a, à nouveau, formellement démenti toute participation américaine au coup d'État manqué.

● M. Soles Lame, président du club littéraire « Gremio Literario » fréquenté par de nombreuses personnalités et par la haute société portugaise, a été arrêté mercredi par les forces du commandement opérationnel du continent (COFCON). Selon les déclarations de la secrétaire du « Gremio », les militaires étaient porteurs d'un mandat de perquisition signé par le général Otilio Saraiva de Carvalho, commandant du COFCON. (A.F.P.)

● La Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) dont le siège est à Bruxelles, a publié un communiqué dans lequel elle se « réjouit » de l'échec de la tentative de coup d'État et se félicite d'un groupe de l'extrême droite portugaise.

### Argentine

● SIX PERSONNES, DONT DEUX POLICIERS, sont mortes en Argentine, dernières en date des soixante-sept victimes de la violence politique depuis le début de l'année. Les corps criblés de balles de trois jeunes gens ont été retrouvés, mercredi 12 mars, dans un dépôt d'ordures de Buenos-Aires. Mardi soir, deux policiers ont été abattus par des militaires d'extrême gauche, qui ont réalisé un barrage de police à la sortie de la capitale. Au cours de l'attaque d'un poste de police, c'est un gauchiste qui a été tué à Rosario, le même soir. — (Reuter).

### Brésil

● LE PARTI GOUVERNEMENTAL ALLIANCE POUR LA RENOVATION NATIONALE (ARENA) a décidé, le mercredi 12 mars, de s'opposer à la convocation devant le Parlement, demandée la semaine dernière par le parti d'opposition (M.D.B.), du ministre de

### A TRAVERS

la justice pour donner des rendez-vous à des centaines de détenus politiques. — (A.F.P.)

### Espagne

● REUNIES CLANDESTINEMENT A MADRID, des organisations de jeunes de France, de Grèce, d'Italie, du Portugal et d'Espagne ont lancé un appel à la solidarité dans la lutte contre le régime franquiste, apprend-on le 12 mars. Un porte-parole de la Fédération des mouvements de jeunes socialistes espagnols, interviewé, a déclaré que la réunion constituait la préparation d'une conférence qui aura lieu à la fin de cette semaine dans un pays méditerranéen pour le regroupement des fédérations des mouvements de jeunesse de gauche des cinq pays. — (Reuter).

### Brésil

● M. GEORGES SPENALE, nouveau président du parlement européen, s'est entretenu, mercredi 12 mars, de la situation en Espagne avec une délégation de la Junte démocratique espagnole clandestine. Près de

MONDE

PERSE

E.I.A.

U.R.S.S.



# MANQUÉ AU PORTUGAL

dent du conseil portugais, M. Marcello Caetano, et l'ex-président Américo Tomás se sont refusés à toute déclaration sur les événements de Lisbonne.

WASHINGTON se « félicite », selon un porte-parole du département d'Etat, du changement intervenu dans la vie politique au Portugal depuis avril dernier. D'après la plupart des observateurs, pourtant, le mouvement révolutionnaire estimerait improbable le retour à une position centriste. Les autorités américaines considéraient désormais que les éléments modérés du

Mouvement des forces armées ont été éliminés et que le M.F.A. est aujourd'hui complètement dominé par des hommes de gauche prêts à coopérer avec le parti communiste. Dans cette nouvelle situation, on pense à Washington que les élections du 12 avril auront lieu dans un climat passionné. On ajoute que la loi électorale ne comporte pas assez de garanties contre d'éventuelles manipulations. Après le scrutin, le problème du statut du Portugal au sein de l'OTAN va se poser, estimant-on dans les milieux proches du gouvernement à Washington.

## LA REPRISE EN MAIN

(Suite de la première page.)

Faut-il aussi y voir la volonté de renforcer l'unité du mouvement ? Que d'aucuns assureraient chaque jour plus bruyante ? C'est possible et se comprend aisément : celui que les capitaines du 25 avril avaient choisi comme « chef », le général Antonio Spínola, les a désormais trahis. Nul n'ignore que le baron du monde compte, et compte — nombre de partisans dans l'armée et dans le M.F.A. Si une brèche s'est ouverte en notre sein, si des germes de division en sera le plus sûr moyen. En public, les leaders du mouvement nient bien sûr que des oppositions sérieuses aient existé ou continuent d'exister entre eux : le « coup du 11 mars » n'est le fait que d'une « minorité de criminels », répètent-ils après le général Vasco Gonçalves. Certains préfèrent même penser que le général Spínola a davantage été leur jouet que leur instigateur.

Pourtant, parmi les civils, modérés et socialistes restent persuadés que le M.F.A. n'est pas un monolithisme. « Derrière sa commission de coordination et ses divergences importantes », assure un membre de la direction du parti socialiste. « Ceux qui critiquent le gauchisme de la commission ne sont pas tous, loin de là, des spinoles, et ils n'ont pas encore été écartés. »

C'est peut-être finalement ce qui rassure le plus les amis de M. Mario Soares, que le coup manqué place dans une situation embarrassante : non pas qu'ils eussent souhaité sa réussite, mais ils se seraient bien gardés de ses répercussions. Certains déjà, à l'extrême gauche, les accusent d'être en partie responsables de la tentative de la droite, leur reprochant leur « attitude anticommuniste qui a préparé le terrain », et même une certaine complaisance envers le général Spínola. M. Soares, le visage un peu défait, s'insurge contre de tels griefs. « Nous n'avons jamais soutenu Spínola, juré-t-il. C'était un mauvais cheval. Nous avons été les premiers à le dénoncer. Mieux, nous avons dit au M.F.A. dans notre réponse à son plan d'institutionnalisation que notre candidat à la présidence de la République n'était autre que le général Costa Gomes. »

Mais les soucis des socialistes sont sérieux. Ils s'appréhendent à « marchander » pour l'instant plan situant la place du M.F.A. dans la vie politique : ils se le voient aujourd'hui imposer. Ils avaient vivement contesté la tentative d'un conseil de la révolution quand celle-ci fut envisagée au mois de septembre, après la démission du général Spínola. Ils se retrouvent aujourd'hui en face de ce conseil sans avoir en leur mot à dire. Ils veulent mettre des bornes à l'influence des officiers les plus progressistes, jugeant leur omniprésence un peu trop menaçante pour l'instauration d'une vraie démocratie. Ils auront à faire demain à ces certains dirigeants socialistes ne cachent pas en privé leur inquiétude. Ils disent : « Les abattus : le 28 septembre, on a écarté le parti du progrès et le parti libéral. Aujourd'hui : le P.P.D. (Parti populaire démocrate) est dans le colimateur. A quand notre tour ? » Certes ils se rassurent : « Nous ne sommes pas, nous, des conspirateurs, nous sommes des hommes de gauche », mais ne se sèchent pas en aparté

pour vider leur sac sur la direction qu'il ne faut rien, selon eux, pour donner au pays et surtout à son économie, l'oxygène dont ils ont besoin. Les leaders du M.F.A. admettent que leur parti a de sérieux défauts, mais conviennent de l'espérer de la reprise grâce aux élections que les derniers événements n'ont officiellement pas remises en cause.

Ainsi M. Lopes Cardoso, membre du comité directeur, considère qu'après tout « le coup du 11 mars pourrait aussi renforcer le P.S. sur le plan électoral ». « Les gens, dit-il, vont prendre conscience que nous demeurons la seule force crédible jouissant d'une marge certaine de manœuvre pour faire respecter les bases d'une véritable démocratie. »

Après tout, si les socialistes se réjouissent, les socialistes ne sont pas malheureux de constater que le putsch manqué a nettement atténué le positionnement du parti socialiste (P.S.D.), concurrent sérieux pour eux sur le plan électoral, qui n'avait jamais épargné son soutien au général Spínola. « Il n'est pas bon d'avoir été l'ami d'un félon, dit-on à Lisbonne. Même si le tour où il a trahi on condamne l'action qu'il a dirigée ou tout au moins couverte. »

Membre de la coalition gouvernementale, le P.P.D. a effectivement condamné la tentative avortée de la droite militaire, mais il n'est pas descendu dans la rue avec les autres partis au pouvoir. Devra-t-il payer cette attitude ambiguë de son élection du gouvernement ? Rien encore ne permet de le dire. On pourrait même penser que les militaires du mouvement, sûrs de leur pouvoir, mais moins tenus pour les partis de gauche, laisseront à l'extérieur un esprit d'ouverture et d'unité, laisseront au parti le siège de ministre qu'il désirent actuellement. « Le danger n'est pas grand et c'est meilleur pour l'image de marque », dit froidement un jeune socialiste. Le traitement risque, en revanche, d'être ambigu de son élection du gouvernement. « À Lisbonne comme à Porto les locaux du parti démocratique chrétien (P.D.C.) et du Centre démocratique et social (C.D.S.) ont été « visités » par des manifestants après que la rébellion ait été matée. Il n'en reste plus grand-chose. »

On ne donne plus cher dans la capitale portugaise des chances de ces deux partis — liés par la circonstance dans l'Union du centre et de la démocratie chrétienne (ou le redoutant) la dissolution de quelques-uns de ces mouvements, les militaires espéreraient sans doute faire taire une « contestation de gauche » qui les gêne souvent et qui, selon eux, facilite et la sédition de droite. Cette mesure incommode pourrait être le P.S., qui se veut attaché aux libertés démocratiques. Elle ne serait sûrement pas critiquée par le P.C., qui

n'apprécie guère cette « concurrence » et verrait d'un bon œil les officiers progressistes faire une police parfois quelque peu délicate.

La situation va se décanter dans les prochains jours. Le remaniement prévu du gouvernement présidé par le général Vasco Gonçalves pourrait permettre d'y voir plus clair. On saura alors si la coalition est reconstruite (avec le P.P.D.) et peut-être même élargie au Mouvement démocratique portugais (M.D.P.). Cette dernière hypothèse, si elle se réalisait, traduirait au gouvernement le « glissement à gauche » qui a suivi, sur le plan du M.F.A., l'échec de la tentative de spinoles. Une telle évolution n'enchanterait pas non plus les officiers du M.D.P. Soares qui ont toujours considéré le M.D.P. comme une « succursale du P.C. ». Permettrait-elle à ce gouvernement démocratique plus évident sur la direction des affaires ? « Cela fait dix mois qu'on ne gouverne plus. Le pays se désolent », accusent les socialistes. Les militaires aussi veulent que cela cesse. Mais leur façon de gouverner pourrait ne pas être du goût de tout le monde.

DOMINIQUE POUCHIN.

## Pays-Bas

APRÈS LE REFUS DE VISA A UN JOURNALISTE JUIF

### Le ministre des affaires étrangères ajourne son voyage en Arabie Saoudite

La Haye (A.F.P.). — Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Max Van der Stoep, a décidé d'ajourner la visite qu'il devait faire en Arabie Saoudite du 22 au 26 mars par suite du refus du gouvernement saoudien d'accorder un visa à un journaliste néerlandais d'origine juive qui désirait l'accompagner.

Le gouvernement de Byrd a été informé jeudi de cette décision que M. Van der Stoep a regrettée. Le ministre néerlandais réaffirme néanmoins la « grande importance » que les Pays-Bas attachent à leurs bonnes relations avec l'Arabie Saoudite et réaffirme sa volonté de les renforcer. Le point de vue de La Haye est reflété dans une réponse écrite que M. Van der Stoep a faite, mercredi 12 mars, au député socialiste M. Reubner Beck, et dont le texte a été publié dans la soirée.

Cette affaire avait été dévoilée le 8 mars dernier par un communiqué de gauche *Vrij Nederland* (les Pays-Bas libres), qui avait écrit en substance que l'ambassade d'Arabie Saoudite n'accorderait pas de visa à son correspondant, M. Jaap Van Wesel, qui est juif et fait périodiquement de longs séjours professionnels en Israël.

Le gouvernement d'Arabie Saoudite, dans un communiqué de presse, s'était réservé le droit d'interdire l'entrée de son territoire aux juifs professant une

« double allégeance » envers Israël et envers leur propre pays.

M. Van der Stoep ne conteste pas à un pays le droit d'interdire son entrée à qui bon lui semble, mais réaffirme que les Pays-Bas sont opposés à toute forme de discrimination religieuse ou raciale.

Samedi, la Fédération des journalistes néerlandais avait adopté une résolution. Elle demandait à M. Van der Stoep de renoncer à son voyage en Arabie Saoudite maintenant sa position et appelait les journalistes néerlandais à ne pas accompagner le ministre si ce dernier décidait de se rendre, malgré tout, à Ryad.

Les Pays-Bas, « terre de

négoce », se seront donc montrés plus intransigeants, à la veille d'un voyage consacré surtout au commerce, que la France des grands principes dont le ministre des affaires étrangères, M. Robert Schuman, s'accommodait il y a un an de la discrimination frappant, dans les mêmes conditions, deux de nos collaborateurs. A l'époque, le ministre arguait dans sa réponse à un parlementaire qu'« il ne s'agit pas d'un cas exceptionnel » (le Monde daté 24-25 mars 1974). M. Van der Stoep ne s'est pas résigné aussi aisément à une pratique qui serait sans doute abandonnée — elle l'a déjà été pour M. Kissinger et les journalistes de sa suite — si elle rentrait moins de complaisance.

## La question de Chypre

### Le Conseil de sécurité charge M. Waldheim de faciliter la reprise des négociations entre les deux communautés

Nations unies, New-York (A.F.P. Reuter). — Le Conseil de sécurité a adopté, mercredi soir 12 mars, par consensus, après trois semaines de négociations, une résolution qui charge notamment le secrétaire général de l'ONU d'entreprendre une nouvelle mission de bons offices, pour permettre la reprise et le succès de conversations entre les communautés grecque et turque de Chypre.

Aux termes de cette résolution, le Conseil de sécurité :

« 1) Demande une fois encore à tous les Etats de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance, l'unité et le non-alignement de la République de Chypre (...);

« 2) Regrette la décision unilatérale du 13 février 1975, par laquelle il a été déclaré qu'une partie de la République de Chypre deviendrait « un Etat turc fédéré », car, entre autres, elle tend à compromettre la poursuite de négociations entre les représentants des deux communautés, sur un pied d'égalité (...);

« 3) Affirme que la décision mentionnée au paragraphe 2 ci-dessus ne préjuge pas le règlement politique définitif du problème de Chypre et prend acte de la déclaration selon laquelle ladite décision n'a pas été prise dans cette intention ;

« 4) Demande l'application urgente et effective de toutes les parties et dispositions de la résolution 3212 de l'Assemblée générale, que le Conseil de sécurité a faite sienna dans sa résolution 365 ;

« 5) Considère que de nouveaux efforts devraient être entrepris pour aider à la reprise des négociations visées au paragraphe 4 de la résolution 3212 de l'Assemblée générale entre les représentants des deux communautés. »

### Une mission de bons offices

« 6) Prie en conséquence le secrétaire général d'entreprendre une nouvelle mission de bons offices et, à cette fin, de réunir les parties selon de nouvelles procédures convenues et de se mettre personnellement à leur disposition de façon à faciliter la reprise, l'intensification et le progrès des négociations d'ensemble, menées dans un esprit de compréhension et de modération réciproque, sous ses auspices personnels et sous sa direction, selon que de besoin.

« 7) Invite les représentants des deux communautés à coopérer étroitement avec le secrétaire général. »

Le même jour, la presse grecque a publié les détails de ce qu'elle affirme être « la formule de M. Kissinger » pour un règlement définitif de l'affaire chypriote. Ce plan prévoit une fédération de quatre cantons, dont un grand canton chypriote turc dans le nord, un grand canton chypriote grec dans le sud, chaque communauté ayant un autre canton supplémentaire dans le territoire de l'autre et Nicosie étant divisée.

Au nouveau Parlement de cent membres qui serait élu, les Chypriotes turcs disposeraient de dix-huit voix.

### M. BREJNEV ASSISTERAIT AU CONGRÈS DU PARTI HONGROIS

M. Brejnev est attendu à Budapest à l'occasion du centième congrès du parti, s'apprêtant de bon heure, dans la capitale hongroise. Ce serait le premier déplacement à l'étranger du secrétaire général du parti communiste soviétique depuis sa maladie.

Mercredi 12 mars, la télévision soviétique avait montré quelques images du début des entretiens entre le chef de l'Etat finlandais, M. Kekkonen, et M. Brejnev. Ce dernier semblait assez fatigué, sienna 12 A.F.P.

On apprend d'autre part de source étrangère à Moscou que ces conversations ont essentiellement porté sur la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. De même source, on ajoute que M. Kekkonen ne s'entretiendrait plus avec M. Brejnev. L'hôte finlandais est en effet parti après ces entretiens de deux heures pour une datcha située à Zavidovo, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Moscou, où il poursuivra ses entretiens avec M. Fogorniy, chef de l'Etat soviétique, et Kossyguine, premier ministre.

## AFRIQUE

### Maroc

#### LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

### Les recteurs d'université seront assistés de conseils consultatifs

Rabat. — De toutes les innovations qui viennent d'être apportées à l'organisation des universités, la présence dans différents conseils, d'étudiants élus, est la seule que le roi Hassan II ait tenu à mentionner le 3 mars dans le discours du trône. En fait la réforme est beaucoup plus étendue. Le dahir (loi marocaine) qui en a précède les contours au lendemain du discours régit la mission et le fonctionnement aussi bien d'une université moderne, comme l'université Mohammed VI de Rabat, que des universités chargées de onse siècles d'histoire comme la Kasablanca de Fès.

L'autonomie budgétaire leur est conférée, à partir du janvier 1976. Les universités auront donc à gérer leur propre budget pour dispenser l'enseignement supérieur et faire face à des tâches de recherches scientifiques, de formation des cadres et, plus généralement, de diffusion de la connaissance. »

### Kenya

#### VIVE ÉMOTION APRÈS LE MEURTRE DE J. M. KARIUKI ancien ministre

Nairobi. — L'émotion provoquée par le meurtre de J.M. Karuki s'est traduite par quelques incidents, mercredi 12 mars, dans la capitale du Kenya. La police a dispersé, sans heurts, des groupes d'étudiants hurlant « Qui a tué Karuki ? ». Dans le centre de Nairobi, la plupart des magasins et certains bâtiments publics ont fermé leurs portes en début d'après-midi, par crainte de troubles. Le président Kenyatta a exprimé son émotion devant le « meurtre brutal » du député, et le conseil national chrétien du Kenya a réaffirmé que la vérité soit dite, « et amoneste ». Quant au Parlement, il a ajourné sa session après cinq minutes de prières.

Bien qu'étant un important homme d'affaires et ayant appartenu au gouvernement jusqu'en novembre 1974, J.M. Karuki avait ouvert publiquement le débat sur la répartition des richesses et l'heure du régime, ce qui expliquait l'émotion suscitée par son assassinat. Toutefois, aucun désordre n'est signalé pour l'instant en province.

La police a officiellement identifié le corps criblé de projectiles de 0,38, un calibre fréquemment utilisé par les forces de sécurité. L'enquête devrait porter non seulement sur l'identité des auteurs du crime, mais aussi sur le délai de huit jours qui s'est écoulé entre le décès et le corps « mangé » et son identification. — J.-C. P.

### Algérie

#### LA MAGISTRATURE EST ÉPURÉE

Alger (A.P. Reuter). — Huit magistrats algériens ont été sollicités, soit mutés pour « complémentarité jugée incompatible avec leurs fonctions », soit démissionnaires, mercredi 12 mars, l'agence Algérie Presse Service (A.P.S.). Des poursuites pénales ont été engagées contre deux d'entre eux. Ces mesures portent à quarante-huit le nombre des magistrats ayant fait l'objet de sanctions dans le cadre de ce que l'agence officielle appelle « l'essor d'assainissement entrepris au sein du ministère de la justice ». Des poursuites ont également été engagées contre des agents des greffes qui auraient eu de leurs fonctions une conception « que le droit et la morale représentent ».

« Au lendemain de l'indépendance, note l'A.P.S., certains magistrats ont été recrutés en présence parfois de toute investigation sur leurs antécédents politiques. Cette façon de procéder, imposée par des circonstances exceptionnelles et par le vide créé subitement dans les rangs des services judiciaires, ne pouvait pas être évitée en règle. Une justice révolutionnaire comme l'est la justice algérienne ne pouvait indistinctement compter parmi ses cadres des magistrats qui, dans la guerre de libération, ont eu un comportement et une attitude contraire aux principes et aux objectifs de la révolution. »

[Ces mesures s'inscrivent apparemment dans le cadre de la campagne lancée récemment contre la bureaucratie, les gaspillages et la corruption. Certains des greffiers mis en cause, indique en effet l'A.P.S., allaient jusqu'à « monnayer » indistinctement des actes faisant partie de leurs fonctions.]

## LE MONDE

vingt-trois membres de ce mouvement qui regroupe des tendances centristes et de gauche ont également rencontré en privé les groupes politiques de l'Assemblée et sept membres de la commission de la C.R.E. Dans un communiqué publié à l'issue de ces rencontres, la Junta démocratique lance un appel pour que l'Espagne entre dans la Communauté européenne afin de faire cesser la discrimination et l'isolement dont souffre le pays. — (Reuter.)

### Guinée-Bissau

LE HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES pour les réfugiés a déclaré, mercredi 12 mars, à Genève, que 4 millions de dollars sont nécessaires pour le rapatriement et la réinstallation de quelque cent cinquante mille réfugiés et personnes déplacées en Guinée-Bissau. Le haut commissaire a indiqué que quarante-vingt mille réfugiés vivent actuellement au Sénégal, tandis que de plus petits groupes se trouvent en Gambie et en Guinée. — (A.F.P.)

### Pérou

M. WILLIAM D. RODGERS, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, qui effectue une tournée des pays latino-américains où doit se rendre prochainement M. Kissinger, est arrivé le mercredi 12 mars, à Lima. Il doit rencontrer le premier ministre, M. Francisco Fernandez Morales.

### R. F. A.

M. WALTER SCHEEL, président de la République fédérale d'Allemagne, se rendra en visite officielle en France, répondant à une invitation de M. Giscard d'Estaing, du 21 au 25 avril.

### U.R.S.S.

L'ÉTABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA JAMAÏQUE a été annoncé le 12 mars par la presse soviétique. L'ancienne colonie britannique avait accédé à l'indépendance en 1962 (U.P.I.)

# LES LE COUP D'ÉTAT

## Les à l'ancien président

### Le gouvernement... l'extradition du général Spínola

### Le chef de police pour... des tentatives de renouer...



حکومت الاصل



صكرا من الامل

DIPLOMATIE

La visite en France du président de la République d'Irlande

Le président de la République d'Irlande et Mme Cearbhall O Dalaigh arrivent ce jeudi à 15 h. 30 à Paris pour une visite officielle de deux jours. C'est la première fois depuis l'indépendance du pays en 1921 qu'un chef de l'Etat irlandais est reçu en France. M. et Mme O Dalaigh seront accueillis à Orly par le président et Mme Giscard d'Estaing. Les couples présidentiels se rendront ensuite à la résidence Marigny où M. et Mme O Dalaigh séjourneront. Le président O Dalaigh, qui est accompagné du chef de la diplomatie irlandaise, M. Garrett Fitzgerald, recevra à 17 h. 15 les chefs des missions diplomatiques au palais des affaires étrangères. M. et Mme O Dalaigh seront ensuite les hôtes à dîner de M. et de Mme Giscard d'Estaing. Le dîner sera suivi d'une soirée musicale et d'un régal du pianiste Eric Heldreich. Vendredi 14 mars, le président O Dalaigh se

rendra à l'Arc de triomphe à 10 heures et aura ensuite un entretien de deux heures à l'Élysée avec M. Giscard d'Estaing. A 12 h. 15, le couple présidentiel irlandais sera reçu à l'Hôtel de Ville et se rendra à un déjeuner offert par le conseil municipal de Paris à l'Hôtel de Launay. M. et Mme O Dalaigh se rendront ensuite à l'Hôtel des monnaies pour visiter l'exposition Louis XV, puis au collège des Irlandais, dans le cinquième arrondissement, avant de recevoir la colonie irlandaise. Dans la soirée, le chef de l'Etat irlandais officiera, à la résidence Marigny, un dîner en l'honneur du président de la République française.

M. et Mme O Dalaigh quitteront Paris samedi matin à 10 heures pour un séjour privé de quatre-vingt-huit heures dans la vallée de la Loire. Ils visiteront Orléans, Chambord, Chenonceaux et Tours.

M. CEARBHALL O DALAIGH : un érudit et un artiste

Dublin. — Né il y a soixante-quatre ans à Bray, à 20 kilomètres de Dublin, dans une famille très modeste, M. Cearbhall O Dalaigh a été élu au mois de décembre dernier sans succès, à la suite d'un accord entre les principaux partis politiques du pays. C'est le cinquième président de la République d'Irlande. Il a succédé à M. Erskine Childers, mort subitement au mois de novembre, qui devait se rendre en France au début de cette année.

De notre correspondant

Il s'est mis à l'étude du français, qu'il ne connaissait pas. « J'ai appris le français en lisant les journaux. Je suis un autodidacte », dit-il. M. O Dalaigh a été nommé par la suite président de l'Alliance française à Dublin. Il raconte comment il fit la découverte, en France, de nombreuses œuvres littéraires qu'il ignorait et eussent été « l'histoire tragique » de Robert Brasillach, qui l'a fasciné.

Cette fois-ci, M. O Dalaigh et son épouse séjourneront non en touristes

en visitant les musées et en faisant le long des quais, comme ils ont tant aimé le faire, — mais en tant que premiers citoyens de leur pays. Ils souhaitent cependant, comme ils l'ont dit au mois de décembre lors de l'investiture, pouvoir « rester eux-mêmes » en toutes circonstances.

La France verra derrière leur simplicité et leur bonhomie la curiosité intellectuelle de deux érudits, dans la grande tradition de ces moines irlandais qui parcouraient l'Europe bien avant le Moyen Âge.

JOE MULHOLLAND.

APRÈS LA RÉUNION DE DUBLIN

M. Wilson : nous avons conduit la négociation aussi loin qu'il était possible

Le cabinet britannique décidera vers le milieu de la semaine prochaine s'il recommandera aux électeurs de voter « oui » ou « non » au référendum sur l'Europe, indique-t-on à Londres de bonne source.

Selon l'A.F.P., le « cabinet », institution spécifiquement britannique, qui groupe les vingt-deux membres les plus importants du gouvernement, est divisé en trois tendances : une demi-douzaine de pro-européens déclarés, autant d'anti-européens irréductibles et une dizaine de « neutres » qui, pour la plupart, suivront la recommandation de M. Wilson.

Parlant mercredi 12 mars aux Communes, le premier ministre a notamment déclaré : « Nous avons conduit la négociation aussi loin qu'il était possible de la faire ». Pressé de questions par Mme Thatcher, chef de l'opposition, il a reconnu qu'il avait bénéficié d'« un maximum de coopération » de la part de ses partenaires de la Communauté.

Selon un sondage du Daily Express, quarante-cinq pour cent des électeurs britanniques se prononceraient en faveur de la Communauté, trente-trois pour cent contre, quinze pour cent n'ont pas d'opinion et huit n'ont pas voulu se prononcer.

Le Times (indépendant) estime ce jeudi que les concessions des chefs de gouvernement de la Communauté à M. Wilson ne suffisent pas à garantir que la Grande-Bretagne restera dans le Marché commun. « Mais, poursuit le journal indépendant, les autres pays de la Communauté ont fait assez de concessions pour justifier qu'une majorité des membres du gouvernement recommande son maintien dans le Marché commun ».

Pour le Guardian (libéral), « M. Wilson se doit de dire sans

débour au pays que la période la plus noire de l'histoire de l'Angleterre d'après-guerre sera soumise de difficultés plus sérieuses encore si le pays choisit de rester de ses amis d'Europe ».

À PARIS, M. Giscard d'Estaing a déclaré, mercredi 12 mars, au conseil des ministres :

« Ce qu'on a appelé la renégociation du traité d'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne n'est ni une modification ni une annulation de ce traité, et accorde tels qu'ils ont été ratifiés par les Parlements. Les dispositions de transition tenant compte des difficultés particulières de la Grande-Bretagne et planifiées dans leur mandat et dans leur durée ont été déclinées dans un esprit d'équité et de solidarité européenne. Il appartient maintenant au gouvernement et au peuple britannique de se prononcer sur leur volonté de participer à la poursuite de la construction de l'Europe ».

Les inquiétudes de la presse allemande

À BONN, le gouvernement a publié une déclaration soulignant que les dispositions de transition « ont subi avec succès l'épreuve du feu ».

« La bataille pour l'engagement européen de l'Angleterre n'est pas pour autant gagnée », écrit le Frankfurter Allgemeine Zeitung (quotidien des milieux d'affaires). Die Welt (conservateur) estime que « les expériences faites jusqu'ici avec les Anglais ne sont pas spécialement encourageantes ».

Pour le Süddeutsche Zeitung, de Munich, « la Grande-Bretagne restera l'homme malade de l'Europe, un homme malade qui aura besoin d'aide et ne pourra en donner... La crise ne s'est apaisée que pour un moment... »

À BRUXELLES, le gouvernement belge estime que le « Conseil européen a rempli sa mission ». En revanche, aux Pays-Bas, la presse critique cette première expérience de réunions régulières des chefs de gouvernement : ce genre de réunion est « non seulement ridicule, mais humiliant pour les premiers ministres qui y ont participé et à qui il est demandé de représenter l'Europe », écrit mercredi le quotidien populaire Algemeen Dagblad de Rotterdam. « (...) Les dirigeants politiques ont discuté de sujets qui ne relèvent pas de leur compétence et qui, de plus, n'ont aucun rapport avec les véritables problèmes de la société européenne. » — (A.F.P., A.P.)

PROCHE-ORIENT

SELON L'ENTOURAGE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT

La nouvelle mission de M. Kissinger demeure au stade exploratoire

Avant de quitter, mercredi 12 mars, Jérusalem pour Assouan, M. Kissinger avait eu dans la matinée deux heures d'entretien avec les dirigeants israéliens. Interrogé à leur sujet, il a qualifié ses conversations de « positives ». Cependant, dans l'entourage du secrétaire d'Etat, on reconnaît avec un certain pessimisme que cette nouvelle mission en était toujours au stade exploratoire. La pierre d'achoppement semble être la déclaration de non reconnaissance des territoires, mais dont l'Égypte ne veut pas entendre parler.

M. Shimon Pérès, ministre israélien de la défense, a déclaré mercredi après-midi qu'il n'était pas certain qu'un nouvel accord intermédiaire puisse être conclu entre l'Égypte et Israël. « Quand les Arabes parlent de paix, a-t-il dit, ce n'est encore pour eux qu'un exercice de rhétorique. » Les déclara-

tions de M. Pérès rejoignent celles de M. Eban, l'ancien ministre des affaires étrangères — considéré pourtant comme une « colombe », — qui a déclaré notamment : « Pour le moment, les Arabes veulent obtenir tous les territoires occupés et ne rien offrir en échange. »

À BEYROUTH, M. Araya a critiqué dans une déclaration à un journaliste américain le chef de l'Etat égyptien qui, a-t-il dit, se livre lorsqu'il estime que M. Kissinger peut aider les Arabes à récupérer les territoires perdus en juin 1967. M. Zohair Mohsen, dirigeant de la Sékka, organisation palestinienne d'obédience baasiste syrienne, a pour sa part qualifié le secrétaire d'Etat américain de « plâtrasier et charlatan » dont les manœuvres diplomatiques visent à amener le président égyptien à conclure un accord séparé avec Israël.

De notre envoyé spécial

« Les pourparlers devraient se poursuivre ce jeudi après-midi, après que le Raïs aura tenu une « importante réunion » avec plusieurs personnalités civiles et militaires du régime. M. Kissinger devrait, en principe, quitter Assouan le vendredi 14 mars au matin, et y revenir après le prochain week-end. »

Alguillonné par le volonte de parvenir à un résultat dont font montre les deux camps, le chef du département d'Etat fait preuve de ténacité, mais il n'en apparaît pas moins que la négociation marque le pas. Le Raïs veut un accord qui dispose que l'Égypte et Israël « s'abstiendront de toute action

militaire ou paramilitaire l'un contre l'autre ». Or ce qui, dans l'esprit des Égyptiens, constitue une non-belligérance de facto — limite qu'ils estiment ne pas pouvoir franchir sans faire courir le risque à l'unité du front arabe — reste insuffisant aux yeux des Israéliens, qui veulent un engagement plus net, dont les Américains seraient les garants mais non pas les signataires. A la limite il s'agit de résoudre un point de sémantique. Qu'on qualifie de diplomatie de « secrets » ou de « transparence », M. Kissinger devra dépenser des trésors de subtilité pour trouver une formule acceptable par tous.

En attendant, l'Égypte continue de jouer imperturbablement sa carte de l'opinion. Les journaux caennés de ces derniers jours sont remplis de placards invitant sur le mode lyrique les entreprises étrangères à « faire leur part dans le développement du monde, dans ce site vraiment unique où l'Orient s'unit à l'Occident : sur les rives du canal de Suez ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Assouan. — Le retour de M. Kissinger a réveillé le petit monde politico-journalistique d'Assouan, qui commençait à s'assouplir entre les promesses et les déceptions du Nil et le fanatisme avec un chapeau-mouche à la main. Cependant, la déception a été grande d'entendre M. Robert Anderson, porte-parole de M. Kissinger, affirmer : « Nous sommes à un stade exploratoire », alors qu'au cours des dernières quarante-huit heures, les responsables égyptiens avaient laissé prévoir un « progrès réel » de la médiation du secrétaire d'Etat après la première navette Assouan-Jérusalem. Dans l'après-midi, en survolant Charm-el-Cheikh et la mer Rouge, M. Kissinger avait déjà lancé aux journalistes américains qui l'accompagnaient : « L'Égypte et Israël veulent arriver à un accord. Chacun des deux travaille dans ce but, mais la solution reste à trouver. » Après avoir confirmé ces paroles, M. Anderson a précisé, d'une part, que M. Kissinger ne rappellerait pas d'Israël des cartes des nouvelles lignes de désengagement au Sinaï ; d'autre part, que la mission du secrétaire d'Etat ne serait pas interrompue en raison de la situation au Caïrobode.

Après les trois heures de « très

CORRESPONDANCE

Israël et l'universalité de l'UNESCO

Après la publication dans notre numéro du 12 mars d'une information relative à la conférence internationale pour l'organisation de l'UNESCO, qui doit avoir lieu le 15 mars, et d'une lettre du violoniste Yehudi Menuhin, M. André Looij, pris Nobei de médecine et membre du comité d'organisation de la conférence pour l'universalité de l'UNESCO, nous adressons la lettre suivante :

« Les rapports des experts de l'UNESCO ont réitéré les accusations lancées contre Israël selon lesquelles les fouilles archéologiques auraient mis en danger les sites historiques et religieux musulmans et chrétiens. Malgré cela la conférence générale de l'UNESCO a voté des sanctions contre Israël, ce qui est manifeste qu'il s'agit là d'un acte purement politique. »

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez : YSOPTIC 80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS - Tél. : 522.15.52 Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.



Pour vos séminaires : confort, la mer, l'évasion... Hôtel Frantel Grande Motte. irantel

VERMOREL BYBLO ROPEZ

VIENT DE PARAÎTRE Les Recettes de la table franc-comtoise

ALGERIE INFORMATIONS publie un numéro spécial « SOMMET DE L'OPEP »

Advertisement for 'Les orbeilles du 15°' (diamond earrings) located at the intersection of Rue des Morillons and Rue Rosenwald. Features 50 apartments from studio to 5 rooms. Contact: RENSEIGNEMENTS ET VENTE SUR PLACE: tous les jours de 11 h à 19 h et de 14 h à 19 h (sauf mardi et mercredi) Tél. 532.97.28. Logo: sinvim 18, AV. GEORGE V - PARIS 8° TEL. 704.72.00



# ASIE

## Cambodge

### Un compromis sur l'aide à Phnom-Penh est à l'étude entre la Maison Blanche et le Congrès

De notre correspondant

Washington. — L'issue de la « bataille du Cambodge », engagée au Capitole est encore incertaine, bien que le gouvernement ait été encouragé par deux votes des sous-commissions du Sénat et de la Chambre. La journée de mercredi avait mal commencé pour la Maison Blanche, avec la décision, prise à une très nette majorité (188 contre 49) par les élus démocrates de la Chambre, de refuser toute prolongation de l'aide militaire à Phnom-Penh. Le président du groupe parlementaire, faisant le compte des démocrates n'ayant pas participé au vote et y ajoutant le groupe des républicains hostiles au programme d'aide militaire, a conclu que la Chambre rejetterait à une forte majorité la demande de crédits supplémentaires.

HENRI PIERRE.

### LES KHMERS ROUGES ONT DÉTRUIT UN DÉPÔT DE MUNITIONS SUR L'AÉRODROME DE PHNOM-PENH.

Pour le troisième fois, jeudi 13 mars, une roquette a détruit sur l'aérodrome de Phnom-Penh un dépôt de munitions qui venait d'être déchargé d'un appareil américain. Un DC-3 cambodgien aurait en outre, été endommagé. Le pont aérien a aussitôt été suspendu. Les Khmers rouges se concentrent sur l'aéroport, alors qu'une nette accalmie est notée dans la capitale. De durs combats sont signalés à l'ouest de celle-ci où les républicains n'ont pas pu faire de percée en direction de la zone d'ouest partant des tirs adverses.

M. Long Evok, premier ministre, poursuit ses consultations en vue de former un nouveau cabinet. L'agence A.P. écrit que, la semaine dernière, cinq jeunes généraux relativement jeunes et compétents ont menacé d'agir si le maréchal Lon Nol ne remaniait pas le commandement et ne confiait pas des pouvoirs plus étendus aux civils en vue d'une négociation avec les Khmers rouges.

Il est toujours question à Phnom-Penh d'un éventuel départ du maréchal Lon Nol. Mais le porte-parole de la Maison Blanche a démenti que le président Ford ait demandé au chef républicain de quitter le pouvoir afin de faciliter l'ouverture de négociations.

À PEKIN, le prince Sihanouk a adressé mercredi une mise en garde aux gouvernements ayant encore des ambassades au Cambodge, en leur conseillant de fermer d'urgence et d'évacuer tous leurs ressortissants. Il a ajouté qu'en agissant de la sorte, ces gouvernements « préserveront les chances de normaliser par la suite leurs relations avec le Cambodge du Front national uni ». Toutefois, ces remarques ne concernent pas Israël, Taiwan, la Corée du Sud et le Vietnam du Sud (régime de Saigon), avec lesquels le FUNC ne saurait avoir, « ni dans le présent ni dans l'avenir de relations de quelque nature que ce soit ». — (A.F.P., A.P.)

## Vietnam du Sud

### EN TROIS JOURS

### Les révolutionnaires se sont emparés de quatre chefs-lieux de district

Les forces révolutionnaires vietnamiennes ont pris le contrôle, mercredi soir 12 mars, de Buon-Ho, chef-lieu de district situé à environ 30 kilomètres de Ban-Me-Thuot, au sud des Hautes-Plaines. C'est le quatrième chef-lieu de district qui tombe aux mains des communistes en trois jours. A Ban-Me-Thuot, les forces saïgonnaises ne tiendraient plus qu'une position dans la ville : les renforts massifs envoyés sur place se battent apparemment en dehors de la capitale de province.

Un phénomène politique intéressant paraît se produire dans cette région, indique l'A.F.P. On note, en effet, la participation active aux combats de « montagnards », membres de minorités ethniques qui se réclament du FULRO (Front unifié pour la libération des races opprimées). Dans le passé, le FULRO avait joué un rôle équivoque, étant à la fois contre les Vietnamiens majoritaires et pour les Américains. Si les informations de l'A.F.P. sont confirmées, le FULRO combattrait donc désormais aux côtés du F.N.L. après avoir fait officiellement allégeance au gouvernement de Saigon le 30 janvier 1969. Ce sont des

« montagnards » qui seraient entrés les premiers dans Ban-Me-Thuot, suivis par des communistes vietnamiens locaux ; en revanche, très peu de Nordistes auraient participé à l'attaque.

Dans cette même région s'est écrasé mercredi un DC-4 d'Air Vietnam qui, selon les Américains, aurait été abattu par une fusée sol-air. Les vingt-six personnes qui se trouvaient à bord auraient toutes péri ; parmi elles figuraient deux Français et le chargé d'affaires australien à Hanoi. L'avion venait de Vientiane. Il serait, selon l'agence A.P., sorti de son couloir habituel, la tour de contrôle de Phnom-Penh, apparemment déserte, ne l'ayant pas guidé pour lui permettre de survoler le Cambodge.

À WASHINGTON, le Pentagone ne pense pas que les combats actuels soient le prélude à une offensive généralisée des révolutionnaires. Il estime plutôt que le G.R.P. entend contraindre les forces de Saigon à consommer le maximum de matériel et de munitions cette année, alors que le Congrès américain répugne à voter de nouveaux crédits.

## Thaïlande

### L'élection du prince Kukrit Pramot au poste de premier ministre est contestée par des parlementaires

Bangkok (A.F.P., Reuter). — Une situation confuse règne à l'Assemblée nationale thaïlandaise depuis l'élection, jeudi matin 13 mars, du prince Kukrit Pramot au poste de premier ministre. Celui-ci, annonçant d'abord, avait obtenu 138 voix contre 58 à son unique concurrent, le colonel Sornchai Sri Sangkharat, ancien général du parti socialiste thaïlandais. Mais cette élection faisait aussitôt l'objet d'une vive contestation, entraînant la démission d'un haut fonctionnaire, M. Prasit Srisuchart, secrétaire général du Parlement.

De nombreux parlementaires protestent en effet contre la manière dont s'est déroulé le scrutin, et soulignent qu'en additionnant les suffrages exprimés et les abstentions, on arrive au chiffre de 284 députés, alors que la Chambre n'en compte que 269, dont 261 seulement étaient présents.

Si son élection est cependant confirmée, M. Kukrit Pramot succéderait à son frère, M. Seni Pramot, que l'Assemblée avait élu le 13 février par 130 voix sur 269, mais à qui elle avait refusé sa confiance, le 6 mars, par 152 voix contre 111.

Aucun parti n'ayant obtenu la majorité à l'issue des élections qui se sont déroulées le 26 janvier, la recherche d'une coalition gouvernementale a, jusqu'à présent, échoué. Le caractère fluctuant des options des parlementaires, illustré par les contestations de jeudi, en est pour une large part responsable. En ce qui concerne M. Seni Pramot, leader du parti démocrate, aucun événement politique marquant n'explique le changement d'attitude de certains députés entre le jour de son investiture et celui de sa chute. Ce changement — auquel la prévarication ne serait pas étrangère — aurait été motivé par un passage de la déclaration-programme de l'ancien premier ministre prévoyant la fermeture, dans un délai de dix-huit mois, des bases américaines en Thaïlande. Certaines personnalités proches de M. Seni Pramot estiment que celui-ci a commis une erreur tactique en abandonnant trop rapidement ce problème, alors que des combats se poursuivent en Indochine et que Washington utilise les bases thaïlandaises pour soutenir ses alliés locaux.

Âgé de soixante-trois ans, le prince Kukrit Pramot est un vieux routier de la politique thaïlandaise. Chef du parti d'action sociale, de tendance conservatrice, il est propriétaire d'un des principaux journaux de Bangkok, le Siam Rath, et passe pour avoir le soutien à la fois des milieux d'affaires et des militaires. On prévoit que son gouvernement sera rapidement formé, pour la formation d'un gouvernement de coalition, des partis National Thai et de la Justice sociale, qui détiennent ensemble seize-vingt sièges à l'Assemblée.

## Japon

### POUR SOUTENIR LE GOUVERNEUR DE TOKYO Communistes et socialistes se sont réconciliés

De notre correspondant

Tokyo. — Communistes et socialistes se sont réconciliés à Tokyo. Le gouverneur-maire M. Minobe, soutenu par l'opposition, va se représenter aux élections municipales, et la plus grande ville du monde a ainsi des chances de continuer à être gouvernée par la gauche. Telle est l'épilogue de la querelle qui avait éclaté entre les deux principaux partis d'opposition, soudainement brouillés deux mois à peine avant les élections. M. Minobe, gouverneur-maire depuis 1967, avait annoncé, devant ce désaccord, qu'il ne se représenterait pas. Mais la réconciliation intervenue et un large mouvement d'opinion pour qu'il ne se désiste pas et fasse barrage à la droite l'ont finalement convaincu d'accepter d'être candidat pour un troisième mandat.

La querelle entre communistes et socialistes portait sur la façon dont la ville de Tokyo distribue les secours aux descendants des parias de l'ancien Japon, les Burakumins, de nos jours encore victimes d'une grave discrimination sociale (Le Monde du 18 février 1975). Les communistes accusent les socialistes de ne distribuer ces fonds qu'à ceux qui acceptent de s'inscrire à une de leurs organisations satellites. Ces « hors-castes » sont nombreux, surtout dans la zone centrale, et c'est là que la querelle est le plus sérieuse. Le compromis intervenu en grande partie grâce aux bons offices du premier ministre du parti socialiste français, M. Mitterrand, lors de sa visite à Tokyo (Le Monde du 7 mars 1975) n'a fait d'ailleurs qu'en repousser la solution après l'élection de

M. Minobe, si bien que de nouveaux accrochages pourraient, dit-on, se produire à ce moment-là.

M. Minobe va avoir une dure campagne à mener contre un adversaire assez redoutable, le candidat du parti gouvernemental (Libéral-démocrate), M. Shinjaro Ishihara, écrivain populaire et député de Tokyo. M. Ishihara, qui vient, en fait, de l'aile droite de son parti, se présente sous l'étiquette d'indépendant.

Dans le contexte de la politique intérieure japonaise, l'élection de Tokyo est d'une grande importance. La droite a réussi un redressement inattendu depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mihi, alors qu'elle avait été en fort mauvaise posture l'an dernier. Mais ce rétablissement pourrait être précaire si les libéraux-démocrates ne consolident pas leur situation. Il en est de même de la position de M. Mihi, qui a besoin d'un succès du parti pour fortifier sa propre autorité.

On avait envisagé à cet effet des élections générales avant la fin de l'année, après dissolution du Parlement. Mais le parti libéral-démocrate pense maintenant qu'il peut faire l'économie de pareilles élections, toujours très coûteuses. C'est la consultation de Tokyo qui en tiendra lieu.

Voilà pourquoi la droite a juré de reconquérir le gouvernement de la capitale et va faire un effort sans précédent pour soutenir son dynamique candidat, M. Ishihara.

ROBERT GUILLAIN.

Pour vos séminaires : le confort, la mer, l'évasion...  
**Hôtel Frantel Grande Motte**  
\*\*\*  
Travail et détente  
Rue du Port Tel. 56.90.81  
Salles de réunions équipées en matériel audio-visuel - Télé Restaurant - Grill Terrasse - Piscine.  
**frantel**  
fi au cœur des villes et de vos affaires.

**BYBLOS**  
PHONE 194 97.00.64 - TELER 47 235 7

**PIA vous invite à faire un tour d'Orient**  
à Bangkok, Karachi, Rawalpindi, Pékin, Singapour, Colombo, Tokyo, Manille, Le Caire, Téhéran... et New York.  
Avant de vous recevoir dans ses Jets Boeing 707 et Douglas 30'S super-spacieux, PAKISTAN INTERNATIONAL AIRLINES vous invite à commencer par voyager chez vous. C'est en effet une tradition orientale que d'accueillir nos hôtes par un don sincèrement chaleureux.  
P.I.A. a édité pour vous une collection de brochures "Grands Espaces" qu'elle souhaite vous offrir.  
Vous serez partout chez vous en Orient puisque P.I.A. est chez elle.

Écrivez-nous ou appelez "Nadira", votre charmant guide de l'Orient au 90, Champs-Élysées, 75008 Paris-Tél: 225.92.44.

**PIA**  
PAKISTAN INTERNATIONAL AIRLINES Reservations 152, Champs-Élysées - 75008 Paris. Tél. 225.92.44-359.31.82. et toutes Agences de Voyages.

Immuable résidentiel de grand standing sur les hauteurs. Vue mer, calme, piscine, commerces et transports.  
3 pièces. Exemple de prix : de 235.500 F à 312.500 F. Cave et parking couvert compris. Quelques studios.  
visite sur place tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h et de 14 h 30 à 18 h 30 ou LONGUET-NEEL, GEFIC 27, bd Montfleury Cannes. Tél. : 99.11.45 GEFIC 52, Champs-Élysées Tél. : ALM. 98.98

PRIX FERMES ET DÉFINITIFS - LIVRAISON AVRIL 75

0 appartements de 10 au 5 pièces  
**Les 15**  
Maison de M. Kissinger demeurant au 15

صكراحت الأصيل

AMÉRIQUES  
Argentine  
Les amis de l'ex-président (C...)  
Le parti prioritaire aux...

AMÉRIQUES  
Argentine  
Les amis de l'ex-président (C...)  
Le parti prioritaire aux...

0 appartements de 10 au 5 pièces  
**Les 15**  
Maison de M. Kissinger demeurant au 15

صكراحت الأصيل



صك من الأصل

POLITIQUE

LÉGITIMITÉ ET PARTICIPATION

(Suite de la première page.)

C'est dans la personne du président de la République que les institutions de la V<sup>e</sup> République affirment d'abord la légitimité. Légitimité envers les Français : ce qu'on appelle de la République tient de l'article 5 de notre Constitution et de l'article 18, qui permet en cas de crise grave d'organiser entre ses mains, temporairement, l'ensemble des pouvoirs publics.

Légitimité vis-à-vis de l'étranger, ce qui est l'hypothèse de crise que le viams de rappeler, mais ce qui est, dans les temps ordinaires, la prérogative présidentielle en matière diplomatique et l'initiative de détenir un traité à la procédure référendaire. Ce fut l'audace de Georges Pompidou, au printemps de 1972, quand il soumit au référendum les traités qui devaient la Communauté européenne aux pays qui désiraient y adhérer : il n'était pas tenu de le faire, mais à un moment où chacun critiquait la position de la France réputée peu européenne, encourageant peu l'élargissement du Marché commun, il était judicieux, courageux, finalement bénéfique pour tous que, prenant des risques de polémique intérieure, le président de la République manifestât ainsi la légitimité d'une politique vis-à-vis de l'étranger et des Français eux-mêmes.

La légitimité du chef de l'Etat vis-à-vis des partis est le point le plus important et le plus actuel. Elle trouve sa source dans l'élection au suffrage universel : c'est un atout considérable pour le président de la République de ne tenir son mandat, sans intermédiaire, de nul autre que du peuple et de pouvoir, d'ailleurs, par le référendum, se retourner vers le peuple, le questionner et recevoir son assentiment ou, au contraire, enregistrer l'expression de son désaccord. Ce que fit le général de Gaulle, parti démocratiquement en avril 1969. Le président de la République peut aussi bien affirmer sa légitimité en retournant au peuple, comme il le fit au cours des dernières an-

nées, dans toute élection législative — qu'il s'appelle le général de Gaulle ou Georges Pompidou — en prenant finalement parti et en indiquant la majorité qui lui paraissait souhaitable dans la perspective qu'il avait lui-même donnée, lors de sa propre élection présidentielle.

Certains ont alors prétendu qu'à partir de la décision référendaire de 1962 et avec la pratique de l'élection du président de la République au suffrage universel direct, notre régime se serait orienté vers un système présidentiel. Il n'en est rien, si l'on considère que les institutions que la France s'était données en 1958, avec une élection du président de la République qui n'était pas un suffrage universel direct, étaient des institutions bâties autour de la personne du général et qu'il avait bien l'intention, par tant lui-même du rôle historique qu'il avait assumé dans le passé, de légier à ses successeurs.

Pour préparer cette voie, il soumit à plusieurs reprises, en 1961 et 1962, sa gestion au référendum, faisant constater par là que la légitimité du président de la République ne pouvait être que populaire et donnant à penser que son élection qui n'avait pas été, en effet, un suffrage universel en 1958, devait recevoir, en quelque sorte, la confirmation populaire. L'élection de 1965 qui suivit ces référendums fut donc un acte de confiance dans la légitimité profonde n'a pas entamé le système parlementaire dans lequel nous vivions avant 1962, qui se poursuit aujourd'hui et doit se perfectionner demain. Tel devrait être le souci de nos gouvernements, au lieu de chercher à limiter cet exercice parlementaire, à condition, bien entendu, qu'en souffrant de le développer, d'autres ne tentent pas de le pervertir.

La rigide la souplesse des institutions de la V<sup>e</sup> République, qui fait souhaiter qu'aucun rêve présidentiel ne s'éveille, qui nous conduirait à des affrontements peut-être dramatiques entre le Parlement et le président. Nommé par le chef de l'Etat, le premier ministre doit être le chef réel de la majorité, même si, pour gouverner, il a souvent besoin de la présence d'une majorité négative.

L'exercice parlementaire a été poursuivi, en effet, entre 1959 et 1962 — Michel Debré le sait bien

— avec des majorités de circonstance et encore aujourd'hui une loi comme celle sur l'interruption de la grossesse a été finalement votée plus par l'opposition que par la majorité du gouvernement. Il s'est maintenu aussi avec des majorités de gouvernement. Il s'est maintenu aussi avec des majorités fort étroites, en 1967-1968, car la pratique du vote bloqué permet au premier ministre de se mouvoir assez aisément dans les difficultés quotidiennes. Surtout c'est à l'opposition, si elle souhaite mettre le gouvernement en difficulté, de prouver ses forces, de trouver un sujet et une majorité pour la censure, tandis que le gouvernement n'est même pas tenu de faire voter son programme en entrant en fonctions ou en cours d'exercice ; tantôt il le fait, tantôt il ne le fait pas.

Fondé fermement sur la légitimité, notre régime permet aussi tout tour à la fois de l'autorité du président, de l'autorité du premier ministre et laisse à ces trois acteurs principaux la possibilité de s'entendre ou, en tout cas, de pratiquer un pas de côté, un pas d'esquive toujours nécessaire dans une vie publique qui connaît, à des heures diverses, des difficultés.

Mais, plus encore que la souplesse de la V<sup>e</sup> République, il faut

exploiter à fond ses exigences implicites ou explicites de participation à l'échelon national, celle-ci est déjà bien organisée par le retour constamment possible du président vers le peuple. Elle l'est aussi à l'échelon départemental par les élections législatives traditionnelles. Encore faudrait-il que, sur ces deux plans, on ne s'obstine pas à regner les possibilités d'un choix clair par le peuple. On a vu récemment proposer — dans la mouvance du changement — que les conditions de la candidature présidentielle soient revues et que ne puissent plus se présenter que les candidats introduits par un important peleton parlementaire. On sent là une vive détermination de revenir à un régime antérieur, comme si le peuple français n'était pas apte à discerner, parmi les candidatures, celles qui sont de principes ou fantaisistes et celles qui sont sérieuses.

Dans le même esprit, on songerait à rendre moins direct le scrutin aux élections municipales puis législatives. La participation populaire à l'élection à la légitimité des institutions de la V<sup>e</sup> République, ne mérite pas d'être rognée après avoir connu d'abord la gloire et ensuite une parfaite justification par la crise même que le peuple montre lors de toutes les élections.

Mais, plus encore que la souplesse de la V<sup>e</sup> République, il faut

la crédibilité, la justification d'une action régionale ne viendront que de l'élection ; la régionalisation n'aura d'assises sérieuses que dans l'élection directe de ses responsables locaux. Bien entendu, de même qu'à l'échelon national, les responsabilités gouvernementales, parlementaires, présidentielles sont nettement délimitées entre elles, de même l'élection régionale, jouissant de cette base populaire, verrait sa compétence clairement et explicitement délimitée. Il n'est pas tellement nécessaire d'apporter cette netteté pour éviter certaines tensions centrifuges ; elle est simplement la condition de tout comportement responsable.

Ce cadre institutionnel de la V<sup>e</sup> République ainsi achevé, l'essentiel resterait à faire, c'est l'adhésion du mouvement des démocrates d'arriver à cerner ce qu'est l'inquiétude des Français en face des changements, l'inquiétude des Français en face des immobilismes, les espoirs des Français pour l'immobilité et pour le changement. Nous ne pourrions le constater que si notre démarche est assez près des citoyens, que si elle fait appel à ce qu'il y a de meilleur dans le citoyen c'est-à-dire sa disponibilité et la fermeté de son engagement pour vivre de façon pratique la démocratie. Car nous tous, Français, sommes responsables directement aujourd'hui d'une vie publique, d'une vie collective plus riche, plus précise, faisant davantage appel au dévouement de chacun. Au-delà de la participation aux élections, ailleurs que dans les ambitions personnelles, il y a une responsabilité de tant de nos concitoyens, il y a une autre voie pour pratiquer autour de nous et en nous une démocratie vivante.

Celui-ci, lui-même, n'est plus. Si seize ans d'efforts ne devaient être légués qu'aux partis dont chacun des ministres en place entend devenir un des chefs, si seize ans pour fonder chez nous une légitimité républicaine et pour commencer la participation populaire ne devaient aboutir qu'à une renonciation circonstancielle à notre régime constitutionnel, à notre indépendance militaire, alors, sans aucun doute, l'abandon populaire de nos dirigeants serait inévitable.

La scène s'encombrerait peut-être encore d'acteurs aux talents divers, la durée et la gloire diraient atteintes.

MICHEL JOBERT.

Dans notre vie quotidienne

Mais la participation va plus loin, et c'est un leurre profond que de n'en parler qu'à propos de la réforme de l'entreprise. Elle est la condition de toute efficacité de toute efficacité dans notre vie collective, au sens le plus large. Ainsi oublie-t-on la participation du gouvernement au jeu parlementaire qui consisterait à ne proposer au débat et au vote que des textes accompagnés de ceux, de nature non législative, qui permettent de les appliquer dans la vie courante ; on se ferait alors, dans l'hémicycle et dans le public, une idée juste de l'ampleur d'une réforme, de son orientation et surtout des délais d'application du texte voté.

Il y a une façon encore plus décisive pour le gouvernement de participer à l'exercice populaire et harmonieux de nos institutions, c'est de se prêter de bonne grâce à la décentralisation. Non seulement les ministères devraient accorder, par un effort tenace,

continuer, par une véritable lutte des gouvernements contre leurs administrations toujours promptes à reprendre d'une main ce qu'elles ont donné de l'autre, une possibilité concrète aux échelons de base, aux départements, aux régions de gérer davantage leur propre responsabilité. Mais la légi-

l'Agence internationale de l'énergie et de matières premières, n'ont qu'une seule et même visée : exclure les Etats européens, comme cela déjà a été fait pour la crise du Froche-Orient, des décisions prises pour la réorganisation économique mondiale actuelle.

Les Etats-Unis considèrent, en effet, qu'une politique d'indépendance européenne entrerait à contre-courant dans le jeu qu'ils entendent mener au Proche-Orient et que toute intervention de l'Europe, même à long terme, menace leur position future et leurs possibilités d'action à court terme. Par l'ouverture de leur accès à la décision, changent partout les données des situations, dès qu'on a seulement le pres-

l'organisation mondiale ne pourra longtemps encore fonctionner si à cette légitimité, ne correspond très vite une pratique démocratique ; le Conseil de sécurité décrivant les responsabilités exclusives de nos grands nations industrielles ne demeurera pas toujours ce qu'il est aujourd'hui, tandis que les débats de plus en plus revendicatifs et engagés de nos institutions à Manhattan, encore siège des Nations unies — mais pour combien de temps ? — vont se traduire pratiquement par le directeur général du Fonds monétaire international soit celui de cinq, dix ou vingt puissances, une formation restreinte ne pourra plus longtemps régenter un système monétaire international — d'autant qu'elle le fait fort mal, chacun le constate. Parce que de nouveaux Etats émergent à la surface économique, à la surface monétaire, une réforme du Fonds est non seulement nécessaire mais possible qui appornerait aux pays en développement une nouvelle forme de prêts par l'intermédiaire de la collectivité internationale. Ce ne serait plus un système de prêts à court terme, mais un système de prêts à long terme, sous le couvert du Fonds actuel ou des propositions récentes d'une caisse pour les pays gros consommateurs de pétrole, orienterait la vie internationale.

Les pays anciennement pauvres, comme les nouveaux pays riches, à commencer par le nôtre, bénéficieraient les premiers de cette interruption de la démocratie dans ces systèmes législatifs et exécutifs. Quant au fameux recyclage des fonds dans l'inflation américaine, qu'il faudra bien juguler, et de l'enrichissement légitime des matières premières, il ne sera plus l'obstacle à une vie commerciale correctement ordonnée, mais bien l'occasion de parvenir à un tel ordre.

Les institutions européennes et atlantiques sont justiciables du même appel. Pas de légitimité sans participation à la décision, et d'abord à la décision nucléaire, c'est ce qu'écrivait le général de Gaulle à propos de l'OTAN à nos partenaires anglais et américains, en septembre 1966 (1). Pas de légitimité sans participation à la décision, si les nations, en tant que telles, ne sont pas le moteur de l'indépendance européenne. Présence d'un système communautaire quand s'affaiblit la participation : on le voit dans le système actuel de consultations intra-européennes intégrées à tort dans les institutions de Bruxelles, à quel la France s'était refusée jusqu'au printemps dernier, ou de consultations intra-atlantiques hâtivement acceptées dès le début de « l'ère nouvelle ».

Ces consultations amènent à déterminer l'Europe à partir d'une seule voie, ou permettent de peser

sentiment, l'espoir d'une participation pénible. C'est cet espoir que veut empêcher les législateurs d'aujourd'hui que l'évolution de notre monde, à terme, menace. C'est le même espoir rendu aux Français dans la nuit de l'occupation des 18 juin 1968 et depuis 1968 que voudraient étouffer les aristocrates de partis dont on tolère à tort la restauration. Pourtant le chemin de l'indépendance ne passe pas par une autre voie que celle de cet espoir.

Que le gouvernement participe surtout en paroles ou en images à ce qui se décide dans le monde, que, dans les négociations atlantiques, notamment, il ait renoncé déjà, quant à l'objectif, à notre indépendance pour se satisfaire de l'autonomie, il perdrait — à ses risques et périls — un des éléments fondamentaux de l'attachement que le peuple français peut avoir pour les institutions de la V<sup>e</sup> République. Il étoufferait à coup sûr le vote de la France dans le monde.

Il n'y a guère, nos institutions étaient ratifiées chez nous et négligées ailleurs ; dans l'abandon de l'indépendance populaire pour des institutions qui ne permettraient ni la participation ni l'indépendance, la V<sup>e</sup> République s'était jetée dans les bras du général de Gaulle. Celui-ci a donné à la France la V<sup>e</sup> République et sa politique intérieure et extérieure. Après avoir quitté démocratiquement le pouvoir, il n'est plus. Il nous a laissés des institutions tombées, je crois, en de bonnes mains, celles de son directeur de cabinet, de celui qui, pendant de nombreuses années, a été son premier ministre, entre les mains de Georges Pompidou.

Si seize ans d'efforts ne devaient être légués qu'aux partis dont chacun des ministres en place entend devenir un des chefs, si seize ans pour fonder chez nous une légitimité républicaine et pour commencer la participation populaire ne devaient aboutir qu'à une renonciation circonstancielle à notre régime constitutionnel, à notre indépendance militaire, alors, sans aucun doute, l'abandon populaire de nos dirigeants serait inévitable.

La scène s'encombrerait peut-être encore d'acteurs aux talents divers, la durée et la gloire diraient atteintes.

MICHEL JOBERT.

(1) Le 24 septembre 1966, le général de Gaulle, alors président du conseil, adressa au président Eisenhower et au premier ministre britannique, Harold Macmillan, un mémorandum de 20 pages sur l'insécurité d'une organisation politique et militaire transatlantique. Ce document, qui était une stratégie planétaire et de décider, le cas échéant, de recourir aux armes de destruction massive. Le texte de ce document, dont on connaît l'essentiel, et qui devait provoquer de profonds remous au sein de l'alliance atlantique, n'a jamais été publié intégralement. — N.D.L.R.

Advertisement for Kenwood audio equipment. Title: Invitation. Content: Présentation exceptionnelle du prestigieux matériel haute fidélité Kenwood. Le 15 mars à l'Hôtel Club Méditerranée. Description of Trio-Kenwood France presentation. Kenwood logo and address: 15, rue Paul Bert, 94200 Ivry s/Seine.

Advertisement for Bilinguaphone. Title: Vous faites Paris-Londres en 3/4 d'heure de vol. A l'arrivée, ne perdez pas le temps gagné. Parlez anglais! Description of the audio-visual documentation system. Languages: 28 languages including English, Spanish, Italian, etc. Contact: Bilinguaphone, 12 rue Lincoln, 75008 Paris.

Large advertisement on the right side of the page, partially cut off. Title: Chirac s'efforce de... Content: Chirac s'efforce de... (The rest of the text is illegible due to image quality and crop).



AUX JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE L'U.D.R.

M. Chirac s'efforce de redonner confiance aux élus gaullistes

Sainte-Maxime. — M. Chirac, en clôture des journées d'étude parlementaires de l'U.D.R., jeudi matin 13 mars à Sainte-Maxime (voir page 36), a manifesté son attachement à ce qu'il ne s'adresse pas seulement à ses amis comme secrétaire général du mouvement gaulliste, mais aussi et surtout comme leader de la majorité parlementaire tout entière et comme chef du gouvernement, c'est-à-dire comme l'exécutif fidèle et privilégié de la politique définie par le chef de l'Etat.

Ainsi le premier ministre a-t-il affirmé : « Nous n'avons pas l'intention de changer le critère de représentativité des organisations syndicales », et a-t-il même reconnu aux syndicats actuels « un rôle important dans le progrès social ». Il a également contredit le président du groupe parlementaire, M. Labbé, qui avait mis les élus en garde contre les risques du concept de « majorité d'idées » en estimant que, puisqu'elle est « dynamique et unie », la majorité peut être ouverte « y compris aux socialistes », tout au moins à ceux qui voudront bien se rallier à elle.

Il se défend sans aucun doute des projets, et plus encore des intentions prêtées aussi bien à M. Giscard d'Estaing qu'à leurs alliés de la majorité. C'est le cas pour la pratique de la démocratie directe que révèle le chef de l'Etat lorsqu'il veut, au-delà des intermédiaires naturels que sont les parlementaires, recueillir directement l'avis de l'opinion publique ; c'est aussi le cas pour les sollicitations adressées aux socialistes. C'est enfin le refus de la perspective de toute élection primaire qui provoque, selon l'expression de M. Cahille, une « sainte terreur » dans les rangs gaullistes. Cette protection du « statu quo », cette tactique défensive, même si elle est présentée avec des accents offensifs, révèle donc un certain manque de confiance qu'expliquent l'irrévérence

ou les soupçons de M. Claude Labbé et d'autres créateurs envers le président de la République. Si les élus U.D.R. ont semblé inquiétés des arrière-pensées qu'ils attribuent à tort ou peut-être à raison, à leurs alliés, ils se sont surtout montrés obsédés par les menaces de la gauche. En plus des problèmes politiques, ils redoutent en effet que les grandes crises actuelles — l'armée, la famille, l'emploi et le niveau de vie — que connaît le pays s'offrent aux socialistes l'occasion d'être davantage à l'avant-garde et qu'ils ne séduisent plus facilement l'opinion que ne peuvent désormais le faire les gaullistes. Par exemple, M. Michel Debré craint que le pays ne soit désarmé devant les problèmes de la natalité et de la famille, tout comme devant celui de la défense, et M. Chalandon s'inquiète des progrès de « l'allergie au travail » tandis que d'autres parlent de la « portugalisation de l'armée » et que M. Cahille juge que « la gauche et le communisme avancent ensemble mais sûrement ».

ANDRÉ PASSERON.

Après le rapport de M. Jacques Legendre (Nord), qui souligne, au sujet de la réforme de l'enseignement, que le projet de M. Eaby, « dément amendé, n'a jusqu'à son terme et aboussié et après celui de M. Jacques Cressard (Ile-et-Vilaine), qui réclame à propos de la condition militaire une revalorisation des conditions de vie des cadres d'officiers, de sous-officiers, M. Pierre Messmer (Moselle), ancien premier ministre, constate que « l'armée a déjà connu des périodes difficiles mais que jamais auparavant les crises n'avaient affecté en même temps la troupe et les cadres ». Puis il rappelle un certain nombre de principes qu'il juge « fondamentaux » : le service militaire est un devoir ; toute activité militaire exige la discipline ; toute réforme exige des crédits. Il faut donc que ceux-ci soient accrus de façon très importante dans le budget de 1976. Enfin, il faut exposer les grands principes gaullistes de notre défense. Certes, estime-t-il, le gouvernement les respecte mais il faut les remettre en valeur, les réactiver périodiquement. Il conclut : « La crise a été beaucoup grossie, mais elle existe et mérite toute notre attention afin d'en sortir le plus rapidement possible ».

Pour M. Jean-Paul Mourrot (Indre), le service doit être un impératif de la collectivité nationale. M. Michel de Broc (Finistère) regrette qu'en matière militaire « le changement ait été moins guidé que subi ». M. Antoine Gissinger (Haut-Rhin) préconise des périodes obligatoires pour tous et affirme : « Le Portugal doit nous faire réfléchir ». Pour M. Pierre Noël (Orne), le service militaire n'est pas un devoir mais un droit. M. Albin Chalandon (Hauts-de-

Seine) souligne la gravité de la crise et le risque « de voir notre armée aller, jusse de soins, à la portugalisation ». M. Yvon Bourges, ministre de la défense, estime que si ces fonctions lui ont été confiées c'est en raison de son appartenance au mouvement gaulliste.

La politique familiale

Dans une intervention très applaudie, M. Michel Debré (la Réunion) explique que la politique familiale est plus que jamais d'actualité en raison de l'inflation (qui frappe de plein fouet les familles) et de la baisse catastrophique de la natalité : « Face à des propagandes incoordonnées ou subversives il est indispensable de permettre une vie familiale selon les conditions nouvelles qui sont notamment celles du travail de la femme ». A propos de la réforme du divorce, il cite Mme Françoise Giroud sans la nommer (« Nous sommes en corré les héritiers d'une tradition, c'est-à-dire de la femme »). A propos de la réforme de l'indivision, M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

De nos envoyés spéciaux

Intervenant dans le débat, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, député du Doubs, exprime son plein accord avec les propos de M. Debré, mais souligne que « pour arriver aux trois enfants il faut passer par les deux ». Il se déclare donc partisan d'une « stimulation massive à partir du premier enfant ». M. Debré répond que « c'est la disparition du troisième enfant qui est le problème national ». Après M. Pierre Noël, qui déclare que « tout enfant séparé de sa mère est en danger de mort », M. Lucien Neuwirth (Loire) évoque le problème de la contraception, « c'est-à-dire

celui de la responsabilité des couples ». Enfin, M. Bertrand Lloroy (Seine-et-Marne) estime que « l'U.D.R. n'a pas actuellement de politique de la famille ».

Du statut de Paris à la crise de l'énergie

A propos de la réforme du statut de Paris, M. Jean Tiberi (Paris) fixe les deux objectifs à atteindre : un maire de plein exercice pour la capitale, et une déconcentration qui mette l'administration à la disposition des habitants des arrondissements. A son avis le groupe U.D.R. doit proposer l'adoption du statut de droit commun le plus achevé possible. M. René Cahille (Rhône) estime que le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise constitue « une synthèse de qualité et un répertoire de solutions », mais il espère que « les espoirs suscités par ce rapport ne disparaîtront pas dans l'obscurité qui succède toujours au feu d'artifice ».

PATRICK FRANCÉS.

Le conseil des ministres s'est réuni à l'Élysée mercredi 12 mars, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni à l'Élysée mercredi 12 mars, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

Conseil européen de Dublin

Le ministre de l'économie et des finances a rendu compte de la réunion des ministres des finances de la zone franc qui s'est tenue à Lomé. Les échanges de vues auxquels elle a donné lieu ont permis de constater la convergence des points de vue et la solidarité financière des pays de la zone franc.

Le ministre de la santé

Le ministre de la santé a fait le point sur la situation sanitaire et sociale aux Antilles, où il s'est rendu en mission. Mme Veil a souligné le niveau élevé atteint par les dépenses d'aide sociale et de protection sanitaire. Elle a conclu à la nécessité de donner la priorité à un important programme d'éducation sanitaire et sociale de formation du personnel et de prévention.

M. Claude Labbé met en garde le chef de l'Etat contre le recours à la démocratie directe

Prenant la parole mercredi matin 12 mars, à l'ouverture des journées parlementaires M. Claude Labbé, président du groupe de l'Assemblée nationale s'est demandé comment l'on pouvait « en 1975 être gaulliste, soutenir l'actuel président et vivre au sein d'une majorité dont le premier ministre est aussi le secrétaire général de l'U.D.R. sans dénaturer ». Il s'est adressé tout d'abord au président de la République en demandant « comment associer la démocratie directe et la concertation avec le Parlement ». Ajoutant : « Derrière les apparences de l'exercice d'une démocratie directe, qui consiste d'abord à négliger l'intermédiaire parlementaire, il y a la recherche d'autres intermédiaires ».

UNE HEURE D'ÉTÉ SERA INSTITUÉE A PARTIR DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1976

Le conseil des ministres du 12 mars a décidé de revenir au système de l'heure d'été en 1976. Du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 1976, l'heure légale sera donc en avance d'une heure sur l'heure légale actuelle, c'est-à-dire en avance de deux heures sur l'heure moyenne du fuseau horaire dans lequel est située la France (le Monde du 14 février).

M. SOLDANI EST RÉÉLU MAIRE DE DRAGUIGNAN

M. Edouard Soldani, sénateur du Var (P.R.), et président du conseil général, a été réélu mercredi 12 mars, maire de Draguignan par 25 voix et 1 bulletin. M. Soldani, sénateur du Var depuis 1949 et maire de Draguignan depuis 1959, avait donné sa démission de conseiller municipal et de maire pour protester contre le transfert de la préfecture, à Toulon. Après sa réélection, il a annoncé qu'il allait demander au gouvernement « réparation pour le tort causé à sa ville ».

espaces verts jardins Agencement - Décoration Créations plantation ENTRETIEN - CONTRATS SPÉCIAUX MARCEL BARDIAU 589-27-72

des syndicats dont l'importance ne cesse de croître sans qu'ils puissent apparaître comme vraiment représentatifs. L'audience d'un syndicat comme la C.G.T., qui levez à monopoliser l'action revendicative des travailleurs comme mesure avec sa représentativité. Un jour viendra où il faudra revoir les structures du syndicalisme français. Non pas pour le limiter mais pour lui donner une véritable légitimité. La place du syndicalisme doit figurer dans nos institutions avec les mêmes définitions sévères que celles qui visent le Parlement ».

Le conseil des ministres du 12 mars a décidé de revenir au système de l'heure d'été en 1976. Du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 1976, l'heure légale sera donc en avance d'une heure sur l'heure légale actuelle, c'est-à-dire en avance de deux heures sur l'heure moyenne du fuseau horaire dans lequel est située la France (le Monde du 14 février).

« Avant de se rendre à Sainte-Maxime, M. Jacques Chirac, accompagné de Mme Simone Veil, ministre de la santé, s'est arrêté à l'Hôtel de la Santé à l'occasion d'une crèche municipale et visité le vieil hôpital qui doit être rénové. »

(Publité)

PROCÉDÉ S.A.I.R.E.S. la seule solution contre le bruit en 8 jours nous pouvons éliminer les bruits extérieurs. Sur toutes fenêtres nous adaptons des verres spéciaux, les mêmes qui isolent à Orly du sifflement des réacteurs. Notre procédé est le plus efficace, le plus esthétique et le moins coûteux. SAIRES - 49 ter, rue de Flandre. Paris (19<sup>e</sup>) - Tél. : 205-50-13.

20% de remise sur nos tarifs entretien tapis et moquettes Exemples Pour dépeussilage et nettoyage : Moquette d'escalier 13,50<sup>f</sup> 10,80<sup>f</sup> Carpets mécaniques 20,00<sup>f</sup> 16,00<sup>f</sup> Orient 20,00<sup>f</sup> 16,00<sup>f</sup> Aubusson 42,00<sup>f</sup> 33,60<sup>f</sup> Possibilités travaux à domicile, réparations et réfections de tapis anciens. Devis sur demande. à la place clichy Le magasin de Paris 93, rue d'Amsterdam - Tél. : 387.54.20

RTICIPATION

reorganisation du monde

Vous faites Paris-Londres en 3-4 d'heure de vol. A l'arrivée, ne perdez pas le temps gagné. Parlez anglais

مركز الأصل



صك: امان الاصل

POLITIQUE

LA BASTILLE ADMINISTRATIVE

IV. — Paris, toujours Paris !

par ETIENNE MALLET

En haut de la pyramide administrative, les pouvoirs publics ne s'articulent pas tout à fait de la même manière que du temps de Georges Pompidou...

Discours et mesures partielles n'y font rien : l'effort multiséculaire de centralisation, comme disait le général de Gaulle, ne se relâche guère...

tronds et pas autrement. Il faut 300 mètres de distance au minimum entre un établissement scolaire et un débit de boissons...

Caisse des dépôts et consignations, qui accordera un prêt ; contrôle du comptable sur les opérations de dépenses ; contrôle des services techniques de l'Etat...

travaux achetés directement par la commune. On ne voudra pas le rembourser ; la dimension des travaux n'est pas conforme...

(routes nationales, grands ouvrages), contrôlent la conformité des travaux exécutés par les collectivités locales et donnent leur avis pour les subventions...

caisse noire, même modeste. Elle sert à payer les déplacements à la préfecture du secrétaire de mairie ou le vélocipède du garde champêtre...

Des contrôles par dizaines

Edifier un collège semble une tâche apparemment plus simple. Le maire devra pourtant se soumettre aux quelques examens suivants :

contrôle des opérations immobilières et de l'architecture ; contrôle des services techniques de l'Etat sur la conformité des projets aux modèles types...

Grands corps « omnipotents »

A tort ou à raison, les édiles dénoncent souvent l'omnipotence des « grands corps » : ingénieurs des ponts et chaussées, ingénieurs du génie rural, ex des eaux et forêts...

lures sans justificatifs précis. « Je me suis aperçu qu'ils avaient imprimé, dans des travaux neufs, de simples travaux d'entretien »...

Echappatoires et compromis

Dans les campagnes et les petites villes, la majorité des élus sont désarmés et acceptent leur sort avec plus ou moins de facilité...

des libertés locales ou refusera l'autorité, la station d'archives ménagères, le foyer pour travailleurs immigrés...

Les magistrats municipaux les plus dynamiques passent pourtant une trop grande partie de leur temps à frapper aux portes des bureaux des ministères parisiens...

« La décentralisation, c'est le marécage dont on a recouvert le marécage », disait un ministre de Napoléon. Les fonctionnaires de 1976 disent la même chose...

Dans un système bloqué de toutes parts, les compromis, parfois irresponsables, sont inévitables. En public à la tribune, les élus vilipendent volontiers les technocrates de l'administration...

Prochain article : LE CITOYEN CAPTIF par PAUL SABOURIN

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES ÉPÉDA multispire présente toutes ses literies chez CAPÉLOU

PARIS HELSINKI en Caravelle 10 B VOL QUOTIDIEN départ Orly-ouest 12 h 50 de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

FINNAIR toute agence de voyages et 11 rue Auber Paris 9° réservations 742.35.11 le vol le plus rapide

LEROY VOUS OFFRE : Ses fameux verres Studio 78. Sa nouvelle collection 75 "ultra light". Sa gamme complète d'appareils acoustiques.

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ? Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes...

pour acheter au soleil COTE D'AZUR PROVENCE LANGUEDOC ROUSSILLON CORSE ESPAGNE lisez MEDITERRANEE IMMOBILIERE

80 tissus exclusifs pour les costumes de la nouvelle collection Larvin 2 VENU d'Italie, de France ou d'Angleterre, chacun a été choisi pour sa qualité exceptionnelle.

de la tour Bretagne vous dominez tout l'ouest au centre de Nantes : la tour Bretagne 16.000 m2 de bureaux lot minimum : 145 m2 Bourdais Bureautique Paris: 164, bd Hausmann 75008 - Tél. 227.11.89.

UN MOUVEMENT... Vienn... Shopping' c'est Mart... Image of a woman in a coat and hat.



# ADMINISTRATIVE

Paris

## UN MOUVEMENT PRÉFECTORAL

### AUBE : M. Marchand

M. Raymond Marchand, préfet de la Haute-Loire, est nommé préfet de l'Aube en remplacement de M. Michel Barbier.

M. Raymond Marchand est né le 11 octobre 1917 à Orléans. Il a débute dans la carrière administrative en 1941 comme rédacteur au ministère de l'Économie et du Ravitaillement. En 1944, il est chargé de mission au cabinet du commissaire de la République pour les départements de l'Inde et de la Moselle et, en 1945, il est intégré dans l'administration. Le 28 juillet 1954, il est nommé sous-préfet de Fontaine-Francais, puis, successivement, en 1958, secrétaire général de la Haute-Vienne ; en 1960, sous-préfet de Saint-Quentin ; en 1964, secrétaire général de l'Inde-et-Vielaine ; en 1967, sous-préfet de Chalon-sur-Saône ; en 1972, secrétaire général de la Seine-Maritime. Il a été nommé le 1<sup>er</sup> août 1973 préfet de la Haute-Loire.

### CANTAL : M. Fouliqué

M. Jean-Pierre Fouliqué, directeur du service national de la protection civile, est nommé préfet du Cantal.

Né le 15 février 1922 à Pignac (Loz), M. Jean-Pierre Fouliqué est nommé en avril 1949 chef de cabinet du préfet de la Corse. En janvier 1947, il occupe la même fonction au cabinet du préfet de la Vienne. Nommé sous-préfet de Saint-Jean-Angély en janvier 1948, il occupe successivement les postes de sous-préfet de Blanc (mai 1953), directeur du cabinet du préfet de la Guadeloupe (août 1954), sous-préfet de Montargis (mars 1956), secrétaire général de la Martinique (avril 1961), sous-préfet d'Abbeville (juin 1964), sous-préfet de Bray (avril 1968). En décembre 1971, il est promu directeur du service national de la protection civile. M. Fouliqué est membre du conseil d'administration de la Croix-Rouge française.

### DEUX-SÈVRES : M. Prioux

M. Gérard Prioux, préfet des Hautes-Pyrénées, est nommé préfet des Deux-Sèvres, en remplacement de M. Pierre Dupuy.

Né en 1922 dans la Vienne, ancien élève de l'ENA, M. Prioux, après avoir été rattaché sous les drapeaux en Algérie, est successivement, à partir de 1956, chef de cabinet du préfet des Landes, de la Savoie, sous-préfet de Mantes et de Bonneville, conseiller technique puis chef de cabinet de M. Frey, ministre de l'Intérieur, en 1961, et membre du Comité national de l'U.N.R. Il est élu, en 1962, député U.N.R. de la dix-huitième circonscription de Seine-et-Oise (Nantes). Il est battu, en 1967, par la candidate communiste dans la septième circonscription des Deux-Sèvres. En 1968, M. Prioux est nommé secrétaire général des Alpes-Maritimes. Il était devenu préfet des Hautes-Pyrénées le 22 décembre 1971.

### DORDOGNE : M. Vieillescazes

M. Claude Vieillescazes, préfet de la Réunion, est nommé préfet de la Dordogne en remplacement de M. Jean Lucchesi.

Né le 28 mars 1923 à Cholet, M. Vieillescazes, licencié en droit, qui fut, en 1949, chef adjoint du cabinet de M. Georges Sémali, président du conseil, est l'année suivante sous-préfet de Ruffec (Loiret). Après avoir occupé plusieurs autres postes, dont celui de directeur de cabinet du préfet de la Guadeloupe (février 1956-janvier 1957) et de directeur du cabinet civil du délégué général du gouvernement en Algérie (1961-1963), il est successivement nommé sous-préfet de Valenciennes, en janvier 1963, puis sous-préfet du Havre, en décembre 1968. Il était devenu préfet de la Réunion le 2 août 1971.

### HAUTE-LOIRE : M. Lavigne

M. Max Lavigne, directeur du cabinet du secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, est nommé préfet de la Haute-Loire en remplacement de M. Raymond Marchand.

Né en 1923 au Vietnam, ancien élève de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Lavigne a occupé divers postes en Afrique noire avant de devenir sous-préfet, en 1960, et nommé à Valenciennes en 1962. En 1966, il est chef de cabinet de M. Yvon Bourges alors secrétaire d'État à l'Information et il demeure auprès de lui jusqu'en 1973 dans les divers postes ministériels qu'il occupe. En 1973, il est nommé directeur du cabinet de Mme Suzanne Piron, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale. En juin 1974, M. Olivier Stim, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, fait de lui le directeur de son cabinet.

### HAUTES-PYRÉNÉES : M. Boof

M. Francis Boof, sous-préfet d'Argenteuil (Val d'Oise), est nommé préfet des Hautes-Pyrénées en remplacement de M. Gérard Prioux.

Né le 28 mai 1924 à Paris, M. Francis Boof, docteur en droit, ancien élève de l'École nationale d'Administration, est nommé sous-préfet en 1958. En 1960, il quitte ses fonctions d'administrateur civil au ministère de l'Intérieur pour occuper celles de directeur général de la société d'économie mixte d'aménagement et d'équipement du grand ensemble Mouton-Duval. En janvier 1967, il est réintégré dans le corps des sous-préfets et nommé, en mars 1968, secrétaire général du Cher. En mai 1970, il est chargé des fonctions de sous-préfet d'Argenteuil et nommé à ce poste en octobre 1971.

### RÉUNION : M. Lamy

M. Robert Lamy, sous-préfet, chargé de mission auprès du secrétaire d'État au budget, est nommé préfet de la Réunion, en remplacement de M. Claude Vieillescazes.

Né le 2 juillet 1925 à Mareuil, M. Robert Lamy est ancien élève de l'ENA. Il a commencé sa carrière administrative en 1948 en Tunisie. En 1955, il est chef de cabinet de préfet en mission à la sous-préfecture d'Annaba (Algérie). Il est ensuite successivement chef de cabinet à la préfecture du Var et à celle de Lot-et-Garonne, puis sous-préfet de Montbard. Il occupe ensuite, notamment, les postes suivants : secrétaire d'Annaba (Algérie), directeur du cabinet du préfet, puis secrétaire général de la Martinique (1964). Le 23 août 1972, il devient directeur de Vieillescazes.

cabinet de M. Christian Focoulet, alors secrétaire d'État auprès du ministre au travail. Depuis cette date, M. Lamy est demeuré auprès de M. Focoulet, qui avait fait de lui, en juin 1974, après sa nomination au secrétariat d'État au budget, un de ses chargés de mission.

### M. TERRADE, directeur du cabinet de M. Olivier Stim (DOM-TOM)

M. Jean Terrade, directeur du cabinet du préfet de police, est nommé préfet hors cadre, directeur du cabinet du secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer (M. Stim), en remplacement de M. Max Lavigne.

Né en 1920 à Aubenas, M. Terrade occupe, à partir de 1944, divers postes dans l'administration préfectorale. Il est, en 1949, sous-préfet de Louviers, puis directeur de cabinet du préfet de la Guadeloupe, sous-préfet de Pointe-à-Pitre, secrétaire général de la Martinique, en remplacement de M. Max Lavigne.

### PARIS : M. Clément, directeur du cabinet du préfet de police

M. Laurent Clément, préfet du Cantal, est nommé directeur du cabinet du préfet de police, en remplacement de M. Jean Terrade.

M. Clément est né en 1921 à Brühl (Moselle). Il a débuté comme chargé de mission au tribunal militaire international de Nuremberg (1946-1947), avant d'être nommé chef de cabinet du préfet de la Manche en juillet 1947.

En 1950, M. Clément devient chargé de mission au cabinet de M. André Colin (M.R.P.), secrétaire d'État à l'Intérieur (cabinet dont le chef était M. Jean Lecanuet). Il est ensuite successivement chargé de mission dans les cabinets de M. Martinand-Duplat (radical) et François Mitterrand (U.D.S.R.), ministres de l'Intérieur. En juin 1954, M. Clément est sous-préfet de Cluses. De là il va en Algérie (Bordj-Bou-Annoumji et Béni) avant de revenir à Paris comme chef de cabinet de M. Chateaux, ministre de l'Intérieur (1951), puis de M. Lalloué, secrétaire général de la préfecture de la Seine. Sous-préfet de Saint-Malo depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1965, M. Clément est nommé préfet du Cantal le 23 décembre 1971.

Sont nommés préfets hors cadre M. Jean Lucchesi, préfet de la Dordogne ; Michel Barbier, préfet de l'Aube ; Pierre Dupuy, préfet des Deux-Sèvres.

## La Fédération des réformateurs va réunir son « Conseil fédéral national »

Désignée le jeudi 6 mars, lors de la création de la Fédération des réformateurs, la délégation parlementaire des réformateurs centristes et démocrates sociaux, que président M. Max Lejeune et André Fossat, s'est réunie mercredi 13 mars au Sénat. Les membres de cette délégation ont décidé de convoquer le 21 mars au Palais-Bourbon, pour sa première réunion, le « Conseil fédéral national » de la nouvelle organisation.

L'idée d'une Fédération des réformateurs avait été lancée le 5 mars par M. Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber, respectivement présidents du Centre démocrate et du parti radical, inspirés notamment par le souci de faire barrage au projet de création — réalisé le 8 mars — d'un Mouvement de la gauche réformatrice. À l'initiative de M. Michel Durastot et André Rossi.

Les représentants des mêmes partis centristes siègent donc dans les deux organisations. La délégation parlementaire mise en place par les partisans de la Fédération a décidé aussi de convoquer à bref délai un « conseil fédéral provisoire ». Cette instance rassemblerait les ministres réformateurs, les présidents ou secrétaires généraux des partis consti-

titués et les quinze membres de la délégation parlementaire. Les animateurs des deux tentatives concurrentes seront donc mis en présence lors de la réunion de ce conseil provisoire, dont l'une des missions sera, selon M. Max Lejeune, la désignation d'un secrétaire fédéral provisoire qui siègerait dans les commissions des formations composites (un représentant par formation).

M. Max Lejeune a indiqué que, parmi les tâches qui seraient confiées au secrétaire fédéral provisoire, figurent la préparation d'un « manifeste réformatrice ». Enfin la délégation parlementaire a précisé que les organes dirigeants qui seront mis en place seront « à structures fédérales » à tous les niveaux.

Interrogé sur la situation au centre, M. Max Lejeune a estimé, mercredi, que la création de la Fédération des réformateurs d'une part et du Mouvement de la gauche réformatrice d'autre part « ne coupe pas le Mouvement réformatrice en deux ».

### A l'Assemblée nationale

### M. ROGER CHNAUD président du groupe des républicains indépendants

Le groupe républicain indépendant de l'Assemblée nationale a élu, mercredi après-midi 12 mars, à sa présidence M. Roger Chnaud, député de Paris, ancien secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants. M. Chnaud succède à ce poste à M. Jean Brocard, député de la Haute-Savoie, qui a été nommé, le 19 février dernier, parlementaire en mission auprès du ministre de l'Intérieur chargé d'étudier l'aménagement du territoire. M. Brocard a souligné que l'élection de M. Chnaud correspondait aux décisions du dernier congrès des républicains indépendants (des 31 janvier, 1<sup>er</sup> et 2 février) et que « la politique de changement devant entraîner également le changement des hommes ». M. Chnaud, qui est âgé de quarante et un ans, est le plus jeune président de groupe de l'Assemblée nationale. Il devient vice-président de la F.N.R.I. et il est chargé à la direction de cette formation des questions électorales.

### M. GISCARD D'ESTAING A L'OPÉRA

M. Valéry Giscard d'Estaing, accompagné de l'une de ses filles, Valérie-Anne, a assisté à l'opéra, mercredi soir 12 mars, à l'Opéra, à une représentation de « Don Juan » de Mozart, au premier rang de la corbeille, et non dans la loge présidentielle. Pendant l'entracte, le président de la République, aux côtés de qui se trouvait M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture, a manifesté sa satisfaction. Il a déclaré : « Il est très difficile de réunir toutes les voix nécessaires pour donner une bonne interprétation de « Don Juan ». Le directeur de l'Opéra, M. Bolt Liebermann, me l'avait assuré voici deux ans. Le tour de force a été réalisé ce soir... »

# Vienne?

Austrian Airlines

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 266-34-66

## Le Shopping' c'est Marks & Spencer.. Pour les enfants aussi.

C'est nouveau. C'est 'Le Shopping'. Et quand vous l'aurez essayé, vous l'aimerez. Surtout pour habiller vos enfants.

### 'LE SHOPPING'

La gamme exclusive St Michael pour enfants vous offre un grand choix de beaux vêtements pratiques, résistants, sans problèmes, et pour la plupart lavables en machine.

Les vêtements d'enfants St Michael: une garantie qualité-prix. Chaque article est confectionné selon des normes strictes, pour les matières comme pour la fabrication.

Marks & Spencer y parvient en collaborant étroitement avec les meilleurs fabricants, assurant lui-même la totalité des contrôles. Ainsi, Marks & Spencer peut vraiment garantir la qualité.

Chez Marks & Spencer tout a été prévu pour un shopping facile.

La disposition rationnelle des articles simplifie votre choix. Un personnel efficace est à votre service. Et, quoi que vous achetiez, vous l'essayez chez vous.

Et puis, si vous n'êtes pas entièrement satisfait, vous pouvez échanger ou être remboursé simplement sur présentation de votre ticket de caisse.

'Le Shopping' c'est Marks & Spencer. C'est la meilleure façon d'acheter pour les enfants. Alors, dépêchez-vous!

Voici une sélection représentative de la gamme exclusive St Michael pour enfants où vous trouverez des modèles aussi séduisants par leur prix que par leur style:

Tee-Shirts d'enfants de 11F à 20F. Pantalons d'enfants de 49F à 89F. Pulls col roulé en nylon de 15F à 20F. Vests d'enfants depuis 99F. Pulls légers de 50F à 55F. Coordonnés en coton (2 pièces—jupe ou pantalon) depuis 135F. Tricotés coordonnés (4 pièces—jupe ou pantalon) de 150F à 200F. Jupes en gabardine de 49F à 59F.

Chaussures d'enfants de 45F à 70F. Chaussettes d'enfants de 4,50F à 9F.



St Michael, la marque exclusive de Marks & Spencer

**Marks & Spencer**  
le grand magasin de Grande-Bretagne,  
bd. Haussmann (face aux Galeries Lafayette) Paris.



مكتبة الأمل



# ARMÉE

## NOMINATIONS MILITAIRES

• Les généraux Biard et Colin sont nommés commandants de région  
 • Le général Langlois devient conseiller du gouvernement

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, et du général Marcel Bigeard, secrétaire d'Etat à la défense, le conseil des ministres du mercredi 12 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes, desquelles la porte-parole du gouvernement, M. André Rossi, a dit qu'il s'agissait d'un « changement important des membres du haut commandement dans un esprit de renouvellement ».

• **TERRRE** — Sont nommés : commandant de la VI<sup>e</sup> région militaire (Méta), en remplacement du général Langlois, le général de corps d'armée André Biard, précédemment major général de l'armée de terre, commandant la II<sup>e</sup> région militaire (Lille), en remplacement du général Buffenoir, le général de division Daniel Colin.

(Né le 23 juillet 1918 à Falaise (Calvados), capitaine, le général Biard a fait, dans l'infanterie, la campagne de France, puis la guerre d'Indochine et d'Algérie. Après avoir commandé l'Ecole d'application de l'infanterie, il est, en avril 1973, sous-chef d'état-major de l'armée de terre, puis major général.)

(Né le 25 septembre 1920 à Lambézellec (Finistère), saut-cyrien, le général Colin a fait une grande partie de sa carrière dans l'infanterie coloniale et participé à la campagne de France et d'Allemagne. Il a

servi en Indochine, puis à Madagascar et en Afrique et commandé en 1969 la 8<sup>e</sup> brigade. Il était commandant supérieur interarmes du groupe Antilles-Guyane.)

Est nommé conseiller du gouvernement pour la défense, le général de corps d'armée Pierre Langlois. Est mis à la disposition du ministre de la défense, le général de corps d'armée Maurice Buffenoir.

Sont nommés : major général de l'armée de terre, le général de division Chéry ; directeur des personnels militaires de l'armée de terre, le général de division Henri Valliant ; commandant supérieur interarmes du groupe Antilles-Guyane, le général de brigade Deschênes.

Sont nommés : commandant l'Ecole supérieure de guerre et l'Ecole d'état-major, le général de brigade Laurier ; commandant l'Ecole spéciale militaire et l'Ecole militaire interarmes, le général de brigade Bissac.

(Né le 18 novembre 1921 à Paris, le général de brigade André Laurier est sorti du rang. Engagé dès 1939 pour la durée de la guerre, il devient officier à l'Ecole de Cherbouh (Algérie). Sous-lieutenant en 1941, il sert en Indochine. Il est nommé chef de bataillon en 1944, puis chef de compagnie en 1945. Il est promu lieutenant-colonel en 1948 et participe à l'opération de Suez en 1956. Après des stages dans des

écoles d'officiers aux Etats-Unis, il sert dans plusieurs régiments en France et, depuis août 1974, il commande la 1<sup>re</sup> brigade parachutiste à Toulouse.)

Sont nommés : inspecteur de l'artillerie, le général de division Demotes-Mainard ; commandant la 4<sup>e</sup> division, le général de division de Barry ; chef du service central du recrutement, le général de brigade Loyer ; chef de la délégation française auprès du groupe « live oak » (état-major interallié qui traite des accords sur les accès de Berlin), le général de brigade Toulouse ; chef du 1<sup>er</sup> commandement logistique opérationnel, le général de brigade Cornier ; inspecteur des forces extérieures et inspecteur des troupes de marine, le général de division Jacques ; placé en service détaché auprès du ministre de la coopération, le général de division Duval.

Sont promus : général de brigade, le colonel Paris ; lieutenant général de deuxième classe, l'ingénieur militaire de première classe Bontoux.

Sont promus : général de brigade, le colonel Marchal et Rolet.

• **ARMEMENT** — Sont promus : ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Guigou et Barbary.

Sont nommés : conseiller de la défense nationale auprès du commissariat à l'énergie atomique, l'ingénieur de première classe Besson ; chef de service technique des télécommunications de l'air, l'ingénieur général de deuxième classe Bousquet. Est affecté au groupe « enquêtes et missions »

de la direction technique des armements terrestres l'ingénieur général de deuxième classe Pourquin.

• **CONTROLE GENERAL DES ARMES** — Sont promus : contrôleur général des armées, les contrôleurs des armées Elaudin et Gambelin.

• **MARINE** — Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Coudoures ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Monnier et le capitaine de vaisseau Bonhomme, nommé président de la commission permanente des essais des bâtiments de la flotte.

• **AIR** — Est promu : général de division, le colonel Beauvais. Est mis à la disposition du chef d'état-major de l'armée de l'air, le général de division aérienne Aurio.

Est promu général de brigade aérienne, au titre congé définitif du personnel navigant, le colonel Mayot. Est promu général de brigade aérienne, dans la deuxième section, le colonel de Cais de Guyon de Pampelonne.

• **SERVICE DE SANTE** — Sont promus au grade de médecin-chef des services hors classe, recevant rang et prérogatives de général de division avec appellation de pharmacien-chimiste général inspecteur, le pharmacien-chimiste Delmotte.

## Un changement de quelques hommes

Certaines des nominations approuvées par le conseil des ministres portent la griffe du secrétaire d'Etat à la défense, le général de corps d'armée Marcel Bigeard. Après le départ — plus tôt que prévu — du général d'armée Alain Bissac et son remplacement à l'état-major de l'armée de terre par le général de corps d'armée Jean Lagarde, d'autres nominations étaient en préparation. Le général Bigeard ne cachait pas qu'il était engagé à changer rapidement les équipes en place pour appliquer une nouvelle politique et installer à certaines fonctions importantes des hommes qui ont sa confiance.

Toutefois, ce renouvellement des responsables dans l'armée de terre n'était possible qu'après la création de deux postes de conseiller auprès du gouvernement en matière de défense. La semaine dernière, le principe était admis que le conseil des ministres fixerait plus précisément leurs attributions par un projet de décret. En créant ces deux postes, dont la nomination s'imposait par leurs titulaires auront des responsabilités déjà assurées par le secré-

taire général de la défense, les chefs d'état-major et les inspecteurs généraux de chacune des trois armées, le gouvernement a été offert le moyen de modifier la hiérarchie en place sans donner, apparemment, le sentiment de désemparer quiconque. Le ministre de la défense — pour tenter de dissiper toute ambiguïté — a pris du reste le soin d'indiquer que ces nouveaux conseillers seront responsables devant lui des missions que le gouvernement leur confierait.

Les nominations du 12 mars ont cependant une ampleur moindre que prévu. Certes, plusieurs officiers généraux quittent leurs fonctions sans recevoir l'indication de l'endroit où ils iront, ce qui est évident que d'autres ont été choisis — avec une attention toute particulière — pour remplacer les titulaires de postes qui ont atteint normalement leur limite d'âge. Mais le mouvement a épargné certains responsables militaires qui demeurent en place.

### Des pouvoirs accrus

Deux des sept commandants de région militaire, à Metz et à Lille, obtient leur poste. Le général de corps d'armée Pierre Langlois, qui fut longtemps le chef du cabinet militaire de M. Pierre Messmer au ministère des armées, est remplacé, à la tête de la VI<sup>e</sup> région militaire, par l'ancien major général de l'armée de terre. D'autre part, au général de corps d'armée Maurice Buffenoir, en 1<sup>er</sup> région militaire, succède un général de division de cinquante-cinq ans. Ces changements d'hommes, dans les régions militaires, s'accompagnent de la volonté du gouvernement d'accroître les pouvoirs de ces officiers généraux à leurs postes. Désormais, les généraux commandant les régions militaires seront les « patrons » des forces opérationnelles stationnées sur leur territoire (le 19 mars), ce qui n'était pas le cas, à ce jour, à l'exception de la République fédérale d'Allemagne où le général commandant les troupes françaises cumule des attributions territoriales et opérationnelles. Cette réforme se heurte, d'ores et déjà, à quelques difficultés dans son application, puisque des unités — comme la division des forces de manœuvre, par exemple — sont, aujourd'hui, cantonnées sur le territoire de deux régions militaires à la fois.

### Une réforme des écoles

La désignation récente du général Lagarde et du général de division Maurice Henry aux postes, respectivement de chef d'état-major de l'armée de terre et de commandant la IV<sup>e</sup> région militaire (Bordeaux) a aussi contraint le gouvernement à nommer de nouveaux responsables, d'abord à l'Ecole supérieure de guerre, qui dirigeait le général Lagarde, et indirectement, à la tête de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, puisque le général de division Jacques de Barry, qui dirigeait Saint-Cyr, a été appelé à succéder au général Henry au commandement de la IV<sup>e</sup> division à Mulhouse. Le choix du général de brigade André Laurier, officier de rang comme le général Bigeard et ancien sous-chef « opérations » à l'état-major des armées, pour l'Ecole de guerre, et du gé-

ral de brigade Alain Bissac — un cavalier-parachutiste engagé à Dien-Bien-Phu aux côtés du général Bigeard — pour Saint-Cyr, a ceci de particulier et, probablement, d'exceptionnel, qu'il concerne deux officiers généraux qui n'ont pas le brevet d'études militaires supérieures délivré par cette même Ecole de guerre.

Leur nomination devait entraîner une révision des méthodes pédagogiques et du contenu de l'instruction professionnelle dans ces deux écoles, dans le sens d'une priorité accrue de la pratique militaire de préférence à l'enseignement dit général. La durée des études à l'école de guerre — deux ans actuellement — pourrait être réduite, de sorte que les officiers stagiaires devraient rester davantage au contact des corps de troupe, plutôt que de rechercher des diplômés civils.

Nul doute qu'en décidant de confier ces deux écoles à la formation des jeunes officiers de l'armée de terre, le général Bigeard s'est souvenu de ce qu'il a écrit, du temps où il était auditeur libre — et non stagiaire — à l'Ecole supérieure de guerre, dans ses mémoires. Pour une parcelle de gloire, qui vient de paraître : « Je hais l'ambiance de l'école. Voir ces hommes de quarante à quarante-cinq ans se conduire comme de bons écoliers me fatigait. Il n'est pas question ici de forces morales, de valeur physique, de caractère. Oui, tout cela manque de virilité, de dynamisme d'esprit. Il nous faut beaucoup. On me fait comprendre aussi qu'à grande égalité de brevets, passe avant celui qui n'est pas. Je n'osais, me tais, alors que j'ai envie de hurler ce que j'ai sur le cœur. »

JACQUES ISNARD.

# ÉDUCATION

## LE MOUVEMENT

### M. Haby sur sa « ligne Maginot »

M. René Haby, ministre de l'éducation, annonce dans un communiqué que la concertation se poursuivra entre le ministère et les organisations représentatives d'enseignants et de parents à propos de son projet de « modernisation du système éducatif ». Plus de trente délégations ont été reçues entre le 12 février et le 10 mars. Une nouvelle phase est commencée, sous la forme de « tables rondes ». D'autre part, le ministre rappelle aux chefs d'établissement, dans une circulaire du 11 mars, que ceux-ci « doivent recueillir les avis et surtout dans les lycées, auprès des délégués, les observations des élèves des différentes classes », qui feront l'objet d'une note des synthèses dans chaque établissement.

M. Haby, fidèlement campé sur sa « ligne Maginot », oppose à la réalité des événements celle des circulaires. L'effervescence s'apaise dans les lycées et surtout dans les collèges d'enseignement technique. Une fois de plus, la réforme proposée n'est que le détonateur d'un malaise profond chez les élèves : on n'est pas heureux dans les établissements scolaires. Comme par le passé, aucune réponse à cela. Mais cette agitation n'a-t-elle pas été imprudemment provoquée par le ministre lui-même qui a imposé aux élèves une pseudo-consultation, à partir des seules vérités officielles diffusées à leurs délégués ?

Sa circulaire du 23 février est sans équivoque : les chefs d'établissement « devront rendre compte de la situation des établissements au cours desquelles des adultes, parents ou enseignants ou des personnes exerçant une fonction de direction de se livrer à un commentaire — favorable ou défavorable — des propositions de réformes ». Ainsi des enseignants, dans les missions est d'éclairer le jugement des jeunes, en leur apportant leurs connaissances et leurs propres réflexions, devraient, en la matière, être les seuls à intervenir. Mais cette fois encore se manifeste une donnée permanente de la vie sociale en France : la crainte des jeunes et le refus de prendre en considération leurs aspirations, leurs revendications spécifiques. La « ligne Maginot » du ministre sera-t-elle une défense efficace ?

YVES AGNES.

politiques et du « conservatisme » d'une majorité du corps enseignant. Il révoque, en revanche, de s'adresser à la masse des élèves, au-delà de tout mouvement organisé, qui ne peut être à ses yeux que politique et « manipulée » par les formations d'adultes.

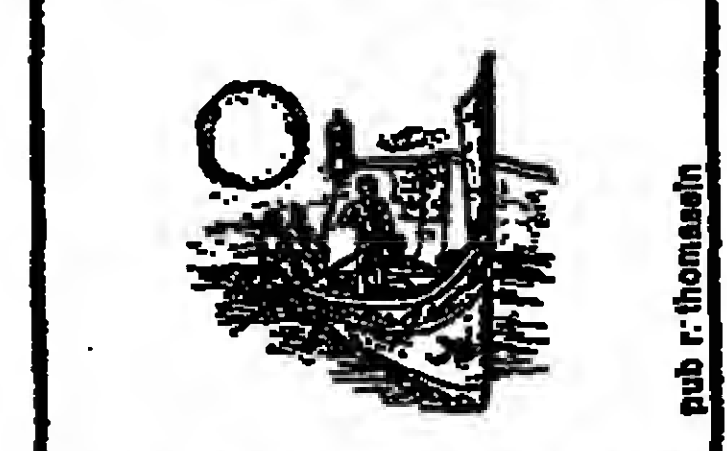
Cette attitude du ministre de l'éducation est naïve et contradictoire. Il refuse, en effet, le dialogue avec les organisations qui existent et qui ont été créées par la masse des élèves, au-delà de tout mouvement organisé, qui ne peut être à ses yeux que politique et « manipulée » par les formations d'adultes.

En réalité, cette attitude contredit singulièrement les intentions de M. Haby. Le dialogue qu'il propose aux lycéens ne touche pas aux questions profondes qui suscitent leur nouvelle poussée de révolte : inquiétude face à l'avenir, désintérêt pour les études, mauvaises relations avec les adultes. Il n'est pas plus utile, à leurs yeux, que ne l'est aux yeux du ministre la concertation avec les enseignants. C'est pourtant cette dernière qui semble « marcher » le mieux, et moins si l'on mesure l'intérêt au nombre de réunions de travail. Quel « étonnant » à cela : l'unique fait place au réalisme politique : l'important, pour l'heure, est de donner des gages aux syndicats et de laisser l'usage lycéen, qui ne devrait pas, sans imprévu, durer au-delà des vacances de printemps.

Souhaiter le dialogue avec les jeunes, d'un même coup occuper les lycées, les collèges, les jeunes, en effet, n'ont pas les mêmes règles de jeu que les adultes. Ils sont prompts aux réactions en cause globale. Il leur faut un cadre formel, faire preuve d'imaginaire, pour qu'une telle concertation prenne tout son sens. Mais cette fois encore se manifeste une donnée permanente de la vie sociale en France : la crainte des jeunes et le refus de prendre en considération leurs aspirations, leurs revendications spécifiques. La « ligne Maginot » du ministre sera-t-elle une défense efficace ?

YVES AGNES.

## MALTE, c'est le soleil, la mer et une histoire d'amour... entre l'île et vous.

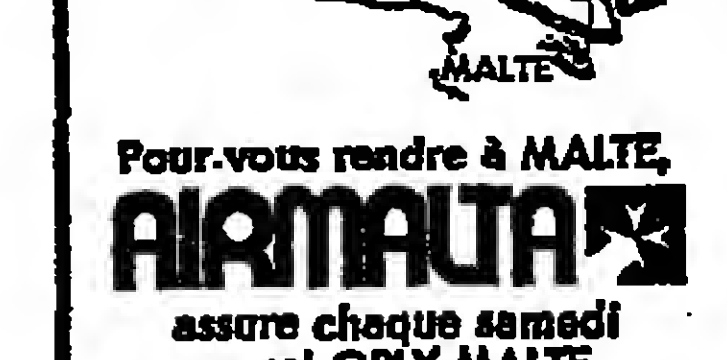


C'est peut-être parce qu'elle est au cœur de la Méditerranée que MALTE, l'île de soleil, de sérénité, a tant de séduction. Riche de 60 siècles d'histoire, MALTE est un magnifique mélange de civilisations : les hommes du Néolithique, les Phéniciens, les Romains, les Byzantins et surtout les chevaliers de l'Ordre de Malte... La Valette, sa capitale, bâtie par le grand maître français Jean de la Valette, est une des plus belles cités de la Méditerranée : l'océan et le rose de ses hauts murs qui dominent la ville et se détachent dans la lumière vous raviront.

MALTE, c'est aussi l'île de Gozo et l'îlot de Comino.

Si vous aimez la nature, ce petit archipel vous séduira car rien n'y est pollué : ni les plages, ni l'air, ni la mer... ni les habitants.

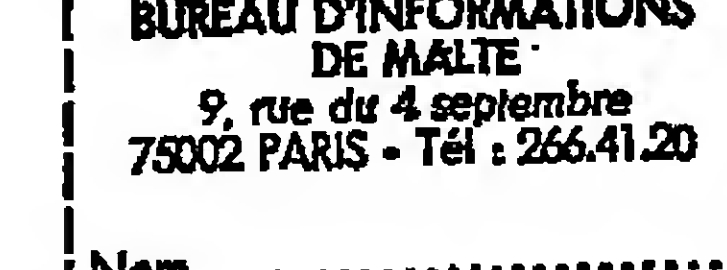
Le gentillesse des Maltais est réelle et spontanée, et pour votre bien-être, de beaux hôtels récents, climatisés, avec piscines et restaurants gastronomiques vous attendent.



Pour vous rendre à MALTE, AIR-MALTA assure chaque samedi un vol ORLY-MALTE.

AIR-MALTA vous permet d'apprécier dès Orly le meilleur de l'accueil maltais à bord de ses Boeing 720 B.

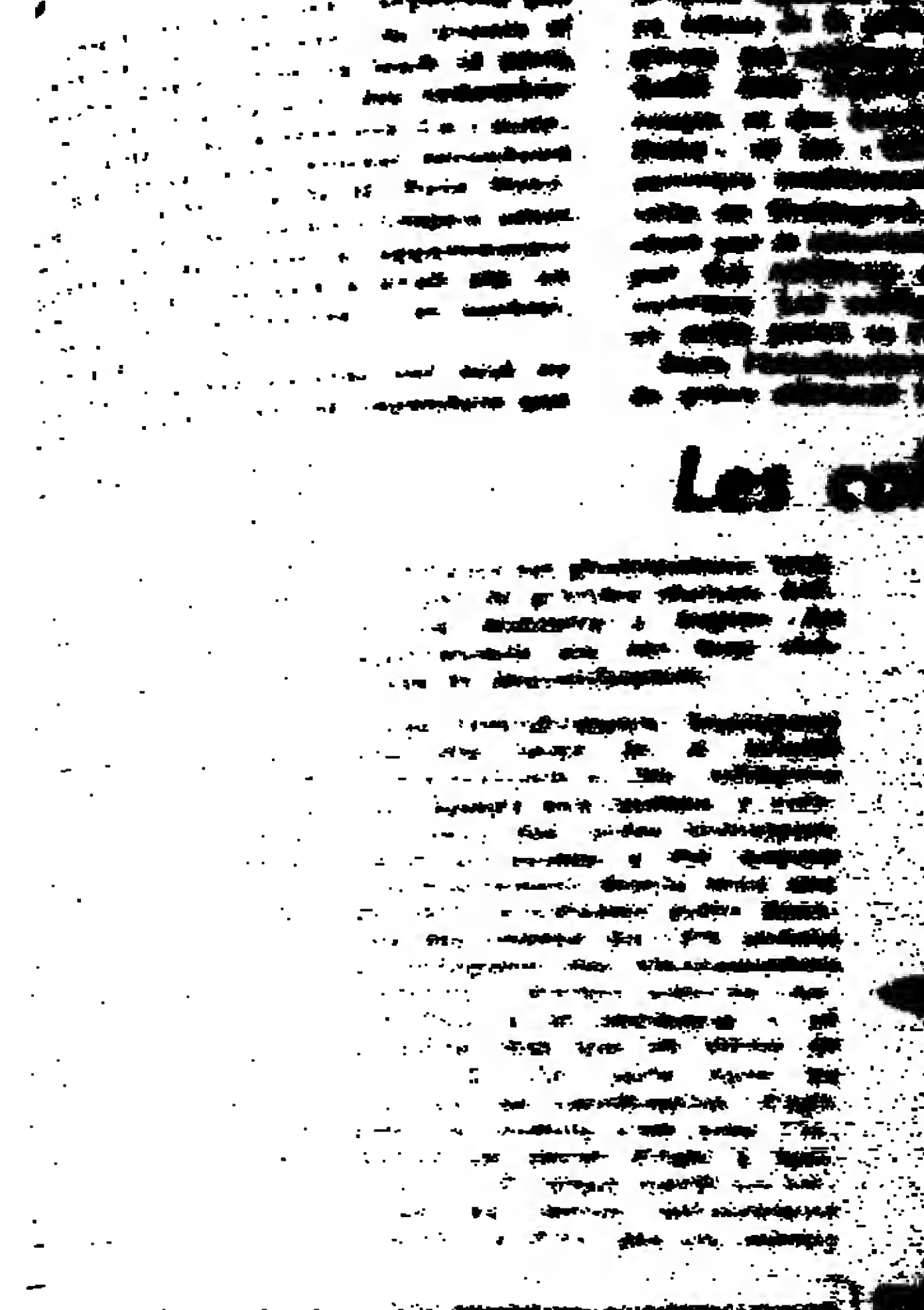
Notre Agent de Voyages connaît bien MALTE et AIR-MALTA : il vous renseignera.



Pour recevoir, sans engagement de votre part, le mini-guide de Malte, remoyez ce coupon-réponse à : BUREAU D'INFORMATIONS DE MALTE, 9, rue du 4 septembre 75002 PARIS - Tél : 265.41.20

Nom .....  
 Adresse .....

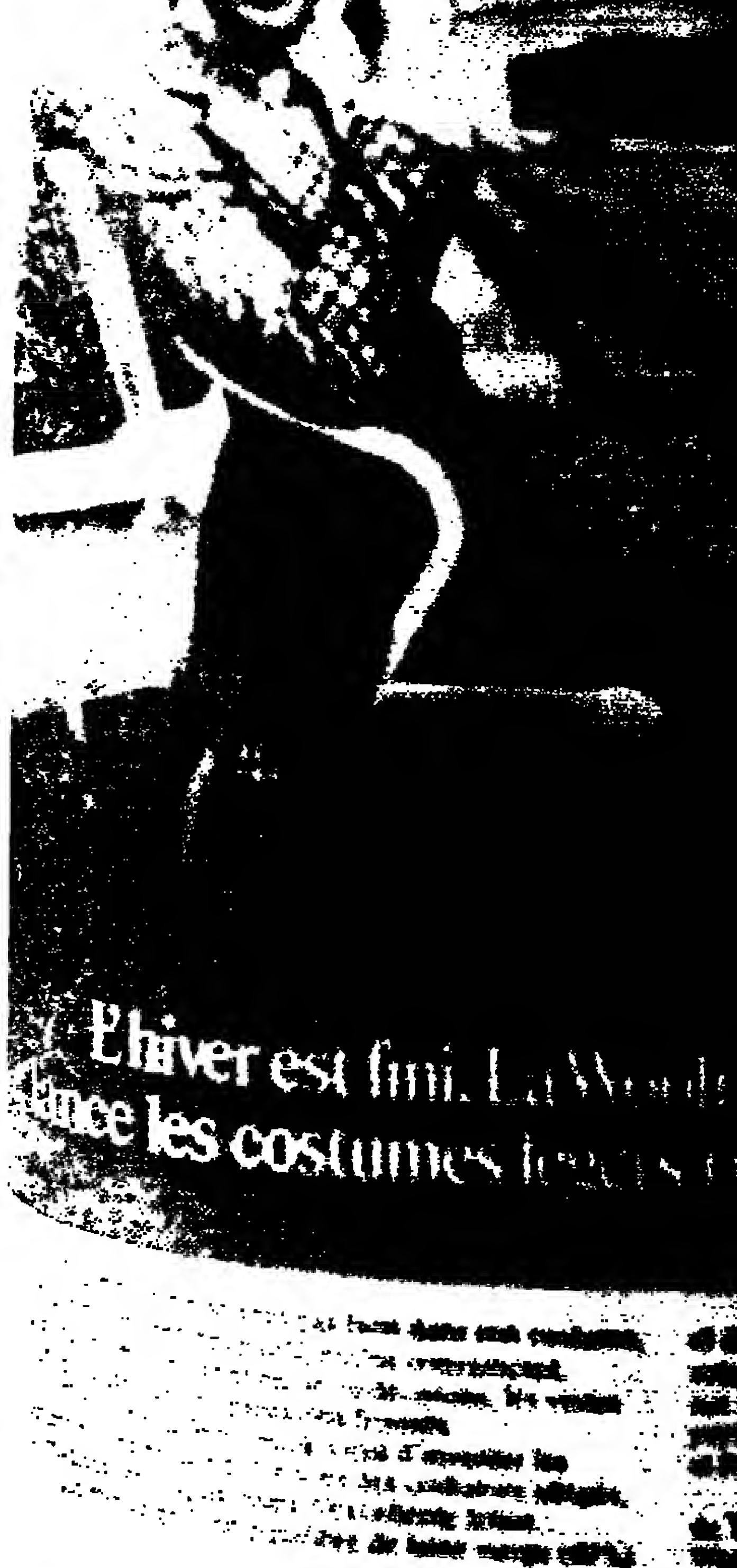
# PROTESTATION DANS



Les collégiens...

## Moscou?

OSTRIAN AIRLINES



## RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS POUR LE MAROC

Dans le cadre de la Convention de Coopération franco-marocaine, le Royaume du Maroc offre des postes d'enseignement pour la rentrée d'octobre 1975 :

- 1) Dans l'Enseignement Supérieur ;
- 2) Dans les Centres de Formation de Professeurs et d'Instituteurs ;
- 3) Dans l'Enseignement Secondaire et Technique.

Peuvent faire acte de candidature :

- a) Les enseignants titulaires des cadres français ;
- b) Les candidats non titulaires pourvus d'un des diplômes suivants :
  - Docteur d'Etat - Doctorat 3<sup>e</sup> cycle ;
  - 1<sup>er</sup> grade du CAPES ou du CAFET ;
  - DEA - Maîtrise ;
  - Diplôme d'ingénieur ENSAM ou ENSET ;
  - Licence d'enseignement (à l'exclusion des licences d'histoire-géographie et de la philosophie) ;
  - Brevet de Technicien Supérieur (à l'exclusion de BTS secrétaires) - BUT ;
  - Le Certificat d'aptitude pédagogique associé du Baccalauréat ;
  - DUES - C.A.R.C.E.T.
- c) Les instituteurs départementaux de l'Éducation Nationale ;
- d) Les volontaires du Service National Actif (titulaires des cadres français ou non titulaires pourvus des diplômes ci-dessus).

Les candidats civils intéressés par cette offre doivent demander un dossier de recrutement auprès du Ministère français des Affaires Étrangères, 31, rue Dumont-d'Urville, Paris-18<sup>e</sup>, et adresser une copie de ce dossier à l'Ambassade du Royaume du Maroc en France (2, rue de l'Étoile, PARIS 16<sup>e</sup>).

Les volontaires du Service National Actif doivent s'adresser au Ministère français des Affaires Étrangères (Bureau des appels du Continent), 37, boulevard des Invalides, PARIS 15<sup>e</sup>.

Tous renseignements complémentaires, s'adresser soit à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris, soit au ministère français des Affaires Étrangères.

Les candidats sont en outre informés qu'une commission de recrutement se tiendra à leur disposition du 17 au 27 mars 1975 à l'Ambassade du Maroc.

## BACC et D

STAGES DE REVISION : MATH, PHYSIQUE, CHIMIE

### 3 STAGES au CHOIX

- Spécialité : 24 mars - 5 avril 28 heures ..... 550 F
- Stage parallèle : 14 avril - 6 juin 42 heures ..... 600 F
- Stage intensif : 9 juin - 14 juin 24 heures ..... 300 F

INSTITUT DE PRÉPARATION AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES  
 Enseignement supérieur privé  
 16-18, rue du Clignancourt - PARIS 18<sup>e</sup>  
 75017 Paris - Tél. 26-38-39

La Fédération Française des Maitres des Jeunes et de la Culture organise les 23, 24 et 27 avril 1975 une session de recrutement d'animateurs socio-culturels et sportifs. Les candidats sont cotés - après formation professionnelle - la direction d'une M.J.C.

Les candidats doivent avoir entre 23 et 35 ans, une formation en animation (D.U.T., C.A.P.A.S., etc.) et une expérience d'animation. Ils devront en outre remplir les conditions d'obtention d'une rémunération de promotion sociale (le stage d'un an étant rémunéré à ce titre).

Documentation à demander avant le 30 mars 1975 à : F.F.M.J.C., 23, rue de la Condamine, 75017 PARIS.



LE MOUVEMENT

M. Haby sur sa...

DE PROTESTATION DANS LES LYCÉES, COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

La « journée nationale d'action » organisée par les mouvements et « coordinations » de lycéens et collégiens...

Le lycée agricole de Quimper-Brehoul est fermé en raison de la grève. A Paris, près de deux mille élèves des collèges d'enseignement technique ont défilé...

Paris-Nord, ainsi que plusieurs instituts universitaires de technologie, notamment à Nancy et à Lille. Une manifestation a eu lieu à Angers...

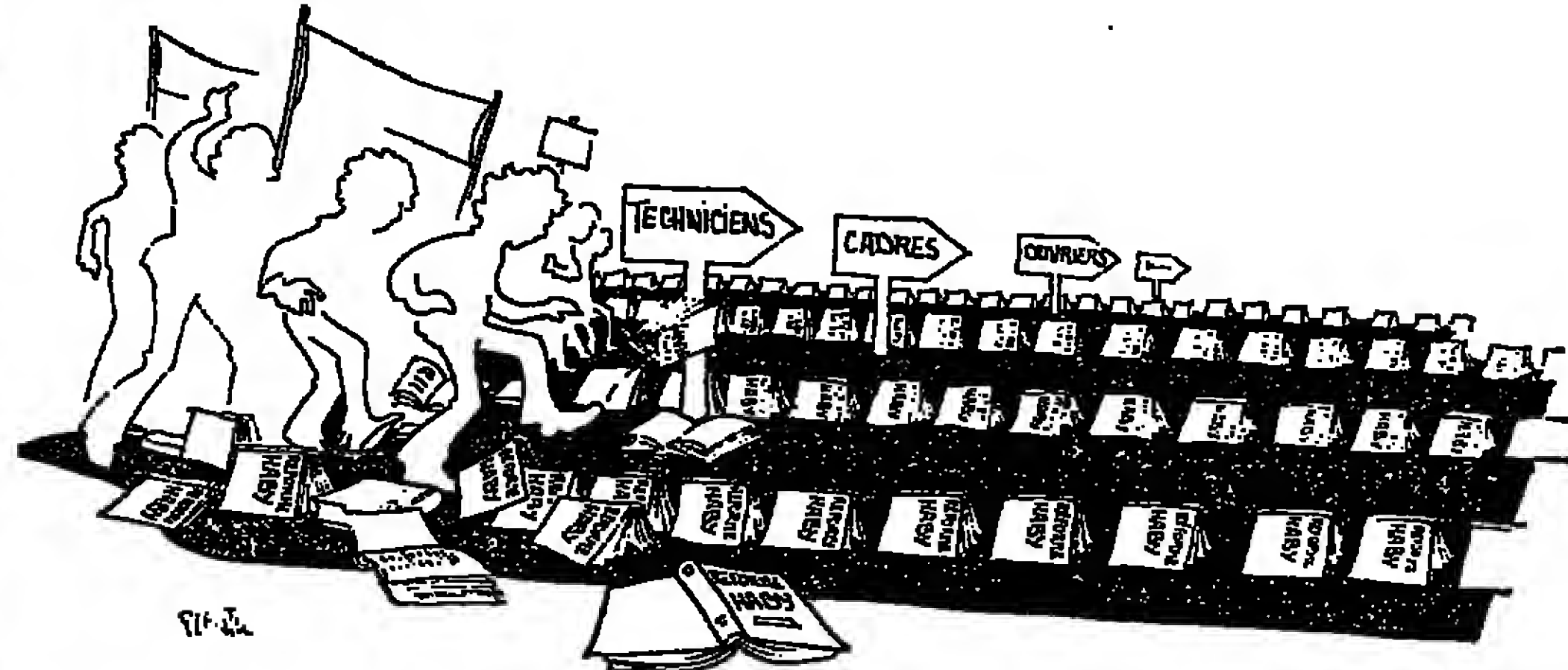
mille cinq cents enseignants et étudiants, pour protester contre l'insuffisance des subventions de l'Etat à l'université...

Grèves et manifestations ne concernent qu'une minorité d'établissements. Mais une chose est sûre : désormais, l'agitation...

la réforme est généralement trahie par de grandes phrases définitives destinées à écarter des épaules qui ont non chômage et déqualification.

Dans l'enseignement supérieur, des mouvements de grève affectant les universités de Caen et de

Les collégiens ont pris leur autonomie



(Dessin de PLANTU.)

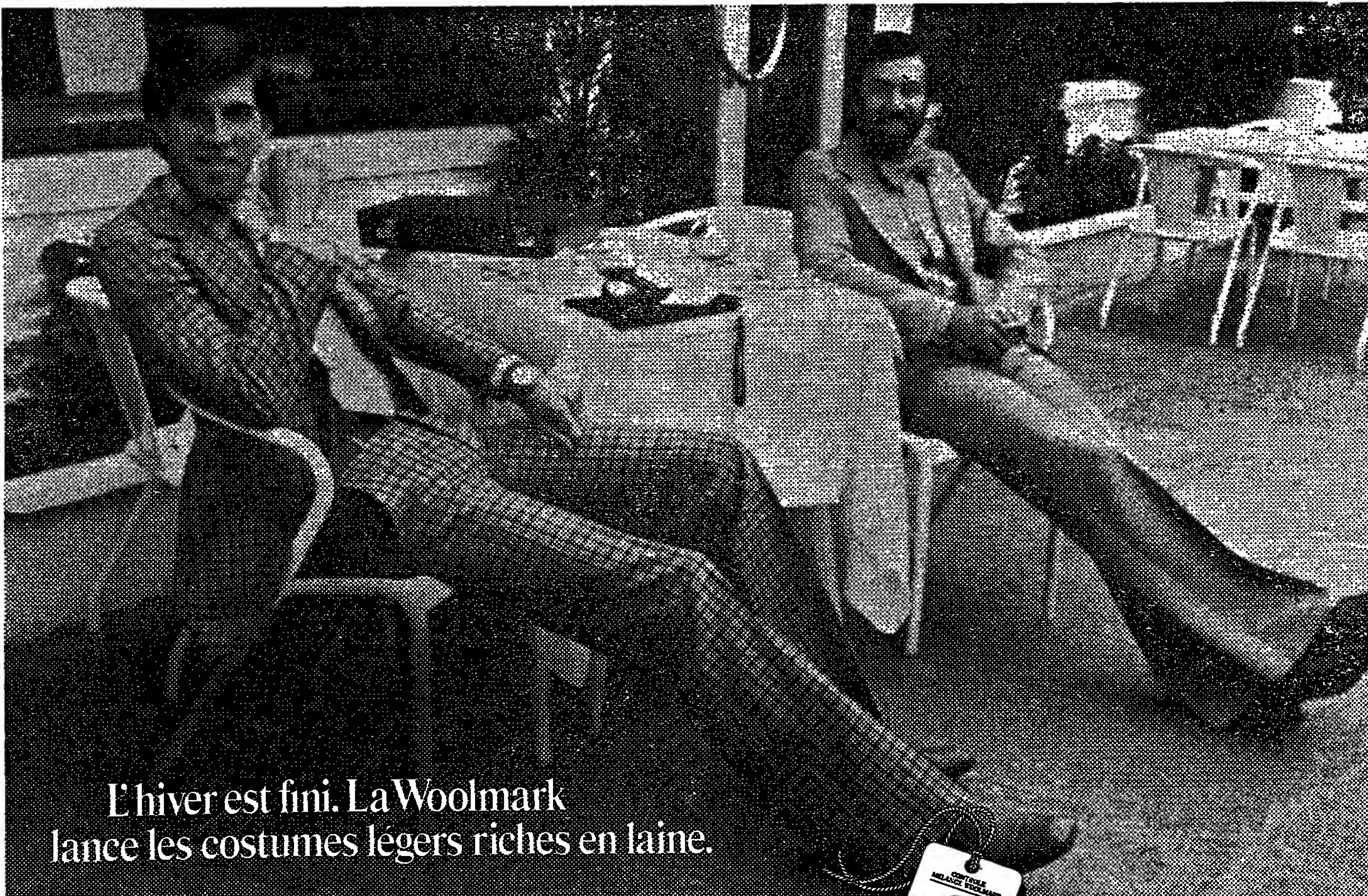
problèmes, ce n'est pas la même couche sociale.

Les grandes phases d'agitation charrient dans les C.E.T. plus encore que dans les lycées, des aspirations complexes. Dans ces établissements, plus petits, plus isolés (surtout en province), le « contrôle social » est plus fort.

de grève s'efforcent, cette année, de profiter de l'expérience des deux précédentes « campagnes de printemps »...

Pourtant, ce mouvement est l'objet de beaucoup d'attentions et même de convoitises. L'extrême gauche en particulier, qui cherche depuis 1968 une liaison avec la classe ouvrière...

Moscou? AUSTRIAN AIRLINES Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 266-34-66



E'hiver est fini. La Woolmark lance les costumes légers riches en laine.

Quand on ne se sent pas bien dans son costume, on est moins entreprenant, moins convaincant. Les réunions finissent en demi-décisions, les vestes sur les fauteuils, les pantalons froissés.

et de polyester (40%) leur donne de l'élegance, de la souplesse, des qualités pratiques: ils se défroissent sur un cintre et leur pli permanent est réellement permanent.

Les légers riches en laine: des costumes légers qui restent frais toute la journée.



مكتبة الأمل



# صكحات الأصل

## POLICE

### APRÈS LES INCIDENTS DE SOMMEDIÈVE Le préfet de la Meuse à l'intention d'annuler le projet de création d'un «comité d'intervention d'urgence»

Nancy. — M. Pierre Rouvière, préfet de la Meuse, a précisé, le 12 mars, son intention d'annuler le projet de création d'un «comité d'intervention d'urgence», adopté par le conseil municipal de Sommediève après le sacage d'un restaurant de la localité par un groupe de jeunes gens venus de Verdun (le Monde des 11 et 13 mars).

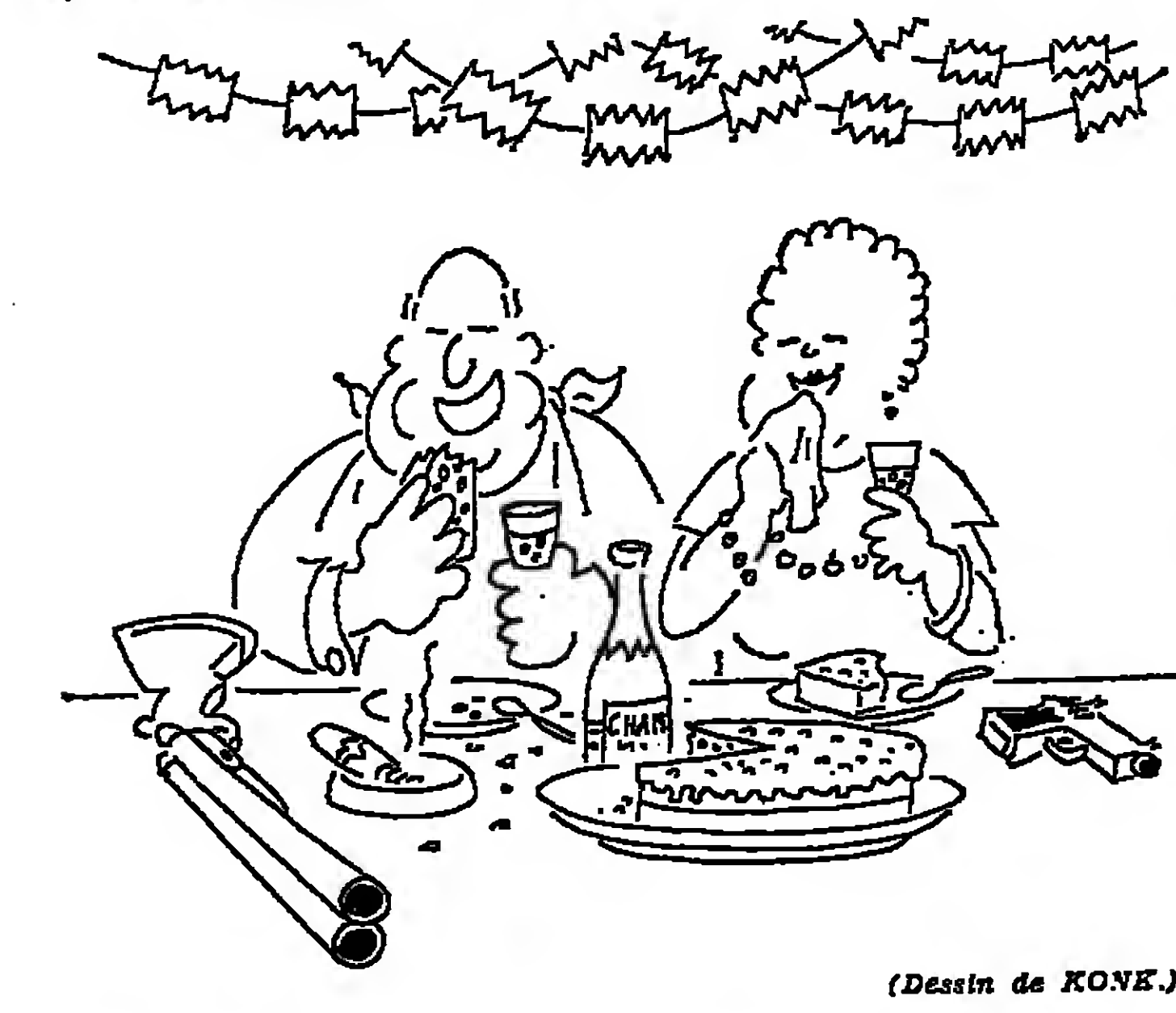
« Je n'ai pas encore reçu l'arrêté, mais dès que je serai en possession, je déclarerai immédiatement que je ne puis admettre ni même ni comité d'intervention. »

Rappelant la loi du 10 janvier 1936, interdisant la création des groupes d'auto-défense, il a ajouté : « Si les forces de l'ordre

rencontrent dans les rues de Sommediève des membres de ce comité, elles les désarment et dresseront contravention. »

Après la décision du conseil municipal, le docteur Barot-Dupont a expliqué que le comité d'auto-défense ne devrait intervenir « qu'en cas d'urgence, en attendant l'arrivée des gendarmes ». Le seul conseiller municipal qui ait voté contre le projet, M. Sancey, a pour sa part déclaré : « Je considère que la violence appelle la violence. Si, au cours d'une action il y avait un blessé ou un mort, qui serait responsable ? »

À cela, le maire a répondu : « Je préfère un blessé dans les rangs des voyous que conduire au cimetière un habitant de Sommediève. »



(Dessin de KONK.)

### «La police dans la nation» sur Antenne 2 A côté du sujet ?

On n'aura guère dépassé le stade des intentions, dans la soirée du 12 mars, sur Antenne 2, en présentant rétrospectivement le sujet dans son véritable contexte : la nation. Dans une conversation courtoise et dévouée, on a parlé de la police, de ses missions, de ses problèmes, de sa formation, de ses enquêtes, de ses effectifs, de son rôle, de la direction de la police sur son territoire, de son rôle national, de son rôle de police nationale, d'un bon d'affirmer que, sur un million deux cent mille affaires traitées l'an dernier par ses services, aucun n'a été résolu, ce qui est un fait, et de ses enquêtes administratives, omettant de préciser que des « usagers » oublient parfois de se plaindre.

« Au lieu de ressasser des banalités mille fois entendues, on aurait pu profiter de cette tribune ouverte très opportunément pour examiner de façon plus approfondie les rapports complexes et ambigus d'une société et de ses « défenseurs ». On a juché y venir

lorsque M. Honoré Gévaudan, directeur adjoint de la P.J., a déclaré qu'il y a beaucoup de gens contents de leur police. Les sondages ne sont pas seuls à le montrer ; en témoignent aussi les morceaux de lettres reçues à l'occasion de chaque affaire intéressant la police — en bien ou en mal — et qui ne sont pas toutes « dictées ». Loin des frictions permanentes, grandes villes, combien de « fil-cards » de province sont « bien dans leur peau » ?

Les « pervers intellectuels » stigmatisés par M. Michel Pontonakowski, peuvent toujours dénoncer la brutalité, le racisme et l'impunité de la police (une « persécution » qui est parfois, pour certains, un moyen de promotion) — pas forcément manipulés par le pouvoir ou par une certaine presse, ainsi que certains schémas simplistes l'ont fait croire trop souvent, d'accepter sans rechigner la police qu'on lui donne.

S'il n'est pas besoin de la violence pour obtenir son consentement, les analystes oublient souvent que l'État n'est pas une machine à fabriquer des lois, mais une machine à faire respecter les lois. Elle est en fait la police de la police. Et c'est à cette force, en apparence hétéroclite, mais aux structures mentales très homogènes, qu'il faut adresser les appels de réforme. Elle est en fait la police de la police. Et c'est à cette force, en apparence hétéroclite, mais aux structures mentales très homogènes, qu'il faut adresser les appels de réforme.

M. BURIN DES ROZIERES NOMMÉ CONSEILLER D'ÉTAT

Le conseil des ministres du 12 mars a adopté les mesures individuelles suivantes : M. Edouard Burin des Roziers, ambassadeur de France, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire (tour extérieur), en remplacement de M. Albert Lebas, admis à la retraite.

D'autre part, le général de brigade Lamière-Lachaise est nommé conseiller à la Cour de sûreté de l'Etat, chambre de jugement permanente, pour une nouvelle période de deux ans.

## JUSTICE

### AUX ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE Condamné à trois ans d'emprisonnement (dix-huit mois avec sursis) M. Moussa a été libéré Il était poursuivi pour le meurtre d'un voisin bruyant

Aix-en-Provence. — La cour d'assises des Bouches-du-Rhône, présidée par M. Joseph Campinchi, a condamné, mercredi 12 mars, Mohamed Laïd Moussa à trois ans d'emprisonnement dont dix-huit mois avec sursis, et son frère Ali à six mois avec sursis. Mohamed Laïd Moussa était accusé d'avoir, le 16 juillet 1973, mortellement blessé à coups de couteau, Michel Ballouzan, lors d'une querelle où le travailleur algérien essayait de faire cesser le bruit de l'électrophone de son voisin de palier. Déjà depuis les faits, Mohamed Laïd Moussa a donc été libéré.

De notre envoyé spécial

taire Paul-Masson, où il palera régulièrement son loyer. Pourtant, au lendemain du drame, la police se complaignait dans la description d'une cité dont les habitants ont des penchants pour « la révolution, l'érotisme et la scatologie », et le « Mutilisme n'hésitera pas à écrire : « Les Arabes et Les Noirs régnent ici (à la cité) en maîtres en promettant. » On est, en effet, en juillet 1973, à l'heure d'un été où le racisme sera vit, à Marseille.

Après avoir, de nombreuses reprises demandées à ses voisins des marginaux plus actifs la nuit que le jour — de laisser leur « stéréo », Mohamed Laïd Moussa, qui doit se lever à 4 heures du matin pour se rendre à Fos, décide d'aller dans leur chambre. Lorsqu'il veut diminuer le son, il est violemment frappé d'un coup de tête, jeté à terre et le couteau qu'il a dans sa poche — celui dont il sert tous les jours pour couper son pain — et en frappe aveuglément le commode au-dessus de sa tête. Mohamed Laïd Moussa, dit M. Collard, trois de ses adversaires.

Il est des plaies de sociétés qui peuvent être mortelles. La première, dénoncée tant par les défenseurs de Laïd Moussa, M. Collard et Roland Dumas que par l'avocat général M. Jean Berthier, c'est la folie du monde moderne, est le harcèlement de la violence ce matèlement du bruit, la vitesse qui tue, le bruit qui tue.

Mais quand, à ces agressions, s'ajoute une seconde plaie — la condition de travail immigré en France — le drame est là. Etre Algérien à Marseille cela veut dire subir tracasseries et humiliations ; chercher du travail, se voir refuser des appartements libres, simplement parce que l'on est Algérien. Cela veut dire aussi être éloigné des siens et s'adapter difficilement dans un pays où l'on est étranger.

Cela signifie surtout la fatigue immense des dix heures d'un travail pénible de soudeur, le corps brûlant et le cœur saignant, et dès lors la douleur lancinante, le travail plus pénible encore, le sommeil difficile. Pourtant Mohamed Laïd Moussa avait toujours rêvé de venir en France. S'établir il était devenu instituteur en Algérie parce que son pays avait besoin de cadres.

L'écritain Pierre Quénecq, qui a rencontré en 1968 près de Tâman rasset où l'instituteur alphabétisait nomades et semi-nomades dira combien le jeune homme faisait « son travail et dans que son frère » et parlait de son intelligence, sa culture, sa patience et son dévouement. « Il ne cessait de poser des questions sur notre pays, notre culture », ajoute l'écritain. « Il n'avait aucune haine alors que la France avait brûlé son village. »

Lorsqu'il vint continuer ses études, Mohamed Laïd Moussa décide tout naturellement de venir en France. Mais il faut payer ces études. Il sera donc soudeur sur notre pays, notre culture. « L'écritain Pierre Quénecq, qui a rencontré en 1968 près de Tâman rasset où l'instituteur alphabétisait nomades et semi-nomades dira combien le jeune homme faisait « son travail et dans que son frère » et parlait de son intelligence, sa culture, sa patience et son dévouement. « Il ne cessait de poser des questions sur notre pays, notre culture », ajoute l'écritain. « Il n'avait aucune haine alors que la France avait brûlé son village. »

L'avocat général, en requérant cinq ans d'emprisonnement, une partie de la peine pouvant être assortie du sursis, avait admis l'« excuse de provocation ». La cause était donc entendue.

Pourtant, alors que, pour une fois, on pouvait dire, selon la formule de M. Dumas : « En France, même lorsqu'il s'agit d'un Algérien, on rend la justice », un incident allait entacher cette audience.

Une des victimes, Jean-Marie Banduin, cité comme témoin par l'avocat général, refusa de prêter serment : « Qu'est-ce que la vérité ? dit-il ; la vérité, c'est moi, je veux bien jurer d'être moi-même. » Puis, agacé d'être admonesté par tous, il s'écria : « regardant la cour, ce qui est, paraît-il, une circonstance aggravante : « La justice, c'est de la merde. »

La société se retrouvait. Le commissaire Philippe Pelbois, lors de son témoignage, n'avait-il pas affirmé ce que personne ne lui demandait : « Tout ça, ce sont des gens douteux. »

BRUNO DETHOMAS.

1000 FRANCS  
POUR...  
QUARANTE-CINQ JOURS  
DE PRISON

Ce n'est plus 50 000 F mais 1 000 F que devront verser M. et Mme Desrobert à Jean-Marie Cervetto pour une fautive déclaration, qui avait envoyé ce dernier d'abord en prison puis à l'Asile (le Monde) le 14 février. Ainsi en a décidé la cour d'appel d'Agde, qui a reconnu les époux Desrobert coupables de cette fautive déclaration, donc de sa conséquence directe : l'emprisonnement de quarante-cinq jours de M. Cervetto à la date de son détention, M. Cervetto a donc obtenu 1 000 F. Quant à l'interne psychiatrique il n'est pas en prison, mais en clinique de la plaine des voisins. M. Cervetto a manifesté son intention de se pourvoir en cassation.

### Au tribunal de Paris

#### « Je ne suis quand même pas un Ravachol... »

A la seizième chambre correctionnelle de Paris, comparait, mercredi 12 mars, M. Léger, âgé et un peu maigrichon, détenu depuis le 17 juillet 1974 sous les préventions de vol, faux certificats et infraction à la législation sur les armes, tandis que M. Mironz Supin, dit « le petit », âgé de 27 ans, Yougoslave, parti en Afrique et jugé à présent par défaut, était poursuivi pour recel de vol, faux certificats et usage.

M. Léger a reconnu qu'il était bien le propriétaire des sacs dérobés à la Bastille et qu'il avait eu l'intention de se servir des cocktails Molotov avec des caméras à l'écart, comme lui, de participer à des actions révolutionnaires afin d'incendier la tribune officielle érigée en vue du défilé du 14 juillet.

L'origine des poursuites : la découverte, le 13 juillet 1974, à 2 h. 30 du matin, sur un chantier tout proche de la place de la Bastille, dans un coffre de bois, de deux sacs de sport contenant trente-trois cocktails Molotov. Les renseignements généraux apprirent que M. Léger pourrait être l'auteur de ce dépôt.

Après avoir fait la grève de la faim durant plusieurs semaines en prison, le jeune prévenu est parvenu à se faire déjurer devant ses juges. « On a dit, voulant faire un attentat contre M. le président de la République. Je ne suis quand même pas un Ravachol... Au niveau de l'action nous avons renoncé, parce qu'il y avait des gendarmes moloches et que nous ne voulions pas faire de victimes. »

Une perquisition opérée à son domicile, 110, rue de Montreuil, permit de découvrir du matériel destiné à la confection d'autres explosifs incendiaires et d'autres explosifs, ainsi que des timbres humides dérobés à une entreprise de nettoyage où il avait travaillé quelque temps pour le compte d'une société d'intérieur, seize attestations d'assurance vieilles prises dans les bureaux du groupe des Assurances de la Seine. On peut donc s'étonner qu'il n'ait pas été plus surveillé. Saturno Garcia avait tué sa femme de plusieurs coups de couteau, le 25 janvier dernier, parce que celle-ci avait manifesté son intention de divorcer.

LE PRÉSIDENT. — Mais pourquoi un si grand nombre d'engins incendiaires ?

LE PRÉVENU. — Au niveau des cocktails Molotov il y en a 50 qui ne marchent pas.

Car il faut procéder à peu près toutes les phrases de « au niveau de », l'arme qui se perdait à l'évidence par conséquent bien choisi pour donner un air sérieux à ses propos, pourtant fort simplistes.

Devant le juge d'instruction, Jugement le 19 mars.

## SPORTS

### FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (vingt-neuvième journée)

RESULTATS

Paris-St-Germain et Marseille	1-1
Bastia et Lens	2-0
Reims et Nancy	2-0
Lille et Strasbourg	2-1
Red Star et Bordeaux	2-1
Lyon et Troyes	2-0
Saint-Etienne et Angers	1-0
Nîmes et Nantes	0-0
Nice et Bordeaux	0-0
Sochaux et Monaco	4-2

CLASSIFICATION

1. Saint-Etienne, 44 pts ; 2. Marseille, 36 ; 3. Nîmes, Bastia, Reims, 35 ; 4. Lens, Lyon, 34 ; 5. Nancy, 33 ; 6. Nantes, 32 ; 7. Bordeaux, Strasbourg, 31 ; 8. Reims, Paris-Saint-Germain, 29 ; 9. Lille, Nice, Troyes, 28 ; 10. Sochaux, 28 ; 11. Metz, 27 ; 12. Red Star, 25 ; 20. Angers, 18.
---

— L'équipe d'Angleterre a battu celle de la République fédérale allemande par 2 à 0 le 12 mars au stade de Wembley.

### EN BATTANT LES PAYS-BAS PAR 1 A 0

#### La France se qualifie pour la phase finale du Tournoi européen des juniors

Au mois d'avril 1949, une équipe de France junior, réunie à la hâte une semaine auparavant, participa pour la première fois au tournoi de l'Union européenne de football association (U.E.F.A.), à Rotterdam, et grâce à la présence de jeunes alors pratiquement inconnus comme Bonifaci (Nice), Foch (Mont-de-Marsan), Méano (Reims), Vincent (Anche), cette équipe s'imposa en finale devant les Pays-Bas par 4 à 1.

Le 12 mars 1975, au stade Jean-Bouin à Paris, une nouvelle promotion de jeunes français, préparée par une cinquantaine de jours de rencontres internationales d'entraînement, s'est qualifiée pour la phase finale du tournoi de l'U.E.F.A., qui aura lieu en Suisse du 9 au 23 mai, en battant à nouveau les Pays-Bas par 1 à 0, grâce à un but marqué sur penalty à deux minutes de la fin du match.

On peut néanmoins penser que ce travail de détection, précoce, facilite la tâche des recruteurs au service des clubs professionnels. De l'équipe qui élimina les Pays-Bas, seul l'avant-centre Bassi (Bourges) et le gardien de but Desrobert (Institut national du football de Vichy) ne jouent pas dans des clubs professionnels.

Dans les années 50, la réussite d'une sélection nationale juniors dépendait presque exclusivement dans chaque pays de la présence de quelques joueurs d'exception. Ainsi, pour la France, se souvenait-on de la promotion 1950, finaliste du tournoi U.E.F.A. contre l'Autriche avec Bonifaci, Bernard, Erney, Leblond, Grillet, etc. ; de celle de 1957, troisième du tournoi avec Herbin, Sauvage, Eon, Bruneton, LeFranc, etc. ; de celle de 1958 qui confirma cette performance avec Deloffre, Dubaisle, Bérard, Djorkaeff, etc. ;

— Jeu Adidas : exercice de jonglerie orientée avec la tête et les pieds, réservé aux moins de treize ans ;

— Opération Guérin : placée sous la direction de l'ancien responsable de l'équipe de France, elle permet de détecter au niveau des ligues les meilleurs joueurs de deuxième année en leur faisant passer une série de tests (vitesse, détente, force, résistance, parcours, balle au pied, adresse-vitesse, valeur musculaire, technique individuelle et technique collective) ;

— Concours du jeune (quatorze-seize ans) et du plus jeune footballeur (moins de quatorze ans) : exercice de base du football (parcours de dribble et trappes de balle) ;

— Coupe nationale des cadets réservée aux sélections de ligues ;

— Coupe Gambardella, réservée aux équipes de clubs juniors.

Ces différents appareils permettent donc de détecter les meilleurs éléments parmi les quatre cent quatre-vingt mille joueurs de moins de dix-neuf ans, dont cent trois mille juniors, inscrits à la Fédération Française de Football. Toutefois, ce travail de détection et le maintien de nombreux stades de préparation pour les juniors semblaient se révéler insuffisants ces dernières années puisque, pour la première fois depuis la création du tournoi de l'U.E.F.A., les juniors français ne purent se qualifier en 1971 comme en 1973 et en 1974.

De cette époque date aussi la mise en place, en 1969, de l'opération Guérin, qui complète le système aujourd'hui encore en vigueur pour détecter les meilleurs jeunes joueurs :

— Coupe nationale des cadets réservée aux sélections de ligues ;

— Coupe Gambardella, réservée aux équipes de clubs juniors.

Ces différents appareils permettent donc de détecter les meilleurs éléments parmi les quatre cent quatre-vingt mille joueurs de moins de dix-neuf ans, dont cent trois mille juniors, inscrits à la Fédération Française de Football. Toutefois, ce travail de détetection et le maintien de nombreux stades de préparation pour les juniors semblaient se révéler insuffisants ces dernières années puisque, pour la première fois depuis la création du tournoi de l'U.E.F.A., les juniors français ne purent se qualifier en 1971 comme en 1973 et en 1974.

On peut néanmoins penser que ce travail de détetection, précoce, facilite la tâche des recruteurs au service des clubs professionnels. De l'équipe qui élimina les Pays-Bas, seul l'avant-centre Bassi (Bourges) et le gardien de but Desrobert (Institut national du football de Vichy) ne jouent pas dans des clubs professionnels.

À l'image de Saint-Etienne et de Nantes, les grands clubs français orientent de plus en plus vers la création de véritables centres de formation, où ils accueillent les meilleurs éléments cadets, qui peuvent ainsi poursuivre leurs études scolaires et partager au maximum l'entraînement des professionnels.

Ce travail de formation entrepris depuis peu a donné des premiers résultats encourageants si on considère que cette saison l'équipe de France juniors a battu ses homologues des trois meilleures nations de la dernière Coupe du monde : République fédérale d'Allemagne (2-0), Pays-Bas (0-0 et 1-0) et Pologne (0-0).

Pour permettre de confirmer un jour ces résultats au plus haut niveau, les clubs français devront suivre l'exemple stéphanois et consacrer de plus en plus leurs ressources à l'amélioration de leurs structures et à la formation de jeunes au lieu de cliquer des fortunes en transferts de joueurs.

GÉRARD ALBOUY.

## INVESTIR DANS LA PIERRE

PARIS 10°

Il reste à vendre 17 appartements occupés

2 pièces	40.300 F.
3 »	57.000 F.
4 »	71.500 F.

Immeubles en pierre de taille  
Bureau de vente : 4, rue Civiale, Paris 10°  
TÉLÉPHONE : 202 32 04 - 256 38 84

# LA BO... D'... -Ou com... réduit v...

LA BONIFICATION  
COMMENT UTILISER  
D'EPARONE-LOG

# COGE

SA  
12 n



### FAITS DIVERS

### PROTECTION CIVILE

## Une boueulade aurait provoqué la mort de plusieurs personnes au terme d'une rencontre de hockey sur glace entre l'U.R.S.S. et le Canada à Moscou

Moscou. — Plusieurs personnes, qui venaient d'assister à un match de hockey sur glace, opposant les équipes juniors d'U.R.S.S. et du Canada, sont mortes le lundi 10 mars à Moscou, à la suite d'une violente boueulade. Cet accident inhabituel, qui a eu lieu au stade Sokolniki dans le nord de la capitale, n'a été connu que mercredi. La « Pravda » de Moscou lui a consacré une courte information sans préciser le nombre des victimes et en rejetant la responsabilité de ce drame sur les organisateurs du service d'ordre.

De notre correspondant

nombre exact des victimes. Les chiffres avancés variaient entre trois et vingt-quatre. De source officielle soviétique, on se refuse à toute précision, mais on laisse cependant entendre qu'il y aurait au moins une dizaine de morts. Le fait qu'un journal ait mentionné cette affaire — contrairement à la règle habituelle qui veut qu'on ne relate pas ce genre de catastrophe — indique que le bilan a été assez lourd. Cet accident intervient peu après la publication dans la « Komsomolskaïa Pravda » d'un long article critique consacré aux supporters sportifs. Après avoir dénoncé le marché noir des billets (qui peuvent atteindre un prix de 80 roubles, soit près de 400 francs, pour un match important), l'organe des Komsomols s'en prenait à l'alcoolisme sur le stade et écrivait notamment : « Toutes les infractions dans les stades sont commises par des personnes en état d'ivresse. Depuis un certain temps, les amateurs de bière sont particulièrement assidus sur les stades. » Puis la « Komsomolskaïa Pravda » donnait la parole à Puz d'entre eux, qui expliquait ainsi sa

théorie : « Si je dis à une femme que je veux aller boire une bière, elle ne me laissera pas sortir, mais si je lui montre un billet pour un match de hockey, ce sera tout autre chose. »

JACQUES AMALRIC

Après la nomination de M. Christian Gerondeau

## M. Poniatowski : lutter contre les menaces d'accidents de toute nature

Après la nomination de M. Christian Gerondeau, délégué général à la sécurité routière, comme directeur du service national de la protection civile, les deux services n'en constituent désormais plus qu'un seul :

M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, a expliqué ainsi les raisons de cette fusion : « La lutte contre les accidents de la route constitue l'un des aspects essentiels d'une politique moderne de protection civile. » Le ministre a ajouté : « Il faut que tout soit mis en œuvre pour assurer à nos concitoyens la sécurité à laquelle ils aspirent à juste titre. La sécurité des citoyens, ce n'est pas seulement la lutte contre les risques d'agression, mais aussi contre les menaces d'accidents de toute nature. »

des sapeurs-pompiers, dont le dévouement remarquable n'est plus à démontrer. »

« Mais au niveau national, a conclu M. Poniatowski, c'est la direction de la protection civile du ministère de l'intérieur qui a pour tâche d'organiser cette lutte contre les accidents de toute nature et de prévoir les moyens nécessaires pour assurer la protection des personnes et des biens. »

« Ceux-ci se multiplient dans notre société moderne, a indiqué M. Poniatowski, puisque quarante mille Français en sont les victimes chaque année, qu'il s'agisse d'incendies, de noyades, de pollution, d'accidents de la route. Sur le terrain, la lutte contre ces dangers relève en premier lieu des maires, qui ont la responsabilité de la protection des citoyens et des biens contre les risques d'accidents de toute sorte. Pour cette mission, les maires s'appuient d'abord sur les corps

[Né le 25 mars 1929 à Paris, M. Christian Gerondeau, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur des ponts et chaussées, commence sa carrière en 1952 comme chef de la division des études urbaines à la direction des routes du ministère de l'équipement. En juillet 1960 il entre comme conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires sociales, M. Pierre Dumas. En juin 1968, il passe au cabinet du premier ministre, M. Jacques Chaban-Delmas, comme chargé de mission chargé des problèmes de transports, d'urbanisme et d'équipement. En juin 1972 il devient délégué à la délégation interministérielle de la sécurité routière.]

## Bucarest?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Aubert, Paris - Téléphone 266-34-66

le crédit immobilier est trop cher!

# LA BONIFICATION D'INTÉRÊT

## - Ou comment Cogedim réduit vos mensualités -

sans engagement de ma part, je souhaite recevoir les dossiers :

- LA BONIFICATION D'INTERET COGEDIM
- COMMENT UTILISER VOTRE PLAN D'EPARGNE-LOGEMENT

# COGEDIM 266.34.56

S.A. au capital de 60.000.000 F

## 12 rue Roquépine 8<sup>e</sup>

je suis intéressé par les programmes suivants :

- 22-28 RUE ERLANGER 16<sup>e</sup> "Erlanger Chenev"  13 RUE DE THORIGNY 3<sup>e</sup> "Le Marais Thorigny"  143 RUE DE SILLY 92 BOULOGNE "Le Grand Large"
- 52 RUE LETORT 18<sup>e</sup> "Square St-François"  180 RUE DE VAUGIRARD 15<sup>e</sup>  LES MAISONS DE CASSAN 95 L'ISLE-ADAM
- 6 RUE GUYMENER 6<sup>e</sup>

NOM \_\_\_\_\_ PROFESSION \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TÉ \_\_\_\_\_ N.2



مكتباتنا الأصل



CARNET

Naissances

Nicoles et Françoise Zeller, née Baudry, et Colin ont la joie d'annoncer la naissance de Clémentine, le 23 février 1975, 6, rue de la Gambetta, 14000 Bayeux.

Fiançailles

M. Marcel Fignon-Grange et Mme, née Germaine Grange, M. Maurice Deléris et Mme, née Yvonne Boulmer, ont l'honneur d'annoncer les fiançailles de leurs enfants.

Décès

Mme Claude Colin, son épouse, M. Fabrice Colin, son fils, Les familles Colin, Cholet, Meslan, Vignat, ont le deuil de la perte de leur bien-aimé.

Remerciements

M. et Mme Philippe Jeanmoulin, née Garibaldi, M. et Mme Robert Tassinari, Garibaldi et leur fils Marc-Eugène, ont l'honneur de remercier les nombreux amis qui leur ont fait part de leur sympathie.

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de M. Pierre ROSENSTOCK, une messe sera célébrée le mardi 19 mars 1975, à 10 heures, en la chapelle de l'École militaire.

Conférences

M. et Mme Jacques Frome, Mme Dominique Frome, et leur famille, ont le deuil de la perte de leur bien-aimé.

Visites et conférences

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 13 mars, les distinctions suivantes dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

VENTES

Deux peintures vénitienes de Mareschi : 280 000 francs. Composée d'objets d'art et d'ameublement du dix-huitième siècle.

Le Monde des Philatélistes

Bitler Lemon de SCHWEPES. Le Bitler Lemon de ceux qui l'ont inventé.

Remerciements

Mme Jacques-A. Gendrot et ses enfants Rémi, Isabella, Antoine, Marie, Béatrice, ont l'honneur de remercier les nombreux amis qui leur ont fait part de leur sympathie.

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de M. Pierre ROSENSTOCK, une messe sera célébrée le mardi 19 mars 1975, à 10 heures, en la chapelle de l'École militaire.

Conférences

M. et Mme Jacques Frome, Mme Dominique Frome, et leur famille, ont le deuil de la perte de leur bien-aimé.

Visites et conférences

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 13 mars, les distinctions suivantes dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

VENTES

Deux peintures vénitienes de Mareschi : 280 000 francs. Composée d'objets d'art et d'ameublement du dix-huitième siècle.

Le Monde des Philatélistes

Bitler Lemon de SCHWEPES. Le Bitler Lemon de ceux qui l'ont inventé.

Remerciements

Mme Jacques-A. Gendrot et ses enfants Rémi, Isabella, Antoine, Marie, Béatrice, ont l'honneur de remercier les nombreux amis qui leur ont fait part de leur sympathie.

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de M. Pierre ROSENSTOCK, une messe sera célébrée le mardi 19 mars 1975, à 10 heures, en la chapelle de l'École militaire.

Conférences

M. et Mme Jacques Frome, Mme Dominique Frome, et leur famille, ont le deuil de la perte de leur bien-aimé.

ON VOUS PROPOSE UN AVION, UNE CHAMBRE, UNE VOITURE, UN GUIDE, DE L'ARGENT, DES TUYAUX. FAITES-EN CE QUE VOUS VOULEZ. Plus de 30 destinations sur l'Asie, l'Amérique, le Maghreb. Demandez la brochure Jumbo dans les Agences Air France...

Pour rajeunir de quelques kilos aide-toi... La jeunesse, c'est d'abord une silhouette épurée : une taille mince, des hanches plates. Cette jeunesse-là, elle dépend de trois bonnes résolutions. D'abord faire de l'exercice, marcher, courir, faire de la culture physique à votre choix. Ensuite manger moins et manger mieux. Enfin boire Contrex. L'eau minérale naturelle de Contrexville favorise l'élimination ; elle vous aide efficacement à nettoyer votre silhouette. CONTREX t'aidera!

Le Monde des Philatélistes. SONT EN VENTE... Les collections de M. et Mme Jean-François Lefebvre, de la collection de M. et Mme Jean-François Lefebvre, de la collection de M. et Mme Jean-François Lefebvre...



# Le Monde

## DES LIVRES

### L'ART DE LA NOUVELLE

ROGER GRENIER :

#### Le charme discret du désespoir

★ LE MIROIR DES EAUX, de Roger Grenier, Gallimard, 166 p., 22 F.

AVEC très peu de mots, Roger Grenier nous fait très mal. On dirait qu'il écrit sur la pointe des pieds, en retenant son souffle pour mieux entendre ceux qui gémissent, bouche cousue. Or, il n'a les épaules à distance, ne leur témoigne qu'une sympathie discrète, attend qu'ils s'endorment pour se pencher sur eux. Exigeant de ses personnages une pudeur égale à la sienne, il leur accorde, fût-ce au comble du désespoir ou de l'angoisse, la dignité, la tenue des héros de Racine. Pourtant, il ne s'agit ni de rois ni de princesses, mais de l'humble pétalette des vaincus dont la douleur ne tire que des phrases banales, des gestes à peine esquissés, ou parfois rien, le silence.

Des recueils de nouvelles, comme *Une maison place des Fêtes*, aux romans, comme *le Palais d'hiver* et *Ciné-roman* qui lui valut le prix Femina, chacun des livres de Roger Grenier rend le même son binaire, la même petite musique à la fois triste et narquoise. *Le Miroir des eaux* réunit deux longs récits peints de femmes à la dérive. « *Qu'ont-elles donc perdues, se demande un homme, à paraître perdues, à se débattre dans la solitude au point de devenir folles ? L'une des infortunées lui fournit pe... la réponse lorsqu'elle déclare : « Il y a deux sortes de tous : ceux qui se prennent pour Napoléon, ils ont tort ; et ceux qui trouvent que la vie est horrible, ils ont raison. » Mais une telle lucidité n'est pas supportable. Coûte que coûte, il faut donner le change, se mentir, s'accrocher au moindre espoir de bonheur.*

**Amours de croisières**  
La *Croisière*, qui ouvre le recueil, met en scène un groupe de jeunes filles sentimentalement disponibles, comme on en rencontre dans tous les clubs de vacances. Pour se

changer les idées, oublier qu'un amant au cœur sec, qui l'attendait solitaire, elles s'embarquent vers les îles que chantent les prospectus. A bord du bateau, voyage aussi le Club des José, amicale dont chaque membre porte le même prénom. Entre ces derniers et les touristes parisiennes, des idylles se nouent.

Brièvement liaisons qui resteront sans lendemain si derrière leur innocence raison sociale les José ne conspirent contre la dictature qui règne dans leur pays. Et voici que la comédie tourne au tragique, que la belle aventure sombre dans la peur et le sang. Une fille en meurt, l'autre revient au logis en traitant l'ail.

« Ce n'est rien ce n'est qu'une femme qui se noie »

Les *Corallides* présente un couple dont la femme, atteinte de dépression nerveuse, part se faire soigner dans une maison de santé. Pendant son absence, son mari la trompe avec une amie de passage. L'épouse guérit, puis rechute, et l'histoire se termine là où elle a commencé, sur le chemin de la clinique.

Pourquoi ces drames modestes nous déchirent-ils ? Peut-être parce que l'auteur les raconte moins qu'il ne les suggère et nous permet ainsi d'imaginer le pire. Aux débuts des phrases, un détail, une réplique, une grimace, nous serrent la gorge, comme ces drames écrits qui se lisent parfois sur un visage inconnu, croisé dans le métro. « *Si l'on pouvait parler...* », pense-t-on. Mais pour dire quoi ? Quel langage inventer quand chaque mot risque d'envenimer une blessure ? Alors, on baisse les yeux, on presse le pas, on fuit. Trop tard. Le malheur humain nous colle aux talons. Roger Grenier marche dans son ombre, scribe fidèle et taciturne. Quel appel le attire vers le miroir des eaux ? La Fontaine dirait : « *Ce n'est rien, ce n'est qu'une femme qui se noie.* »  
GABRIELLE ROLIN.

CATHERINE D'ETCHÉA :

#### Le malaise de vivre dans un monde creux

★ DES DEMEURURES ET DES GENS, de Catherine d'Etchéa, la Table ronde, 282 p., 35,50 F.

MALGRÉ les tonneaux, malgré les efforts, en vérité sporadiques, des éditeurs, malgré les encouragements, eux aussi épisodiques, de la critique et des jurys (en dernier lieu le Goncourt de la nouvelle), la nouvelle est un art qui se vend mal en France. On a tout dit des motifs, la médiocrité de la prose, la dévotion des auteurs, le caractère parfois d'y jeter leurs fonds de tiroirs, la distaffation des journaux à l'égard de ce type de publication. Mais ces causes ne sont que des effets. La véritable raison se serait-elle pas que la nouvelle, en pur art total, exige de la part de son auteur comme de son lecteur un effort brutal, intense ? Il en serait de la nouvelle comme du sprint, tombé lui aussi en désuétude depuis la mort de Val'd'Hiv'. On peut lire un roman en pensant à autre chose. La nouvelle exige une attention et une disponibilité entières. Parce qu'elle est un engagement bref, violent, elle s'insère dans le style de vie syncopé qui est devenu le nôtre. Elle s'y intègre et se n'a distingué pas. On se souvient plus ou moins d'un roman. On oublie vite une nouvelle.

Le recueil de Catherine d'Etchéa *Des demeures et des gens* échappe à cette règle, comme y échappent les nouvelles de Daniel Boulanger. Pas seulement parce qu'il possède une main de style ou de ton. Mais parce qu'il s'agit de fragments réunis, rassemblés, d'un certain regard porté sur le monde, et qu'il se tire lui-même de la forme des romans. Ce sont des romans fréquents dont on aurait élevé les coups de main, les branches inutilisées, les excroissances, les liaisons, pour ne laisser subsister que les temps forts, les gestes, les propos et les écus les plus significatifs. Une épiphanie où l'essentiel se serait suggéré qu'avec un trait à peine esquissé, une tache de couleur ici posée.

Le monde que dépeint Catherine d'Etchéa évolue entre la petite, la moyenne et la grande bourgeoisie, dans un temps et dans des milieux où l'on pense encore de l'une à l'autre, le plus souvent, par les mariages.  
PAUL MORELLE.  
(Lire la suite page 16)

### « Mémoires d'outre-Rhin »

#### LES CHALEUREUX SOUVENIRS DE FRANÇOIS SEYDOUX

★ MÉMOIRES D'OUTRE-RHIN, de François Seydoux, Grasset, 310 pages, 42 F.

LE Quoi d'Orsay n'a guère l'habitude de spécialiser ses « agents ». Une carrière diplomatique banale peut mener de Tegucigalpa à Rangoon, en passant par Rabat. Celle de François Seydoux fait exception : elle s'est presque entièrement déroulée soit en Allemagne — où il est né, — soit dans des pays dominés par son ombre. D'où le titre du livre qu'il consacre après tant d'autres à ses ambassades : « Mémoires d'outre-Rhin ». C'est une trouvaille. Autre originalité : on ne trouve pas, sous sa plume, trace de la moindre méchanceté. Quelle meilleure occasion pourtant que la rédaction de Mémoires pour prendre sa revanche sur ses ennemis ! Pour peu que l'auteur ait du talent, ses piques assureront le succès de son œuvre. François Seydoux n'envisage pas cependant les lauriers de Saint-Simon ou de Talleyrand. Ce n'est pas qu'il n'ait pas, comme tout le monde, avéré quelques coulèures dans son existence. Il ne cache pas, par exemple, la peine que lui a causée son rappel de Bonn, où il était ambassadeur. Mais il est de ceux, peu nombreux, dont le cœur ne laisse pas de place à la rancune.

**Piété filiale**  
Non moins rare est la capacité d'admirer qui sourd à chaque instant sous sa plume. Son père en fut le premier objet. Frappé en pleine jeunesse par une crise de rhumatismes déformants qui avait quasiment fait de lui un infirme, François Seydoux parvint, à force de volonté, à surmonter ses souffrances pour jouer pendant vingt ans un rôle essentiel dans la définition et la mise en œuvre de la politique française à l'égard de l'Allemagne. Pour parler de cet homme, dont il dit qu'il était « son orgueil », François Seydoux a des mots sobres et tendres qui font partager au lecteur sa piété filiale. On n'oubliera pas la belle scène dans laquelle il nous montre Clemenceau, au faite de la gloire, poussant de ses mains

gantées de gris le fauteuil roulant de son collaborateur pour se faire pardonner de s'être emporté contre lui.

Son ascendance prédestinait François Seydoux, comme son frère Roger, à entrer dans la diplomatie. Le Quoi d'Orsay lui était familier dans tous ses rouages avant même qu'il y fût admis, et c'est dans le lycée qu'il noua avec Maurice Couve de Murville, protestant comme lui, l'amitié qui lui valut peut-être de lui succéder en 1958 à la tête de l'ambassade de France à Bonn. L'amitié, mais aussi l'affinité du jugement, contrastant avec la différence des tempéraments, que l'auteur évoque avec humour, opposant sa propre agitation au calme, à la réserve, qui caractérisaient déjà le futur ministre des affaires étrangères lorsqu'il portait des culottes courtes.

Comme le général, comme

Couve, François Seydoux n'a jamais été vraiment touché, quel que soit le rôle qu'il joua pour Robert Schuman et Jean Monnet, par ce qu'il appelle drôlement la « grâce » européenne. Nourri de culture allemande, passionné de paix, porté, par dynamisme et fraîcheur d'âme, à penser que la volonté, l'intelligence, le geste fraternel, peuvent améliorer les rapports entre les hommes, il avait, au lendemain du carnage de 1914-1918, voulu croire en l'Allemagne et en la réconciliation, sans se dissimuler d'ailleurs la profonde inconstance de la politique menée par la France à son égard. « Ma déception, dira-t-il à Adenauer le jour où il fera sa connaissance, a été immense. » C'est pourquoi, devait-il ajouter, « je m'interroge encore ».

ANDRÉ FONTAINE.  
(Lire la suite page 16)



ANTONINE MALLET

Mariaangelas roman

PHOTO M. MARIBERTY

JEAN-LOUIS BORY est le plus séduisant de ces touche-à-tout en quoi les nécessités et les tentations de la vie littéraire moderne changent beaucoup d'écrivains.

La consommation audio-visuelle ayant détrôné la lecture, le grand public connaît surtout le censeur épous-touffant dont le gauchisme tempéré d'éclectisme et d'humour s'exprime sur les ondes à tout propos, notamment au sujet des homosexuels, dont il se flatte d'être, et qu'il voudrait voir tolérés dans les milieux populaires autant qu'ils le sont désormais dans la bourgeoisie parisienne et artiste.

Aux éléphantes qui goûtent la pétulance de ses chroniques du *Nouvel Observateur* et de ses numéros à l'émission « le Masque et la Plume », s'ajoutent les mélomanes de *Musique Plus*, où Bory a composé un concert en décembre dernier, sans parler des fervents du XIX<sup>e</sup> siècle qui reconnaissent depuis longtemps en lui un des meilleurs spécialistes de la révolution de Juillet, de Balzac et d'Émile Zola.

Ces activités vbrionnantes ont fait oublier au public, et peut-être à lui-même, que notre normalien super-doué est d'abord l'auteur d'un vaste cycle romanesque, ouvert par *Mon village à l'heure allemande* (Goncourt 1945) et développé sur trente ans par une dizaine de volumes, en sours de regroupement chez Julliard.

A partir d'un bourg de Beauce où, depuis sa naissance, il se repose périodiquement de l'agitation parisienne, et dont il aimerait faire l'équivalent de l'universel village de Jefferson chez Faulkner, Bory a déployé une fresque à la fois balzacienne, parce que les mêmes personnages y témoignent, d'un titre à l'autre, des bouleversements sociaux, et proustienne, dans la mesure où le héros central, François-Charles de Hermentaut, renvoie au passé intime de l'auteur.

COMME le suggère son sous-titre inutilement évocateur de fonds de tiroirs, la nouvelle pièce ou un puzzle couvre moins une époque ou un thème qu'elle ne compile, sous forme de nouvelles éparées, des biographies secondaires, principalement celles des compagnons de guerre perdus de vue depuis leur dispersion dans les hautes herbes de juin 40 et l'obscurité bleuée de l'occupation.

Les souvenirs du narrateur zig-

zaguent entre des êtres aussi variés qu'une vieille marchande d'alpenstocks et une épouse en fuite, une déportée et une chanteuse collabo, un évadé qui passe une rivière et un autre qui rentre d'Allemagne caché sous des boggies. L'agonie balzacienne d'un boutiquier entre sa femme et sa maîtresse prend le pas sur les autres récits et éloigne le livre des hasards de guerre qui en figurait le bien initial. Mais toutes les destinées blent finalement dans un même air du temps.

Un peu à la façon de *Dos Passos* et de Sartre dans *les Chemins de la liberté*, Bory replace les bouleversements de chacun — amours, mariages, déménagements, ruptures, accidents, morts — dans le flot des événements collectifs qui ont façonné la mentalité de tous, des crises politiques mondiales aux disparitions d'acteurs nationaux.

Leçon de ce tohu-bohu : la vie est absurde puisque « toutes les rencontres se font par hasard », l'histoire ne cesse d'« émietter nos minuscules existences », et la mort, toujours, s'agite. Tout en proclamant son goût de la vie, Bory y associe jusque dans le plaisir — « un désir poignant comme la mélancolie » — le chagrin toujours présent de devoir un jour fermer ses paupières sur une nuit « plus lourde que n'importe quel sommeil ».

CETTE image d'yeux écarés ne vient pas par hasard. Le visage tient une place privilégiée dans les émotions de l'auteur, et dans le cheminement de ses réminiscences. Bien qu'il apprécie le charme de la « capitale infâme », comme disait Baudelaire, c'est le nez dans l'herbe de son cher village natal qu'il retrouve le chemin de l'« inguérissable enfance » et des voyages dans le passé où dans l'imaginaire dont se nourrit toute son œuvre.

Une œuvre où ses fans cherche-

### DEUX FAÇONS DE SE SOUVENIR

#### « VOIR LES PASSANTS », de Jean-Louis Bory « PASSAGE », de Renaud Camus

Par Bertrand Poirot-Delpech

raient en vain le jaillissement rossard qui les enchante à la radio et à la télé. Sa langue est aussi raisonnable par écrit qu'elle est volubile et espiègle en paroles. Au Jean-Louis chansonnier et agressif s'oppose dans les livres un François-Charles romanesque, dénué, vulnérable : au pétrole verbal des interviews s'oppose un paisible rêveur du passé ; à l'avant-gardiste, un héritier de Giraudoux

album de photos fanées, sur fond de palais 1900, de Sind et ombrelles et de parapluies moites.

Il se trouve cependant que ces instantés sans suite et indifférents les uns aux autres paraissent surgir peu à peu de la mémoire du lecteur Mallet leur éloignement dans le temps et dans l'espace — le début du siècle aux points les plus exotiques du globe, — nous avons l'illusion d'avoir, sinon vécu, au moins connu par ailleurs ces herbés de scènes décolorées par un oubli qui serait propre à chacun de nous.

C'EST là paraît venir d'abord de ce que sont soigneusement rassemblés les stéréotypes de toute nostalgie et de tout dépaysement : stores vénitiens donnant sur des ports pleins d'intrigues, professeurs exilés guettant des étrangères aux seins durs, boys bizarres, malles, perroquets.

Mais bientôt s'impose le soupçon que ce *déjà vu* soit du *déjà lu*. Telle ombre de volet sort de la *Ja-louisie* de Robbe-Grillet, telle femme du *Vice-Consul* ou *l'India song* de Marguerite Duras, tel détail de James, Virginia Woolf, Proust ou Claude Simon. Les premières fois, on se débarrasse de ses doutes en allant vérifier dans sa bibliothèque, puis on s'abandonne à l'évidence que le livre est composé — pour un bon quart, selon l'auteur, et sans doute davantage — d'emprunts sans guillemets aux auteurs déjà cités, auxquels s'ajoutent, semble-t-il, Yves Bonnefoy, Tony Duvert, Fargue, Ginsberg, Larbaud, Mallarmé, Ricardou, Raymond Roussel, sans compter des encyclopédies de voyages ou de jeux.

CONTRAIREMENT à un autre débutant remarquable de l'année, Jacques Allaire — *le Voyage à Nauratit*, « le Monde » du 24 janvier 1975, — Renaud Camus n'explique pas ce recours à la citation claud-

estime par la surabondance de l'hé-

ritage et l'impossibilité de s'en démarquer. Son seul but théorique avoué est de montrer que tout texte « contredit les lois de son fonctionnement, à peine les a-t-il formulées ».

Mais on peut supposer que son propos, comme celui de tous ses contemporains, procède du même sentiment de saturation. *La Recherche du temps perdu* et quelques autres monuments ayant compromis la chance de mettre encore la vie privée en chefs-d'œuvre, on joue avec les précédents inévitables, on griffonne dans leurs marges. Le trop-plein littéraire a conduit à une écriture des interstices. Au projet traditionnel — dont Bory est un des derniers tenants — d'inscrire son histoire individuelle dans la mémoire générale, succède celui de camper en bernard-hermite dans des collages d'antologies, décrétées bien commun et décapables à merci.

CETTE pratique littéraire de plus en plus répandue appelle une attitude de lecture nouvelle. Le pire serait de se laisser oublier par le défilage des ouvrages cités ou des lois qui ont présidé à leur montage, comme y invitait Raymond Roussel, et de se livrer ainsi à une sorte de cohabiton culturelle imitée des concours radiodiffusés. Quitte à ne plus trop savoir sur quels critères juger les œuvres — mais l'avons-nous jamais su ! — il faudra sans doute se contenter de voir fonctionner ces textes, comme on observait des machines en équilibre sur leurs axes.

Deux façons de se souvenir : d'un côté, avec Bory, l'espérance sans illusion de laisser au moins des *miettes* après soi ; de l'autre, avec Renaud Camus, l'acceptation joyeuse de n'être qu'un *passage* d'ordinateur anonyme entre des infinities de sens et d'images.

A force de ne plus croire au souvenir personnalisé et au mol, le livre de l'avenir pourrait bien évoquer de plus en plus la quintessence de tous les temps perdus et ressembler à ces photographies qu'on trouve dans les tiroirs de grandes pièces vides, l'après-midi, au début de l'été : clichés différents pour chaque mémoire, mais rendus identiques par la littérature, cet art du jauni.

★ VOIR LES PASSANTS OU LES MÉTÉORES CÉLIBATAIRES, de Jean-Louis Bory, Gallimard, 288 pages, 29 F.

★ PASSAGE, de Renaud Camus, collection « Textes », Flammarion, 218 pages, 24 F.

LEÇON D'HONNEUR VENTES

Le Monde des Philatélistes

Tailleurs de Qualité

DES GRANDS CISEAUX

SON

pour rajeunir de quelques années

Ido-toi...

ONTREX t'aidera!

صكنا من الأصل







Les souvenirs de François Seydoux

Michel Lèman

Une sagesse mélancolique

LA VIVE SAISON, de Michel Lèman. Ed. Julliard, 125 pages, 24 F.

UM poste à responsabilité, une épouse aimable et distraite, une maîtresse dramatique, deux enfants d'espèce commune, une secrétaire parfaite, et la vie de Paris (téléphone, embouteillages, déjeuners d'affaires, emploi du temps étroitement minuté), c'est le lot de Jean-Jacques Lambert, il pleut sèchement sur la ville bouchée, sur la vie sans issues. Sans issue ? N'y a-t-il donc pas la mémoire, qui sait rendre présente une patrie perdue ?

apporte la paix, car elle rend à leurs proportions microscopiques nos infimes soucis, nos infimes douleurs. Autrefois, une petite fille un peu triste, Liétié, suscita son premier amour, le seul peut-être qui ait véritablement compté. Cet autrefois renait au souvenir, plus vif et plus sensible que le fade et banal aujourd'hui parisien. Le narrateur n'attend de l'avenir nul miracle : tous ses miracles sont passés, tous se situent avant l'entrée au lycée, avant le départ de La Jarvie. La joie n'est plus que de penser au jour béni où Jean-Jacques Lambert sera rendu à la terre de son village, prêt à entrer à son tour dans le définitif oubli.

Cette nostalgie d'éternité, le sentiment du débiteur de notre agitation, l'airait bouleversé pour le diplotodocus du Jardin des plantes - ce grand disparu prometteur d'autres disparitions, - coexistent, chez Michel Lèman, avec une finesse de perception aiguë, une sensibilité et une sensualité à vif, un goût brûlant de l'instant, qu'il a le don de faire partager. C'est un poète que l'auteur évoque les éternités enchantées de son pays, les hivers secs et gélés, la joie pleine et profonde des terres qui se gorgent d'eau au printemps. Les anciens habitants de La Jarvie, proches de ces réalités cycliques, nous sont vite devenus familiers, et amis. Comme le diplotodocus, ils vont s'enfoncer l'un après l'autre dans le néant, remplacés, sur leurs terres, par les gens de vacances et les gens de week-end.

Riches de mélancolie sagesse, ce livre rare et succulent vaut d'être lentement savouré.

JOSANE DURANTEAU.

(1) Après le Sella de busine, 1972, Julliard.

Ludovic Janvier

Un érotisme syncopé

FACE, de Ludovic Janvier. Gallimard, coll. « Le Chemin », 178 pages, 28 F.

EXEGÈTE perspicace de Samuel Beckett et des nouveaux romanciers, Ludovic Janvier a osé dire de face, pour son second roman, ce que belles, lettres et bons usages n'abordent jamais que de biais : le désir. Pas d'intrigue plus ou moins bien nouée, mais des scènes étiées jusqu'au dégoût, jusqu'à l'extase. Pas de phrases plus ou moins bien filées, mais des paquets de mots, coupés comme chez Céline par des points de suspension qui donnent le rythme. « Soit au sang... soit à l'écoulement... à vit la ré-... crispé de toutes fibres... »

cur du désir, d'un désir qui n'a plus rien à désirer puisqu'il vient de s'aventurer en rêve jusqu'à l'inceste, une sorte de leuor : « Ce n'est pas tout à fait revoir le jour... mais bien sûr... bien sûr... la première station... » Comme si l'imagination, rassasiée, cédait enfin la place à la mémoire. Après le désordre des fantasmes, l'ordre du souvenir. D'un même mouvement, un narrateur polymorphe va prendre forme, une narration éclatée va prendre sens. Par fragments successifs, comme arrachés de force à l'oubli, voici que s'amorce une autobiographie douloureuse. Voici que se révèle le vrai visage de morte de celle que l'on enterrait au début du livre et par qui tout commence toujours : la mère. Une mère genre Vingtras, dure, provocante, haineuse. Et une enfance à la Pol de Carotte, écorchée, humiliée, avec ses joies sales et ses rancœurs tenaces.

Le romancier aurait pu choisir, pour ce règlement de comptes, une voie moins abrupte. Peut-être y aurait-il gagné des lecteurs : il y aurait à coup sûr perdu son livre. Car il fallait une écriture libérée de tous les tabous, à commencer par celui de la langue, pour scandier cette déchirante et rageuse et rugueuse remontée vers la lumière : « Si ce n'est de ce ciel des ciels de quelle ombelle faire pleuvoir dans les mots ce jour qui désespère. » Face serait proprement insolentable si n'était son pas bien écrit, ce qui n'a jamais suffi à distinguer la littérature de la pornographie, mais à ce point désécrit. Désécrit au point que le jour, précisément, se mette à pleuvoir dans les mots, et faisant germer le lexique et s'éclaircissant le syntaxe, soit un jour qui sauve : l'œuvre d'un langage rendu à la vie, et au corps.

JACQUES BERSANI.

Hélène Tournaire

Le cousin Jules

JULES EMPAILLÉ, d'Hélène Tournaire. Balland, 108 p., 22 F.

L'ENFANCE des Provençaux. Leur passé, leur temps perdu sont plus heureux que ceux des autres, avec une gentillesse sans pareille. Dans ces souvenirs, on respire le même air que dans ceux de Pagnol (qui ont plus de prix que son théâtre) : on y retrouve le même folklore familial. Avec sa propre voix, Hélène Tournaire chante, elle aussi, et aussi bien : Au jardin de mon père.

Seulement, ce jardin très patriarcal - le matriarcal, hélas ! est dans la maison - à un tout autre faste. L'aïeul, comme Justeu, avait rapporté de Saint-Domingue un arbre dans son chalet. C'était le Mimosa pudica. Le livre vous apprendra comment il fallut des Français pour forcer sa nature et en faire, le diable sait par quelle éducation, une fleur impudique. Par elle, les Tournaires sont devenus une dynastie : quelque chose comme les rois du monde. D'où les jeux partagés avec un prince de Galles, des voisinages de grands-ducs, des vives sur « les derniers sours orgiaques de la Sainte Russie ». Rols du mimosa, mais ayant d'abord compté parmi les pionniers, les défricheurs de ce qui deviendrait le Cannes cosmopolite où régnait alors un maire, M. Capron, qui parcourait sa ville sur un cheval blanc et recroûtait dans cet équipage les allées à la gare.

étié, en sortira grâce à Jules, oncle complice, amant de Juliette, seigneur fantasque, enchanteur familial.

Vous voulez un échantillon de l'humour ? Voici le bain des pensionnaires : « Il fallait maintenir la serviette serrée autour de nos jambes et nous laver aussi haut que possible. Nous usions de la même méthode en sens inverse, nous lavant les épaules et le buste, sous la chemise, en descendant aussi bas que possible. De sorte que le possible n'était jamais lavé. » Le « possible » est un mot qui mériterait de faire fortune. Tout doucement, on arrive à l'an 40. Résistance et mimosas, les pires risques courus avec l'imtrépidité de l'innocence ; enfin, une étrange nuit de noces, dans une maison solitaire du « Nord », cernée par les palmiers, entre un médecin fou et un zézaiasant à rien, et sans souffrir (il ne le retrouvera jamais vraiment).

Sans perdre une incurable disposition heureuse, le récit nous prépare ici à l'inquiétant, qu'il rejoint après un bond de trente années. Nous y sommes. En fin de compte, Jules, le merveilleux Jules de l'enfance, pourquoi « empailé » ? Je vous le dirai d'un mot, mais il faut l'entendre raconter par l'ancienne petite fille : elle courait revoir Jules une dernière fois, le revoir naturel dans la mort comme dans la vie. Elle le retrouve naturalisé. Nicrophilie de Prusline. C'est le choc d'où est né le livre : s'il a commencé avec Pagnol, il finit avec Edgar Poe. Un Edgar Poe aseptisé, standardisé, légalisé, sécurisé, optimisé, bref - suprême dérision - américanisé.

YVES FLORENNE.

VIENT DE PARAITRE



MICHELE PERREIN PRIX DES LIBRAIRES 1974 GRAND PRIX DES LECTRICES DE ELLE 1971

Le mâle aimant

"Le Mâle aimant n'est pas un livre féministe, mais féminin. C'est-à-dire tendre et agressif, instinctif et profond, clair et obscur, humble et orgueilleux. Ce livre est à lire, à relire. Avec Le Mâle aimant, le public va trouver en Michèle Perrein beaucoup d'amour."

DIDIER DECOIN "Les Nouvelles Littéraires" JULLIARD

A PARIS UN EDITEUR SUR LA RIVE GAUCHE LA PENSÉE UNIVERSELLE RECHERCHE manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre. étude formée avec participation aux frais. Adresser manuscrits et curriculum vitae à : M. LE DIRECTEUR GENERAL DE LA PENSÉE UNIVERSELLE - 3bis, Quai aux Fleurs, 75004 PARIS Tel. : 325.85.44

Romans français GABRIELLE MARQUET : Le Siècle des hommes. Les tribulations d'un père célibataire. Septième roman de l'auteur de La Botte à boulot. (Flammarion, 220 p., 24 F.) CARLOS SEMPRUN-MAURA : P'An prochain à Madrid. Frère de Jorge Semprun, l'auteur a également publié un essai sur Révolution et contre-révolution en Catalogne, 1936-1937. (Julliard, 250 pages, 29,90 F.) PAUL VINCENT : Et soudain Parolache. Cet écrivain, auteur d'une quinzaine de romans, a obtenu l'an dernier pour le Roman-voies des herbes hautes le prix du Comar-Volant et le prix Alpes-Jura. (Hachette, « Ariane », 230 p., 12 F.) MICHEL AUDIARD : Le Prit Cheval de retour. La saga du quarantième arondissement par un naïf du lieu, dialogues réputés, menus de scène. (Julliard, 250 p., 23,55 F.) HELENE CIXOUS : Révolutions par plus d'un Paris. Le nouveau roman de l'auteur de D'Estim. Prix Médicis 1969. (Le Seuil, 225 p., 33 F.)

Littérature étrangère LUISE RINSER : Au-delà des frontières. La romancière allemande continue ses bloc-notes : ses voyages en Italie, en Pologne, en U.R.S.S. depuis 1970. Traduit de l'allemand par S. et G. de Laëne. (Le Seuil, 248 p., 39 F.) MANUEL PUIG : Les Mystères de Buenos-Aires. Le troisième roman en français de l'écrivain argentin né en 1932 et auteur de La Trahison de Rita Hayworth. Traduit de l'espagnol par Didier Coire. (Le Seuil, 221 p., 29 F.) LEONARDO SCIASCIA : Le Cliquet de la folie. Le huitième livre en français du romancier sicilien. Certe fois, un recueil d'essais : Essais et choses de Sicile. Traduit de l'italien par Jacques Prejac. (Desoche, « Les nouvelles », 224 p., 35 F.) MENDEL MANN : La Tour de Géorgie. Une parodie russe écrite pendant la Seconde guerre mondiale dans les camps. Par l'écrivain israélien né en 1916 à Varsovie. Traduit du yiddish par Françoise Veron et l'auteur. (Calmann-Lévy, 184 p., 25 F.) YANNIS RITSOS : Avant l'homme. Inédits du poète grec, né en 1909. Traduit du grec et présenté par Gérard Piecrist. (Flammarion, « Connexion », 166 p., 19 F.) C.-L. SULZBERGER : Le Marchand de dents. Le premier roman de notre confrère du New-York Times. Traduit de l'anglais par Thérèse Lauriol. (Albin-Michel, 351 p., 39 F.) ERSKINE CALDWELL : Annette. Portrait d'une femme-enfant par l'auteur de Le Route au sébac. Traduit de l'anglais par Robert Latour. (Albin-Michel, 215 p., 25 F.)

EDDOR ABRAMOV : Chronique de Péché. La littérature paysanne soviétique. L'auteur, né en 1920, enseigne à l'université de Leningrad. Traduit du russe par Moustique Stodina. (Albin-Michel, 323 p., 35 F.) LEWIS CARROLL : Lettres adressées aux petites filles. Le conteur-lettré et ses « amies-enfants ». Suivies d'une « version simplifiée d'Alice », à l'intention des petits de zéro à cinq ans. Traduit de l'anglais par Henri Parrot. (Flammarion, « L'Age d'or », 243 p., 32 F.) Sciences humaines NOAM CHOMSKY : Questions de sémantique. Un nouveau ouvrage du grand linguiste américain, où il démontre comment la notion de « structure profonde » rend compte des règles grammaticales. Traduit de l'anglais par Bernard Cerquignin. (Seuil, « L'ordre philosophique », 240 p., 33 F.) JEAN FRANKLIN : Le Dictionnaire du pouvoir. La domination sociale sous ses aspects linguistiques. (U.G.E., « 10-18 », 448 p., 15 F.) ROBERT GEORGIN : La Structure et le Style. De Robbe-Grillet à Butor, en passant par Barthele. L'auteur expose une méthode de lecture psychanalytique des textes littéraires, dont une étude de Racine montre la fécondité. (L'Age d'homme, « Sphinx », 132 p., 24 F.) KARL KORSCH : Marxisme et contre-révolution. Exclu en 1926 du P.C. allemand pour « gauchisme ». Karl Korsch critique notamment dans ces articles les options jacobines de Marx et d'Engels. Traduction et présentation de Serge Brichant. (Seuil, « Bibliothèque politique », 228 p., 33 F.) MEYER PORTES : Edipo et Job dans les religions quasi-africaines. Le dieu et le justicier dans les sociétés traditionnelles, par un des maîtres de l'anthropologie britannique. Traduit de l'anglais par Roger Renaud. Préface d'Edmond Orléans. (Mame, « Repères - Sciences humaines », 128 p., 25 F.) P. WATZLAWICK, J. WEAKLAND, R. FISCH : Changements, paradoxes et psychothérapie. Comment, en déjouant les impasses du « bon sens », guérir avec relations à soi-même. Traduit de l'anglais par Pierre Fautin. (Seuil, 192 p., 27 F.) Philosophie JEAN LACROIX : Le Droit et les Dieux. Dans cet ouvrage, notre collaborateur analyse les dévils des jeunes et ceux dont ils s'inspirent : Rousseau, Saint-Simon, le jeune Marx, Fourier. (P.U.F., 154 p., 27 F.) Témoignage FRANÇOISE PREVOST : Ma vie en plus. Fille de Jean Prévert, écrivain, journaliste, l'auteur a survécu à un cancer du sein et fait part de son expérience. (Stock, « Elles-mêmes », 195 p., 30 F.) SIMONE FABIEN : Mesures les méduses, rendez-vous notre mort. Une analyse par l'auteur de Tu seras un homme, du rôle du praticien moderne et un plaidoyer en faveur du « droit à la mort ». (Albin Michel, 190 p., 15 F.) Histoire littéraire MICHEL WINOCK : Histoire politique de la revue « Esprit » (1930-1950). L'évolution d'intellectuels catholiques confrontés aux tensions dramatiques d'un quart de siècle de conflits idéologiques et guerriers. (Le Seuil, « L'univers historique », 450 p., 45 F.) Spiritualité R.-L. BRUCKBERGER : Marie-Madeleine. L'auteur de la Lettre ouverte à Jésus-Christ brosse le portrait d'une femme orgueilleuse et libre dont le destin, en un éclair, va heurter ses joies. (Albin Michel, 260 p., 29 F.) MARC ORAISON : La Question homosexuelle. Après Tite-Luce, autobiographie d'un chirurgien devenu prêtre, ce nouveau témoignage d'un prêtre médecin sur une minorité sexuelle en quête de reconnaissance. (Le Seuil, 171 p., 25 F.)

CORRESPONDANCE

« Cherchez la femme ! »

Sous son article sur le *Ainsi soit-elle* de Benoîte Grout (le Monde des livres) du 28 février 1975, Gabrielle Rollin citant son auteur écrivait : « L'Afrique musulmane s'empêta de castrer ses filles », pour leur calmer le feu. Elle le retrouve naturalisé. Nicrophilie de Prusline. C'est le choc d'où est né le livre : s'il a commencé avec Pagnol, il finit avec Edgar Poe. Un Edgar Poe aseptisé, standardisé, légalisé, sécurisé, optimisé, bref - suprême dérision - américanisé.

PRECISION - Les Pages du Grand Dictionnaire universel du dix-neuvième siècle de Pierre Larousse (U.G.E., 10-18) (voir le Monde des livres) du 28 février) sont choisies et présentées par François George.



Chez les bons libraires (12 F) ou franco (C.C.P. Marseille 5.321-61) L'ARC - Chemin de Repentance - Aix-en-Provence Abonnements (4 numéros) : France, 40 F - Etranger, 45 F. Sont encore disponibles et envoyés franco, 10 F le numéro : 27 L'OPERA - 34 FREUD - 35 DUBUFFET - 36 JOYCE - 38 HEGEL - 39 BUTOR - 40 BERTHOVEN - 41 MELVILLE - 42 KLOSSOWSKI - 44 BATAILLE - 45 FELLINI - 46 MERLEAU-PONTY - 48 MALRAUX - 49 DELEUZE - 50 GUTENBERG - 51 XENAKIS - 52 MICHELET - 53 ARAGON - 54 DERRIDA - 55 BRECHT 12 F le numéro : 56 BARTHES - 57 VICTOR HUGO 58 LACAN - 59 DUCHAMP

si vous aimez LES LIVRES, si vous êtes adhérent à un CLUB LITTÉRAIRE, si vous ne savez plus... où les mettre... LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES 61, RUE FROIDEVAUX - 75014 PARIS Ouvert tous les jours, même le Samedi de 8 h. 30 à 19 h. DEMANDEZ-LUI SON CATALOGUE GRATUIT ou par téléphone : 633-73-33 (répondeur automatique même la nuit et les jours fériés)

سكنا من الأصل



صك من الأصل

# PAYSANS D'AUJOURD'HUI

## LA CAMPAGNE CONTRE LA VILLE

**L**a a arrêté son tracteur en travers de la route, au milieu des balles de paille ; il manifeste avec une certaine « rage » contre la politique du gouvernement, contre l'effort de la ville, ou bien à la ferme parce que tout le monde, enfin presque, a un cousin qui est resté à la terre. Ils le trouvent rustaud et madré, râleur et fier. Mais les citadins compren-

nent-ils, connaissent-ils cet homme qui, même s'il a un tracteur et une moissonneuse, retrouve d'instinct le pas du faucheur et le geste du semeur, qui est entrainé à sa terre ? A de rares exceptions près, non. Car si la paysannerie a servi de réservoir de soldats, d'électeurs et de petits fonctionnaires à l'Etat moderne, elle n'est pas vraiment intégrée.

Deux fortes illustrations en sont données : l'une scientifique par une Américaine professeur de sciences politiques au fameux MIT (Massachusetts Institut of Technology) Suzanne Berger ; l'autre, toute personnelle et sentimentale, par Claude Michelet, le fils d'Edmond Michelet, le ministre du général de Gaulle. Deux cheminements radicalement différents, d'essence contraire et qui conduisent pourtant aux repis de l'âme paysanne.

## L'homme retranché

★ J'AI CROISI LA TERRE, de Claude Michelet, agriculteur ; Robert Lafont, 298 p., 20 F.

**C**LAUDE MICHELET est un petit citadin qu'une guerre perdue précipite, en 1940, à Marciac. C'est en Corrèze, à quelque cinq lieues de Brive, les restes d'une ferme achetée par un ancêtre maternel qui cotte plus à la famille qu'elle ne lui rapporte. L'enfant « germe » aux pas de la paire de bœufs, dans la poussière brûlante des batteuses d'aot, avec l'odeur fade du sang et de la graisse des cochons égorgés en hiver. Des racines solides. Elles pousseront l'adolescent à accepter la pension pour suivre des cours d'agriculture, le travail astralignant d'ouvrier agricole.

Et après vingt-huit mois d'armée, Claude Michelet peut « reprendre » Marciac. Dix-neuf hectares et deux de terre uécés par des siècles de ruines de mauvaises bêtes, peu d'argent, une épouse qui accepte de rester à la ferme. Il fera de l'élevage rationnellement. Il laboure les vieilles prairies, laisse ses bêtes en plein air par tout temps, abandonne le potager et le verger. C'est un « drôle ». Les voisins le regardent avec mépris. Il ne peut pas réussir, ce jeune fou ! Il a appris à l'école des procédés inventés par des gens qui ne sont ni paysans de la campagne. D'ailleurs, il n'est pas vraiment un paysan puisque ses parents ne l'étaient pas.

Il réussit, avec un peu de chance. Pourtant il garde, comme marquée au fer rouge, sa marque d'origine : citadin. Vingt-cinq ans à labourer, défricher, ramener du fumier n'y ont pas fait grand-chose. « En fait, je reste un hybride », écrit Claude Michelet dès ses premières pages. Cette dualité, ce déchirement ne sont guère apparents de l'extérieur. Il a chosé la terre, totalement... et il s'est barré contre ce qui vient de la ville.

ALAIN GIRAUDO.

produits de traitement. Certes, l'abus de moyens chimiques peut être dangereux, mais il n'y a pas d'agriculture possible sans eux. Sinon on retourne au rendement gauchois, et on permet à des margouillins de vendre à prix d'or des marchandises piquées « comme avant ».

Contre l'invasion des citadins ensuite. Les routes bitumées, les lotissements, les maisons de week-end rongent la campagne. Les pique-niqueurs du dimanche, les campeurs de l'été détruisent les cultures, laissent un monceau de papiers gras et de boîtes de conserve qu'il faut nettoyer. Les promoteurs de l'automne ramassent les champignons, ils les volent en fait : l'agriculteur pourrait en tirer un complément de revenus intéressant.

Pourquoi ce retranchement ? Pourquoi ces « sorties » à la limite de la mauvaie loi ? Claude Michelet a choisi librement de vivre à Marciac, il y fait vivre sa famille dans un confort relatif. Il est par-dessus tout son maître. Comme dans la chanson de Jean Ferrat il chasse la caillie et la perdrix quand bon lui plaît. Mais il sent son mode de vie menacé. La grande agriculture modernisée, mécanisée à outrance ne s'embarrasse pas de son travail minutieux : les veaux de batterie, forcés aux hormones, viennent concurrencer les éternels. Les vacances sont une trêve presque inconnue, les arrêts pour maladie aussi. Les hommes politiques font des promesses et ils ne font que sembler de les tenir. Les ministres de l'agriculture sont soit incompétents soit trop brillants pour mener à bien l'action entamée rue de Varenne. Les syndicats sont à la traîne, assurent plus la transmission de Paris vers la province que l'inverse.

ALAIN GIRAUDO.

## Sous le scalpel de la science politique

★ LES PAYSANS CONTRE LA POLITIQUE, de Suzanne Berger. Traduit de l'américain par J.-P. Huet. Préface d'Emmanuel Le Roy Ladurie. Le Seuil, 332 pages, 45 F.

**L**e mur d'incompréhension entre hommes des villes et hommes des champs qui apparaît avec tant de netteté dans le livre de Claude Michelet, Suzanne Berger a essayé de déterminer quel est le matériau le constituaient.

Ce n'est plus cette fois la mémoire et les sentiments d'un homme, c'est le scalpel de la science politique qui cherche à comprendre. Un autre Américain, Laurence Whyte, avait déjà choisi un village du Vaucluse (1). Suzanne Berger a étudié la basse Bretagne et ses paysans de 1911 à nos jours.

L'Armorique du vingtième siècle naissant est catholique, Dieu, diable, saints et revenants sont des personnages de la lande. Le recteur (le curé), y a tout autant d'importance que le châtelain. Bref, toute évolution, tout changement, doivent être bénis par l'Eglise pour « passer ». Le Troisième République, laïque, « bouffe du curé », puis elle se déchire entre tendances socialistes et conservatrices ; rien qui puisse intéresser directement la paysannerie. La force électorale alors considérable des campagnes s'applique à des revendications extérieures au monde rural. Des lors, les groupements agricoles avaient une alternative : négocier par eux-mêmes la défense de leurs intérêts propres avec le pouvoir — ce que firent les gros céréaliers et betteraviers — ou trouver les moyens d'assurer leur auto-défense lorsque le groupe avait des intérêts trop hétérogènes. Cette dernière voie a été la seule possible pour la masse des paysans de ce début de siècle, qui pratiquaient la polyculture. Mais, là encore, ils eurent le choix entre deux solutions : s'allier avec un parti politique pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, et ce fut un échec ; s'organiser en corporation pour régler les problèmes en dehors de toute référence à l'Etat ou à la ville, et ce fut un succès là où les campagnes étaient restées traditionnelles.

Or, dans le Finistère quadrillé de haies, de balus, de chemins creux, un cas de figure, deux personnages sont face à face : l'abbé Mancel, qui organise la vote politique ; Hervé Budes de Guébriant, qui veut une coopérative, en vendant des engrais, en stockant les blés, ou en instituant un « bail-type » entre propriétaires et fermiers.

(1) Laurence Whyte, *Un village au Vaucluse*, Gallimard, 1968.

Le château l'emporte sur le presbytère. L'office central de Landerneau régent le paysannerie rurale assimilée à toute la population. M. de Guébriant, allié à Henry Dorgères, se bat contre les assurances sociales, une idée de travailleurs d'usine.

L'office de Landerneau est à son apogée avec le régime de Vichy. La Libération ne l'abat pas tout à fait. Le corporatisme éclatera naturellement avec l'installation de la Cinquième République : l'exode rural, le morcellement des intérêts des exploitants, de lui laissant en effet plus de ressources ni de clientèle.

La voie politique passant toujours à l'écart des problèmes paysans, il ne reste une nouvelle fois que la manifestation pour se faire entendre : la jeune génération, formée par la J.A.C. (Jeunesse agricole catholique) prend, Alexis Gourvenec en tête, le chemin des sous-préfetures. Elle se bat pour arracher au pouvoir parisien des avantages. Mais l'« armistice » vient trop tôt. Le gouvernement gauchiste se renforce... et acquiesce le soutien des paysans. Parce que le choix qui est proposé aux agriculteurs ne se fait pas sur la base d'un politique agricole. Suzanne Berger note qu'en mai 1968, « malgré le mécontentement général que suscitait dans la paysannerie un politique agricole, le régime bénéficiait de son soutien massif lors des élections législatives de juin 1968 » ; et ce soutien s'explique par le fait que le régime n'est pas un régime d'adaptation des instruments politiques de la réforme dans la France contemporaine. C'est que l'analyse des différents mouvements paysans n'est pas substantiellement différente de celle faite au début du siècle : la classe paysanne a des intérêts opposés à ce qu'il n'est pas agricole. Cette conception subsiste même à travers le régionalisme du C.E.L.I.B. (Comité d'études et de liaison des intérêts bretons) ou le libéralisme de la S.I.C.A. (Société d'intérêt collectif agricole) de Saint-Pol-de-Léon. Seul, un fait nouveau est apparu : la « guerre du lait » en 1973, qui est partie d'une analyse de classe. Les intérêts des « petits » producteurs de lait contre ceux des grosses coopératives. Les « gros » ? Ce sont les capitalistes, les gens d'ailleurs.

Les jeux restent les mêmes : les paysans, coupés du reste de la société, par leur particularité de producteurs, mais aussi par les chemins empruntés par les politiques. Alors ils se défendent contre...

A. G.

## A LA RECHERCHE DU SUD

★ COMMUNAUTÉS DU SUD. Contribution à l'anthropologie des collectivités rurales occitanes, de Daniel Fabre et Jacques Lacroix ; 101/15 ; deux volumes, 635 pages, 12 F.

**L**ORSQUE dix-huit historiens, sociologues, ethnologues et autres linguistes, voire biologistes, rassemblent la réflexion de chacun sur un seul point précis de ce vaste et complexe sujet que sont les collectivités rurales occitanes, le résultat est une symphonie fort inachevée.

A qui la faute ? A l'état de la recherche en sciences humaines en France, soutiennent avec de bonnes raisons les maîtres d'œuvre Daniel Fabre et Jacques Lacroix, se plaignant que « l'élaboration méthodique d'un travail d'équipe concerté » soit un luxe qui leur a échappé. A quel bon alors réunir un tel orchestre, à qui manque visiblement une pensée commune ?

Il est vrai que chacun ici étant premier prix du conservatoire, les solos sont brillants. Si l'on prend, d'autre part, chaque contribution pour une indication de recherche, plus ou moins déjà menée à bien, les voies qu'elles désignent se laissent soupçonner riches. Livre de curiosité, donc, qui est comme l'on sait la principale maladie de l'homme, et peut-être la plus féconde.

Ainsi la brève, inquiétante et décevante étude d'anthropologie physique menée par Jacques Constant et Jean-Claude Ouilic dans la vallée de Barèges. Inquiétante car on ne voit jamais sans appréhension intervenir les données anthropométriques — et, conquêtes récentes, hémotylogiques — dans la définition d'un homme, fut-il pyrénéen. Décevante, car la parenté des Barègeois avec les Basques qu'elle tend à démontrer est un bien mince résultat. Pourquoi ne pas avoir choisi par préférence un de ces lieux de brassage si fréquents dans les Pyr-

nées, comme le Comminges et les vallées de la Barousse ?

Plus satisfaisants, et finalement formant à eux seuls un véritable ensemble, sont les textes consacrés à l'habitat, par Lucienne Roubin, Georges Calvet, Marcel Druille, Emmanuel Le Roy Ladurie et Max Daumas, de l'« estal » de Haute-Ariège à la communauté villageoise en mutation de Haut-Aragon oriental. Chacun montre bien — quoi qu'il eût été parfois souhaitable une plus nette explication — comment les conflits sociaux traversent et utilisent des structures rurales que l'on voudrait, ailleurs, présenter comme le facteur omnipotent de la vie paysanne. De même l'étude de Michel Vovelle sur « les structures agraires en Provence à la fin de l'Ancien Régime » et celle, trop succincte — mais, c'est un simple extrait d'un travail plus considérable, — de Charles Parain sur les traits caractéristiques de la propriété communale dans l'Aubrac.

On devrait y apprendre à se méfier de l'aura que dégagent certaines notions, comme celles de « maison » ou de « possession communale de la terre », ou encore d'« assemblée des chefs de famille », et qui cache une bonne dose de réalité répressive et d'inégalité sociale.

Un bel exemple en est le terme même de communauté, mis prudemment au pluriel dans le titre et plus imprudemment au singulier dans l'introduction, due à Daniel Fabre et à Jacques Lacroix. Il a valeur épistémologique, écrit-il, et valeur politique. En effet, A condition toutefois de ne pas inverser ce que dit Charles Parain de la communauté paysanne, à savoir qu'elle est « un microcosme où il est plus aisé d'examiner de près le jeu complexe des mécanismes sociaux » et de ne pas en faire au contraire une mare aux canards où se noient les mêmes rapports sociaux.

PAUL GILLET.

## L'IMAGE DES AUTRES

★ L'IMAGE DES AUTRES CHEZ LES PAYSANS, de Jacques Maho. Préface de Pierre Naville. Le champ du possible ; coll. « Recherche et Praxis », 280 p., 20 F.

« **L**'EVOLUTION, ce nous surprend... A Paris, pour pleurer, il faut payer 25 centimes, le prix d'un kilo de blé... Les produits que le paysan vend directement, on s'en méfie, il n'y a pas d'étiquette ni d'emballage, on sait pas comment s'en servir... On pourra reprocher que Jacques Maho, chargé de recherches au C.N.R.S., ne cite de si belles phrases qu'il tire d'exemple. Toutes les autres, qui forment une centaine de longs entretiens enregistrés dans sept villages français par le groupement de sociologie rurale du professeur Mendras, il a choisi de les mettre dans un ordonnance, afin de « rassembler avec une sociologie plus intuitive que rigoureuse ». Ce ne sont donc pas les paysans que l'on entendrait parler, mais, au terme d'un traitement logique complexe, et les cadres de la pensée sociale ».

Les résultats, malgré tout, ne manquent pas d'intérêt. Par exemple, les exploitants de Saint-Sylvaire-Bellegarde-en-Marche, dans la Creuse, pensent que les résistances financières qui contrôlent le marché sont opposées à ceux qui n'ont que leurs mains pour produire. Mais cela ne les empêche pas de percevoir la main-d'œuvre étrangère comme une « volée » de travail.

On découvre aussi un étrange mélange des catégories temporelles et spatiales : être jeune, c'est être ailleurs, ne pas être en Creuse. Ceux qui sont « restés », même s'ils ont dix-huit ans, ne se distinguent pas de leurs pères. En Beauce, comme dans le Gers, on parle du bonheur comme s'il ne pouvait exister, comme si son absence était un état naturel.

Cette parole réitérée, encore une fois, on ne l'entend malheureusement pas. Les amateurs de diagrammes, eux, seront comblés. — R.-P. D.

## Universiteit van Amsterdam

La Facultad de Letras vuela a sacar a concurso la provisión, a la mayor brevedad posible, del cargo de Catedrático numerario de

## LENGUA Y LITERATURA ESPANOLAS

Dicho catedrático estará encargado de la dirección del Departamento de español, siendo su misión la enseñanza y la investigación científica, así como las tareas de organización y administración inherentes a la actual estructura universitaria holandesa, lo cual implica, según las leyes vigentes, la participación del personal docente y administrativo y de los estudiantes en la dirección y la organización del Departamento.

La dotación actual es de unas veinte personas, y el número de estudiantes asciende a más de trescientos.

Si requiere que el interesado esté dispuesto a desempeñar el cargo por un periodo de prolongada duración y que, en caso de no ser de habla holandesa, se comprometa a aprender el holandés en un plaza que se considere razonable.

Se niega a quienes se consideren capacitados para el desempeño de dicha función (aptitudes científicas, didácticas y organizadoras), así como a aquellos que puedan indicar la persona idónea, se dirijan, aduciendo méritos - dentro de quince días contando desde la fecha en que se publique esta comunicación - a la Comissie Ordinariaat Spaanse Taal- en Letterkunde, Nieuwe Doelenstraat 16, Amsterdam-C, Holanda.

**Au Festival du Son Dual répond à vos questions sur la Hi-Fi**

Les techniciens-conseillers Dual vous accueillent au Festival du Son. Ils sont à votre disposition pour vous présenter en plus des nouveautés, l'ensemble de la gamme Dual (chaînes compactes, ensembles intégrés, platines, amplis, ampli-tuners, enceintes...). Ils vous en font apprécier les qualités en auditorium, où une démonstration particulière a lieu toutes les heures.

N'hésitez pas à leur poser vos questions : ils sont là, à votre service, pour vous répondre avec clarté et compétence.

**Festival du Son - Du 11 au 16 Mars au Palais des Congrès, porte Maillot.**

L'auditorium Dual est au 3<sup>e</sup> niveau, tout près de la terrasse panoramique, 300 av. Béla Bartok.

**Dual**

---

**COMPRENDRE ET CONNAITRE L'INFORMATIQUE**

R. MUES J. HERMAN

LA SEULE ENCYCLOPÉDIE DE L'INFORMATIQUE EN LANGUE FRANÇAISE. L'INFORMATIQUE À VOTRE PORTEE. 4 VOLUMES, GRAND FORMAT 24x22, PLUS DE 1.600 PAGES, 1.000 SCHEMAS ET PHOTOS DONT BON NOMBRE EN COULEURS. LUXUEUSE RELIURE PLEINE TOILE. POUR DOCUMENTATION ECRIRE A

EDIT. DESC 78, Bd du Bel Air 93-Goumny-sur-Marne

Utilisable au bas de jugement de Céline sur Froust ? Ci-dessous à l'envers.

**L.-F. Céline damné par l'écriture**

chez Jean GUENOT

C.C.F. 2233-85 Paris, 22 F franco, commandé au dos du chèque postal. Dépôts libraires : Vemier, 41, rue Madame, Paris-6<sup>e</sup> MF, 24, rue Serpente, Paris-6<sup>e</sup>

---

**L'ART DE COMMUNIQUER S'ENSEIGNE-T-IL ?**

Vous le saurez en lisant la brochure n° 412, « Le plaisir d'écrire », envoyée gratis par l'E.F.P.

Établissement privé soumis au contrôle pédagogique de l'Etat, 10, rue de la Villière, 75001 PARIS.

---

Le n° 8 de la revue **SURRÉALISTE RUPTURE** est paru

Vente en librairie

---

**QUINTETTE - 14 JUILLET**

**Fous de Vivre**

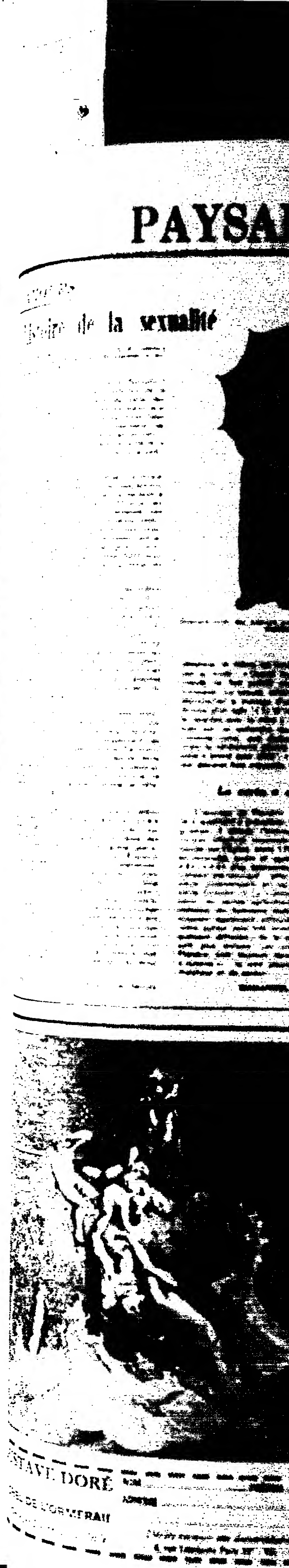
L'expérience du docteur R. LAING

FILM DE PETER ROBINSON

Pour mieux connaître LAING

LE MOI DIVISÉ LA POLITIQUE DE L'EXPERIENCE LA POLITIQUE DE LA FAMILLE - NGÉUDS

Publiés aux Editions Stock





PAYSANS D'AUTREFOIS

LES AMOURS

Une histoire de la sexualité

LES AMOURS PAYSANNS (XVII-XIX siècles), présentés par Jean-Louis Flandrin; Gallimard, 2 Archives, 256 pages, 14,15 F.

HISTORIEN de l'amour, Jean-Louis Flandrin? Voilà qui est bon! Mais l'historien de la vie sexuelle, et spécialement de celle des ruraux... Voilà qui l'est moins!

Parmi ces sources: la démographie historique (comptes des enfants nés et des conceptions pré-nuptiales - celles qui donnent lieu à naissance avant six ou huit mois de mariage...)

Du dépouillement de ces dossiers ou livres ressort immédiatement une première constatation... prévisible. Elle concerne les forces contraignantes qui ligotent l'amour, même et surtout parmi les champs et pâturages.

Les cadres qui limitent l'amour vrai sont autoritaires; mais ce sentiment n'en fleurissait que mieux, entre les quatre murs de la paroi. Les citadins dédaignent ont bien tort, qui présentent les paysans de jadis comme des semi-gorilles.

La civilisation villageoise a du reste prévu pendant des siècles d'organiser les rencontres rituelles entre jeunes hommes et jeunes filles: ces rencontres permettent, à l'intérieur du système des conventions sociales, que surgissent, entre porteurs, les choix authentiques de l'amour.

Les paysans savaient aussi apprécier la beauté



Gravure tirée des Amours paysannes. Coll. «Archives», Gallimard.

féminine, et même les rondeurs, aujourd'hui bannies par la mode: «Quand les os sont bien placés, la viande ne fait jamais mal dessus» (proverbe normand). La beauté, inhérente à la jeunesse, faisait déconseiller le mariage d'un homme jeune avec une femme plus âgée («tu te couches avec ta femme, tu te réveilleras avec ta mère»: proverbe occitan).

La vertu a ses époques

L'ouvrage de Flandrin va du reste au-delà de ce «qualitatif» proverbial. En compagnie des démographes, il aborde l'histoire quantitative des mœurs rurales (chasteté maximale avant le mariage, instauration par l'Église, entre 1700 et 1740; occurrences, en revanche, avant et après cet intervalle, de périodes plus épanouies, plus relâchées, quant à l'amour pré-conjugal; ainsi pendant le dix-septième siècle commençant et au cours du dix-huitième siècle finissant...).

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

LES FUREURS

AU TEMPS DES CROQUANTS

LA CRISE RURALE EN ILE-DE-FRANCE (1550-1570), de Jean Jacquart. Armand Colin, 755 pages, 135 F.

CROQUANTS ET NU-PIEDS, de Y.-M. Bercé. Gallimard, coll. «Archives», 248 pages, 14,15 F.

HISTOIRE DES CROQUANTS. Au dix-septième siècle, dans le sud-ouest de la France, de Y.-M. Bercé. Droz, Genève, 2 vol., 975 pages, 144 F.

DANS une œuvre sévère, un peu lourde parfois (agriculture oblige), Jean Jacquart donne une description souvent saisissante (pour qui sait lire) du devenir des terroirs du Hurepoix (1). Hurepoix: c'est-à-dire un pays important d'ancien régime, situé immédiatement aux abords de Paris. Bande de terres et de fermes, aujourd'hui submergées par la banlieue Sud... Au seizième siècle, les prairies et les labourages de cette zone, maintenant suburbaine, s'étendaient jusqu'à l'emplacement même de notre Jardin du Luxembourg.

Vers 1550, ce monde traditionnel est plein d'hommes. Il s'agit de villageois, non de citadins. Ils grattent la terre, fertile mais dénudée (pas une haie!), que recouvre souvent le gras limon d'Île-de-France. Ils s'entassent follement à raison d'une famille agricole pour un hectare ou deux. L'essor démographique, dans la période 1480-1580, les a multipliés «comme des souris dans une grange». Leurs salaires se sont graduellement amoindris, car ils sont trop nombreux qui se proposent comme main-d'œuvre à un patron qui n'a que l'embaras du choix parmi eux. Pourtant, ils ne sont pas encore trop malheureux: bien des chefs de famille possèdent leur cheval de labour. Ils touchent, sans grand espoir, par-delà leurs minuscules parcelles, sur les beaux et vastes domaines de la noblesse et du clergé...

A coups de famine et d'épidémie

L'avenir de ces petites gens, ou de leur descendance, est plutôt sombre. Les guerres de religion (après 1560) puis celles de la Fronde (vers 1650) les déciment; à force de massacres, à coups de famine ou d'épidémie. Leurs petits lopins, les uns après les autres, sont annexés par les grosses fermes gloutonnes, par les grandes surfaces agricoles, que la bourgeoisie parisienne s'approprie: ces vastes terres à blé sont en effet indispensables pour nourrir la capitale, dont la population devient monstrueuse au dix-septième siècle (quatre cent mille, puis cinq cent mille habitants, chiffre énorme pour l'époque). Sur ces territoires, dont beaucoup sont couverts de vignes (aujourd'hui disparues), les puissants fermiers ou coqs de village appliquent pour le compte des riches propriétaires, les petits exploitants. Les fils de ces gros fermiers connaissent de temps à autre l'ascension sociale: l'un d'entre eux, Hersant, deviendra valet de chambre chez Louis XIV, moins pour manier la brosse et le plumet que pour commander l'escouade des laquais. Sublime réussite: de quoi «décrocher», plus tard, quelques lignes dédaigneuses à propos de ce Hersant dans les Mémoires de Saint-Simon...

Du masque au mythe

Pour Yves Bercé, la révolte paysanne n'est pas simplement une réaction aux faits de misère, si communs au siècle classique. C'est un comportement culturel. Elle ne s'attaque pas du tout aux seigneurs. N'est pas valable de ce point de vue toute une littérature d'Espinal (acceptable pour le Moyen Âge ou pour 1789, mais pas pour les seizième et dix-septième siècles) qui nous montre les Jacques assaillant sans merci leurs nobles maîtres. En fait, les croquants, rebelles ruraux de l'époque d'Henri IV et de Louis XIII, contestent l'appareil de l'État beaucoup plus que l'oppression qui vient du château. Ils fomentent l'insulte des ventres creux contre la charité du pain. Ils défendent l'intimité de leur foyer contre le logement des militaires. Ils protègent leur

droit de propriété contre le recouvrement des impôts directs. Ils revendiquent leur liberté contre les abus des impôts indirects (gabelle, etc.). Ces révoltes du Sud-Ouest sont rationnelles, car elles sont souvent victorieuses (elles obtiennent l'abolition de tel impôt détesté, etc.). Après 1680, l'État royal et son armée deviennent tellement forts que les rébellions rustiques se cassent désespérément les dents et cessent de remporter des succès. Alors, elles perdent graduellement de leur intensité, et puis elles disparaissent tout à fait (après 1707). Comme on dirait aujourd'hui, en conjugaison pseudo-occitane, la révolte, ça a eu payé! Mais au dix-huitième siècle déjà ça ne paye plus. Voilà pourquoi on va y renoncer.

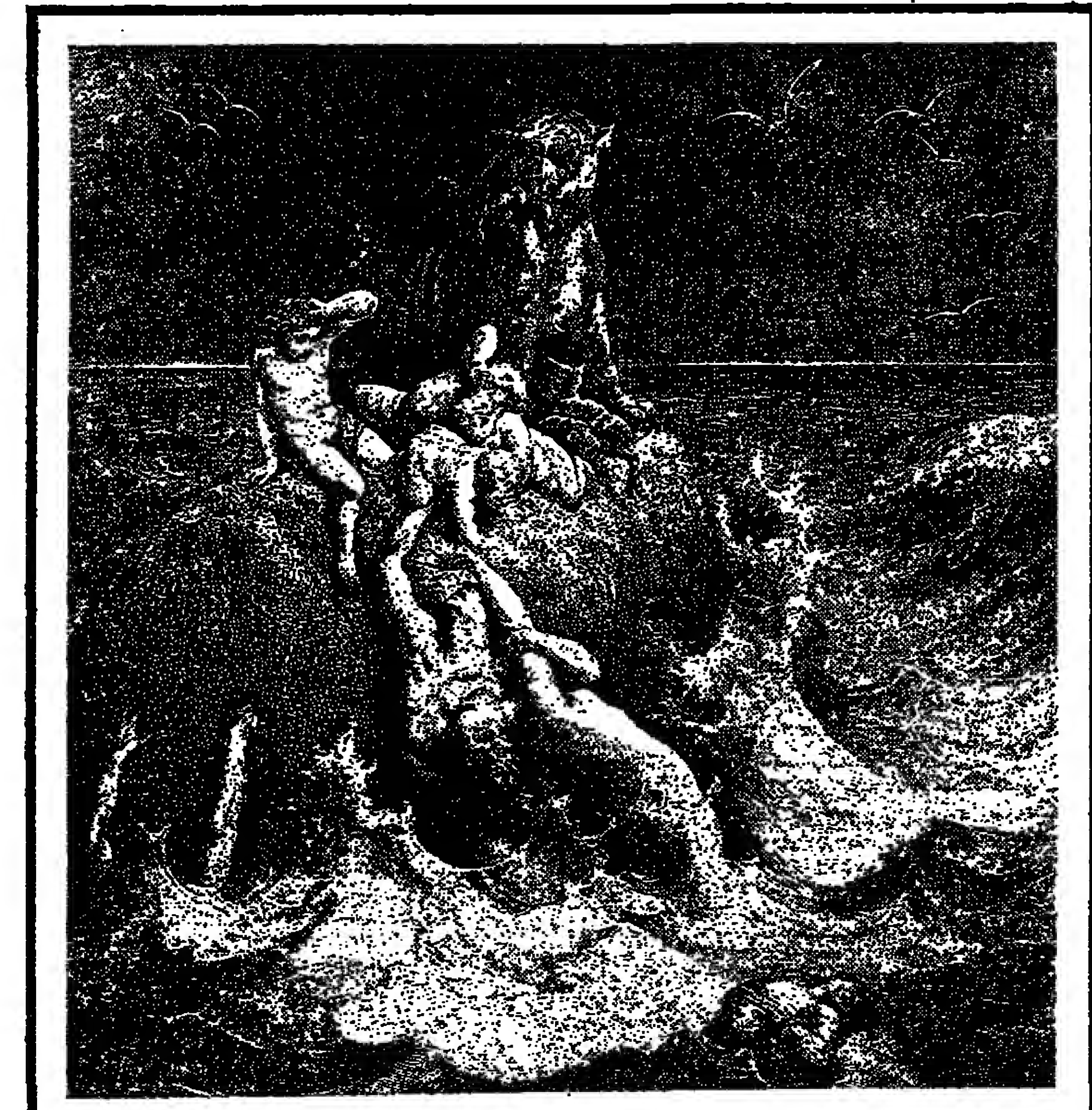
A leur belle époque du dix-septième siècle, les soulèvements villageois et urbains ne sont pourtant pas purement rationnels. Ils sont aussi camélévalesques, bachiques: autour des barricades, on dénonce les barriques de vin. On se masque, on se déguise en femme... Du masque ou mythe, il n'y a que brève distance, vite franchie. L'utopie fleurit parmi les rebelles: ils veulent un roi sans ministres, un roi sans impôts: il rendrait la justice sous son chéne; il percevrait les taxes sans intermédiaires, de la main à la main...

Ces révoltes «fleur bleue». Bercé les a décorées avec la technique d'un naturaliste (au regard froid) qui observerait des fourmis rouges. On souhaiterait parfois que cet historien soit plus chaleureux vis-à-vis de ses personnages. Mais on admire, dans sa grosse thèse d'historien, la formidable science des archives, la finesse, l'art du sociologue et de l'ethnologue, l'immense variété des aperçus: ceux-ci défient le cadre d'un bref article, tel qu'ici même. On ne résume pas Bercé. On le déguste. Malgré les quelques fadeurs de son style.

E. L. R. L.

(1) Dans le même ordre d'idées (révolte), signalons l'écrit petit livre, prêtément ficelé, fournissant de références et de citations (hélas pas toujours traduites du latin... tout le monde n'est pas latiniste, que diable!) de Marie-Thérèse Kasper-Guyot, Le Berger en France aux quatorzième et quinzième siècles. Paris, Klincksieck, 211 pages.

Advertisement for José Cabanis and Saint-Simon. Includes a portrait of José Cabanis and the text 'Saint-Simon l'admirable'. Below the portrait is the text: 'Qui, après avoir lu Cabanis, n'aura envie de relire Saint-Simon?' and 'Jacqueline Piatier - LE MONDE'. At the bottom is the publisher 'GALLIMARD'.



Registration form for Gustave Doré and Michel de L'Ormerai. Fields include NOM, PRÉNOM, ADRESSE, and a checkbox for 'Desire recevoir une documentation illustrée'. Address: 4, rue Labrousse Paris 15° - Tél. : VAL-89-33.

Advertisement for Cecile St-Laurent. Text: 'CECIL ST-LAURENT La Bourgeoise FERA-T-ELLE TOUT CE QU'IL DESIRE LUI VOIR FAIRE?'. Includes a small image of the book cover and the publisher 'FLAMMARION'.

Handwritten text in Arabic script: 'سكزامن الأهل'



سكزامن الأصل

MARS 1975

LE MONDE A TRAVERS LES LIVRES

ESSAIS ET DOCUMENTS POLITIQUES

\* Gilles Pudlowski : Jean Poporen et P.U.G.C.S.

Et. Saint-Germain-des-Près, 162 p., 26 F. Cet ouvrage, qui à l'origine était un travail universitaire, retrace l'action menée par M. Jean Poporen, aujourd'hui député du Rhône, dans le cadre de l'union des groupes et clubs socialistes. Créée en septembre 1967 par les partisans de M. Poporen en rupture avec le P.S.U., l'U.G.C.S. s'est fondue, en juillet 1969, dans le nouveau parti socialiste né de la disparition de la S.F.I.O. et dont M. Alain Savary devenait le premier secrétaire. Il s'agit pour Gilles Pudlowski, militant socialiste lui-même, de justifier la démarche de ses amis, de montrer en quel leur action a contribué aux progrès de l'union de la gauche parce qu'elle correspondait, selon eux, à une stricte analyse marxiste de la lutte de classes. De ce fait bien sûr les rivaux, qu'ils soient du P.S.U. ou du C.E.R.E.S., se font égarer sans tendresse. L'ouvrage constitue toutefois un guide utile de cette période et un bon exposé des thèses défendues par M. Jean Poporen. — T. P.

\* Michel Jouet et Jean-Jacques Martin : Jean Royer, un réformisme autoritaire.

Éditions sociales, 128 p., 7 F. A quel sert M. Jean Royer ? Pour Michel Jouet et Jean-Jacques Martin, membres de la direction de la fédération communiste d'Indre-et-Loire, le maire de Tours favorise les manœuvres de diversion d'un pouvoir qu'il faut combattre alors même qu'il en est le complice. La lutte contre la pomologie ? « Jean Royer s'appuie sur les aspirations saines et légitimes des masses, mais en aucun cas les causes réelles de la crise morale ne sont dénoncées. » La défense des petits commerçants ? « Il a aidé un moment le pouvoir à tromper une couche de la population dans laquelle le mécontentement grandissait. » L'idée d'une loi « anti-trust » ? Par son respect de la propriété et du profit, l'ancien ministre fait « allégeance à la réalité dominante de la propriété et de l'exploitation capitaliste : les monopoles ». Son but : « Détourner le peuple de la lutte pour les changements profonds qu'il impose. »

Ainsi, sur toutes les grandes questions — économique, culturelle, libérale, politique étrangère — les auteurs dénoncent chez M. Royer, derrière

Ces notes ont été rédigées par Paul Balta, Jacques Decoury, Roland Delcour, Roger-Pol Droit, Thomas Feraud, Paul Gillet, Roland Jacquet, Thierry Sautier.

la façade d'une ambitieuse philosophie de renouveau, la réalité d'un « réformisme autoritaire » qui est, en définitive, celui-là même dont M. Giscard d'Estaing offre, selon le P.C., le plus éclatant exemple.

\* Contribution à la grande bataille d'idées qui se déroule dans notre pays, le livre de Michel Jouet et Jean-Jacques Martin résume sans doute à l'excès les différences qui séparent les conceptions de M. Royer et celles de M. Giscard d'Estaing, mais donne du « royaume » — sinon de M. Royer lui-même, dont ni le personnage ni la carrière ne sont à aucun moment évoqués — une image plus complète que celle qu'en avait laissée la campagne présidentielle. — T. F.

\* Claude Delachet et Emmanuel Guillon : la Birmanie.

Le Seuil, coll. « Petite Plaque », 16,40 F. D'immenses frontières, une immense côte, et, pourtant, une seule voie d'accès légitime : l'aéroport de Rangoun, avec en poche un visa touristique bien légal : une semaine de séjour. Étrange Birmanie, inconnue, qui ne veut pas être connue. Le témoignage de C. Delachet et E. Guillon n'en est que plus précieux : les auteurs ont pu y vivre pendant quatre ans, à la tête du département de français de l'université de Rangoun. Parlant le birman, ils ont pu pénétrer dans des familles, assister à des fêtes, et, en dépit des sévères restrictions officielles, voyager dans le pays plus profondément que la majorité des résidents étrangers.

La colonisation britannique, qui fit de la Birmanie une annexe de l'empire des Indes, n'aura été qu'un brutal intermède dans une histoire remontant au haut Moyen Âge. Les auteurs survolent ces siècles avec aisance, faisant naturellement halte à Pagan, puis à Mandalay. Si Rangoun n'est pas la Birmanie, les Birmanes de race et de culture ne sont pas, loin de là, les seuls Birmanes de nationalité. A ce sujet, les courtes présentations des peuples karen, shan, kachin, mon, chin, etc., sont des modèles du genre : ceux de spécialistes sachant écrire pour le commun des mortels.

Les pages consacrées au bouddhisme, aux nat — les esprits —, aux fêtes, à « la douceur du village », au statut de la femme, sont de la même veine : colorées, charmantes, amicales. Les auteurs sont amoureux de la Birmanie. Ils le sont moins de son régime militaire « socialiste », de ses polices secrètes redoutables et présentes partout — littéralement. « Etouffante Birmanie... Pays protégé des prestidigitateurs qui défigurent tant de terres d'Asie du Sud-Est, mais agité, en 1974, par des révoltes populaires. Pays en point d'interrogation : par ce signe se clôt ce petit livre. — J. D.

\* Textes de la révolution palestinienne - 1968-1974, présentés et traduits par Bichara et Naim Khader.

La Bibliothèque arabe, Ed. Sindbad, 356 p., 42 F. Un choix des textes les plus importants adoptés par l'O.L.P., le F.P.L.P. (Front populaire de libération de la Palestine) du docteur Georges Habache, et le F.D.P.L.P. (Front démocratique et populaire de libération de la Palestine) de M. Nayef Hawatmeh. A la fin du livre, on trouve une notice sur les autres organisations, notamment le Front populaire de libération de la Palestine et Septembre noir, l'organisation clandestine responsable de nombreux attentats. Ces textes sont précédés d'une longue introduction qui retrace l'histoire de la Palestine et du mouvement palestinien. — R. D.

SOCIÉTÉ

\* Docteur René Heid : Problèmes de la cure psychanalytique aujourd'hui.

Payot, 226 p., 42,40 F. Membre fondateur de la Société française de médecine psychosomatique, le docteur René R. Heid est un fin clinicien, doublé d'un psychanalyste « ancienne manière » : sensible et chaleureux, faisant passer l'intérêt de ses patients avant celui de la théorie. Dans Us et abus de la psychanalyse, un des essais regroupés dans son dernier livre, le docteur René R. Heid défend une conception « humaniste » de la relation analytique ; nous ne le suivrons pas, toutefois, dans les critiques qu'il adresse à Mélanie Klein et à l'école anglaise de psychanalyse, responsable, selon lui, de cures-types exagérément allongées. — R. J.

\* Mélanges Le Tourneau : Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, numéros 13 à 16.

Édition du C.N.R.S. et université d'Aix-Marseille. La Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée rend hommage à Roger Le Tourneau, qui fonda cette publication en 1966, cinq ans avant sa mort. Ces « Mélanges Le Tourneau » réunissent quinze études signées des grands noms de l'orientalisme français et étranger. Certaines d'entre elles, consacrées au passé, s'adressent surtout aux spécialistes et aux étudiants. D'autres, qui étudient le monde arabe contemporain, sont susceptibles de toucher un public plus vaste. Citons en particulier : « Le monde méditerranéen, périphérie de l'Europe », « La classe dirigeante algérienne, le parti et la fonction publique », et trois textes consacrés aux écrivains Magbûb Mahlouf, André Chéhid et Kateb Yacine. — P. B.

PHILOSOPHIE

\* Michel Guérin : Nietzsche, Socrate héroïque.

Graesset, coll. « Théocritus », 368 p., 42 F. Comment la pensée la plus solitaire, ambiguë, incertaine, hétérodoxe, en est-elle venue à connaître aujourd'hui les succès de la mode et les célébrations figées d'un nouveau rituel ? Comment Nietzsche, contempteur virulent de la démocratie et du socialisme, peut-il voir désormais aux côtés de Marx ? De ce paradoxe, Michel Guérin ne donne pas une résolution formelle. Mais il l'éprouve (le « ressentir ») et le met à l'épreuve) tout au long de sa démarche.

Son point de départ est une lecture conjointe de Nietzsche et de Platon, les deux seuls « maîtres » peut-être de la philosophie, car les seuls « logiciens », au sens où ils prennent garde à la logique du discours. On ne saurait, en quelques lignes, esquisser seulement le parcours véhément de ce texte traversé d'éclaircies. Plutôt qu'une nouvelle contribution aux études nietzschéennes, c'est un voyage au bout de Nietzsche. Voyage chaotique parfois, et dérangé, qui mérite plus — et mieux — qu'un sémaphore détour. — R.-P. D.

\* Pierre-François Moreau : Spinoza.

Le Seuil, coll. « Essais de toujours », 190 p., 16,40 F. Écrire un court texte sur Spinoza sans tomber dans les pièges du « résumé » ou du « commentaire », c'était une véritable gageure. Pierre-François Moreau la tient avec brio.

Longtemps honnie, exclue, vilipendée, la philosophie de Spinoza ne cessa d'être purement et simplement refusée que pour être « récupérée » par les encyclopédistes, puis les néo-kantien. Derrière ces fins de non-recevoir ou ces lectures orientées se manifeste une même peur d'entendre une pensée sans doute unique. Pierre-François Moreau souligne sa spécificité, en délimitant l'espace théorique qui lui est propre. Celui-ci, malgré certaines apparences, se situe sur un terrain tout autre que celui du cartésianisme ; Spinoza dénonce dans une même démarche toutes les illusions du libre arbitre et de la conception anthropomorphe de Dieu. Par là, sa critique de toute idée de finalité s'apaise à sa racine celle menée par Descartes, qui se fonde sur le volontarisme.

L'exploration du dispositif conceptuel de Spinoza, de la liberté à la passion, se passant par la déduction de Dieu et le jeu des passions, permet de mesurer son actualité. Car le projet de ce remarquable petit livre, agrémenté d'une très belle iconographie, n'est pas de faire de « l'histoire de la philosophie ». Il montre à l'évidence qu'une théorie de l'idéologie, qui intéresse autant Marx que la psychanalyse, est à l'œuvre chez le philosophe. Plus qu'une intelligente introduction, il nous offre une lecture originale de Spinoza. — R.-P. D.

HISTOIRE

\* Fitte Albert : Spectrographie d'une propagande révolutionnaire.

Édition du centre d'histoire militaire de Montpellier. Premier ouvrage d'une collection qui vient d'être lancée par le centre d'histoire militaire de Montpellier, ce livre analyse le contenu de quelques cent numéros de El Moudjahid publiés entre juin 1956 et mars 1962. L'auteur, qui est professeur à l'université d'Alger, s'attache à dépeindre les trois grands axes de la propagande du Front de libération nationale : populariser l'armée révolutionnaire, discréditer les forces ennemies, internationaliser le conflit. Ce travail s'accompagne d'une centaine de notices biographiques. — P. B.

\* Jacques Jurquet : la Révolution nationale algérienne et le P.C.F.

Ed. du Centre, 665 p., 45 F. Dans le second tome de son analyse des rapports du mouvement communiste français et de l'Algérie (le premier tome est sorti en 1973), Jacques Jurquet, membre du comité de rédaction de l'Humanité rouge (pro-chinois), étudie la période 1962-1968. Cette période correspond à la naissance du P.C.F. A travers les documents et les débats de congrès, l'auteur s'efforce de démontrer que Maurice Thorez a dévié la pensée de Lénine et adopté des positions « pseudo-colonialistes ». De nombreux textes de référence sont d'ailleurs publiés en annexe. Deux autres tomes restent à paraître couvrant les périodes 1968-1974 et 1974-1982. — T. P.

\* Cajus Bekker : Mer maudite, Journal de guerre de la marine allemande.

Éditions France-Empire ; 541 pages, 49 F. Malgré son titre, Mer maudite n'est pas seulement un récit anecdotique, au demeurant fort bien fait, des hauts faits de la marine allemande pendant la seconde guerre mondiale. A partir des journaux de bord et des archives de la Kriegsmarine, Cajus Bekker a entrepris un examen critique de la conduite de la guerre sur mer sous les ordres des amiraux Raeder puis Doenitz. Chaque chapitre est suivi d'un résumé didactique, « conclusions et enseignements ». L'auteur dresse un réquisitoire sévère : inadaptation à la guerre nouvelle d'une marine qui privilégie les forces navales lourdes au détriment des sous-marins, erreurs dans l'utilisation des bâtiments lourds, des sous-marins et de l'aviation, incompréhension des innovations technologiques et notamment de la signification révolutionnaire de la haute fréquence (radar), défaillance de la fonction de commandement en raison de l'interférence des états-majors de terre, de la rivalité entre les amiraux Raeder et Marschall, et de l'intervention de Hitler bouleversant les plans stratégiques initiaux, etc. Bekker établit, en outre, de façon irréfutable ce qu'il appelle « la subordination inconditionnelle du soldat à la volonté

de la direction politique », c'est-à-dire l'acceptation par la caste militaire des objectifs du nazisme. — P. B.

\* Alexandre Bennigsen : Russes et Chinois avant 1917. Questions d'histoire.

Flammarion ; 383 pages, 5,50 F. Depuis la rupture en 1960 entre l'U.R.S.S. et la Chine, la tension entre les deux pays est devenue un des problèmes principaux de l'équilibre international. L'analyse et les documents fournis par le livre d'Alexandre Bennigsen éclairent le point de vue selon lequel il s'agit, sous la surface des désaccords doctrinaux, de conflits séculaires de deux empires. Longtemps gâchés par l'isolationnisme de la dynastie Ming, après avoir connu au troisième siècle un semblant d'ébauche, les relations russo-chinoises ne se sont réellement développées qu'à partir du dix-septième siècle. Lorsque l'État moscovite se rendit enfin compte du service que lui rendait la marche vers l'est, spontanée et silencieuse, des Cosaques sibériens, il fut essentiellement guidé par des préoccupations commerciales et par le souci de conquérir, sur le Pacifique, un port, en mer libre, qui ne gèle pas l'hiver. La poussée de l'expansionnisme mandchou vers l'ouest était plus spécifiquement politique. La question se résolvait avec des fortunes diverses sur les rives du fleuve Amour, en Mongolie et en Asie centrale, jusqu'aux fameux « caillots indigènes » du dix-neuvième siècle qui consolaient les ocules de la colonisation russe et demeurent la pomme de discorde. — P. G.

\* Henry Riegert : Le Journal historique de l'Alsace.

Édité par « l'Alsace », 2, avenue Aristide-Briand, Mulhouse. Un historien alsacien, Henry Riegert, a repris la formule lancée par l'Américain Sylvan Hoffmann avec son « Journal du monde ». Il s'agit de construire un récit historique en utilisant les numéros du Journal d'Alsace, chaque numéro du Journal d'Alsace couvre une période plus ou moins vaste et l'ensemble des événements qui se sont déroulés durant ce laps de temps deviennent ou fait divers, ou chronique politique, voire rubrique de mode. La formule a été améliorée par rapport au prédécesseur américain (adapté en France et publié aux éditions Denoël). L'auteur traite dans chacun de ses numéros une période moins vaste, et géographiquement limitée, ce qui lui permet de ne pas être superficiel. Il s'est efforcé, souvent avec bonheur, de retracer la vie quotidienne de la population. A la qualité du travail historique s'ajoute celle de la réalisation technique, notamment de l'iconographie, puisée dans les gravures d'époque et complétée par des dessins et des photos de vestiges anciens. Le Journal historique de l'Alsace s'abordé publié sous forme de feuilletons dans le quotidien l'Alsace. Le voici sous forme de livre. Quatre tomes sont prévus. Le tome I — le seul paru jusqu'à présent — couvre l'histoire régionale des origines à 1275. Les autres traitent les périodes 1275-1645, 1645-1803, et enfin 1802-1875. — T. P.

Nouveautés. Collection Psychothèque. Christian LIMOUSIN Bataille 16 F. Remi HESS La socialanalyse 15 F. Collection les grands dictionnaires. Déjà parus dans la collection Psychothèque: Alain-J. COHEN Marcuse. Georges LAPASSADE Les chevaux du diable. Alain-Michel BOYER Michel Leiris. Pierre V. ZIMA Goldstein. Michel CRESSOLE Deleuze. François LAPLANTE L'Étiopie. Claude OLJEVSTEIN Écrits sur la sexualité. Georges THINES Agnès LEMPEREUR Dictionnaire général des Sciences humaines 250 F. Le volume : 15 F. Catalogue complet chez votre libraire. éditions universitaires

LETTR... MINABLE, ROM... EVELYNE SULLEROT histoire et mythologie de l'AMOUR la première histoire au féminin du sentiment amoureux HACHETTE



# LETTRES AMÉRICAINES

Trois jeunes romanciers

## UNE BANLIEUE MINABLE, ROME ET LE VIETNAM

\* DE L'IMPORTANCE DU JUS DE POMME DANS LE TRAITEMENT DES BLESSURES DE CŒUR, de Dan McCull, Traduit de l'anglais par Christine Thibaut. Grasset, 232 pages, 32 F.

\* AFFAIRES PARTICULIÈRES, de Hugh Fleetwood. Traduit par René Rosenthal. Laffont, 233 pages, 32 F.

\* PILOTE DE CHASSE, de Kenneth Gangemi. Flammarion. Traduit par S. Martin et L. Standerl. « Connexions », 179 pages, 19 F.

DE Twain à Carson McCullers, de Salinger à Joyce Carol Oates, les romanciers américains sont de merveilleux peintres de l'adolescence. L'adolescence est un cri, avec ses pudeurs, ses fuites, ses caprices, sa formidable soif de pureté, sa formidable solitude. Ils excellent à dire ce « passage » où l'être est le plus réceptif, le plus vulnérable. Oh, surtout, il ouvre les yeux sur ce qui l'entoure.

Et qu'il le subisse, comme le Malelo, de James, ou qu'il le refuse, comme l'Attrape-cœurs, de Salinger, l'adolescent américain est un observateur redoutable du monde adulte. Sa vision, déformée et passionnelle, semble grossir à la loupe ce qu'il découvre : les contradictions, la médiocrité, la névrose, l'aliénation.

Ainsi, le héros-narrateur du roman de Dan McCull. Il a treize ans et vague en pleine crise d'identité. Il vit à Oakland, banlieue plutôt minable de San-Francisco, entre un petit frère, tyrannique comme on peut l'être à trois ans, et un père présentateur de télévision, qui ni le gin ni les chemises « flower-power » ne consentent tout à fait de la mort de sa femme. Un sentiment d'échec, de culpabilité, qu'on note dans une gentillesse typiquement américaine, plane sur cette famille à la dérive.

Jack l'Ours — c'est le nom du jeune garçon et le titre du livre en anglais — parle : tendresse et désenchantement. « A quel âge es-tu le plus souvent par toi ? A tout le monde il perd. » Il n'a nulle part où aller. Et pourquoi partir ? Le pays tout entier doit être à l'image d'Oakland : détraqué, déchu, menaçant. Les voisins sont alcooliques, ou vaguement sadiques. L'un d'entre eux, arborant une veste sur laquelle est écrit : « Tuez le jour, aimez la nuit », enlève le petit frère. Drame.

C'était à prévoir, dans cette Amérique ultra-programmée. On y étouffe. Alors, on fume des « joints » (le père de Jack l'Ours, une chance ! ne compte pas les siens). On boit tout le temps, même les enfants ont le tic de se « servir un verre » dès que quelque chose arrive, en l'occurrence du jus de pomme. On se gave de feuillets télévisés, de préférence des films d'horreur, on aime les monstres, on joue aux monstres, on ravalé ses fantasmes tant qu'on peut, on a, au fond, très peur de ne pas être aimé. Et il arrive qu'on ne maîtrise plus son agressivité. Une seule

certitude, une seule vraie évasion : la violence.

Malgré son titre français gentiment précieux, *De l'importance du jus de pomme dans le traitement des blessures de cœur* est écrit en argot 1970, rendu parfois lourdement par la traduction. Nous sommes loin du débrillé très sophistiqué, très alluré de Salinger. Loin aussi de l'humour de Mark Twain. Ce roman fait plutôt penser aux livres de Joyce Carol Oates, ou plus sentimentale.

L'Amérique est saisie dans ce qu'elle a d'envoûtant ou de épouvantablement déliquant. Et cette Amérique-là, « faubourgeoise », moyenne, frustrée, fait peur. On comprend que McCull termine son roman sur cette résolution de Jack l'Ours : « L'été de mes seize ans, je pars en Europe, c'est décidé, putain de toi de scout ! »

L'Europe, c'est là qu'on choisit de vivre les héros de Hugh Fleetwood, un autre jeune romancier américain, dont René Rosenthal vient de traduire le second livre en français. Avec ces *Affaires particulières*, nous quittons l'empire des posters et du ketch-up. Nous réintégréons le Vieux Monde décadent, dans un décor pour « douce vita », pierre rose des palais romains et terrasses chaufées de la côte amalfitaine.

Un jeune, et beau, et très narquois que planète est envoilé par un couple, le frère, infirme, et la sœur. Nombre histoire, angossante histoire, à coloration homosexuelle, où l'un des garçons poursuit l'autre sans rémission, mais où chasseur et gibier s'échangent constamment leurs rôles. La force et la faiblesse se nourrissent et se détruisent mutuellement, et sous le regard ambigu de la sœur les jeunes gens vont se haïr et se désirer en un chassé-croisé mortel. Car une affaire de meurtre se greffe sur cette intrigue triangulaire qui retient jusqu'au bout, par son mélange de suspense à la Hitchcock et de malaise à la Pasolini. Un récit ingénieux, rapide, sans fausse note.

D'*Affaires particulières* on pourrait tirer un excellent film. Meilleur sans doute que si on tournait à la lettre ce *Pilote de chasse* de Kenneth Gangemi, écrit comme un script. L'auteur aime les procédés. Les Editions de l'Herne avaient traduit en 1972 son premier récit, *Oh*. Une cinquantaine de pages seulement, mais un défilé de batailles. Le texte était un inventaire : des cascades de mots et d'images, comme autant de désignations entraînant l'imagination du lecteur.

Pour son deuxième livre, dont la version en langue originale n'a pas paru, Gangemi a choisi de mettre à plat son récit, de l'écrire comme une bande dessinée, plan après plan, en mettant plus l'accent sur la « visualisation » (comme on dit aux États-Unis) de l'action que sur les bulles qui la ponctuent.

L'argument est simple : un pilote de chasse U.S., traumatisé par la

guerre de Corée — il a bombardé des objectifs civils, — décide au début de la guerre du Vietnam de passer dans le camp adverse. On l'y accepte. Il réussit, dès lors un certain nombre de missions solitaires. Aux commandes de son Mig-21, il abat Phantom sur Phantom. Jusqu'au jour où il est abattu à son tour. Il croyait espérer. Il n'a été que manipulé. S'il meurt, c'est qu'on a décidé de se passer de ses services.

Un récit de guerre — il n'y a pas eu beaucoup de romans inspirés par la guerre du Vietnam, outre-Atlantique — sobre, les apparences neutralisées de la phrase rend étrange, avec ces attaques innocentes et répétées du style : « *Plan américain : deux avions au garde-à-vous. Wilson les salue à son tour et démarre* », ou bien : « *Panoramique du quartier bombardé. Il y a de la fumée. L'atmosphère semble régner...* Ou encore : « *On voit arriver au loin quatre F-4 en formation dispersée. Les avions sont au large et approchent du porte-avions. Zoom avant sur la formation jusqu'à ce que soient lisibles sur chaque appareil...* », etc.

Bien que le découpage soit très étudié, *Pilote de chasse* serait probablement intouchable, en tout cas, comme ça. Mais, du point de vue du lecteur, ce pseudo-scénario est un livre réussi. Le romancier raconte une histoire bien nette. Il la raconte sans perdre de temps, ni de mots. Il aide le lecteur à se représenter ce qu'il lui raconte. De plus, il insuffle à son récit, sans en avoir l'air, une dramatisation qui s'entend avec une rigueur machiniste, une logique toute meurtrière. Et ça ne manque pas de charme. Gangemi a gagné : une fois de plus, ce qu'il a fait ne ressemble à rien d'autre. Que va-t-il inventer encore ?

FRANÇOISE WAGENER.

## Les rêves allégoriques de John Hawkes

\* LA MORT, LE SOMMEIL ET UN VOYAGEUR, par John Hawkes. Traduit de l'américain par Jacqueline Bernard. Collection « Les Lettres nouvelles ». Éditions Denoël, 208 pages, 39 F.

UN entrelacs de rêves et une narration brisée, voilà le dernier roman de John Hawkes : « La Mort, le Sommeil et un Voyageur ». On y retrouve, épurés, les thèmes et la façon de l'auteur. La rigueur du récit y est, comme dans « le Glou », éparpillée en une suite de fragments dispersés. Le héros du présent roman ressemble à Capitan, le personnage de « Cassandra » : la mort l'habite et l'accompagne. Enfin, l'érotisme et l'étonnante poésie des « Oranges de sang » resurgissent ici, mais avec moins de contraintes encore, et un admirable défilé. Nous commençons à bien connaître — cinq de ses romans ayant été traduits en français (1) — l'univers de John Hawkes, ce climat pesant mais dansant qui glisse à chaque seconde vers le cauchemar.

Pour juger des premiers écrits de Hawkes, Flannery O'Connor avait eu un mot qui s'applique exactement à « La Mort, le Sommeil et un Voyageur » : « On endure le Glou » à la façon d'un rêve. C'est comme une chose qui vous serait arrivée à vous personnellement et à laquelle vous tenteriez, mais en vain, d'échapper. » Cette sensation extraordinaire de quotidien et d'irréel mêlés est renforcée, ici, par les sept rêves que rapporte directement le personnage principal : ce sont des rêves allégoriques, dont l'effet est d'épaissir les incertitudes et les fatiétés du réel. Tout se passe à un niveau où s'évoquent indécidables l'un de l'autre le sommeil et la veille, la mort et l'amour, la vie et l'imaginaire. On voit le héros captif de cet implacable glissement : « ... la vie concrète virant au fantasme », dit John Hawkes.

### Aimer ses démons

Allert Vanderveen, un Hollandais quadragénaire de forte corpulence, collectionneur de documents pornographiques, partage les faveurs de son épouse, Ursula, avec son meilleur ami, le psychiatre Peter. Le trio vit cette étrange passion dans une complète liberté dont l'envers est un sommeil peuplé de rêves cruels. L'évocation du nocturne est clairement placée sous le signe de Francisco Goya. Qu'on en juge par ce passage, littéralement transcrit de la légende d'une planche gravée par l'Espagnol : « Le sommeil de la raison engendre des démons, comme le dit une fois Ursula. » Et Allert conclut : « Mais j'aime

mes démons. » Il manque l'épreuve du soleil ? La voici ! Ursula convainc Allert de partir pour une croisière, seul. Il s'embarque et rencontre une jeune fille, Ariane, qui, dans le périple à travers non pas brûlées de chaleur, présida à un voyage non pas initiatique, mais mythique. La ponctuation qu'apporte le récit des rêves vrais du héros confirme que ce voyage, pour réel qu'il soit, s'accomplit dans ses propres abîmes.

Ce que le héros dit de sa propre vie, en fait, s'applique au roman lui-même, qui précède par bonds, bousculant la chronologie et brailant l'avancée logique. Le lecteur songera à un miroir lancé sur le sol, s'y brisant, et celui qui se penche vers les éclats épars ne perçoit plus son propre visage, mais l'éclatement, la rupture de son image, Allert Vanderveen ! Sa jeune compagne, Ariane, se partage entre lui et un officier du bord : c'est, si l'on évoque sa vie avec Ursula, une répétition. Mais une répétition tragique : Ariane disparaît noyée. Comment ? Est-elle tombée involontairement de sa cabine dans les flots ? Allert l'a-t-il poussée et précipitée dans la mer ? A-t-il cherché, comme le suggère Peter, à s'affirmer par l'acte le plus viril : un meurtre ? Nous comprenons qu'il est arrêté, jugé, et acquitté. Puis, les mois passant, Peter va mourir d'une crise cardiaque. Ursula l'aura abandonné. Le livre se clôt sur la protestation de Peter : « Je ne suis pas coupable... » Elle oblige à relire le livre. Elle redonne vigueur au labyrinthe.

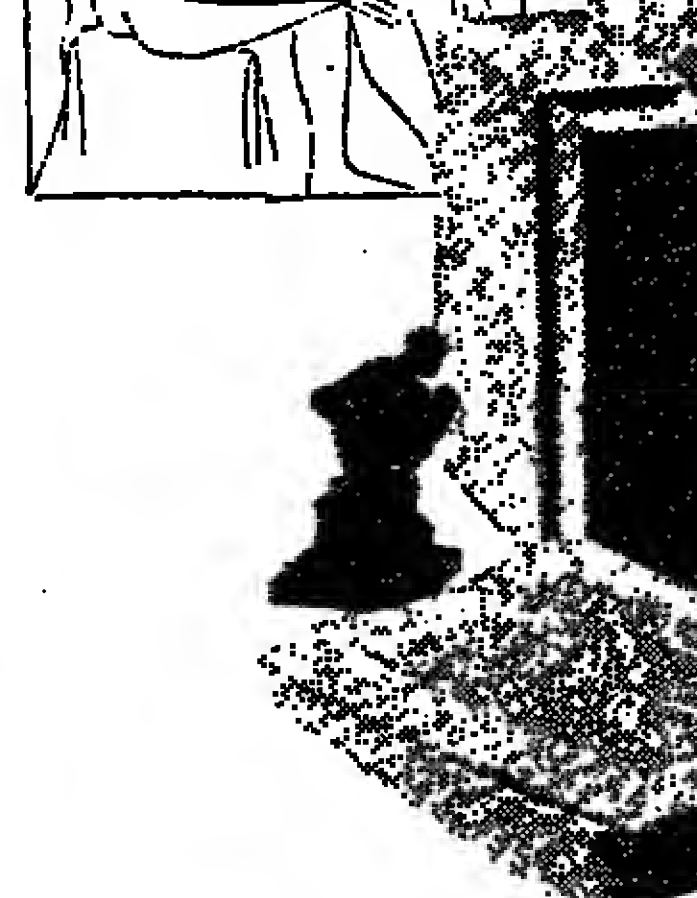
Dans « Cassandra », Capitan, lui non plus, n'était pas coupable. Mais qu'est-ce que cela : être ou pas être coupable ? Ursula a son mari : « Tu es un vrai visage de fustas. C'est peut-être pour cela que tu rêves ta vie au lieu de la vivre. » Et Ursula toujours, parlant d'elle et de Peter, son amant : « Nous, nous ne filtrons pas la vie à travers l'imaginaire. Mais il en est autrement pour Allert. » Et c'est cet « autrement »-là qui fait du livre de John Hawkes ce qu'il est : un sommeil traversé, inondé d'images charnelles, dont ni Allert ni nous ne pouvons nous éveiller. Cet enserment dans le fantasme, cette identité (celle d'Allert, puis, par Allert interposé, la nôtre) contestée, cette plongée dans les mythes du corps nu, c'est par cela que John Hawkes captive.

HUBERT JUIN.

(1) Les romans de John Hawkes ont paru, en traduction française, dans la collection « Les Lettres nouvelles » : *le Glou*, *Cassandra*, *le Cauchemar*, *les Oranges de sang*, *John Hawkes a reçu, pour les Oranges de sang, le Prix du meilleur livre étranger en 1972.*

## un jour un éditeur rencontra un peintre qui rencontra un poète

Picasso • Skira • Ovide.



Imaginez un poète. Un des plus grands de notre littérature. Imaginez un peintre. Picasso. Imaginez un jeune homme de 23 ans, rêvant d'édition — Albert Skira — qui parvient avec un peu d'insouciance, beaucoup de persévérance et l'amour de la chose d'art exceptionnelle : *Les Métamorphoses* d'Ovide, illustrées par Picasso.

Ovide, Picasso. La poésie et le dessin s'exaltent l'un l'autre. Le génie et l'harmonie. En lisant le poème d'Ovide, on a par moments l'impression qu'il est inspiré des illustrations de Picasso pour écrire ses vers. Mireu de l'Art !

Au Cercle du Bibliophile, nous avons pensé qu'il était tout de même « regrettable que seuls des musées ou des collectionneurs puissent posséder un tel chef-d'œuvre. Aussi, avons-nous décidé, avec l'approbation d'Albert Skira, de reproduire aussi fidèlement que possible cet ouvrage afin de le rendre accessible à tous les amateurs d'art.

Car l'édition originale des *Métamorphoses* par Albert Skira, tirée à 145 exemplaires, est estimée aujourd'hui à quinze millions anciens. Nous avons reproduit le papier vergé, la typographie élégante et sobre, la reliure des cahiers, le texte et les illustrations. Intégralement. Avec amour.

Avant de mettre cette édition sous presse, nous avons montré les épreuves à des experts. Après une minutieuse et enthousiasmante réserve, ils ne nous ont demandé qu'une chose : modifier légèrement le format de ce livre : il serait trop facile de faire passer notre édition et la suite de gravures pour celles de Skira, et de le vendre au prix fabuleux des originaux.

Ce succès nous a encouragés à reproduire d'autres beaux livres de notre époque, ceux qui étaient nés de la complexité et de l'intimité de grands poètes et artistes : Ovide, Virgile, Rabalais, Mallarmé, Ronsard... Picasso, Derain, Matisse, Maillol...

Grâce à cette prestigieuse collection du Cercle du Bibliophile, vous pourrez posséder les plus belles illustrations des grands maîtres du XXe siècle.

Pour que vous vous rendiez compte à quel point un beau livre peut procurer de joie, nous avons décidé de vous donner pour une consultation gratuite, *Les Métamorphoses* d'Ovide, illustrées par Picasso, édition numérotée. Pendant 10 jours, chez vous, vous pourrez consulter cet ouvrage, admirer la pureté, la simplicité des dessins de Picasso qui sait évoquer d'un trait tous les rêves du poète.

Pour recevoir ce très beau livre, il vous suffit de nous retourner le bon d'examen gratuit des aujourd'hui. Nous y joignons une présentation de ouvrages suivants que vous pourrez consulter gratuitement.



EN CADEAU  
Les Trésors de la Bibliophile, un livre d'illustrations numérotées et catalogues des plus grands maîtres. Éditions de la Bibliothèque, format : 310 x 135 mm. Il vous est offert gratuitement si vous décidez de garder les *Métamorphoses* d'Ovide.

### Bon pour une consultation gratuite

LES METAMORPHOSES D'OVIDE ILLUSTRÉES PAR PICASSO à envoyer au : CERCLE DU BIBLIOPHILE, 27028 EVREUX CEDEX

Offre garantie jusqu'au 15.4.75  
Vous réserverez à mon nom un droit de consultation pour les autres chefs-d'œuvre de la bibliophile. Je recevrai un descriptif très détaillé pour chacun d'eux. Si je ne désire pas recevoir l'ouvrage proposé, je vous le ferai savoir dans les dix jours en vous avisant par lettre. Sinon, je le recevrai automatiquement sous conditions avantageuses réservées aux amis du Cercle du Bibliophile.

Tirage spécial des illustrations.  
Cochez ici, si vous désirez recevoir en plus le livre à part des illustrations du livre en un cahier spécial. Pour ces 30 illustrations de Picasso, nous ne paierons que 60 F de plus.

70 F par mois pendant trois mois.

Signature obligatoire

9-0139/904/0117

## EVELYNE SULLEROT

### histoire et mythologie de l'AMOUR

Cette anthologie est absolument passionnante et renseigne mieux que n'importe quel sur l'évolution de la psychologie féminine à travers les âges.  
Geneviève Dormann.

Un passionnant itinéraire.  
Mathieu Caley, L'Express.

Six heures de lecture, on sort de là l'esprit élargi.  
Roger Vrigny, Le Point.

Remarquable ouvrage de synthèse qui transparaît de partout l'écrivain que le sociologue.  
« Je me réveille ! Tant mieux ! Jean-François Noël, France-Culture »

Bien sûr, on attendait un beau livre et celui-ci l'est.  
Dominique Desanti, Le Monde

la première histoire au féminin du sentiment amoureux

chez votre libraire 63.20 F HACHETTE



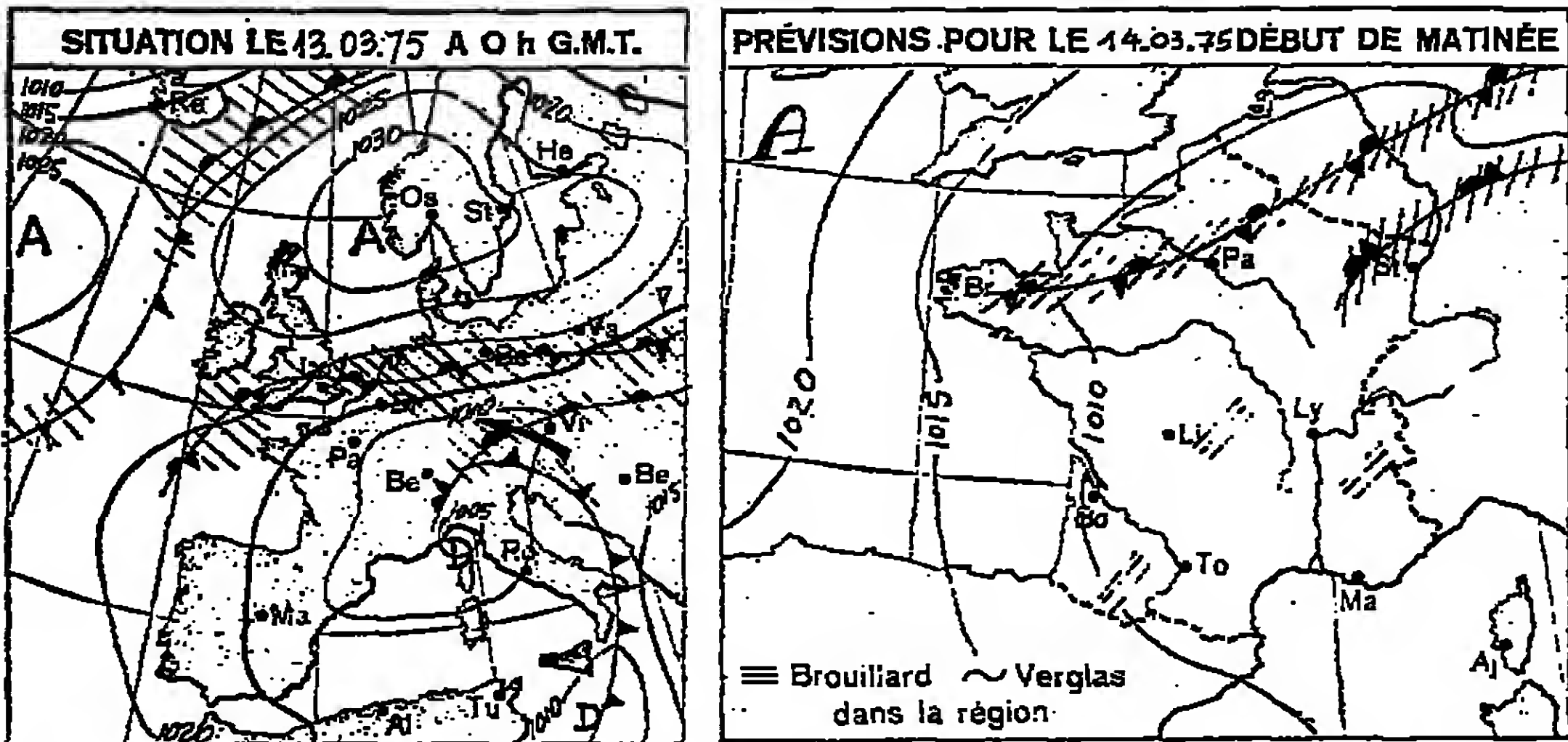
CERCLE DU BIBLIOPHILE 27028 EVREUX CEDEX

حكاياتنا الأصل



AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
Zone de pluie ou neige
Front chaud
Front froid
Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 13 mars à 8 heures et le vendredi 14 mars à 24 heures:
Des masses d'air humide évoluent lentement sur la France dans une zone de basses pressions et de vents faibles: elles maintiendront un temps médiocre sur notre pays.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1100
1 2 3 4 5 6 7 8 9
XII
XIII
XIV
XV
XVI
XVII
XVIII
XIX
XX
XXI

respect. — X. Secoué; Se montre peu conciliant. — XI. Pas reconnues.
VERTICALEMENT
1. Ses guichets, à Paris, sont ouverts jour et nuit; Avait un esprit créateur. — 2. Pourvus d'une charpente apparente; Pronom. — 3. Terme musical; Au Mexique, au Nicaragua ou tout simplement en France; Saute le départ d'un importun. — 4. On ne peut plus légères. — 5. Conjonction; Couches de couleur. — 6. Au bout du doigt; Série de coupures. — 7. Fin de partioupe; Paris anglais; Pronom. — 8. Seif; flaient comme un bœuf; Rouées. — 9. Faisaient des chichis avec les dames.

HORIZONTALEMENT
I. Il n'est pas besoin de musique pour les chanter. — II. Peut s'attaquer au rocher. — III. Participe à la couleur locale; Pas douteux. — IV. Papiers de qualité supérieure; Participe. — V. Est impétueuse; Déplacée. — VI. Se trouva rafraîchi alors que son altération paraissait être sans remède; Fatale à bien des esclaves. — VII. On est bien soucieux quand ils commencent à fondre. — VIII. D'un auxiliaire; Elargir localement. — IX. Assez légers; Ont droit à un certain respect. — X. Secoué; Se montre peu conciliant. — XI. Pas reconnues.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION
Vente le 8 avril 1975 au Tribunal à CORBEIL-ESSONNES
PROPRIÉTÉ BUNO-BONNEVAUX (91)
Chemin vicinal n° 3 - Lieu-dit « la Sablonnière » comprenant:
1 MAISON d'un étage - TERRAIN 24 A. 61 CA.
Renseignements: S.C.P.A. FILLU, JAMES GRIMAL, av. 15, avenue Carnot, CORBEIL, tél. 494-30-14.
M. à Px: 100.000 F

VENTE
au Palais de Justice à Paris, le jeudi 20 mars 1975, à 14 heures
TERRAIN A SAINT-MARD
(Seine-et-Marne) - Canton de DAMMARTIN-EN-GOËLE
SUPERFICIE: 7.000 MÈTRES CARRÉS
sur lequel
EST ÉDIFIÉ UN ENTREPOT
AVEC QUAI RACCORDÉ À LA S.N.C.F.
MISE A PRIX: 1.000.000 DE FRANCS.
S'adresser pour renseignements à:
M<sup>rs</sup> FERRARI, administrateur- syndic à Paris, (1<sup>er</sup>), 85, rue de Rivoli;
M<sup>rs</sup> DE SARRIAC, avocat à Paris, (8<sup>e</sup>), 34, rue de Bassano;
M<sup>rs</sup> OUVRE, notaire à DAMMARTIN-EN-GOËLE.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE JEUDI 10 AVRIL 1975, A 14 HEURES
ENSEMBLE IMMOBILIER EN COURS DE CONSTRUCTION
sis à PARIS (17<sup>e</sup> arrondissement)
AVENUE DE WAGRAM Nos 141-143
se composant de DEUX IMMEUBLES:
L'UN situé en façade sur l'AVENUE DE WAGRAM, élevé d'un rez-de-chaussée et de HUIT étages.
L'AUTRE IMMEUBLE, situé en arrière de l'immeuble en façade, élevé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée et de DEUX étages.
CONTENANCE TOTALE: 1.561,21 m2
MISE A PRIX: 10.700.000 FRANCS.
S'adresser pour tous renseignements et visites:
M<sup>rs</sup> TOUNY, avocat à Paris (1<sup>er</sup>), 15, rue d'Argenteuil; M<sup>rs</sup> FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Rivoli; M<sup>rs</sup> PERNOT, syndic à Paris, 144, rue de Rivoli; M<sup>rs</sup> PAVCE, syndic à Paris, 100, rue Quincampoix; et à tous avocats exerçant près les Tribunaux de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

سكزامن الأصل

loterie nationale Liste officielle des sommes à payer, tous lots compris, aux billets entiers.
Table with columns: Termi- nation, Finales et numéros, Signes du Zodiaque, Sommes à payer, Termi- nation, Finales et numéros, Signes du Zodiaque, Sommes à payer.

Journal officiel
Sont publiés au Journal officiel du 13 mars 1975:
UN DECRET
Fixant les attributions de chefs d'état-major en temps de paix.
UNE LISTE
D'admissibilité au concours d'admission dans le corps des officiers techniciens de la marine en 1975.

P.T.T.
Paris-Rostrrenn (Côtes-du-Nord) et l'automatique. — Les abonnés au téléphone de la région rostrrennaise peuvent obtenir directement leurs correspondants de Rostrrenn en composant le 16, puis après audition de la deuxième tonalité, l'indicateur interurbain 99.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Saussaies
75008 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297 - 23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)
94 F 169 F 232 F 306 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
144 F 270 F 402 F 538 F
ÉTRANGÉE par messageries
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE
115 F 218 F 347 F 448 F
II - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 448 F
Par voie aérienne tarif sur demande
Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande
Changements d'adresse déclinés ou postés (sauf deux semaines au plus), non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant: Jacques Rivarin, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Colloques et débats
Un colloque André Siegfried. — Le centenaire de la naissance de l'économiste et sociologue André Siegfried, qui fut membre de l'Académie française, sera célébré au Collège de France le samedi 15 mars au cours d'un colloque organisé par un comité présidé par M. Edmond Bonnefous, de l'Institut, et présidé par M. J.-E. Durouelle, de l'Institut. A partir de 9 h. 30 et l'après-midi, de 15 heures, des exposés seront faits par MM. Le Lannou, Goguel, Lancelot, Wyllie, Chevalier et Hoffmann.
Colloque sur « l'idée de race ». — Le Centre d'études de la pensée politique contemporaine de l'université de Provence organise les 22, 23 et 24 mars à Aix et à Marseille un colloque consacré à « l'idée de race » dans la pensée française jusqu'à 1914 (XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles). La première journée sera consacrée aux fondements de l'idée de race, la deuxième au thème « race et politique », la troisième aux ethnies européennes et aux peuples coloniaux. (Secrétariat du colloque: M. Terzine, maître assistant à l'université de Provence, centre d'Aix, avenue Robert-Schumann, 13100 Aix.)
Architecture et urbanisme aux Beaux-Arts. — Le « comité d'action d'U.P.G. » organise à l'École des Beaux-Arts, à Paris, trois journées de rencontre nationale (les 14, 15 et 16 mars) sur l'architecture et l'urbanisme, auxquelles sont conviés notamment les unités pédagogiques de province et les associations d'habitants. (U.P.G., 14, rue Bonaparte, 75006 Paris.)

A L'HOTEL DROUOT
S. 1 - Tableaux mod. Ete Epoques, tapis d'Orient. MM. Martin, Boudillon, Béhrin, M<sup>rs</sup> B. et Cl. Bole-Audap.
S. 2 - Bijoux: certains par Cartier à Paris, M<sup>rs</sup> H.D. et J.-P. Promanger, M<sup>rs</sup> Ader, Pivard, Tajan.
S. 3 - Objets d'art et d'ameublement. Art 1900, des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> s. A. MM. Dillès, M<sup>rs</sup> Ader, Pivard, Tajan et fou, souvenirs historiques. M. Charles, M<sup>rs</sup> Ader, Pivard, Tajan.
S. 4 - Tabl. modernes. M<sup>rs</sup> Renaud.
S. 5 - 18-11 - Eton Colburn, meubles et sièges du XVIII<sup>e</sup> dont cert. examp. Tabl. Rubens, Robert Van Diem, J.-B. Huet, etc. S.C.P. Lourdier, Poulain.
S. 14 - Tabl. bon mob. M<sup>rs</sup> le Blanc.
S. 12 - Bon mobilier anc. et de style, tapis, bibelots. M<sup>rs</sup> Godreau, Solariet, Audap.
S. 15 - Timbres. M<sup>rs</sup> Ribault-Ménestier, Marlio.
PALAIS GALLIERA - Vente à 14 h. Tableaux modernes
Objets d'art, Meubles et sièges XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> - Tapisseries
S.C.P. COUTURIER, NICOLAY
La vente d'objets d'art et de bel ameublement, peintures, du XVIII<sup>e</sup> par M<sup>rs</sup> ADELE, PICARD, TAJAN, au Palais Galliera, a lieu le lundi 17 mars à 14 h. 30 et non le lundi 7.

300 IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES
des ECOLES IMPRESSIONNISTE, CUBISTE, SYMBOLISTE et ABSTRAITE
PAYSAGES par VILAMINCOS - ŒUVRES de 1928 par GEN PAUL
COMPOSITIONS par ATLAND, LANSKROY, LA GRÈNE, MATEU, VABARELY, VASSILIEFF - TOILES par KISLING et GUILLAUMIN
BRONZES par RODIN et CÉRAE à VERSAILLES - 5, rue Romeau
DIMANCHE 16 MARS 1975 à 14 heures
Comm.-pris.: M<sup>rs</sup> G. BLACHE - Tél. 950-55-06 - 951-23-95
Exposition vendredi 14, samedi 15 mars de 9 à 12 h. et de 14 à 18 heures en soirée vendredi 14 mars de 21 à 23 heures.

PROTEGEZ VOTRE CAPITAL
PAR UN INVESTISSEMENT
DE PREMIER ORDRE A PARIS
- Bureaux et Locaux Commerciaux libres ou occupés
- Studios et Appartements tout confort dans des immeubles rénovés.
Vendus directement par propriétaire
UNION FONCIÈRE: 766.51.08.
39, rue de Courcelles, 75008 PARIS
Gestion possible par nos soins. Sécurité et Rentabilité.
ba GROUPE BANQUE AUXILIAIRE

Demain jour





**"Julie, c'est moi.  
Demain j'ouvre la Fête du Printemps."**



**Printemps**

Hausmann  
Nation  
Parly 2 / Vélizy 2  
Créteil Soleil

Young & Rubicam

صكزامن الأهل

**notaire** **Liste officielle**

**Signes du Zodiaque**

**londr**

**Colloques**

**FRONTIERES**

**LAURENCE**



صحة من الأصل

# MÉDECINE

Les difficultés d'application de la loi sur l'avortement

## Mme Veil : les maternités sont déjà autorisées à pratiquer des interruptions de grossesse

Deux récentes « affaires », à Melun et à l'hôpital Cochin à Paris (le Monde des 3 et 7 mars), ont mis en lumière les difficultés d'application de la loi sur l'interdiction volontaire de grossesse. A l'hôpital Cochin, le professeur Léger était notamment rétrogradé derrière la non-mention des décrets d'application pour refuser que des avortements aient lieu dans son service.

Dans une interview à l'agence France-Presse, le 13 mars, Mme Simone Veil, ministre de la santé, a déclaré : « Un grand nombre de directeurs d'hôpitaux et de médecins pensent que, tant que les décrets d'application ne sont pas publiés, la loi est inapplicable. Il n'en est rien. Une loi est applicable quand elle se suffit à elle-même. C'est le cas de la loi sur l'avortement, sauf sur certains points, par exemple le cas des femmes étrangères, pour lesquelles la loi exige des conditions de résidence qui devront être fixées par décret. »

A propos des établissements déjà autorisés à pratiquer des avortements, Mme Veil a précisé : « Les maternités (...) n'ont nul besoin d'un décret d'application pour être autorisées à pratiquer des interruptions de grossesse. Un décret fixera les conditions d'agencement des centres et des établissements privés. (...) Je souhaite très vivement et insiste pour que les chefs de service (des hôpitaux publics) qui refusent de structurer eux-mêmes des centres ne s'opposent pas à ce que certains de leurs collaborateurs le fassent dans leur service. (...) Cela dit, certains chefs de service ne possèdent pas les premiers éléments de responsabilité personnelle devant les tribunaux en cas d'accident, puisqu'ils sont responsables de l'ensemble de l'organisation de leur service. Il nous faudra donc évaluer la possibilité de procéder à des interruptions de grossesse dans des unités qui pourraient être soustraites à leur responsabilité. »

Pour lutter contre le choléra

### UNE ÉQUIPE SANITAIRE ET DES MÉDICAMENTS SONT ENVOYÉS AUX COMORES

Cent six décès dus au choléra ont été enregistrés aux Comores depuis quatre semaines, a-t-on annoncé officiellement le mercredi 12 mars à Moroni. Plus de mille cas de diarrhées accompagnées parfois de déshydratation ont été déclarés. Ces indications ont été données par le docteur Gilles, médecin chef du service de santé de base et des grandes endémies dans l'archipel. Ce dernier, précisant que des cas de choléra avaient été déclarés dans des foyers isolés, a déclaré qu'il ne fallait pas s'« alarmer » et que des mesures avaient été prises. Les foyers épidémiques, a-t-il ajouté, ont été « immédiatement » traités par des équipes sur place, et les malades ont été évacués sur les hôpitaux. Des cordons sanitaires ont été formés pour isoler les zones atteintes.

Un avion militaire devait décoller ce jeudi en fin de matinée de la base d'Ile de destination de Moroni. Il transportera une équipe composée de trois médecins et de six infirmières des services de santé de l'armée, 8 tonnes de médicaments, dont cinq cent mille comprimés de tétracycline, et cent cinquante mille vaccins anticholériques. Des mesures ont été prises pour limiter la circulation entre les îles aux personnes vaccinées et ayant pris du tétracycline. M. Ahmed Abdallah, président du conseil de gouvernement des Comores, qui se trouve depuis quelques jours à Paris, nous a précisé qu'il avait eu, mercredi matin, une séance de travail avec M. Stim, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, afin de prendre des mesures d'urgence. Selon M. Abdallah, c'est seulement mardi en début d'après-midi qu'a été connu le résultat des analyses demandées à un laboratoire de Djibouti.

# SCIENCES

## LES SYNDICATS DE CHERCHEURS MANIFESTERONT LE 14 MARS DEVANT LE PALAIS DE L'ÉLYSÉE

Deux des syndicats de chercheurs scientifiques : le Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, et le Syndicat national des travailleurs scientifiques (S.N.T.S.S.-C.G.T.), ont appelé leurs adhérents à manifester le vendredi 14 mars, dans la soirée, devant le palais de l'Élysée. La décision de relancer la recherche scientifique, prise au conseil restreint qui s'est tenu à l'Élysée, le 28 février dernier (le Monde a daté 2-3 mars), n'a pas apaisé leurs inquiétudes.

## LA SITUATION SANITAIRE AUX ANTILLES

Lors du conseil des ministres du 13 mars, Mme Simone Veil, ministre de la santé, a fait un bilan de la situation sanitaire et sociale aux Antilles à la suite de la mission qu'elle vient d'accomplir durant cinq jours dans ce département, où elle a constaté que les dépenses d'aide sociale et de protection sanitaire étaient passées de 39 % en 1969 à 85 % en 1973.

Mme Veil a pu constater que l'équipement hospitalier y est quantitativement mais non qualitativement plus important qu'en métropole. Cependant, les allocations familiales restent très réduites. Sur le plan scolaire les dépenses de protection sanitaire affectées ont été multipliées par trois de 1964 à 1970, et par cinq pour les dépenses sociales. Ces résultats d'ensemble apparaissent néanmoins insuffisants à Mme Veil, qui a noté que l'espérance de vie aux Antilles était plus faible qu'en France et que la mortalité infantile y était plus élevée (le Monde du 11 mars).

« Il serait irréaliste, a conclu Mme Veil, de penser qu'une telle loi puisse être totalement appliquée en deux mois. On ne change pas les mentalités aussi vite. On ne crée pas les structures nécessaires aussi rapidement. Et il ne faut pas oublier que, pour beaucoup de médecins, l'avortement a été pendant des décennies d'années synonyme de délit, voire de crime, et qu'il leur faut, maintenant, opérer une véritable reconversion éthique et intellectuelle. La contraception a mis des années à s'imposer au corps médical. Pour l'avortement, il faudra aussi du temps... mais je suis optimiste. »

Deux sœurs siamoises réunies par le crâne ont été séparées avec succès en juillet 1974, par le professeur Bernard Parisot, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris.

# PRESSE

## LE CONFLIT AU « PARISIEN LIBÉRÉ »

### Une lettre des ouvriers du Livre à M. Chirac

Le comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.) a rendu publique la lettre ouverte qu'il adresse au premier ministre, M. Jacques Chirac, et du Petit Parisien à propos du conflit qui les oppose à M. Amaury.

Répandant aux colporteurs de personnes étrangères à la profession, les auteurs de la lettre déclarent notamment : « Nos salaires et conditions de travail sont conformes aux accords conclus avec les représentants d'un Syndicat de la presse parisienne qui, eux, les respectent. Seul M. Amaury les remet en cause. Nous sommes prêts, quant à nous, à comparer nos salaires et conditions de travail avec ceux de M. Amaury, patron d'un monopole de presse. (...) »

« En ces temps de changement, de rapport Sudreau, de concertation, la seule attitude de la direction c'est le retour aux pratiques du dix-neuvième siècle : le patronat de droit divin, qui dispose seul de cinq cents ouvriers, ignorant volontairement toutes les lois sociales. (...) La direction entend faire supporter aux travailleurs un déficit qu'elle attribue tantôt au coût

de la fabrication, tantôt aux charges que lui impose l'Etat. » C'est donc à vous, monsieur le premier ministre, ajoute notamment le texte, qu'elle devrait s'adresser, puisque votre gouvernement est responsable de ces hausses et de leurs conséquences sur la vie des entreprises. La direction du Parisien libéré prétend avoir des difficultés à fabriquer clandestinement des éditions piratées en invoquant l'action de prétendus « milices rouges » et autres commandos, alors qu'il s'agit de l'action responsable des travailleurs du Livre, défendant dans la collision et la responsabilité leur emploi et leurs conditions de travail. »

### Pour une négociation

Comparés aux nazis (par M. Bertrand Flornoy), et alors que les ouvriers du livre ont contribué à la libération, à l'épuration de la presse collaborationniste, les signataires de la lettre ouverte protestent et se déclarent convaincus que M. Chirac accordera à cette lettre « autant d'attention qu'aux différentes in-

terventions des élus de la majorité ».

Au sujet de ce conflit, M. Didier Julia, député (U.D.R.) de Seine-et-Marne, dans une question écrite au premier ministre, dénonce l'action du syndicat du Livre « pour maintenir des privilèges exorbitants à une période d'austérité caractérisée par l'écrasement des marges bénéficiaires » et demande au gouvernement d'inviter les parties à se rencontrer d'urgence pour négocier une solution.

## LA FÉDÉRATION DU LIVRE (C.G.T.) : nous refusons d'être victimes de la situation actuelle.

Le comité exécutif de la Fédération française des travailleurs du Livre (C.G.T.), réuni le mercredi 12 mars, a procédé à l'examen de la situation générale qui est caractérisée par : une campagne de grande envergure du patronat et du patronat néo à entrainer les travailleurs à supporter les effets de la crise ; un développement des luttes à l'instar de celles qui se développent notamment chez Renault pour les conditions de travail, le pouvoir d'achat, le droit et travail.

« Les travailleurs du Livre sont concernés et engagés dans cette bataille. Le comité exécutif a donc la lutte des travailleurs de toutes les entreprises du Livre qui défendent le potentiel industriel, leurs conditions de travail et de vie. Face à la politique d'austérité du patronat, il importe que les travailleurs du Livre interviennent directement pour faire aboutir les cahiers revendicatifs nationaux et refusent d'être les victimes de la situation actuelle dont ils ne sont nullement responsables. »

## LES ÉDITIONS

### DE « FRANCE-SOIR »

À la suite des informations publiées dans Le Monde du 12 mars, M. Étienne Amouroux, directeur de France-Soir, nous prie de préciser qu'il n'est nullement question de supprimer l'édition CA de France-Soir qui pourra être journal d'être en vente à la fin de la matinée ou au début de l'après-midi dans les villes de province.

(N. D. L. R. — Les mesures décidées à France-Soir, qui prendront effet au début du mois d'avril, consistent en réalité en un décalage des horaires de la première édition (C.A.) et, conformément aux obligations de M. Dominique Ferry (cf. le Monde du 24 janvier) : « Les mesures de réajustement comportent notamment la refonte des premières éditions de France-Soir. »)

# SOCIÉTÉ

## La fin des « discriminations sexuelles » en Grande-Bretagne

### LES HOMMES POURRONT ÊTRE SAGES-FEMMES

M. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur, a présenté, mercredi 12 mars, devant les Communes, un projet de loi qui mettra fin, espère le gouvernement, aux « discriminations d'ordre sexuel » en Grande-Bretagne.

Aux termes de ce projet de loi, qui pourrait prendre effet, après un vote aux Communes, d'ici à l'automne, toute discrimination à l'endroit des femmes dans l'emploi, l'enseignement, la formation professionnelle, l'obtention de crédits bancaires, sera passible d'amendes qui pourront atteindre 5 200 livres sterling (52 000 francs). Il sera désormais impossible à un employeur britannique de faire des offres d'emploi sans stipuler expressément qu'elles s'adressent aux candidats des deux sexes. Les hommes pourront notamment exercer la profession de sage-femme et les femmes celle de mineur. Une commission spéciale chargée d'enquêter sur les manquements à la loi sera constituée par le gouvernement. (A.F.F.)

sofap

# Baisse spectaculaire du Crédit.

## 1<sup>er</sup> Janvier 1975 1800 F.

## Mars 1975 1350 F.

Ce n'est qu'un exemple de la réduction des mensualités que vous obtenez grâce à la Sofap.

Sur tous les programmes construits par les SCI dont la SOFAP a la gérance, le taux du crédit baisse. Une baisse réelle et totale de 14% sur 20 ans avec un effort particulier pour les 6 premières années... celles qui sont les plus dures ! Cet appartement dont vous rêviez la Sofap vous en rend propriétaire pour le prix d'un loyer. Ainsi, à titre d'exemple, vous paierez désormais les deux premières années :

A SAINT-DENIS  
Le Clos-du-Lendit  
Rue Auguste-Poulain  
Tél. 820 81 58  
Studio au 4 pièces

Studio 742 F par mois  
au lieu de 983 F  
apport 23 000 F

A BAGNOLET  
Les Collines  
Rue de la Capsulerie  
Tél. 858 86 74  
Studio au 5 pièces

2 pièces 1035 F par mois  
au lieu de 1372 F  
apport 32 000 F

A PANTIN  
Le Septentrion  
Rue Lavoisier  
Tél. 843 35 30  
Studio au 5 pièces

3 pièces 1347 F par mois  
au lieu de 1785 F  
apport 42 000 F

A PARIS 14<sup>e</sup>  
L'Arverne  
203, rue d'Alésia  
Tél. 531 68 11  
Studio au 5 pièces

4 pièces 2894 F par mois  
au lieu de 3834 F  
apport 90 000 F

A PARIS 15<sup>e</sup>  
Avant-Seine  
51, av. de Grenelle  
Front-de-Seine  
Tél. 577 68 21  
Studio au 6 pièces

2 pièces 2395 F par mois  
au lieu de 3174 F  
apport 75 000 F  
Studio 1160 F par mois  
au lieu de 1537 F  
apport 36 000 F

sofap

Venez nous rendre visite sur place ou prenez contact avec nous nous construisons et nous vendons directement

64, rue de Lisbonne  
Paris 8<sup>e</sup> - Tél. 766 51 03

Examinez de près les conditions qui vous sont faites ailleurs et comparez les mensualités, les premières... et les autres.

**Sofap : une baisse réelle du taux de crédit de 14%.**

## LIBRES OU PAS ?

« LIBRES OU PAS ? » est un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à la situation des travailleurs du Livre. Il expose les revendications des salariés et les conditions de travail dans ce secteur. L'ouvrage est disponible chez les éditeurs de France-Soir.

## LE JEUDI

« LE JEUDI » est un journal d'actualité et de culture. Il est disponible chez les éditeurs de France-Soir.

## LES TROP JEUNES

« LES TROP JEUNES » est un ouvrage qui traite des problèmes de jeunesse. Il est disponible chez les éditeurs de France-Soir.

## LE MARDI 14 MARS

« LE MARDI 14 MARS » est un ouvrage qui traite de l'actualité et de la culture. Il est disponible chez les éditeurs de France-Soir.



# RADIO-TÉLÉVISION

# ARTS ET SPECTACLES

## Un cri d'alarme des petites sociétés de production

La chambre syndicale des entreprises de services pour la télévision (SEST), qui, avant la création des nouvelles sociétés, assurait une partie de la production des programmes de l'O.R.T.F., s'est réunie mardi afin d'informez la presse de ses difficultés actuelles.

« La situation est très alarmante », a déclaré le délégué général du SEST. En 1974, notre chiffre d'affaires avait diminué de 40 % par rapport à l'année précédente. Il est à peu près nul pour les deux mois et demi qui se sont écoulés depuis l'éclatement de l'O.R.T.F. Les licenciements ont déjà frappé plus de mille salariés.

Cette crise concerne une quinzaine de sociétés, petites ou moyennes (Télé-Europe, Paris-Télévision, Négres, Anégor, etc.), spécialisées dans la prise de vues ou de sons, dans le montage ou la sonorisation des programmes télévisés. Ces sociétés ont employé environ mille cinq cents salariés et assuraient, pour l'O.R.T.F., différentes prestations de services d'un montant global de 40 millions de francs pour 1973. Encouragées à l'époque par l'O.R.T.F., elles ont affirmé avoir investi en 1969 ce qui équivalait à 1969 des installations et des équipements coûteux, à l'abri de la technologie et des innovations de la profession.

Ces sociétés ont subi chaque année des conventions avec les chaînes de télévision, à la suite d'un « appel d'offres » qui avait permis de sélectionner les entreprises. Mais, cette année, rien de tel ne s'est produit. Selon le nouveau

## Théâtre

### < Le Supplément au voyage de Bougainville >

Lorsque parait le *Voyage autour du monde* de Bougainville, en 1771, Diderot a cinquante-huit ans. La bataille de l'encyclopédie touche à sa fin. Diderot va en terminer les planches en 1772. Il écrit, cette même année, le *Supplément au voyage de Bougainville* qu'il n'ose pas publier. Il en fait circuler quelques copies en « samizdat ».

Sous la forme d'un éloge mitigé du *Journal de l'explorateur*, qui était le succès de librairie de la saison, c'est un manifeste contre la religion et pour la liberté sexuelle. Diderot, par l'entremise d'un habitant de Tahiti, recommande jusqu'à l'inceste. Des observations très justes, sur le colonialisme notamment, recourent des propos ultra-libertaires qui convainquent moins.

Ce qui frappe, c'est l'intelligence politique et une écriture

## ALORS, LIBRES OU PAS ?

On s'appelait tous M. Jourdain, mercredi soir sur TF 1. On discutait, pas nous, des penseurs, des professeurs de philosophie ; ils étaient tous assis tranquillement derrière une table en fer à cheval bien pomponnés, bien maquillés, ils évoluaient le poids du déterminisme et de la liberté. Nous, on sortait d'une histoire poignante. Plus amère que la mort, une affaire sanglante haletante, rebondissant de cadavre en cadavre. Les quatre femmes de la distribution étaient entrées pour un bonhomme, assez sûr garçon ou demeurant. Et on arrivait là, déboullé, essoufflé, un peu anxieux aussi, craignant de ne pas être à la hauteur de ces interrogations. Et on arrivait là, déboullé, essoufflé, un peu anxieux aussi, craignant de ne pas être à la hauteur de ces interrogations.

Il n'y avait pas de quoi s'inquiéter. C'est d'être comique chou : je peux vous insulter, je peux vous insulter, ou je ne peux pas. Donc, je suis libre de le faire ou pas. Surtout si je suis chrétien. Dans la Genèse, la liberté est première. Elle est au commencement de Dieu, nous rappelle-t-on, volubilité et étonnement, un livre « enfant de Dieu ». D'ailleurs, la liberté « en y croit on, n'y croit pas » et on n'y croit pas. Et on n'y croit pas. Et on n'y croit pas.

Le ton montait. Ceux d'entre nous qui se seraient sentis dépayés se retrouvaient en terrain connu. Et voilà que, brusquement, je ne sais plus à quel propos, était-ce le Dostoïevski de Crime et châtiment ou le *Charlot des Temps modernes* n'était-ce pas plutôt l'intime conviction que chacun a de sa responsabilité, voilà qu'un moment de se séparer ils sont tous tombés d'accord : on est libre de ne pas être déterminé. Franchement ils auraient pu le dire plus tôt.

CLAUDE SARRAUTE.

## LES PROGRAMMES JEUDI 13 MARS

- CHAÎNE I : TF 1
  - 18 h. 20 Le fil des jours.
  - 18 h. 40 Pour les petits : « Pierrot ».
  - 18 h. 50 Pour les jeunes : L'U.A. aux enfants.
  - 19 h. 40 Une minute pour les femmes.

**Vous êtes trop jeune pour perdre vos dents. Brossez-les chaque jour avec Mentadent P.**

- CHAÎNE III (couleur) : FR 3
  - 19 h. Pour les jeunes : A la découverte des animaux.
  - 19 h. 40 Tribune libre : Le parti socialiste.
  - 20 h. Jeu : Altitude 10 000, d'A. Jérôme et P. Vignal.
  - 20 h. 30 Un film, un auteur : « Liaisons secrètes », de R. Quine (1960), avec K. Douglas, K. Novak, E. Kovacs, B. Rush.

- FRANCE-CULTURE
  - 20 h. Carte blanche : « Thésée ou la Contestation », de P.-O. Lapic. Avec R. Morzeau, B. Girardou, A. Talmay, R. Buisson, J. de la Roche, M. de la Roche, M. de la Roche, M. de la Roche.
  - 21 h. 50 Le livre d'or. Semaines de musique contemporaine d'Orléans : « Concerto », de A. Corelli. Concerto en ré mineur pour violon et orchestre à cordes (Mendelssohn) ; Intermezzo pour instruments à cordes, opus 12 (Erasmo) ; Divertissement en ré mineur (Mozart) ; 21 h. 55 (S.) Concerto ; 22 h. 45 (S.) Chanté dans la nuit ; 23 h. (S.) Jazz vivant : Le Quartette d'Ornette Coleman ; 24 h. (S.) La musique et ses classiques : 1. h. 30 (S.) Nocturnales.

## FRANCE-MUSIQUE

- CHAÎNE II (couleur) : A 2
  - 18 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
  - 18 h. 45 Le livre du jour.
  - 18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
  - 19 h. 45 Feuilleton : « L'âge en fleur ».
  - 20 h. 45 Dramatique : « Le Cardinal de Retz », de B. De Coste, réal. B. d'Abrievon, avec J.-P. Zahnacker, R. Varte, A. Mottelet.

- CHAÎNE I : TF 1
  - 18 h. 20 Le fil des jours.
  - 18 h. 40 Pour les petits : « Pierrot ».
  - 18 h. 50 Pour les jeunes : L'U.A. aux enfants.
  - 19 h. 40 Une minute pour les femmes.
  - 19 h. 45 Feuilleton : « Aurore et Victorien ».
  - 20 h. 35 Au théâtre ce soir : « La moitié du plaisir », de J. Serge, R. Chazal et S. Pascaud, mise en scène F. Morane, avec R. Dalban, G. Grad, G. Buhr, F. Gorgietti, J. Topart, J. Castelot.

- CHAÎNE II (couleur) : A 2
  - 18 h. 45 Le livre du jour.
  - 18 h. 50 Le palmarès des enfants.
  - 18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
  - 19 h. 45 Feuilleton : L'âge en fleur.
  - 20 h. 35 Variétés : Boulevard en liberté.
  - 21 h. 40 Magazine littéraire : Apostrophes, de B. Fivolt. « Qu'est-ce que l'esprit militaire ? ».

- CHAÎNE I : TF 1
  - 22 h. 50 Ciné-Club : « Laura », d'O. Preminger

## TRIBUNES ET DÉBATS

**JEUDI 13 MARS**

« L'Essen de Paris » est le sujet des deux cents minutes de France-Culture à partir de 14 h. 5.

Notre collaboratrice Yvonne Baby est interviewée par Jacques Bouzard sur France-Inter à 17 heures.

M. René Haby, ministre de l'éducation, répond à Georges Bourard (*Humanité*), Jacques Bouzard (*Le Point*), Dominique Laury (TF 1) et à notre collaborateur Yves Agnès sur TF 1, à 18 h.

M. François Mitterrand, Claude Estier et Jacques-Antoine Gau exposent le point de vue du parti socialiste, en tribune libre, sur FR 3 à 19 h. 40.

M. Alvaro Cunhal, Mario Soares, Francisco Sá Carneiro, Adelino Amaro da Costa et José Almeida répondent aux questions de Dominique Laury et Pierre-Audré Boutang à l'occasion de l'édition spéciale du magazine « Satellite » consacrée au Portugal, à 21 h. 20, sur TF 1.

## FRANCE-CULTURE

20 h. Carte blanche : « Thésée ou la Contestation », de P.-O. Lapic. Avec R. Morzeau, B. Girardou, A. Talmay, R. Buisson, J. de la Roche, M. de la Roche, M. de la Roche, M. de la Roche.

21 h. 50 Le livre d'or. Semaines de musique contemporaine d'Orléans : « Concerto », de A. Corelli. Concerto en ré mineur pour violon et orchestre à cordes (Mendelssohn) ; Intermezzo pour instruments à cordes, opus 12 (Erasmo) ; Divertissement en ré mineur (Mozart) ; 21 h. 55 (S.) Concerto ; 22 h. 45 (S.) Chanté dans la nuit ; 23 h. (S.) Jazz vivant : Le Quartette d'Ornette Coleman ; 24 h. (S.) La musique et ses classiques : 1. h. 30 (S.) Nocturnales.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.) Orchestre de chambre de Radio-France. Direction J. Mercier. Avec la concours de C. Bonaldi, violoniste ; « Concerto n° 8 en sol mineur dans le sol mineur » (Cavalli), association A. Corelli ; « Concerto en ré mineur pour violon et orchestre à cordes » (Mendelssohn) ; Intermezzo pour instruments à cordes, opus 12 (Erasmo) ; Divertissement en ré mineur (Mozart) ; 21 h. 55 (S.) Concerto ; 22 h. 45 (S.) Chanté dans la nuit ; 23 h. (S.) Jazz vivant : Le Quartette d'Ornette Coleman ; 24 h. (S.) La musique et ses classiques : 1. h. 30 (S.) Nocturnales.

## FRANCE-CULTURE

20 h. Rencontre avec... le professeur Alain Touraine, avec la participation de G. Marinès, J. Moulouzi, D. Valtou, P. Cohen ; 21 h. Entretien avec Darius Milhaud, par G. Lévy ; 21 h. 25. Les grandes œuvres de la science moderne, par le professeur P. Auger ; La microinformatique, avec B. Drevin, secrétaire général de Codage ; 21 h. 50. En son temps « Osons » ; 22 h. 35. Art, création, méthode, par G. Charbonnier ; 23 h. Le petit conservatoire de la chanson ; 23 h. 25. A côté de la musique ; Le piano ; Wette-Milsson, texte de J.-C. Pasche (1), production de la Suisse romande.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.) Festival International du son. France-Musique reçoit. Soirée musicale : Œuvres de son. Franco-Villa-Lobos, R. Haefliger, Marabek Paulino, et un hommage à Julian Carrillo ; « Prélude à Cléopâtre » ; h. (S.) La musique et ses classiques ; 1. h. 30 (S.) Nocturnales.

## LA FÉDÉRATION DE PARIS DU P.C.F. ET LES DIFFICULTÉS DU THÉÂTRE

La Fédération de Paris du parti communiste a tenu mercredi au Théâtre du Terrez une conférence de presse au cours de laquelle ont été évoqués les difficultés accrues des théâtres privés, subventionnés, municipaux, ainsi que la situation précaire des jeunes compagnies, l'insécurité des gens de théâtre, alors que « l'appel de la culture et les aspirations à la création se développent... ».

« Contrairement aux insinuations gouvernementales, Paris ne jouit pas d'un statut privilégié portant ombrage au reste de la France », ont affirmés les représentants du P.C.F. Le budget culturel de Paris est de 0,66 %, alors que la moyenne pour les autres communes est de 4 % ; « Nous demandons au Conseil de Paris de saigner sur ce chiffre qui porterait le montant de la subvention de 13 à 80 millions. » La négociation de chartes avec la municipalité et les collectivités locales visant à leur faire supporter une part accrue des dépenses culturelles, a été critiquée ainsi que « la mainmise du secrétariat d'Etat à la culture sur le Festival du Marais, nouvelle tentative de centralisation autoritaire ».

La diminution effective de subventions accordées aux jeunes compagnies a été évoquée : « Le temps est venu de mettre un cran d'arrêt à cette politique de saupoudrage l'Etat s'arrogeant le droit de distribuer le maigre pécule à qui bon lui semble. (...) L'application du programme communautaire, les moyens nécessaires au développement de la vie artistique qui disposera d'un véritable budget culturel et non d'un budget des « menus plaisirs » selon l'expression de Jean Vilar, et surtout permettra l'épanouissement progressif d'une des dimensions capitales de la liberté de création, la dimension du public. (...) Dans l'immédiat, nous qui le budget des affaires culturelles, ne bénéficieront-ils pas rapidement de la même générosité manifestée à l'égard de l'empire Michelin ? »

## TRIBUNES ET DÉBATS

**JEUDI 13 MARS**

« L'Essen de Paris » est le sujet des deux cents minutes de France-Culture à partir de 14 h. 5.

Notre collaboratrice Yvonne Baby est interviewée par Jacques Bouzard sur France-Inter à 17 heures.

M. René Haby, ministre de l'éducation, répond à Georges Bourard (*Humanité*), Jacques Bouzard (*Le Point*), Dominique Laury (TF 1) et à notre collaborateur Yves Agnès sur TF 1, à 18 h.

M. François Mitterrand, Claude Estier et Jacques-Antoine Gau exposent le point de vue du parti socialiste, en tribune libre, sur FR 3 à 19 h. 40.

M. Alvaro Cunhal, Mario Soares, Francisco Sá Carneiro, Adelino Amaro da Costa et José Almeida répondent aux questions de Dominique Laury et Pierre-Audré Boutang à l'occasion de l'édition spéciale du magazine « Satellite » consacrée au Portugal, à 21 h. 20, sur TF 1.

## FRANCE-CULTURE

20 h. Carte blanche : « Thésée ou la Contestation », de P.-O. Lapic. Avec R. Morzeau, B. Girardou, A. Talmay, R. Buisson, J. de la Roche, M. de la Roche, M. de la Roche, M. de la Roche.

21 h. 50 Le livre d'or. Semaines de musique contemporaine d'Orléans : « Concerto », de A. Corelli. Concerto en ré mineur pour violon et orchestre à cordes (Mendelssohn) ; Intermezzo pour instruments à cordes, opus 12 (Erasmo) ; Divertissement en ré mineur (Mozart) ; 21 h. 55 (S.) Concerto ; 22 h. 45 (S.) Chanté dans la nuit ; 23 h. (S.) Jazz vivant : Le Quartette d'Ornette Coleman ; 24 h. (S.) La musique et ses classiques : 1. h. 30 (S.) Nocturnales.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.) Orchestre de chambre de Radio-France. Direction J. Mercier. Avec la concours de C. Bonaldi, violoniste ; « Concerto n° 8 en sol mineur dans le sol mineur » (Cavalli), association A. Corelli ; « Concerto en ré mineur pour violon et orchestre à cordes » (Mendelssohn) ; Intermezzo pour instruments à cordes, opus 12 (Erasmo) ; Divertissement en ré mineur (Mozart) ; 21 h. 55 (S.) Concerto ; 22 h. 45 (S.) Chanté dans la nuit ; 23 h. (S.) Jazz vivant : Le Quartette d'Ornette Coleman ; 24 h. (S.) La musique et ses classiques : 1. h. 30 (S.) Nocturnales.

## FRANCE-CULTURE

20 h. Rencontre avec... le professeur Alain Touraine, avec la participation de G. Marinès, J. Moulouzi, D. Valtou, P. Cohen ; 21 h. Entretien avec Darius Milhaud, par G. Lévy ; 21 h. 25. Les grandes œuvres de la science moderne, par le professeur P. Auger ; La microinformatique, avec B. Drevin, secrétaire général de Codage ; 21 h. 50. En son temps « Osons » ; 22 h. 35. Art, création, méthode, par G. Charbonnier ; 23 h. Le petit conservatoire de la chanson ; 23 h. 25. A côté de la musique ; Le piano ; Wette-Milsson, texte de J.-C. Pasche (1), production de la Suisse romande.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.) Festival International du son. France-Musique reçoit. Soirée musicale : Œuvres de son. Franco-Villa-Lobos, R. Haefliger, Marabek Paulino, et un hommage à Julian Carrillo ; « Prélude à Cléopâtre » ; h. (S.) La musique et ses classiques ; 1. h. 30 (S.) Nocturnales.

**dentaire**

**1800 F.**

**250 F.**

la réduction la plus à la Sofap.

**de crédit de 14 %**

**ORSON WELLES**

**Vérités et Mensonges**

**LE MARAIS**

**SMOG**

un film de Christian MOTTIER

la difficulté « d'être » dans la société des maris

LE FILM SUISSE LE PLUS PERSIFLEUR

CONCORDE PATHE/LUNIERE GAUMONT MONTMARTRE PATHE/HAUTESEVILLE CLUNY FAUCON/LES BONVENTURUS PATHE/LES RATONS

MARLENE JOBERT GERARD DEPARDEU

pas si méchant que ça

CLAUDE GORETTA DOMINIQUE LABOURIER

صكزا من الأصل



سكنا من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

<Vérités et mensonges>, d'Orson Welles

Cape de magicien, bagout de bonimenteur, entre les doigts une pièce de monnaie qu'il fait disparaître et réapparaître devant un enfant ébahi. Mi-Robert-Houdin, mi-Méphistophélès. Un sourire diabolique pour affirmer: « Tout ce que vous voyez dans l'heure qui suit est absolument vrai. »

Orson Welles, auteur, conteur, démiurge. Bâtissant son film d'après des documents préalablement filmés par François Reichenbach, y intégrant des séquences tournées par lui-même au rétroprojecteur de la jeune femme - Oja Kodar - poursuivie dans la rue par le regard des hommes, et ajoutant à ce matériel un certain nombre de scènes inédites. D'entrée de jeu, le thème est annoncé: « Ce film traite de tricherie, de fraude, de mensonges. »

Welles interroge, commente, explique, plaisante, démonte, démontre, brouille les pistes. On passe d'un personnage à un autre, on découvre un troisième, un quatrième (qui est Welles lui-même), on revient au premier. Virevoltes intellectuelles. Puzze. Sac à malices. Portraits, sigognes. Labyrinthe. Malgré les tours et détours, les pinnettes et les forces et attraits, l'auteur tient solidement son fil d'Ariane.

Tout cela présenté, raconté, non pas en ordre, comme il est dit ici, mais au fil des associations d'idées, des rencontres, des coïncidences. Savant mélange, organisé, maîtrisé, par un Welles omniprésent, souverain, qui distribue les rôles, provoque les répliques, tend des miroirs où l'on finit toujours par reconnaître son image. Concerto à plusieurs voix, mais que de une seule du narrateur. Monologues éblouissants. Mystification, mystification, quelle différence? « Nous, menteurs patentés, espérons servir la vérité. » Et, devant la cathédrale de Chartres, ces paroles d'un homme qui connaît la vanité de toutes les vanités: « Vrais ou faux, nos ouvrages sont condamnés à disparaître. Que signifie, dès lors, le nom de l'auteur? »

Manquait à la démonstration la magnifique numéro un de l'époque: Picasso. La voici mêlé à une croustillante et savoureuse histoire. Une belle jeune femme (celle du début, Oja Kodar) pose pour le maître, le temps d'un été, puis repart, emportant vingt portraits d'elle. Quelques mois plus tard, malgré sa promesse, elle expose ces portraits dans une galerie parisienne. Furieux, Picasso accourt. Les tableaux sont faux. « Les vrais, dit la jeune femme, je les ai brûlés. » Surprenant, n'est-ce pas? Moins surprenant pourtant que le prolongement et la suite de l'anecdote. « Je vous avais promis de ne pas mentir pendant une heure, dit Welles. Or, depuis dix-sept minutes, l'heure est écoulée. »

Le prestidigitateur a refusé son dernier tour. Il pile bagasse, nous laissant éberlués et tonifiés par ce grand bain d'intelligence. Est-il besoin de préciser que, techniquement, le film est une parfaite réussite. Entretiens, confidences, coquetteries, paradoxes et formules percutantes sont imbriqués dans le récit comme autant de facettes qui se réfléchissent entre elles. Le montage devient lui-même un instrument privilégié de la force créatrice de l'auteur, l'infaillible détecteur de ses pensées et de sa personnalité. Avec Vérités et Mensonges, l'essai cinématographique débouche sur une voie royale.

JEAN DE BARONCELLI  
\* Elysee-Lancelotti, Saint-Germain Studio, Montparnasse 33, Dragon (V.O.).

U.G.C. BIARRITZ 30 - VENDOME 11 - CLEF-CENSIER 10 - U.G.C. ODEON 10  
MURAT 11 - BIENVENUE MONTPARNASSE 11  
PARIS MATCH \*\*\*  
Superbe. Ce film est unique. Il faut le voir.  
INGMAR BERGMAN  
Scènes de la Vie Conjugale  
LE MONDE  
Nous sommes fascinés. J. de BARONCELLI  
PARLY II - ULIS ORSAY

LE MARAIS  
20, rue de Valenciennes 75013 - Tél. 273.47.56  
Salle Michel de Vuille  
DEMAIN  
les intrigues de SYLVIA CUSLI  
A Paris, le monde change et bouillonne (à voir)

SAMANTHA  
BAR - DISCOTHEQUE A PARTIR DE 20 H.  
Chaque nuit, tu nous fais danser le ragtime du diable.  
Samantha, Samantha tes philtres d'amour sont les plus raffinés à partir de 23 F.  
PAVILLON ROYAL - Rond Royal  
Bois de Boulogne - 727-92-00  
déjeuners • dîners • soupers après le spectacle • à la carte  
45 F environ.

Musique

LA DEUXIEME SYMPHONIE DE MAHLER

par Zubin Mehta

Neuf mille auditeurs en trois séances pour la symphonie « Résurrection », voilà qui donne l'échelle de la gloire de Gustav Mahler et des possibilités ouvertes à la musique par l'auditorium du Palais des congrès. Celui-ci n'a jamais été si bien adapté qu'à cette œuvre monumentale pour soli, chœurs et orchestre, écrite il est vrai avec une extrême clarté de tous les groupes sonores. Et l'acoustique, récemment corrigée, est remarquablement adaptée à la sécheresse ni confusion. Seules les deux voix de femmes des solistes ont paru, malgré leur puissance, un peu dominées.

L'exécution de l'Orchestre de Paris fut d'une grande magnificence, sous la direction romantique et éblouissante de Zubin Mehta, surtout dans le premier mouvement, le vaste Toccata (Adagio), le final exultamment chanté par le Chœur national, d'où émergent, moins assurés, la soprano Sheila Armstrong.

ARTHUR RUBINSTEIN ET L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE D'ISRAËL POUR L'INSTITUT WEIZMANN

L'Orchestre philharmonique d'Israël, qui n'était pas venu en France depuis quinze ans, donne le jeudi 20 mars au Théâtre des Champs-Élysées un concert de gala sous la direction de Zubin Mehta, avec en soliste Arthur Rubinstein. Au programme: la Symphonie no 4 en ut majeur de Beethoven, le Concerto no 2 en fa mineur de Chopin, le Concerto de Bartók.

Le professeur Ludoff, prix Nobel de médecine, lance un appel en faveur de cette soirée organisée au bénéfice de l'Institut Weizmann des sciences, au nom du comité français dont il fait partie. Ces instituts se situent actuellement parmi les organismes les plus riches du monde de recherche scientifique, fondamentale et appliquée.

★ Siège du Comité français, 17, rue Meunier, Paris-10<sup>e</sup>.

M. ERRATUM. — Dans l'article sur le spectacle du théâtre de la Taganika de Moscou « Attachez vos ceintures » (Le Monde) daté 8-10 mars, nous avons écrit par erreur que le spectacle est un roman de transmission à rendre difficilement compréhensible un paragraphe. Au lieu de: « Le spectacle (...) quoique assez inhabituel pour Moscou, en dit vraiment plus que la « Pravda », « Troud », ou le quotidien des komsomols qui déplore... », il fallait lire: « Le spectacle (...) est assez inhabituel pour Moscou. En dit-il vraiment plus cependant que la « Pravda », « Troud », ou le quotidien des komsomols qui déplore... ».

10ème MOIS  
Emmanuelle  
Triomphe  
PARAMOUNT MONTPARNASSE  
PARAMOUNT MAILLOT  
CAPRI GRANDS BOULEVARDS  
PLAZA

Architecture

L'héritage de Louis Kahn

Il y a exactement un an, l'architecte américain Louis Kahn trouvait la mort à New-York alors qu'il regagnait Philadelphie retraversant un voyage au Bangladesh et en Inde, où il achevait de construire deux importants projets: les bâtiments administratifs de la nouvelle capitale de Dacca et l'institut de gestion d'Ahmedabad. Le monde venait de perdre l'un des derniers grands figures de l'architecture contemporaine, l'architecture majeure, celle qui croit encore aux pouvoirs de l'imagination et de l'expression créatrice. C'est une espèce rare, en voie de disparition depuis que la construction dans les pays riches s'est mise à l'heure des assemblages industriels à l'emporte-pièce.

L'exposition que l'Institut de l'environnement, après l'école polytechnique de Zurich, consacre à Louis Kahn est une œuvre de monumentale portée pour une manière de construire exigeante et poétique. Photographies, documents et textes évoquent, avec fermeté et rigueur, les dimensions d'une œuvre et l'étendue de son influence.

Avant d'avoir jamais construit, Louis Kahn avait paradoxalement joué le rôle de chef de file, à travers son enseignement à l'université Yale depuis 1947, puis à l'université de Pennsylvanie à Philadelphie, son lieu. Il y inculquait l'exigence des valeurs créatrices dans un domaine qu'une modernisation industrielle mal comprise menaçait de réduire à néant.

C'est à la cinquantaine qu'il réalisait sa première œuvre architecturale: la galerie d'exposition de l'université Yale. D'ambisie, c'est une œuvre significative qui a la force poétique d'un lieu créé de toutes pièces, et de main de maître. Chercheur inquiet et téméraire, Louis Kahn donne ensuite une série d'édifices qui méritent tous d'être retenus par l'histoire de l'architecture moderne: les laboratoires de recherche médicale Richards de l'université de Pennsylvanie terminés en 1961; les laboratoires Salk à San-Diego (Californie), achevés en 1965, et enfin ses constructions au Bangladesh et en Inde. Nulle part, Louis Kahn n'est tombé dans l'exhibitionnisme technologique des architectes qui ont fait, de l'usage de l'acier et du verre apparent taillé dans des formes stylisées, leur seul manifeste de modernisme.

Il est allé au-delà, créant des espaces poétiques et des formes originales qui ont cette puissance suggestive propre aux œuvres d'art. Naturellement il n'est pas de ceux qui tombent dans l'excès contraire et font de leur architecture une sculpture à échelle urbaine, pour elle-même. Chez Louis Kahn, les formes extérieures expriment toujours l'espace intérieur. Car, chez lui, c'est au-delà que commence l'architecture: même si les espaces sont conçus pour servir des fonctions.

JACQUES MICHEL  
\* L'œuvre de Louis Kahn, à l'Institut de l'environnement, 14-20, rue Erasme.

MORT DU SCULPTEUR GLEB DERUJINSKY  
Le sculpteur Gleb Derujinsky vient de mourir à New-York. Il était âgé de quatre-vingt-six ans. Artiste de conception classique, il est l'auteur de nombreux bustes et portraits dont le plus connu du public américain est le buste du grand président Roosevelt, placé à l'entrée de la Bibliothèque Roosevelt de Hyde Park, à New-York.

AL OLYMPIA  
BRUNO COQUATRIX  
L'AVENTURE AU 20ème SIECLE  
Israël PALESTINE  
Mer. 12 et Jeu 13 Mars  
à 13h30  
15F. collectives et étudiants 10F

PIZZA DU MARAIS  
JOAN PAU VERDIER  
dans son Spectacle  
FAITS DIVERS  
Pizza du Marais, 15, rue des Blancs-Manteaux, Tél. 277-82-51, 87-87-22, LOC. 3 FNAC

Château LE SEINE  
10, rue Frédéric-Bastion - 326-05-08  
(Métro Maitland)  
STUDIO DE L'ÉTOILE  
14, rue Troyon - ÉTO. 15-83  
(Métro Étoile)  
Heures de film:  
14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h.

CONNAISSANCE DU MONDE  
PLEYEL: 2 dernières séances, Samedi 15 mars (17 h. 30); Dimanche 16 (14 h. 30)  
LA VANOISE NATURE RETROUVÉE  
EN SAVOIR, DANS UN MONDE DE ROC ET DE CRISTAL  
— LA RENAISSANCE D'UN UNIVERS PROTÉGÉ —  
Récit de Pierre TAIRRAZ  
Film inédit couleur de P. Tairraz et René Vauzelat  
Court-métrage des vallées de Mauzanne et de la Prântérise. Chevauchée fantastique sur les glaciers. Faune et flore des hauts sommets.

BULLE OGIER  
un film d'André Téchiné  
PAUL SEM

plus drôle, et plus féroce...  
DUPONT LAJOIE  
est le meilleur film d'YVES BOISSET  
MARGHERITA PATRÉ GARNONTO MICHELLE • CARAVELLE PATRÉ • MONTPARNASSE 33 • CAMERON PATRÉ • GARNONTO PATRÉ • GARNONTO SIB  
GARNONTO GAMBETTA • QUANTIER LATIN • VICTOR HUGO PATRÉ • GARNONTO MADELEINE  
ET DANS LES PRINCIPALES SALLES D'EXCLUSIVITÉ DE LA PÉRIPHÉRIE

THEATRE DE PARIS  
CRIME ET CHATIMENT  
LE CERCLE DE CRIME CAUCASIEN  
PIZZA DU MARAIS  
AL OLYMPIA  
BULLE OGIER  
CONNAISSANCE DU MONDE  
LA VANOISE NATURE RETROUVÉE  
DUPONT LAJOIE























# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## A PROPOS DE... UNE EXPÉRIENCE A NANCY

### Des H.L.M. dans les quartiers anciens

Intéressante initiative à Nancy : l'office public d'H.L.M. restaure quarante immeubles anciens dans une opération « Réhabilitation de la vieille ville », située au cœur de la cité de Stanislas. Dans le même temps, M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, souligne le caractère social de la politique que souhaite mener le gouvernement en faveur de l'habitat ancien.

Une commission tripartite a été formée entre la ville de Nancy, l'office d'H.L.M. et l'association Renaissance de la vieille ville, afin de dresser un inventaire et désigner une équipe d'architectes. Notre vocation sociale est de moderniser des logements anciens, afin de maintenir la population sur place, précise M. Chevignard, directeur de l'Office. M. Marcel Martin, maire de Nancy, ajoute : nous nous dirigeons vers l'installation d'un véritable ghetto. Nous ne pouvons plus laisser agir les marchands de sommeil qui louent des chambres à une dizaine de personnes. Il s'agit de donner une impulsion nouvelle au mouvement de restauration.

Ce quartier de la vieille ville à l'aspect médiéval — toujours pas officiellement « sauvegardé » — a des rues et des foyers construits entre le treizième et le seizième siècle. Il comprend un mélange de maisons bourgeoises et de vestiges. Un immeuble s'est d'ailleurs effondré l'an dernier, causant la mort de deux personnes. La restauration de ce quartier est donc plus qu'indispensable. L'association Renaissance de la vieille ville souhaite le transformer en « petit quartier latin » avec antiquaires, libraires et commerces

traditionnels, tout en permettant à la population de demeurer sur place. L'exemple de Nancy sera-t-il suivi ? M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, au cours d'un récent voyage en Lorraine a indiqué que seize millions de Français occupent des logements vétustes et sans confort élémentaire. Les revenus annuels moyens des dix millions de personnes qui habitent dans des logements sans eau, ou avec l'eau seulement, ne dépassent pas 18 500 F (la moyenne nationale est de 30 600 F). L'habitat ancien, souligne le secrétaire d'Etat, est donc « le véritable parc social » qu'il convient de moderniser en priorité, car il héberge la partie la plus pauvre de la population.

La lutte contre le gaspillage impose aussi de freiner la dégradation du patrimoine ancien. L'attrait et l'animation des quartiers anciens justifient enfin, selon M. Barrot, des efforts nouveaux de la part des pouvoirs publics. Des mesures sont à l'étude pour augmenter notamment les prêts dont bénéficient les propriétaires. En attendant, trop peu de municipalités et d'offices H.L.M. — par manque d'aide ou de volonté — se lancent dans la restauration.

## ASSEMBLÉES RÉGIONALES

### RHÔNE-ALPES : les élus demandent avec insistance la réalisation de l'axe Rhône-Rhin

Que plus des deux tiers de ses membres n'aient pas été physiquement présents à la réunion de l'assemblée régionale Rhône-Alpes le jour où celle-ci se proposait d'examiner les réponses au questionnaire sur les orientations préliminaires du VII<sup>e</sup> Plan pourrait facilement laisser penser que les élus ne croient guère à la portée de cette consultation. Il est vrai que des représentants d'organismes économiques départementaux — que leur vocation appelle à s'interroger sur le même document — ne dissimulent pas qu'ils ont surtout saisi à l'occasion de faire le point sur les besoins. Le document de synthèse que vient d'adopter le conseil ne résiste pas à la tentation de soumettre aux planificateurs le maximum d'aspirations régionales dans les domaines les plus divers.

Sur le plan économique, par exemple, les préoccupations des conseillers de voir se développer le secteur dit du tertiaire supérieur, et elles correspondent assez bien au désir de M. Jérôme Monod, délégué à l'aménagement du territoire, de voir s'installer à Lyon des quartiers généraux de sociétés multinationales, s'accompagnant du soulèvement vers les zones rurales. Dans le même objectif de répartir les chances à l'intérieur de la région, les conseillers ne refusent pas aux métropoles un « droit à la croissance », mais ils insistent pour que des efforts soient accomplis en faveur des villes moyennes ou encore des transports inter-régionaux, vé-

tables aloués, selon eux, de la qualité de la vie. De même, s'ils se montrent désireux de « vendre » Rhône-Alpes à l'étranger — pas seulement en exportant ses produits, mais aussi ses méthodes techniques et sa matière grise — les élus veulent parallèlement que les capacités industrielles de cette région puissent servir à préparer une reconversion préventive des zones en difficulté (vallée de l'Ondaine ou le département de l'Ardeche).

Comment atteindre ces objectifs ? Le conseil régional suggère des mesures à prendre pour aboutir à une véritable maîtrise financière, en particulier la possibilité pour les communes d'emprunter à long terme et à taux réduits sans être contraintes de justifier avec précision le but de l'opération. Sous la forme d'un vœu qui sera joint à ce dossier préparatoire au Plan, le conseil de Rhône-Alpes a réaffirmé le caractère indispensable de la liaison Rhône-Rhin, axe fluvial le long duquel il espère vivement que s'implanteront des industries lourdes. Il a rappelé enfin qu'au cours d'une session précédente il avait vivement souhaité voir la C.N.R. (Compagnie de navigation du Rhône) être autorisée à contracter des emprunts pour réaliser les aménagements hydro-électriques du haut Rhône : cinq chutes susceptibles de produire près de 2 millions de kilowatts-heure.

BERNARD ELIE.

## synapse créativité

Département Prospective

cherche à rencontrer

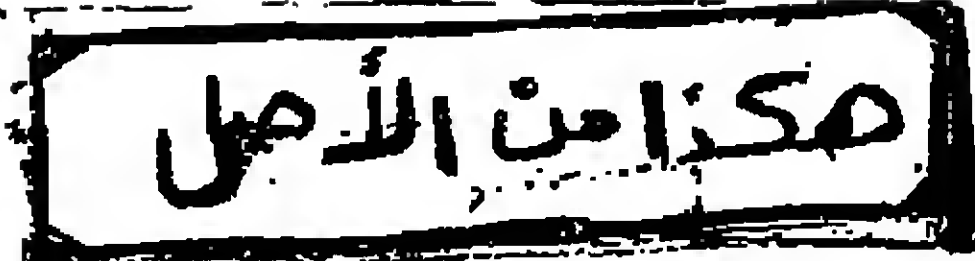
des Responsables des transports d'une grande ville des Spécialistes de l'organisation des services usagers des Spécialistes de l'économie et de la gestion des transports des Techniciens en matériel transport en commun des Spécialistes en automobile des Urbanistes sensibilisés au problème des transports en commun

pour participer à trois journées de recherche à caractère prospectif sur

les transports urbains de demain

les 21-22-23 Mars 1975

(Rémunération 1500 F + frais d'hébergement et de transport) Pour informations, tél. Claude Beaujeu 770.62.41 ou 770.63.52. SYNAPSE CRÉATIVITE, 8 rue du Faubourg Poissonnière, 75010 Paris.



# LA VIE SOCIALE

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### RENAULT : la guerre des nerfs continue

Quatre mille ouvriers ont manifesté dans les rues du Mans et débrayé deux heures hier mercredi. La C.G.T. a assigné en référé la direction des stocks en justifiant que l'importance des stocks ne justifie pas la journée chômée de lundi dernier aux usines de montage de Sandouville et de Flins, et ajoutant qu'elle avait fait constater par un huissier la nature des stocks des pièces entreposées au Mans et qui alimentent les usines de Sandouville et de Flins. La Régie ne s'est pas opposée à ce constat, mais a demandé « qu'il soit étendu à l'examen de la

rotation du stock par pièces produites par l'usine du Mans depuis le déclenchement de la grève. Aux usines de Cléon, les syndicats ont organisé une tournée d'animation permanente.

La Régie annonce officiellement le lock-out de l'usine de Saint-Jean-de-la-Ruelle pour les journées du 14 et du 17 mars.

Des rumeurs analogues pour Billancourt ne sont toujours pas confirmées. La guerre des nerfs continue chez Renault bien que certaines déclarations fassent allusion à un compromis.

A Billancourt, où des rumeurs amplifient circulent, la direction a précisé qu'elle « suivait la situation au jour le jour » et, qu'en fonction de l'état des approvisionnements, elle convoquerait le comité d'établissement avant de décider une fermeture éventuelle des ateliers.

Les diverses déclarations et manifestations de la journée d'hier ne traduisent pas un apaisement du conflit dans les divers usines Renault, bien au contraire. Interviewé par l'A.R.P., M. Oudin, secrétaire général de la Régie Renault, précise avec fermeté : « Si l'usine du Mans ne cesse pas sa grève perdue, nous serons contraints d'augmenter encore le chômage technique ».

Depuis lundi, en effet, au Mans, les horaires ont été réduits par la direction de quatre heures par jour, mais les syndicats et le personnel occupent les postes de travail n'en ont pas tenu compte. Quant à l'augmentation de 250 F pour tous réclamée par les syndicats de la Régie, M. Oudin estime qu'il « on nous présente, sans rien, une addition d'une centaine de milliards d'anciens francs... sans compter les classifications. Il est évidemment exclu qu'une négociation puisse s'engager sur ces bases-là ».

Au Mans, M. Lemerrier, délégué C.G.T., répondait peu après à ce qu'il qualifiait de « caricatural » : « Les 250 F revendiqués sont légitimes au regard de la baisse du pouvoir d'achat qui est de l'ordre de 300 F... Nous ne sommes pas des illuminés et toute négociation comporte un compromis, mais il faudra qu'il soit positif pour les ouvriers... La légitimité des revendications ne sera pas un préalable aux négociations mais celles-ci devront figurer dans les discussions... ».

Dans la soirée à IT-1, M. Pierre Dreyfus, président général de la Régie, a eu un ton plus conciliant : « Je crois qu'un conflit social peut s'arranger si les deux parties y mettent du leur. Nous avons toujours démontré, en ce qui nous concerne, que nous cherchions à y mettre du nôtre... ».

Faut-il rapprocher cette déclaration de celle faite par M. Châtaignier, premier ministre, aux journaux de Saint-Maxime : « J'ai donné au président de la Régie Renault des indications concernant la ligne générale que le gouvernement entend suivre en matière sociale. Je lui ai demandé de se soumettre à ces principes généraux. Je n'ai aucune intention d'intervenir dans le conflit ».

De fait, la direction comme l'interdiction du travail ne sont pas venus à la réunion extraordinaire du comité d'établissement de Renault-Billancourt, mercredi après-midi. Les délégués F.O. et C.G.T. étaient absents. Les dix-sept ouvriers (dont trois délégués) menacés de licenciement, pour la

plupart immigrés, Noirs ou Nord-Africains, ont, avec une gravité et une émotion contenue, témoigné à charge contre la direction de la Régie, et ses accusations, « mensongères » selon eux, d'atteinte à la liberté du travail. La plupart d'entre eux ont entre quatre et dix ans d'ancienneté. Des cas troubles, comme celui de M. Safé Belacous, à qui il est reproché d'avoir immobilisé un pont transport entre deux chaînes. Il se trouvait, dit-il, au début du débrayage, à la visite médicale. Le C.S. a rejeté à l'unanimité ces licenciements.

Jeudi, à 15 heures, une délégation C.G.T. et C.F.D.T. de Billancourt devait se rendre au siège social des usines Renault aux Champs-Élysées, à Paris, pour demander que s'engagent « immédiatement les négociations sur les classifications, les salaires, les conditions de travail ».

Le Renault 30 TS, dont le prix sera environ de 35 000 F, sera commercialisé fin avril- début mai, a indiqué M. Pierre Dreyfus, président-directeur général de Renault, à un ton plus conciliant : « Je crois qu'un conflit social peut s'arranger si les deux parties y mettent du leur. Nous avons toujours démontré, en ce qui nous concerne, que nous cherchions à y mettre du nôtre... ».

LE GROUPE ROFFO VA REPRENDRE L'USINE GARNIER DE REDON (Ille-et-Vilaine). Le groupe Roffo reprendra ses activités dans le mécanisme agricole, la transformation des matières plastiques et les aciers spéciaux. La société Garnier, spécialisée dans le mécanisme agricole, a été mise en liquidation le 31 janvier (Le Monde du 3 février). Elle employait mille personnes. L'usine de Redon, son usine de Garnier. Les pouvoirs publics ont prévu le concours à l'opération, « compte tenu de l'intérêt qu'elle a présenté dans le point de vue industriel qu'un point de vue social et régional ».

## SYNDICATS

### M. Edmond Maire : nous allons entrer dans la mer des tempêtes si les négociations ne s'ouvrent pas

« Nous allons entrer dans la mer des tempêtes si nous savons mener l'action et si le patronat refuse la négociation », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., en présentant à la presse, le 12 mars, avec M. Rolant, responsable secteur commerce, l'étude établie par la confédération sur la crise actuelle, les prévisions et conclusions qu'en tirent les syndicalistes. « Nous sortons d'une mer calme pour une mer déjà agitée, avait d'abord dit M. Maire. Les conflits sont nombreux... La C.F.D.T., en effet, a dressé une liste non limitative de plus de vingt usines occupées, parés depuis des mois, par les grévistes qui s'opposent aux licenciements. D'autres conflits portent sur les réductions d'horaires et la baisse du pouvoir d'achat ».

Deux facteurs, estime M. Maire, peuvent faire monter très rapidement la tension sociale. D'une part « la répression », c'est le cas pour la C.F.D.T. lorsque la Régie Renault « prend dix-sept ouvriers » (c'est-à-dire les dix-sept travailleurs dont elle a décidé le licenciement), lorsqu'elle refuse de négocier, lorsqu'elle exige que cessent les actions revendicatives à l'usine du Mans pour ouvrir la discussion. « Cela irrite encore plus les travailleurs et rend la situation plus explosive ». D'autre part, l'utilisation des organisations syndicales minoritaires est un élément d'aggravation de la situation. Le gouvernement l'a fait à plusieurs reprises lors de la conclusion des accords dans le secteur public et nationalisé. Le patronat veut de faire de même à propos de l'amélioration des conditions de travail.

« Réaffirmant une fois de plus la force de l'accord unitaire avec la C.G.T., M. Maire ne cache pas qu'il existe certaines divergences entre les deux centrales dans l'analyse de la crise : rôle de la classe ouvrière, exploitation de l'inflation, importance des luttes sur la consommation, l'école ou le cadre de vie. Mais il n'est pas bon, conclut le secrétaire

général de la C.F.D.T., de s'affronter sur ces différences, « ce serait risquer de les cristalliser alors que, au contraire, les choses mûrissent ».

Nous allons vers un affrontement social sans précédent et, « pour quel pas, vers des changements politiques », devait dire M. Rolant en présentant le dossier de la C.F.D.T. (publié dans Syndicalisme, l'hébdomadaire confédéral du 13 mars). « Le premier remède inventé par le système pour résoudre la crise structurelle a été l'inflation, le second, aujourd'hui, est le chômage, l'austérité, la réduction forcée de la production et de la consommation. Mais les travailleurs ne se laisseront pas punir ».

La C.F.D.T. propose donc cinq axes de lutte : informer les travailleurs, car la crise n'a rien d'inévitable, et accepter les sacrifices c'est aggraver la situation. L'action revendicative est possible et nécessaire, les propositions communes C.F.D.T.-C.G.T. peuvent être satisfaisantes. L'unification des luttes est indispensable à l'efficacité, donc il faut définir en commun les revendications, porter les divergences devant les travailleurs, faire converger les actions, etc. La lutte doit être étendue à tous les domaines : école, fiscalité, épargne, logement, loisirs, etc. Enfin, il faut donner à l'action une dimension qui corresponde au caractère international du système capitaliste. — J. R.

(Publicité)

## USINE EN NORMANDIE (76)

A vendre ou à louer - Proximité Rouen 9.000 m<sup>2</sup> de bâtiments pouvant être divisés, possibilité d'extension - Personnel qualifié disponible - Convient à industries légères, petite mécanique, électronique, textile, montages, etc. Appeler 278-68-05

LA VIE SOCIALE  
L'ÉTRANGER  
LA HAUTEUR DES SALAIRES  
LA CAUSE PRINCIPALE DE L'EN GRÈVE EN GRANDE-BRETAGNE  
INTERET DES TRAVAILLEURS  
EQUIPEMENT  
PROCESSEUR ET CHAUFFEUR  
PROSELECTION



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## IMMIGRATION

### APRÈS UNE MANIFESTATION AU SIÈGE DE L'ONI Trente-deux travailleurs étrangers sont refoulés

Après l'interpellation d'une centaine de travailleurs étrangers qui, réclamant la régularisation de leur situation, avaient occupé, mardi 11 mars, le siège parisien de l'Office national d'immigration (le Monde du 13 mars), une décision de refoulement a été prise, mercredi soir 13 mars, à l'égard de trente-deux personnes. Il s'agit de vingt-six Marocains, quatre Tunisiens et deux Algériens, la plupart détenteurs de titres de travail et de séjour, dont les contrats étaient périmés. Le cas de sept Marocains dépour-

vus de pièces d'identité est en suspens, ainsi que celui de six Mauriciens, dont la demande de séjour a été provisoirement refusée. Deux autres immigrés seront inculpés d'infraction à un précédent arrêté d'expulsion. Leurs compagnons ont tous été libérés.

Mercredi après-midi, une délégation de cinquante-trois travailleurs immigrés, membres du Comité de soutien aux « sans-papiers », s'était rassemblée à proximité de l'Élysée et avait fait remettre vers 14 h 45 à Mlle Sigornin, chargée de mission au secrétariat général de la présidence de la République, une lettre demandant à M. Valéry Giscard d'Estaing la libération des travailleurs interpellés et la régularisation de leur situation.

Une autre délégation s'était rendue peu après au Conseil économique et social. Elle avait été reçue par M. Coréatin Calvez, délégué général de la C.C.C., dont le projet d'avis sur l'immigration était discuté au même moment par cette assemblée. M. Calvez leur avait indiqué que son rapport insistait « sur les libertés et les droits des travailleurs immigrés ». Des conseillers C.G.T. avaient, de leur côté, assuré la délégation de leur soutien et lui avaient promis d'intervenir pour la libération des personnes interpellées.

C'est à une forte majorité que le Conseil économique et social a adopté le projet d'avis, qui souligne l'urgence d'un contrôle plus strict des entrées de main-d'œuvre et d'une politique nouvelle de l'immigration dans les domaines du logement, de la formation professionnelle et des droits sociaux (le Monde du 13 mars).

## AFFAIRES

● **LE GROUPE MAURICE BIDERMANN**, second fabricant français de vêtements masculins, a pris le contrôle de la firme Henry Thiry, qui fabrique et distribue du prêt-à-porter masculin.

Henry Thiry qui a réalisé en 1974 un chiffre d'affaires de 55 millions de francs, emploie huit cent cinquante personnes. Elle possède une usine à Marseille et quatre magasins dans plusieurs villes françaises. Le rachat de plus de 75 % des actions de cette firme permettra à Maurice Bidermann, jusque-là exclusivement fabricant, de mettre un pied dans la distribution du prêt-à-porter.

Maurice Bidermann avait repris en février la direction de Big Chief, second fabricant de prêt-à-porter féminin, mis en règlement judiciaire le 31 janvier.

● **UNE SOCIÉTÉ NATIONALE MIXTE** assurera au Sénégal le monopole de la vente de l'huile et des tourteaux d'arachide, donnant ainsi à l'État accès aux bénéfices résultant des hausses éventuelles des cours, a annoncé mercredi 13 mars M. Daouda Sow, ministre sénégalais de l'Information. La société nationale pourrait commencer son activité l'an prochain. Des négociations d'association sont en cours avec les huiliers privés du Sénégal qui assurent jusqu'à présent cette commercialisation.

● **A MOSCOU, LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE GOLDEN CORPORATION** a signé mercredi 12 mars, le plus gros contrat soviéto-américain depuis la rupture de l'export commercial entre les deux pays en janvier dernier. Il porte sur la somme de 47 millions de dollars et prévoit la livraison et l'équipement d'une usine de raffinage d'uranium à Dimitrograd, près de Moscou. — (A.F.P.)

## AGRICULTURE

### Le comité de Guéret menace de passer à l'action directe

De notre correspondant

Guéret. — Le comité de Guéret, qui regroupe les organisations paysannes de dix-huit départements du Centre, a réuni, mercredi 12 mars à la Maison de l'Agriculture de la Creuse, son assemblée générale sous la présidence de M. Roland Viel.

Les responsables du comité ont dressé un bilan sombre de la situation des agriculteurs. Ils jugent que la politique gouvernementale actuelle est désastreuse. Dans le domaine de la viande bovine, l'assemblée a demandé que le gouvernement lui donne l'assurance que les importations ne seront pas reprises et que l'ONIBEV (Office de la viande) continuera à assainir le marché, en stockant les surplus. Faute d'une telle garantie, le comité de Guéret considérerait « qu'il se trouve en présence d'une nouvelle et grave atteinte aux intérêts des

éleveurs qui mettrait en danger la survie de nombreuses exploitations (...). Les producteurs seront alors fondés à aller demander des comptes aux préfets, aux parlementaires de la majorité et à toutes personnes touchant de près ou de loin le gouvernement ».

Enfin, le comité de Guéret, qui organise le 9 avril une journée d'information pour les parlementaires des départements du Centre, se réserve « de prendre l'initiative de nouvelles actions que nécessitera l'évolution de la situation ».

### ● M. CORSON, directeur de l'ONIC

### ● M. AUBERGER, directeur des marchés

M. Henri Corson, administrateur civil hors classe, a été nommé par le conseil des ministres directeur général de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC).

Il sera remplacé à la direction de la production des marchés et des échanges extérieurs par M. Bernard Auberge, inspecteur des finances, qui a été rapporteur général adjoint de la commission Sudreau.

M. Henri Corson est né le 25 septembre 1920 à Lyon. Après avoir occupé le poste de sous-directeur de la direction des relations économiques extérieures au ministère des finances, il avait été nommé direc-

teur des relations internationales au ministère de l'Agriculture. En 1970, il devenait directeur de la production et des échanges extérieurs dans le même ministère.

M. Bernard Auberge, inspecteur des finances, est né le 5 décembre 1927 à Gennevilliers (Seine). Ancien élève de l'École nationale d'administration, il est chargé de mission auprès de la direction générale du Crédit national (1971-1973), avant d'être nommé attaché financier près de l'Ambassade de France aux États-Unis.

## A L'ÉTRANGER

Selon la Banque d'Angleterre

### La hausse des salaires est devenue la cause principale de l'inflation en Grande-Bretagne

Londres (A.F.P., Agéfi). — La Banque d'Angleterre estime, dans son bulletin trimestriel, que l'augmentation des salaires est devenue la cause principale de l'inflation, la hausse des prix continuant à accélérer malgré la chute des cours de matières premières.

Au moment où les syndicats font pression sur le gouvernement en faveur d'une relance de la demande intérieure pour combattre le chômage, la Banque estime que le pays doit s'imposer

une période prolongée de modération des hausses de salaires et que seule une expansion concentrée sur les investissements et les exportations peut être viable.

Pour assainir l'économie britannique, la Banque préconise une réduction substantielle de l'excédent budgétaire. Si l'accroissement des dépenses publiques ne peut être limité à celui du produit national, il faut « augmenter progressivement le fardeau fiscal » : en l'occurrence il s'agit vraisemblablement des impôts sur la consommation ou les revenus des personnes physiques et non sur les entreprises puisque la Banque souligne la nécessité d'encourager et de faciliter les investissements.

Enfin, la Banque d'Angleterre avance des chiffres sur l'utilisation des revenus du pétrole par les pays exportateurs. Les 56 milliards de dollars de surplus obtenus en 1974 par ces pays seraient répartis de la façon suivante : 37 % seraient allés à l'Arabie Saoudite, 15 milliards de dollars sur le marché des euro-dollars, 20 % ont été dirigés vers les États-Unis, 37 % vers les autres pays et 8 vers les organisations internationales. Selon la Banque, les investissements des pays exportateurs, à Londres, ont financé l'an dernier la plus grande partie de l'augmentation de la facture des importations de pétrole de la Grande-Bretagne.

## INDUSTRIE

### M. DE LA MARTINIÈRE EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'IDI

M. Dominique de la Martinière a été nommé le 12 mars directeur général de l'Institut de développement industriel (IDI). Il remplace M. Jacques Lallemand, récemment nommé directeur général du Crédit agricole.

Né le 25 octobre 1927 à La Rochelle-sur-Yon, M. Dominique de la Martinière est inspecteur des finances. Directeur adjoint (1960), puis chef de service à la direction générale des impôts (1964), il est conseiller financier de l'Ambassade de France à Londres de 1968 à 1971, date à laquelle il devient directeur général des impôts. Nommé en septembre 1973 président de la Commission générale maritime, il quitte ce poste en juin 1974. M. de la Martinière avait activement participé à la campagne électorale de M. Chaban-Delemas.

## CONJONCTURE

### M. Chirac : pas de relance immédiate et globale

Dans une interview que publie jeudi 13 mars le quotidien « Sud-Ouest », M. Jacques Chirac, rend à nouveau le parti communiste responsable du conflit à la Régie Renault.

Le premier ministre déclare : « Il y a une offensive tous azimuts du P.C. contre tout le monde, et notamment contre le gouvernement. Mais, derrière, il y a la volonté des communistes de marquer qu'ils sont susceptibles, dans tous les secteurs, de créer des difficultés. C'est peut-être une réaction contre un certain recul de leur influence dans le pays ».

M. Chirac estime d'autre part que la France, bénéficiant notamment « de la politique menée par le président Pompidou pour doter le pays d'une infrastructure industrielle stricte », se trouve en matière d'exportation, dans « une situation privilégiée ». Le gouvernement, annonce-t-il, fera le point de la situation économique la semaine prochaine et « prendra des mesures en conséquence ».

Le premier ministre ajoute : « Quand certains représentants du patronat ou des syndicats demandent une relance immédiate et

globale de l'économie par tout un ensemble de moyens, le crains qu'ils n'aient un peu vite en besogne. Une telle situation aurait pour effet de relancer la hausse des prix, sans pour autant améliorer la situation de l'emploi ».

### LES INDUSTRIELS DU TEXTILE DU NORD DEMANDENT UN CONTRÔLE DES IMPORTATIONS

(De notre correspondant.)

Lille. — Au cours d'une conférence de presse tenue à Lille, M. Maurice Hannart, président du Groupement régional des industries textiles (G.R.I.T.) du Nord-Pas-de-Calais, a demandé qu'il soit porté remède rapidement à l'absence de contrôle des importations à « prix sauvages ». Cette mesure doit être prise de toute urgence, a-t-il affirmé, car la concurrence étrangère est l'un des facteurs majeurs de la très grave crise que subit actuellement l'industrie textile du Nord-Pas-de-Calais.

Les responsables du textile du Nord s'inquiètent à ce propos du prochain voyage de M. Jacques Chirac en Union soviétique. Des promesses pourraient être faites de libérer les importations de certains produits textiles (linge de table et de maison notamment), ce qui accroît les craintes des cotonniers — G. S.

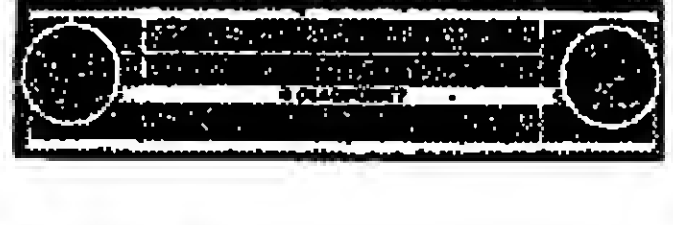
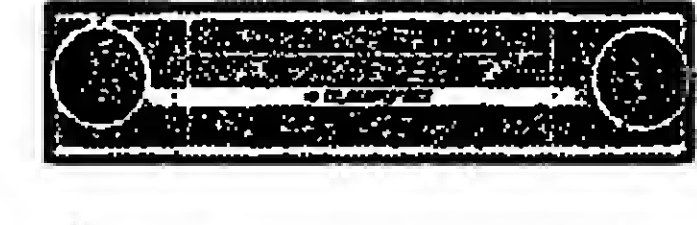
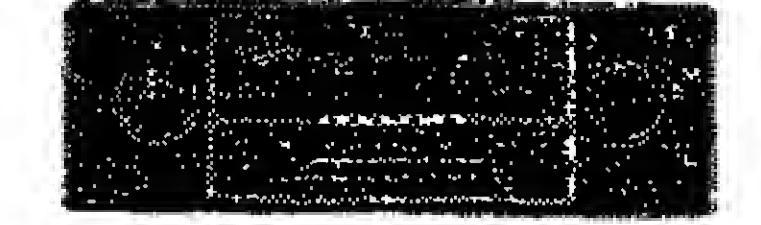
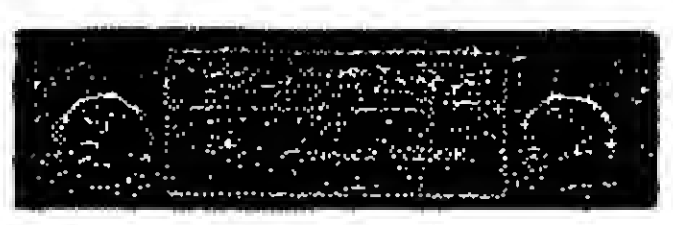

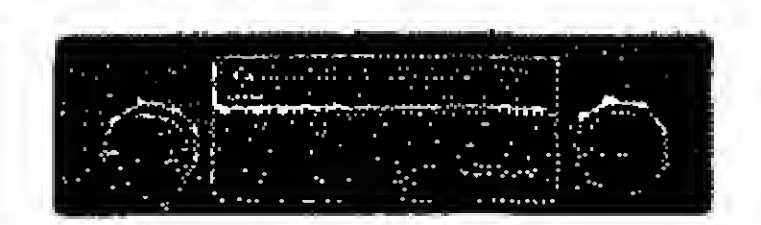
## UNIQUE EN EUROPE

# L'union des 2 grands spécialistes autoradio de Paris

## EFF et EUROFRANCE

Les deux plus importants spécialistes de l'autoradio de la Région Parisienne se sont unis en conservant chacun leur indépendance pour coordonner leurs achats et obtenir de meilleures conditions de leurs fournisseurs. Les amateurs bénéficieront ainsi des meilleurs prix de vente et pourront choisir, suivant leur goût, leur réseau de distribution préféré. EAF et EUROFRANCE vous informeront désormais dans votre journal favori des dernières nouveautés de l'autoradio et du radio-lecteur de cassette. Dans leurs 17 points de vente et de pose, leurs conseillers sont à votre disposition pour vous renseigner « en direct » sur le choix du meilleur équipement. EAF et EUROFRANCE vous offrent des services et des garanties exclusives et assurent toujours la pose de votre autoradio en 1 heure.

### Ils vous proposent :

 <b>Autoradio BLAUPUNKT GÖTTINGEN</b> Puissance : 4 W - Radio : PO, GO - Recherche manuelle. Avec son kit de montage 240 F	 <b>Autoradio BLAUPUNKT OFFENBURG</b> Puissance : 4 W - Radio : PO, GO - Recherche manuelle - 3 stations pré-régulées. Avec son kit de montage 290 F	 <b>Autoradio-lecteur de cassette mono GRUNDIG WKC 400</b> Puissance : 5 W - Radio : PO, GO - Touche avance rapide. Appareil nu ..... 460 F
 <b>Lecteur indépendant VOXSON 106 SONAR</b> Puissance : 2 x 7 W - Lecteur indépendant stéréo 8 cartouche. Prix (pose comprise) ... 690 F	 <b>Radio-lecteur de cartouche VOXSON 108 SONAR</b> Puissance : 2 x 7 W - Radio : PO, GO - Grande sélectivité - Lecteur stéréo 8 cartouche. Prix (pose comprise) ... 900 F	 <b>Radio-lecteur de cartouche VOXSON 108 FMS SONAR</b> 2 x 7 W - PO, GO, FM - Stéréo - Lecteur stéréo 8 cartouche - Décodeur automatique en FM stéréo. Prix (pose comprise) 1 390 F

\*Prix de l'appareil installé sauf antenne et console.

### PARKING GRATUIT DANS TOUTS NOS CENTRES

<b>EFF</b> 15° VAUGIRARD 273 à 277, r. de Vaugirard. • 4° - 21, rue de Rivoli. • 10° - 158, bd de Magenta. • 13° - 137, bd de l'Hôpital. • 14° - 220, av. de Malne. • 17° - 137-139, av. de Clichy. • 17° - 23, bd Pereire (Sud). • 20° - 109, Cours de Vincennes.	<b>EFF</b> 17° CLICHY 137-139, av. de Clichy. • Versailles - Le Chesnay - 18, bd St-Antoine. • Boulogne - 81, route de la Reine. <b>INFORMATIONS SERVICE :</b> 533-81-81 - 357-88-88 - 229-01-01	<b>EUROFRANCE</b> 11° VOLTAIRE 74-76, bd Voltaire. • 9° - 11, bd de Clichy. • 13° - 140, bd de l'Hôpital. • 14° - Place Danfort-Rochereau. • 16° - 47, av. de Versailles. • 17° - 180, bd Pereire. • 19° - 75, av. Jean-Jaurès.
---	--	---

le réseau de points de vente le plus important de la région parisienne

**CONFLITS ET RECLAMATIONS**  
**MULTI : la guerre des modes**

**SYNDICAL**

**USINE EN NORMANDIE**

مركزنا الأصلي



صكنا من الأصل

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## LES PROBLÈMES DE L'ÉNERGIE

### Le slogan « tout électrique, tout nucléaire » a suscité de bien fâcheux malentendus déclare M. Marcel Boiteux

« Je reconnais volontiers, a déclaré M. Marcel Boiteux, directeur général (E.D.F.) mercredi après-midi au cours d'une conférence de presse, « que le slogan « tout électrique, tout nucléaire », dont nous avons usé à l'époque où l'opinion et le Parlement lui-même s'inquiétaient du retard de l'équipement nucléaire français, a suscité de bien fâcheux malentendus. »

Il s'agissait alors... de prêter dans la construction neuve la maison tout électrique — mais l'idée ne nous était même pas venue, tant elle est absurde, que l'on pourrait y voir l'ambition pour l'E.D.F. de couvrir la totalité du marché de l'énergie; et la mention « tout nucléaire » n'avait d'autre objet que de souligner que l'investissement de ces nouvelles maisons tout électriques ne serait pas tributaire du pétrole. »

« Malheureusement, a ensuite

férents publics qui en réclamaient... »

Le coût de l'investissement nucléaire, a indiqué M. Boiteux, est maintenant de 1 700 F par kilowatt, contre 1 400 F au 1<sup>er</sup> janvier 1974. Cette hausse de 21,4 % est due pour dix huit points à l'augmentation générale des prix et, pour le reste, à des modifications techniques, à cause principalement du renforcement des mesures de sécurité. Mais le prix des centrales au fuel a lui aussi augmenté, n-à-t-il ajouté, et reste supérieur du double environ à celui des centrales nucléaires. Autre précision du directeur général : le kilowatt-heure nucléaire revient maintenant à 6 centimes contre 11,5 centimes pour le kWh au fuel (après désulfuration), avec des centrales « marchant en base ».

Prénant la parole, M. Paul Delouvrier, président d'E.D.F., a

### M. D'ORNANO HOSTILE A UNE BAISSE DU PRIX DE L'ESSENCE

Interrogé mercredi 12 mars, sur l'éventualité d'une baisse des prix des produits pétroliers à compter du 1<sup>er</sup> avril, M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, s'est déclaré hostile à toute diminution du prix de l'essence, dont la consommation a augmenté depuis le début de l'année.

Il n'a pas catégoriquement rejeté en revanche, la possibilité d'une baisse des prix du fuel domestique et industriel.

### LE P.S.U. DEMANDE L'ARRÊT DU PROGRAMME DE CENTRALES NUCLÉAIRES

M. Michel Mousset, membre du secrétariat national du P.S.U., a expliqué mercredi 12 mars, au cours d'une conférence de presse, la décision prise par la direction politique nationale de son parti lors de sa réunion des 22 et 23 février dernier, en ce qui concerne les projets d'implantation de centrales nucléaires.

Le P.S.U. réclame l'arrêt immédiat du programme d'implantations prévu par l'E.D.F. et l'adoption d'un moratoire de cinq ans, la création d'organismes publics de recherche théorique appliquée et de développement pour les énergies nouvelles (notamment géothermiques), ces organismes devant être indépendants d'E.D.F.

Il a en outre rendu public le plan d'action de son parti pour le mois prochain. En collaboration avec l'Association des amis de la terre, une manifestation doit être organisée à Paris samedi 26 avril. Elle sera suivie d'un meeting le soir. Le lendemain, six heures de discussions et de réflexions publiques sur les problèmes de l'énergie sont prévus.

Le P.S.U. voit dans cette lutte contre les centrales nucléaires « une bataille politique et la riposte à une initiative fataliste » et il compte s'attaquer à la fois à la manière dont se prennent les décisions et dont l'information est, selon lui, retenue aux sources officielles et aussi au risque de militarisation du secteur nucléaire.

### UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE NE PEUT ENTENDRE UN P.-D. G. INCULPÉ, estiment les sénateurs communistes.

Les sénateurs communistes, membres du groupe d'études Energie constitué par la commission des finances du Sénat, MM. Roger Gaucou (Val-de-Marne) et Paul Jargot (Isère), ont refusé de siéger mercredi 12 mars au sein de ce groupe, qui devait entendre les P.-D.G. des compagnies pétrolières françaises.

Is ont estimé, ont-ils ensuite déclaré, que « l'audition de ces personnalités pouvait d'autant moins se justifier que parmi elles se trouve un inculpé, ce qui permet de penser que les accusations portées contre lui pourraient être remises en cause ».

Ces sénateurs communistes ont dénoncé « la mise sous le boisseau » du rapport de M. Schwartz, député U.D.R., qui révélait, ont-ils précisé, que « les sociétés pétrolières opérant en France bénéficient de privilèges exorbitants qui leur permettent d'échapper à l'impôt ». Ils ont aussi rappelé les propositions de leur parti :

- Majoration exceptionnelle de 15 % du chiffre d'affaires des sociétés pétrolières pour récupérer une partie des sommes indûment encaissées;
- Réduction de 30 % du prix du fuel domestique à usage agricole;
- Baisse du prix de l'essence.

### ● L'ADHESION DE LA SUISSE à l'Agence internationale de l'énergie est devenue définitive mercredi 12 mars.

La Chambre haute ayant confirmé le vote de la Chambre basse. — (A.F.P.)

### E.D.F. sera encore en déficit de 1 milliard de francs en 1975

« Malgré les premiers signes d'une détente possible sur le marché de l'énergie, l'année 1975 ne s'annonce guère meilleure pour E.D.F. que la précédente, avec un déficit probable ramené aux alentours de 1 milliard de francs, à la suite de la hausse de tarifs autorisée par les pouvoirs publics au début de l'année », a déclaré M. Marcel Boiteux, directeur général, mercredi après-midi au cours d'une conférence de presse.

« Sans doute, n-à-t-il ajouté, pourrions-nous encore faire face cette année au financement de nos investissements, mais une situation financière plus saine permettrait d'envisager l'avenir avec de meilleures certitudes, en égard à l'importance des tâches qui nous attendent. »

En 1974, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 21,8 milliards de francs (+ 22 % par rapport à 1973). Le marge brute d'auto-financement n'a atteint que 3 milliards de francs (contre 4,1 en 1973), soit 13,7% seulement du chiffre d'affaires.

Le compte d'exploitation a été l'an dernier déficitaire de 1,5 milliard de francs, « valeur jamais atteinte même dans les années les plus difficiles », a commenté M. Boiteux.

Cette situation s'explique notamment par la quasi-triplé des prix des combustibles utilisés par E.D.F., hausse qui a entraîné une charge de 1,4 milliard de francs par rapport à 1973.

remarqué M. Boiteux, l'opinion publique est généralement plus sensible au sensationnel, même erroné, qu'à une réalité trop grise ou trop rassurante, et il est bien difficile de dépassionner ce débat.

« Qu'il n'en soit pas dit, n-à-t-il ajouté, E.D.F. n'a jamais cherché à cacher ses données. Nous nous sommes toujours attachés à diffuser — avec un succès très inégal, si j'ose le reconnaître — des informations accessibles aux ad-

« C'est le gouvernement qui a choisi le programme nucléaire », E.D.F. n'a fait qu'éclairer ses décisions. »

Pour ma part, a ajouté M. Delouvrier, si les Français avaient à se prononcer par référendum sur le programme nucléaire, il y aurait certes des « contre », mais la majorité serait constituée par des « non-contre ».

« Le général de Gaulle, n-à-t-il confié, avait accepté l'idée d'abandonner la filière française juste avant de quitter le pouvoir et Georges Pompidou a entériné ce choix. »

Si l'on ne choisit pas le nucléaire, « est-ce qu'on va se lever aux Arabes », a alors demandé le président d'E.D.F.

(Cette dernière formule, propre à alimenter un certain racisme, est d'autant plus maladroite que six des seuls pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ne sont pas arabes (Brazzaville, Gabon, Indonésie, Iran, Nigeria, Venezuela).)

Les Journées d'Etude du CECOD  
**Les horaires variables**  
20-21 mars 1975

Pourquoi et comment appliquer les horaires variables. - Aspects sociaux. - Aspects juridiques. - Les procédés et matériels de contrôle. - Les problèmes humains, avec le concours de l'Association C.A.T.R.A.L. de Juristes, Responsables syndicaux, Directeurs du Personnel.

**Psychologie et pratique du recrutement**  
2-4 avril et 5-6 juin 1975

Séminaire à effectifs restreints, s'adressant aux Chefs d'Entreprises et Cadres souhaitant perfectionner leurs méthodes de sélection et d'engagement de leurs collaborateurs.

Renseignements et inscriptions :  
CECOD - 23 bd Malesherbes, 75002 PARIS - Tél. : 261-92-36.

**LES BUREAUX "ERARD II"**

A proximité de la Gare de Lyon et de la station RER-Nation.

De 300 à 2800 m<sup>2</sup> en vente ou location

Aménagement moderne - Parkings

Téléphone

**HERRING DAW**  
256-0761

### Faits et chiffres

#### Echanges internationaux.

● M. NORBERT SEGARD, ministre du Commerce extérieur, a quitté le 12 mars Singapour pour l'Argentine. On se peut attendre en Asie du Sud-Est que si l'on a réussi à Singapour, a déclaré le ministre français avant son départ. Il a fait état de quatre projets d'implantations industrielles françaises « très avancées » portant sur la fabrication de composants pour automotrices industrielles, une verrerie, une usine d'électronique (télévision) et l'entretien de méthaniers.

M. Segard a annoncé que le groupe bilatéral de travail composé d'une vingtaine d'hommes d'affaires des deux pays, réuni à Paris en première réunion à Paris en juin sous la présidence de M. Pierre Sudreau. — (A.F.P.)

#### Économie étrangère

● LE TAUX D'ESCOMPTE EN BELGIQUE est ramené de 8,25 % à 7,50 % à compter du 13 mars. Déjà, au mois de janvier, la Banque nationale de Belgique avait réduit son taux d'un demi-point. Ces décisions s'inscrivent dans le mouvement général, sur le plan international, de diminution des taux d'intérêt.

#### Prix

● L'INDICE DES PRIX DE LA C.C.T. accuse une augmentation de 1,1 % en février 1975 par rapport au mois de janvier; l'augmentation enregistrée le mois précédent était de 1,5 %.

En janvier 1975 par rapport à février 1974, la hausse est de 17 %.

**BOURSE DU BRILLANT**  
communiqué

**MARCHÉ DU BRILLANT**  
Prix d'un brillant rond spécimen BLANC EXCEPTIONNEL  
1 CARAT  
13 mars - 41.992 F T.T.C.  
+ commission 4,50 %

**M. GÉRARD JOAILLIERS**  
3, avenue Montaigne, PARIS (8<sup>e</sup>)  
Tél. 239-32-36

Lanvin, 15, Faubourg St-Honoré, Paris. 265 14-40

## Les robes de chambre de chez Lanvin

ROBE DE CHAMBRE : le mot porte en soi-même même l'évocation de ses qualités. De cachemire spécialement imprimé à Londres ou de twill chamarré dont on ne retrouve les motifs nulle part ailleurs, la robe de chambre est la parure de l'intimité.

On songe bien sûr aux heures tendres et passionnées, mais elle est également soumise à la tenue des heures graves. Lorsque l'homme des affaires ou de la politique doit

prendre d'importantes décisions. On l'imagine debout, tard dans la nuit, drapé dans une soie sauvage. Celle-ci est originaire de Chine et s'appelle le honan.

Un autre cliché nous montre l'écrivain revêtant un robe de chambre pour prendre la plume. Plus lourde, elle est de soie brochée, tissée à Lyon sur des métiers spéciaux pour que son étoffe soit d'une qualité aussi pure et fine que par les siècles passés.

On pense aussi au Dr Pozzi qui, s'immobilisant devant le chevet de Sargent, voulut pour l'occasion revêtir la sienne, un rouge éclatant.

Au fond la robe de chambre n'est-elle pas le plus intime reflet de la personnalité. Et c'est parce que les hommes y attachent une telle importance qu'elles sont faites chez Lanvin avec autant de soin. On a presque envie de dire « autant d'amour » quand on voit à l'œuvre les quarante couturières de l'atelier. Au fil de crin, au fil de soie, tout y est cousu à la main - le confort est sans secret.

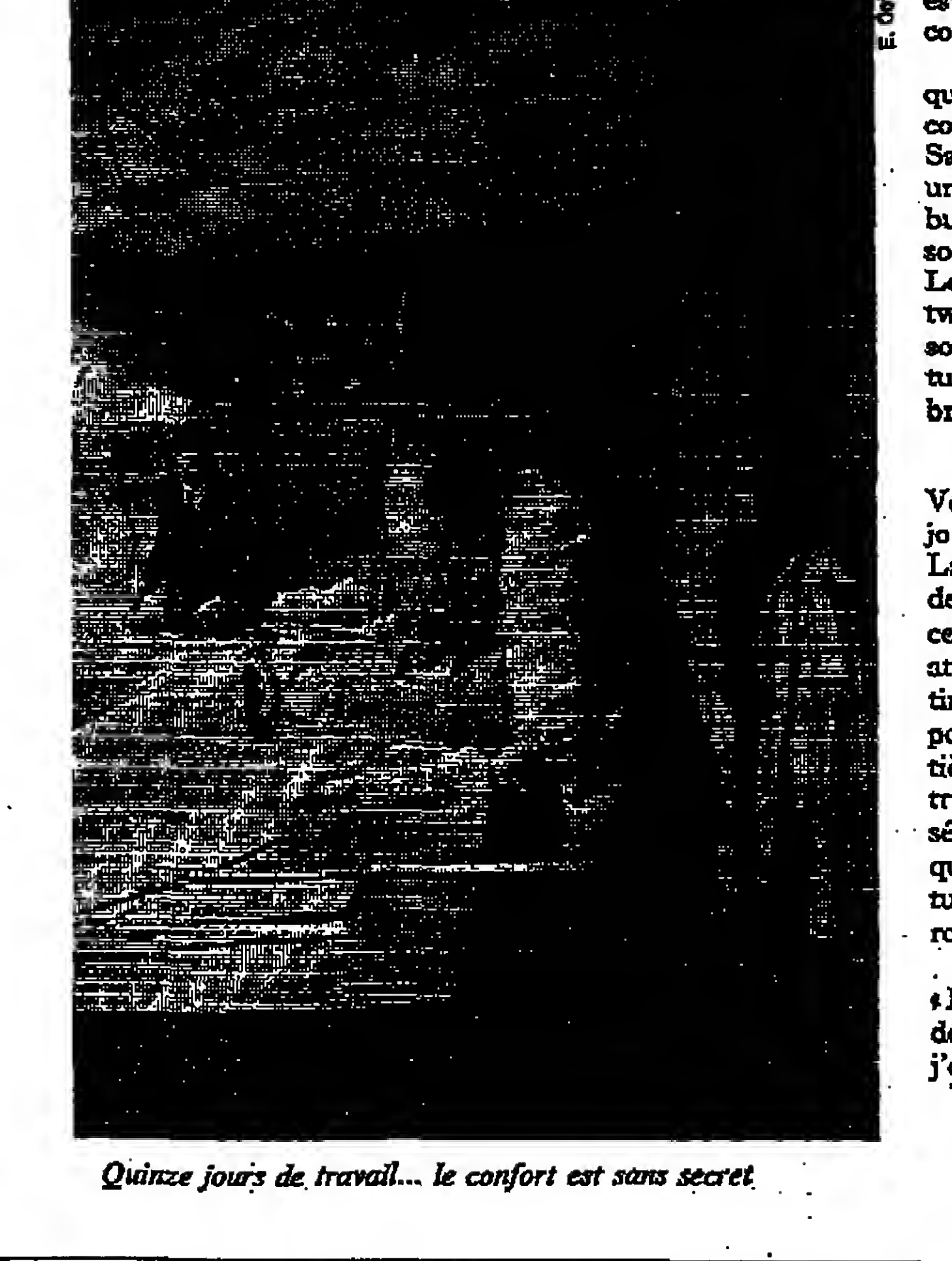
Quant aux tissus, venus des quatre coins du monde pour constituer, rue du Faubourg-Saint-Honoré, une collection unique, ils peuvent contribuer à l'image que chacun souhaite donner de lui-même. Les honans sont sérieux; les trills, pleins de fantaisie. Les soies brochées sont majestueuses et les cachemires, britanniquement confortables.

**Les regrets de Diderot**

Vos mesures prises, quinze jours sont nécessaires chez Lanvin pour réaliser une robe de chambre. On admettra que ce n'est pas une trop longue attente pour un vêtement destiné à être porté des années et peut-être même une vie entière, pour ne pas connaître la tristesse d'un Diderot qui, séparé de la sienne, alla jusqu'à rédiger un opuscule intitulé « Regrets sur ma vieille robe de chambre ».

Il commença par ces mots : « Pourquoi ne pas l'avoir gardée ? Elle était faite à moi ; j'étais fait à elle... »

G.L.



Quinze jours de travail... le confort est sans secret.

**LES MARCHÉS**

**LONDRES**

20-21 mars 1975

ANALYSE DE MARCHÉS

LES MARCHÉS MONDIAUX

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES MARCHÉS AGRICOLES

LES MARCHÉS ÉNERGETIQUES

LES MARCHÉS MONÉTAIRES

LES MARCHÉS DES MÉTAUX

LES MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MARCHÉS DES SERVICES

LES MARCHÉS DES BIENS D'ÉQUIPEMENT

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSOMMATION

LES MARCHÉS DES BIENS D'INVESTISSEMENT

LES MARCHÉS DES BIENS DE CAPITAL

LES MARCHÉS DES BIENS DE TRAVAIL

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉPLOIEMENT

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉVELOPPEMENT

LES MARCHÉS DES BIENS DE PROTECTION

LES MARCHÉS DES BIENS DE SÉCURITÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE SERVICE

LES MARCHÉS DES BIENS DE BIEN-ÊTRE

LES MARCHÉS DES BIENS DE SANTÉ

LES MARCHÉS DES BIENS DE CULTURE

LES MARCHÉS DES BIENS DE LOISIRS

LES MARCHÉS DES BIENS DE DÉTENTE

LES MARCHÉS DES BIENS DE CONSUMÉ



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 12 MARS

Ventes bénéficiaires

Les valeurs françaises, déjà plus assurées au cours de la séance de mardi, ont été à Londres, comme à New-York et à Paris, les ventes bénéficiaires ont pesé sur la cote, à quelques exceptions près.

Les écarts en baisse n'ont pas recouvert une grande amplitude, tandis que le volume des transactions tendait à diminuer.

Il est difficile, au moins pour l'instant, de parler de renouveau de tendance : cependant, lundi, la hausse avait été sensible, en dépit d'une conjoncture peu réjouissante et d'un climat social pour le moins perturbé.

De plus, un courant d'achats se porte toujours sur les valeurs automobiles et de pneumatiques (Peugeot et Michelin), sur celles du bâtiment (Assurances Centrales, Bouygues), sur la banque, et certains titres de sociétés de consommation depuis de nombreux mois, tel l'Air Liquide.

Ajoutons que les opérations de liquidation commenceront mardi prochain, ce qui risque de peser sur les cours, au moins dans les premières heures.

Tassement de B.C.T. Localisation Radar S.A., Pérod, Laforge, E.P. C.I.P. Alcatel, C.G.E., Radiotechnique, Cressat-Lore, Aquitaine, Raffinage.

Aux valeurs étrangères, repli des américaines, en liaison avec celui du dollar et de Wall Street, des commandes et des hollandaises.

Irrégularité des pétroles internationaux. La reprise des mines d'or se poursuit, sur les cotes de Londres.

Sur le marché du métal, effritement du lingot et de l'ivoire en barre de 24 570 F et 24 560 F contre 24 540 F et 24 530 F, tandis que le lingot en barre perd 210 F à 206 F, la valeur des transactions augmentant légèrement à 167 millions de F contre 157 millions de francs.

LONDRES

Nouveau repli Dans un marché à nouveau en repli, les assurances baissent sur l'augmentation de capital lancée par la Guardian, l'irrégularité des industrielles et recul des mines d'or.

Table with columns: Valeurs, Cloture, Cours, Différence. Lists various stock prices and their changes.

NEW YORK 12 MARS Repli Après une baisse initiale, suivie d'une tentative de reprise, Wall Street s'est finalement replié sous la pression de ventes bénéficiaires.

Le nouveau financement, qui fait suite à celui de la veille, est attribué aux propres pessimismes de M. Greenpan, principal conseiller économique de la Maison Blanche, selon lequel le produit national brut des Etats-Unis pourrait baisser au deuxième trimestre de 1975.

Les indices Dow Jones de transports, 165,22 (+0,56) ; services publics, 79,96 (-0,51).

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stock prices and their changes.

INDICES QUOTIDIENS (BASE 100 - 31 DÉC. 1974) Valeurs françaises : 124,4 (123,9) ; C. DES AGENTS DE CHANGE (BASE 100 - 28 DÉC. 1961) : 75,6 (71,7) ; Indice général : 75,6 (71,7)

NEW YORK

Après une baisse initiale, suivie d'une tentative de reprise, Wall Street s'est finalement replié sous la pression de ventes bénéficiaires.

Le nouveau financement, qui fait suite à celui de la veille, est attribué aux propres pessimismes de M. Greenpan, principal conseiller économique de la Maison Blanche, selon lequel le produit national brut des Etats-Unis pourrait baisser au deuxième trimestre de 1975.

Les indices Dow Jones de transports, 165,22 (+0,56) ; services publics, 79,96 (-0,51).

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stock prices and their changes.

VALEURS

Large table of financial data with multiple columns: Valeurs, Cours, Différence. Includes various international and domestic stock prices.

BOURSE DE PARIS - 12 MARS - COMPTANT

Table of Paris stock market data for March 12, 1975, categorized by sector and company.

MARCHÉ A TERME

Table of term market data, including futures and options prices for various commodities and currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including the dollar, yen, and others.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including spot and futures prices for various gold-related instruments.

Advertisement for 'STAGES DE FORMATION COUVERTS EN AVRIL, MAI, JUIN' with detailed text about training programs.

Advertisement for 'Les robes de chambre de chez L'Amour' featuring a woman in a nightgown.

Large advertisement for 'Les robes de chambre de chez L'Amour' featuring a woman in a nightgown and detailed text.

Advertisement for 'Sokran' with Arabic text and a logo.



# Le Monde

AUX JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE L'U.D.R.

## « Nous gagnerons la bataille du chômage et de l'inflation » DÉCLARE M. CHIRAC

De nos envoyés spéciaux

Les journées parlementaires de l'U.D.R. se sont terminées, jeudi matin 13 mars à Sainte-Maxime, avec la traditionnelle cérémonie dédiée aux anciens combattants devant la bourse qui marque le débarquement de 1944.

Dans la suite du débat de politique générale, M. Pierre Caron (Nord), président du groupe U.D.R. du Sénat, souligne que « le climat politique du Sénat a changé, son groupe n'étant plus seul à soutenir la politique du gouvernement. « Nous devons à présent marquer notre originalité », ajoute l'orateur, qui souhaite une coordination accrue entre les groupes parlementaires de l'U.D.R. Évoquant les problèmes des collectivités locales, il constate « une offensive tous azimuts et très payante du parti communiste, qui exploite les difficultés que ces collectivités rencontrent actuellement ».

M. Lucien Neuwirth (Loire), secrétaire général adjoint de la formation gaulliste, souhaite que le mouvement soit « une structure d'accueil pour tous ceux qui refusent le schéma marxiste ». Il annonce le lancement prochain d'« une grande opération nationale de rencontres » pour faire connaître « le nouveau visage de l'U.D.R. ».

M. Maurice Papon (Cher), rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, estime qu'il y a « que nous le pou lions ou non, conjonction du pouvoir et de notre mouvement ». Refusant de donner « carte blanche au gouvernement », il revendique donc le droit des élus au contrôle. Puis il s'interroge d'une « importante dégradation de l'emploi depuis quelques jours ». Son intervention est qualifiée par la manifestation d'une centaine de rapatriés, à l'extérieur du cadastre.

« Il y a relance et relance », poursuit M. Papon qui condamne la relance par la consommation, mais demande qu'une décision soit prise « promptement » en

favor d'une relance par l'investissement. « Y renonce », estime-t-il, « c'est relancer les revendications, donc l'inflation ». Évoquant pour terminer la réforme de l'éducation, il annonce « qu'il ne sera pas du côté de ceux qui favoriseront le naufrage de la culture générale ».

Le discours du premier ministre

M. Jacques Chirac, qui monte à la tribune en fin de matinée, déclare : « Ces journées parlementaires manifestent notre coalition et notre volonté de lutter en commun pour la défense des options fondamentales du gaullisme et la mise en œuvre du programme de justice et de réforme que le peuple français a donné mission au nouveau président de la République de réaliser. »

« En recréant notre unité, nous avons été fidèles à notre propre coalition et au message que nous a légué le général de Gaulle. Avec nos partenaires, nous formons une majorité cohérente et une qui ne connaît pas les dissensions profondes sur les problèmes essentiels qui caractérisent ce que l'on appelle l'union de la gauche. »

« Il nous faut maintenant retrouver notre vocation fondamentale, celle de l'action. Nous sommes réunis pour agir ensemble. Nous sommes réunis pour rétablir et affermir sur des bases solides, la situation économique de la France, pour proposer des solutions modernes et audacieuses aux graves difficultés que connaît actuellement le monde, pour soutenir l'action du président de la République. »

Après avoir précisé que les prochaines élections législatives se dérouleront conformément au système actuellement en vigueur, le premier ministre considère l'essentiel de son discours aux questions économiques et sociales. Il af-

firme : « La hausse des prix recule. Elle a été de 3,2 % au premier semestre 1974, elle a été ramenée à 2,2 % au second semestre et elle ne devrait pas dépasser 5 % au premier semestre 1975. Naturellement cet objectif ne pourra être atteint que si nous relâchons nos contraintes que nous nous sommes imposées. La réduction de notre taux d'inflation doit désormais être prioritaire. »

Le chef du gouvernement note que le rétablissement durable des paiements extérieurs de la France demandera « plusieurs années d'effort ».

À propos de la réduction de l'activité économique, il estime que le nombre des demandeurs d'emploi est supérieur à huit cent mille et qu'en raison notamment du nombre de travailleurs en transit l'augmentation réelle du nombre des demandeurs d'emploi est de quatre cent mille soit un peu moins de 2 % de la population active. Il ajoute toutefois que la reprise économique risque de se faire lentement dans la mesure où certains secteurs importants comme la chimie ou la sidérurgie continuent de subir des effets dépressifs de la conjoncture mondiale.

Le gouvernement, indique M. Chirac, estime responsable de la relance « sur une longue période » et, en conséquence, « toute mesure doit être étudiée et mise en œuvre en fonction de ses effets à court et à long terme ». Le gouvernement, dit-il, ne se préoccupe pas de la consommation, mais aussi en fonction des risques qu'elle présente au plan de l'inflation et des échanges extérieurs. C'est, selon le premier ministre, les besoins d'une relance par secteur de l'économie. Il sera en possession à la fin de ce mois des dernières données de la conjoncture et il pourra apprécier la nécessité et l'efficacité d'éventuelles mesures de soutien et de relance.

Le premier ministre traite ensuite des orientations sociales de la politique gouvernementale. Il indique que « le gouvernement ne laissera pas une campagne d'agitation systématique détruire l'effort de redressement en cours ». Évoquant le conflit Renault, il note que, dès les premiers jours, « des concessions importantes ont été faites par la direction et le personnel ». Le conflit Renault, dit-il, a été réglé par l'immense majorité du personnel.

M. Chirac souligne qu'avant la fin de l'année le gouvernement décidera des mesures en faveur des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Une réforme du régime d'indemnisation du chômage partiel est aussi entreprise. C'est, selon le premier ministre, « un dossier prioritaire ».

Il affirme : « Le président de la République a entrepris de conduire un changement de société. Cet effort doit être poursuivi, quels que soient les aléas de la conjoncture économique. Deux orientations illustrent cette volonté : renforcer la solidarité entre Français ; améliorer les conditions de vie et de travail. » La solidarité implique la réduction des inégalités et « une série de politiques de transferts, instituant une solidarité plus grande et plus consciente, sera à la mesure du problème ». À propos de la réforme de l'enseignement, le chef du gouvernement évoque le droit d'intervention en cas de mauvaise gestion et le droit de participation des parents.

En conclusion, M. Chirac estime que, si les Français sont inquiets, ce n'est pas qu'ils se préoccupent des « jeux de la politique », c'est qu'ils attendent « que l'inflation cesse d'être jugée, au sujet de la réforme de l'enseignement, qu'elle « exige le consensus de la nation ».

« M. Claude Labbé, président du groupe à l'Assemblée nationale, prononce la clôture des journées parlementaires. »

A. P. et P. Fr.

Au cours du quatrième trimestre 1974

## L'augmentation du pouvoir d'achat s'est ralentie et les effectifs salariés ont fortement diminué

Les effets de la récession économique apparaissent très nettement dans les résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi au 1<sup>er</sup> janvier 1975 que vient de publier le ministère du travail : moindre augmentation des salaires et surtout faible amélioration du pouvoir d'achat en raison des réductions d'horaires et, enfin, diminution des effectifs, le plus importante depuis 1966 pour un quatrième trimestre.

Le salaire horaire des ouvriers de plus de dix-huit ans a augmenté de 3,8 % au cours du quatrième trimestre, à un rythme moins rapide que les précédents trimestres. En un an, l'augmentation a été de 20,3 %. Compte tenu de la hausse des prix, l'amélioration du pouvoir d'achat a été de 0,7 % comme au troisième trimestre ; en un an, elle a été de 4,4 %. Mais en raison des réductions d'horaires, l'indice des taux de salaire horaire n'a plus une grande signification. Le ministère du travail précise que le « salaire hebdomadaire a progressé nettement moins rapidement » à un rythme annuel de 17,4 % environ, ce qui se traduit par une amélioration du pouvoir d'achat plus réduite, de 1,9 % en 1974.

La durée du travail, qui avait déjà diminué de 0,1 heure au cours du troisième trimestre, a régressé de 0,6 heure au cours du quatrième trimestre (42,9 heures par semaine au lieu de 43,9 le 1<sup>er</sup> octobre, et 43 heures le 1<sup>er</sup> janvier 1975) ; la réduction de la durée hebdomadaire est beaucoup plus forte pour les ouvriers (-0,7 heure) que pour les employés (-0,3 heure).

L'évolution des effectifs salariés reste en effet en net recul : la baisse qui a été enregistrée au cours du quatrième trimestre 1974 - moins 1 % - est la plus forte constatée, depuis 1968, pour la même période. Les effectifs de salariés diminuent dans toutes les branches, à l'exception de trois : combustibles et minéraux, production

des métaux, banques et assurances. Les diminutions les plus grandes touchent les industries agricoles et alimentaires et le textile (-1,3 %), et surtout l'industrie du bois (-2,4 %) et le bâtiment (-2,9 %).

## CE NE SONT PAS LES COMMUNISTES QUI S'OPPOSENT À LA DÉMOCRATIE AU PORTUGAL, déclare M. Marchais.

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, qui était mercredi 13 mars l'invité du journal de 13 heures de TF 1, a notamment évoqué les sujets suivants :

« LA SITUATION AU PORTUGAL. — « La volonté des dirigeants portugais de faire évoluer leur pays dans la voie de la démocratie politique et économique est réelle. Ils ont une vue claire de cette voie dans laquelle ils veulent avancer et ils posent le problème des liens entre la démocratie politique et économique de la même façon que les partis de gauche l'ont fait en France dans le programme commun. (...) Il y a, à la situation actuelle, des responsabilités y compris chez nous. On a entendu parler d'un danger de dictature communiste. Ce ne sont pas les communistes qui menacent l'évolution politique vers la démocratie. C'est la vieille droite réactionnaire et conservatrice qui entend s'opposer à tout pas en avant. »

« LES RAPPORTS AVEC LE P.S. — « Hervé et Chevènement n'ont pas, sur la force de programme commun. Ils entendent avec intérêt Mitterrand dire que ce n'était pas la position officielle du P.S. Je suis plus surpris de l'entendre qualifier les problèmes de l'unité de « péripéties ». C'est un problème capital car il porte sur la nature de l'alliance. Le P.S. ne sentira-t-il déjà assez fort pour aller au gouvernement sans son allié communiste ? »

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. APRES LE COUP D'ETAT MARQUE AU PORTUGAL

#### 3. EUROPE

— PAYS-BAS : après la refus de visa à un journaliste juif, le ministre des affaires étrangères annonce son voyage en Arabie Saoudite.

#### 4. DIPLOMATIE

— La visite en France du président de la République d'Irlande.

#### 4. PROCHÉ-ORIENT

— La tournée de M. Kissinger.

#### 5. ASIE

— JAPON : communistes et socialistes se sont réconciliés pour soutenir le gouverneur de Tokyo.

#### 6-9. POLITIQUE

— Les journées parlementaires de l'U.D.R.

— « La bastille administrative » (TV), par Étienne Mollet.

#### 11. ARMÉE

— Les nominations militaires.

#### 10-11. EDUCATION

— Les collèges ont retrouvé leur autonomie.

#### 12. JUSTICE

— MARSEILLE : condamné à trois ans d'emprisonnement (dix-huit mois avec sursis), M. Moussa a été libéré.

#### 12. POLICE

— La police dans la nation sur Antenne 2 : à côté du sujet ?

#### 12. SPORTS

### LE MONDE DES LIVRES

PAGES 15 A 21

— LE FEUILLETON de R. Polcot-Delpach. — L'art de la nouvelle. — Les mémoires de François Seydoux.

— POSSIBLE : F.-J. Temple.

— LITTÉRATURE ET CRITIQUE : Michel Léman, Ludovic Janvier, Hélène Tournaire.

— PAYSANS D'AUFERNOIS ET D'AUTRESFOIS.

— LE MONDE A TRAVERS LES LIVRES.

— LETTRES AMÉRICAINES : jeunes romanciers. — Les délices allégoriques de John Hawkes.

#### 24. MÉDECINE

— Mme SIMONE VEIL : les maternités peuvent, dès à présent, pratiquer les avortements.

#### 25-27. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : Vérités et Mensonges, d'Orson Welles.

— ARCHITECTURE : l'héritage de Louis Kahn.

#### 31-32. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES : le conseil de Rhône-Alpes réclame la fusion Rhône-Rhône.

#### 32-34. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— ÉNERGIE : « Le slogan « tout est électrique, tout moderne », a suscité de bien fâcheux malentendus », affirme M. Marcel Beffert.

#### — CONFLITS ET REVENDICATIONS

— La guerre des nerfs continue à la région Renault.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25) : Annuaire classés (28 à 30) ; Bulletin d'enseignement ; Aujourd'hui (21) ; Géométrie (14) ; « Journal officiel » (23) ; Loterie nationale (32) ; Météorologie (24) ; Mots croisés (22) ; Finances (35).

Le numéro du « Monde » daté 13 mars 1975 a été tiré à 583 681 exemplaires.

### Europcar loue des voitures camionnettes et camions.

Réservez à 645.21.25

### COLIS FAMILIAUX HUILE D'OLIVE

Produit naturel de l'olive fraîche Garantie extra par PREMIERE PRESSION A FROID et clarifiée par simple décantation et filtration FRANCO DE PORT A PARTIR DE 5 LITRES Demandez Documentation gratuite NP 9 à :

STE PROVENCE OLEICOLES 13 - SALON-DE-PROVENCE

A B C E F G H

A 15 MINUTES DE L'ETOILE  
AUTOUR DE LOUIS, 2<sup>ème</sup> SOUS-DROIT  
64, ROUTE DE VERSAILLES - LOUVECIENNES TEL. 669.94.53

SALONS DE RECEPTION  
REPRESENTATION  
CARTES  
GASTRONOMIQUE

AuBERGE Cœur VOIR

### « LA COUPE SUR CHEVEUX SECS, C'EST NOTRE SUR MESURE »

Gaston LEBRE :

« Après tout, je peux partir comme ça ! », voilà le plus beau compliment que puisse me faire une cliente après une simple coupe de cheveux, sans mise en plus.

Un coupeur doit penser à la tenue de la coiffure, sur des cheveux mouillés, de contrôler les volumes, les épais, les mouvements, les défauts. Une frange coupée sur des cheveux mouillés, sera toujours plus courte une fois sèche. »

Gaston LEBRE  
27, rue Saint-Sulpice, PARIS (6<sup>e</sup>)  
OUVERT LE LUNDI - NOCTURNE LE MERCREDI  
Prendre rendez-vous  
PARKING PLACE SAINT-SULPICE - Tél. : 325-16-64

### Une page qui parle ?

recto : vous l'utilisez comme une feuille de papier ordinaire  
verso : vous pouvez enregistrer 4 minutes de son

Le Système "SOUND-PAGE" © 3M  
Je désire recevoir une documentation complète sur ce système. Il permet d'écrire au recto d'une simple feuille qui peut être manuscrite, dactylographiée, imprimée ou photocopiée, et d'enregistrer au verso (recouvert d'oxyde magnétique) aussi simplement qu'avec un magnétophone traditionnel.

Nom et fonction : \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

3M propose deux autres systèmes audio-visuels : la RÉTROPROJECTION et le "SOUND-ON-SLIDE" ou "dispositif qui parle".

3M France - B.P. 120 - 75019 Paris - Tél. 202.80.80 - Poste 637

3M AUDIO-VISUEL  
Formez, informez, communiquez.

DAIM style  
spécialité du vêtement de peau H&E F. prêt à porter, à vos mesures ou selon votre croquis réparé, transformé, nettoyage.

2, p. des Victoires - Paris - 75002

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES  
frappées - blanches  
ELECTRO-MÉNAGER  
Sèche-chemise  
BROSSIERIE - COUTELLERIE  
CADEAUX - GADGETS UTILIS  
DIDIER-NEVEUR  
29, Rue Marbeuf - Tél. : BAL. 61-70  
20, Rue de la Paix - PARIS  
Ouvert du lundi au samedi de 9 à 19 h.

BMW POZZI  
10, Bd Gouvion-St Cyr, 75017 Paris  
Essais de la gamme complète 75  
Importants ateliers spécialisés  
754.91.64 - 754.91.65 - 755.62.29

au centre de la France  
3 stations thermales  
au service de votre santé

Vichy Néris Bourbon  
Maladies des bains  
Mélalies les bains Bourbon  
du tube Système Néris  
Dispositif, Rhumatismes  
de la Vichy, Rééducation  
de la Vichy, Fonctionnelle

Renseignements : Aux Syndicats d'Initiative des Stations  
SYNDICAT des ETS, THERMALX | MAISON D'Auvergne  
12, Rue Clémenceau 75008 Paris | 12, Bd de la République 75008 Paris | 225.17.67

Hôtel Sofitel-Porticcio:  
le luxe en Corse.

100 chambres  
Institut de thalassothérapie  
Piscine chauffée  
Sofitel-Porticcio vous attend!

100, rue de la Mer - vue sur la mer  
Institut de thalassothérapie  
Piscine chauffée, vous attend!

© Sofitel-Porticcio  
Récouvert le 13 mars 1975.  
Réservations à Paris : 677.11.11 - Porticcio : 15 (95) 25.00.34  
et chez votre agent de voyages habituel.

Je suis du Larzac  
sont reçus  
M. Bourges

Le Canal de la grande fidele

Des dizaines d'années

Trois exemplaires

Jean